

RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT

**Série Sciences de l'Homme
et de la Société**

N°17-2022

Antananarivo - Madagascar

**Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique**

ISSN 1022 – 8691



RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT

Série Sciences de l'Homme et de la Société

N°17

2022

**RECHERCHES
POUR
LE DEVELOPPEMENT**

Série

Sciences de l'Homme et de la Société

N° 17

2^e semestre 2022

Membres du Comité de lecture :

- Pr RAMIARISON Claudine
- Pr RAKOTOARIVELO Marie Laure
- Pr ANDRIAMPARANY Marius
- Dr RAHAINGO-RAZAFIMBELO Marcelline
- Dr RAHARIJAONA Nivoniaina Fahendrena

Ce numéro a été édité avec le concours de

Université d'Antananarivo

et

**Centre d'Information et de Documentation
Scientifique et Technique**

Toute correspondance concernant les publications
RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT
doit être adressée au :

**Centre d'Information et de Documentation
Scientifique et Technique**
BP 6224 – Email : edition.cidst@gmail.com
Antananarivo - Madagascar

ISSN 1022-8691

SOMMAIRE

Effets sociaux et culturels secondaires de l'évangélisation en Afrique

JAOMANDINY Jean-Baptiste, RAMIARISON Claudine,
RATSIFARITANA Charles, 5

Organisations and institutions regulating the risks of using genetically edited plants in Madagascar

RAZAFIMAHATRATRA Hanitriniaina Mamy, TEMPLE Ludovic 25

Analyse du système d'administration des prix des hydrocarbures à Madagascar

HORACE Gatien, MAHADIMBY Julie, RAZAFINIRINA Léontine Landisoa 47

Trajectoire socio-économique de la ressource Raketa (*Opuntia ssp.*) en milieu aride de Madagascar

ANDRIAMISAINA Antsa, RAMANANARIVO Romaine, RAJOELISON
Lalanirina Gabrielle, RANAIVOARISOA Holy Farahanta, RAMANANARIVO
Sylvain, ANTILAHY Herimpitia Estelle, RAZAFIARIJAONA Jules,
RAKOTONIAINA Mihamitsoa, RAMAHAVALISOA Judicaëlle 71

Le chaman au service de la sécurité : Cas du district d'Ambatofinandrahana

RAKOTONIRINA Joachim, RAMAMONJISOA H. Rolland 97

L'impact de la situation parentale sur l'éducation des adolescents : Cas des établissements scolaires d'Antananarivo Atsimondrano

RASOANANDRASANA Jeanne Virginie, RABEMANANJARA Barlet Russel 123

Le redressement de la JIRAMA, condition essentielle de l'amélioration du climat des affaires à Madagascar

HORACE Gatien, MAHADIMBY Julie, RAZAFINIRINA Léontine Landisoa 143

Avantages socio-économiques de la valorisation du figuier de barbarie dans les Régions Androy et Anosy de Madagascar

RAMAHAVALISOA Judicaëlle Yannick, RAMANANARIVO Romaine,
RAMANANARIVO Sylvain, RAZAFIARIJAONA Jules, RANAIVOARISOA
Holy Farahanta, RAKOTONIAINA Mihamintsoa, ANDRIAMISAINA Antsa 171

Contribution of the artisanal and small-scale gold mining (ASGM) to the economy of Madagascar

RAVOLOLOMBOAHANGY Voahary Ny Aina, RAMAMONJISOA Bruno,
RAKOTO-RATSIMBA Harifidy, RABEMANANJARA Zo Hasina,
ANDRIAMAROZAKA Iharimamy 191

La fugue, symptôme d'un mal être chez l'adolescent : cas dans les établissements scolaires d'Antananarivo Atsimondrano	
RASOANANDRASANA Jeanne Virginie, RABEMANANJARA Barlet Russel	207
La mise en valeur des ressources naturelles à potentiel touristique du Sambirano-Ambanja, Madagascar	
JAORAVO Stéphanio	229
Usages du Mobile Money dans la Commune Urbaine d'Antsirabe	
RAKOTOARIVONY Hery Zo Fabrice, RAMAMONJISOA Joselyne	249
Leadership managérial : facteur clé de la réussite de l'entreprise	
RAJAONA Richard Aimé, RANDRIANALJAONA Mahefasoa, RANDRIALAHAMADY Solonirina	263
Dévaluation de la monnaie dans le cadre macroéconomique : Cas de Madagascar	
TSIMANGATAKA Andriamampandra Tsimiovalaza, RAZAFINDRAIBE Solo Nirina J.	277

EFFETS SOCIAUX ET CULTURELS SECONDAIRES DE L'EVANGELISATION EN AFRIQUE

par

JAOMANDINY Jean-Baptiste⁽¹⁾, RAMIARISON Claudine⁽²⁾,
RATSIFARITANA Charles⁽¹⁾

(1) Ecole Doctorale Sciences Inter-Épistémologiques, Université FJKM RAVELOJAONA, Madagascar

(2) Centre d'Information et de Documentation Scientifique et Technique (CIDST)

RESUME

Il est souvent rappelé que la nouvelle évangélisation concerne les Églises occidentales qui évoluent dans un contexte de modernité, alors qu'elle s'est répandue aussi dans le reste du monde. Quels sont désormais les critères qui régissent ce concept ? L'inculturation se présente d'abord comme un principe actif par lequel la vie et le message de l'Evangile sont assimilés par une culture. Ce faisant, ce n'est pas seulement l'Evangile qui s'exprime à partir et à travers les éléments spécifiques de cette culture, mais il est une source d'inspiration créatrice capable de la transformer et de la raviver dans toutes ses dimensions. L'Evangile qui se révèle être une vraie puissance est justement inculturée. Concrètement, il agit au niveau des personnes et des communautés culturelles qui sont sujets et acteurs, il est représenté par les missionnaires et par le terrain ecclésial et culturel de leur mission. L'exigence de vivre sa foi en conformité avec sa culture est rendue possible parce que le principe actif de l'inculturation repose sur un fondement à la fois théologique et anthropologique : l'Incarnation du Verbe de Dieu devenu membre d'une société humaine culturellement située dans l'espace et le temps.

De nos jours, comment l'Église procède-t-elle face aux changements, nécessaires, à apporter dans la pratique de la foi, pour faire écho au développement de la liturgie ? La plupart des Africains apprécient le fait que l'Évangile de Jésus-Christ ait été répandu en Afrique. Cependant, pourquoi le Christ nous est-il présenté d'une manière qui offense notre culture ? Quelle est la mission de l'Église et quels sont les moyens utilisés ? Qu'est-ce que l'évangélisation en Afrique et à Madagascar et comment se manifeste-t-elle ?

Mots-clés : Inculturation, Évangélisation, Théologie africaine, Colonisation, Eglise, Anglicane, Mission

ABSTRACT

The new evangelism presents the stage where the founded Churches must also pass by a process of observation of the secondary social and cultural effects of evangelization. It often recalls that this new evangelism concerns the Western Churches in the context of modernity. However, it spreads all over the world.

What are henceforth the criteria that governs this concept ? The inculturation first presents itself like an active principle by which life and the message of the gospel are assimilated by a culture. Thus, while acting, it is not only the gospel that expresses itself by and through the specific elements of the culture, but it continues as a source of creative inspiration which is capable to transform and revive it in all its contents. The gospel that proves to be a true power is exactly incultured. Concretely, it acts in people and in the cultural communities that are topics and actors of the process, represented by the missionaries and by the ecclesiastic and cultural land of their mission. The requirement to live their faith in conformity with their culture is made possible because the active principle of the inculturation installs at a time on the theological and anthropological foundation: the incarnation of God's Verb become member of a human culturally society which situated in the space and time.

Nowadays, how does the church try several times to find the necessary changes in the practice of the faith, to make echo to the development of the liturgy? Most of African people are grateful for the gospel of Jesus Christ that was brought to Africa. However, why is Christ presented to us in a way that offends our culture? What is the mission of the Church and what are the means used? What is evangelization in Africa and Madagascar and how does it manifest?

Key words: Inculturation, Evangelization, African Theology, Colonization, Church, Anglican, Mission

INTRODUCTION

La théologie s'adresse à des personnes particulières, dans des contextes particuliers. Le développement du concept diffère selon le contexte des régions abordées. Ainsi, l'approche adoptée distingue, par exemple, les populations de l'Occident de celles de l'Afrique.

De plus, la spiritualité est la pierre angulaire qui conditionne le mode de vie de tous les croyants et leur façon d'aborder les choses. Cette spiritualité trouve son origine dans le culte qui est désincarné et qui ne tient pas toujours compte du contexte dans lequel il est célébré.

Aujourd'hui, l'Église est favorable aux changements, nécessaires, dans la pratique de la foi, et ce, pour donner un écho au développement de la liturgie. Si la plupart des Africains sont reconnaissants envers les missionnaires européens d'avoir apporté l'Évangile de Jésus-Christ en Afrique, le Christ y a, toutefois, été présenté d'une manière qui peut offenser leur culture. En effet, les Africains aimeraient que le Christ les aide à découvrir leur propre personnalité, à se découvrir eux-mêmes.

Lorsque les missionnaires étrangers étaient venus en Afrique, ils avaient agi en fonction de leur propre vision dans le prêche de l'Évangile avec des façons de faire qui étaient peu familières aux Africains. Cette recherche a pour objectif de déterminer les effets sociaux et culturels qu'apporte l'évangélisation en Afrique. La méthode déductive adoptée a permis de formuler les hypothèses suivantes : l'évangélisation en Afrique engendre des effets sociaux et culturels secondaires. Ces effets sont liés à la considération qu'accordaient les missionnaires à la culture de l'autre. Ceci a conduit à des révoltes et à des revendications d'Indépendance des pays africains. Les chrétiens locaux souhaitaient jouir d'une liberté sur la façon d'adorer Dieu, le christianisme joue, en effet, un rôle déterminant dans le développement de la personnalité. La deuxième hypothèse porte donc sur le fait que cet état peut fournir des règles à suivre - directement ou indirectement - dans un domaine particulier pour une amélioration de la foi et des pratiques religieuses de la communauté locale.

MATERIELS ET METHODES

La démarche utilisée pour cette étude est surtout qualitative, en raison des contraintes matérielles qui ont limité les déplacements qui auraient pu permettre de recueillir les données nécessaires, les témoignages de la population cible. Par ailleurs, l'état d'urgence lié au Corona-Virus-Disease-19 dans le pays a freiné les déplacements et les rencontres. Cette démarche a favorisé les observations, l'analyse de la littérature et la consultation de documents politico-religieux concernant l'histoire de l'introduction du christianisme à Madagascar et celle de la libération en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Par ailleurs, les types de documents consultés ont également ciblé les thématiques sur l'anthropologie, la théologie africaine, l'histoire de la libération et la mission chrétienne telle qu'elle est en Amérique latine, en Afrique et à Madagascar, en général.

La méthode est ainsi déductive. Des approches systémiques et analytiques ont ensuite été entreprises, elles se sont focalisées sur l'organisation de la liturgie, des chants et des cantiques en utilisant l'outil d'analyse FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces). La situation actuelle et celle souhaitée ont ainsi été mises en évidence.

La plupart des pays africains ont été colonisés pendant plusieurs années au cours du XIX^{ème} siècle. La période coloniale a été marquée par la propagation du Christianisme mais également par différentes formes d'oppression. La foi pratiquée au sein de nombreuses communautés comprend divers aspects qui relèvent de contacts personnels avec le Christ dans la liturgie et la prière, d'étude et de réflexion sur les Évangiles avec un nouvel aperçu pour gagner en courage, en jugement et en normativité. Deux traits caractéristiques de la réalisation de la foi en ressortent : l'actualisation de la libération et la présence du Christ auprès des pauvres qui souffrent d'un traitement injuste.

RESULTATS

Les missionnaires en Afrique

Les phases d'évangélisation en Afrique

Des cinq parties du monde, l'Afrique fut la dernière à être touchée par l'évangélisation. Jusqu'au XIX^{ème} siècle elle garda, en effet, ses secrets et ses mystères presque intacts¹. Sur le plan social, l'Afrique diffère de l'Asie par sa population, son architecture, son organisation sociale constituée par des tribus, son organisation spatiale. Il est communément admis que l'évangélisation du continent africain s'est déroulée en quatre temps².

Première phase (I-VII^{ème} siècle)

Dès le 1^{er} siècle, sous la figure tutélaire de l'évangéliste Marc³, des communautés chrétiennes sont fondées en Afrique du Nord et la Bonne Nouvelle se répand en Égypte⁴ par l'intermédiaire des judéo-chrétiens, des esclaves et des marins. Colonies romaines, ces pays d'Afrique du Nord ont évolué dans le même sens que leur métropole. Ils avaient été évangélisés très tôt, dès les premiers Césars et les missions chrétiennes n'y étaient pas de simples tentatives. Des basiliques y furent érigées, de nombreux évêchés furent créés, ainsi que des églises pourvues d'une organisation complète. Il y avait des monastères florissants où de fréquents conciles se réunissaient. Des hérésies spécifiquement africaines comme l'Arianisme⁵ étaient relatées. C'était un signe que la religion chrétienne avait droit de cité. Du II^{ème} au IV^{ème} siècle, un grand nombre de saints et de martyrs ainsi que la notoriété d'importants théologiens africains existaient déjà. Les Églises d'Afrique avaient produit de nombreux saints, il s'agissait de martyrs et de vierges, mais aussi d'érudits et de docteurs comme Tertullien

¹ Briault, M. (1943). *Les sauvages d'Afrique*. Paris : Payot, p.239.

² Quatre phases d'évangélisation en Afrique cf La Gazette Lakroan'i Madagasikara le 02/10/2009

³ Parratt, J. (2001). *A Reader in African Christian Theology*, London : New Edition SPCK, p.1

⁴ Une église copte selon Lupo Pietro. (1992) p.111.

⁵ Arius (256-336) de Lybie, Presbytère d'Alexandrie, fondateur de l'Arianisme.

(155-222), Cyprien de Carthage (200-258), Optat de Mileve, Mavillus d'Hadrumetum. Saint Augustin (354-430), génie au cœur noble, est une gloire africaine. Ils étaient issus de l'Église chrétienne du Maroc, d'Algérie, de Tunisie et de Libye entre les années 180 et 430.

Entre les années 200 et 700, l'expansion de l'Église chrétienne dans cette région n'avait cessé de décliner. L'Église n'existait que dans la ville, c'était l'Église copte en Égypte. La situation était telle que le Nord-Africain pensait que l'Évangile ne pouvait pas accompagner tout ce qui concernait l'Afrique. C'est ainsi qu'après la conquête vandale au Vème siècle puis l'expansion de l'Islam dans toute l'Afrique du Nord (VIIème siècle), le Christianisme s'effondra.

Deuxième phase (XV-XVIIIème siècle)

Aux XVème et XVIème siècles, des explorateurs portugais ont mené l'évangélisation le long des côtes atlantiques (Cap-Vert, Principe, São Tomé, Angola), puis d'autres missionnaires occidentaux sont entrés dans les régions du Bénin, du Congo, du Mozambique et de Madagascar. À cette époque, des écoles et des hôpitaux catholiques ont commencé à s'établir. Le XVIIIème siècle, cependant, a vu l'extinction de presque toutes les missions au Sud du Sahara. Autrement dit, jusqu'en 1643, l'action missionnaire en Afrique était le fait du Portugal. Il avait le monopole de la charge des Églises et des missions en Afrique. La papauté avait partagé les terres découvertes entre l'Espagne et le Portugal, les deux pays garants des Églises d'outre-mer. Le déclin du Portugal, annexé par l'Espagne entre 1580 et 1640, avait conduit la papauté à prendre en charge l'évangélisation de l'Afrique. Grégoire XI créa, en 1622, la Congrégation de la Propagande, dans le but de Propagation entre les missions et la politique des États. En 1700, grâce à la Société des Missions étrangères, les noirs convertis les plus nombreux étaient encore les esclaves victimes de la traite atlantique.

En 1773, le pape Clément XIV abolit la Compagnie de Jésus bien que les jésuites avaient 3 000 missionnaires dans le monde. En 1909, l'occupation de Rome par les Français entraîna la disparition de la Propagande. Cette crise ne toucha que l'Église catholique, alors qu'au même moment commençait un puissant renouveau du protestantisme, symbolisé par le renouveau méthodiste.

Troisième phase (XIXème-XXème siècle)

Au XIXème siècle, des congrégations missionnaires, parfois concurrentes avec des Pères Blancs, des Spiritains et de nombreuses religieuses, ainsi que des missionnaires protestants de toutes confessions, pénétrèrent davantage à l'intérieur des terres sur le continent africain et s'y installent durablement.

Certains convertis ont payé le baptême de leur vie, Charles Lwanga et ses compagnons en Ouganda et en 1886 en sont des exemples : ces 22 premiers martyrs d'Afrique noire seront béatifiés en 1920 et canonisés en 1964. Le premier évêque anglican noir de l'histoire, l'évêque Adjayi Crowther fut consacré en 1867 ensuite, il y eut James Johnson, mais c'étaient des voix qui prêchaient dans le désert. Dans la plupart des usages de l'Église africaine, et même dans la majeure partie de sa théologie, le modèle européen était de mise. Ce n'est que depuis une quarantaine d'années qu'un véritable mouvement pour repenser la foi chrétienne en termes africains et pour faire de la théologie dans un contexte africain, s'est amorcé. Dans l'élan du colonialisme et grâce à d'importants financements occidentaux, des institutions et infrastructures ecclésiales sont mises en place : préfectures ou vicariats apostoliques, puis évêchés.

En 1840, les Humanistes avaient trois objectifs en Afrique, à savoir les 3E : Exploration, Exaltation (ou Renforcement) de la Culture et Evangélisation. Les missionnaires européens ont pu atteindre ces objectifs en seulement trois ans, après quoi ils moururent du paludisme. Cet accident a été l'un des facteurs qui les a forcés à nommer de nombreux membres du clergé africain pour travailler et poursuivre leurs missions en Afrique. Par ailleurs, les missionnaires de l'Église européenne ne se sont pas immédiatement retirés du développement de l'Afrique mais se sont concentrés sur la diffusion de la Bible et sur les moyens de production agricole, par exemple, les charrues⁶. Ensuite les missions remplacèrent la traite des esclaves par ce qu'on appelle les 3C (Christianisme, Commerce et Civilisation). Cette politique de développement d'une nouvelle élite, appelée à christianiser et à ouvrir à la modernité le reste de l'Afrique est mise en œuvre particulièrement au Sierra Leone. Cette politique conduit à l'africanisation progressive des Églises, confiées au moins partiellement à un clergé local, et invitées à une plus grande autonomie financière. En Afrique australe, les missionnaires protestants britanniques, notamment ceux du LMS (London Missionary Society), se dressent contre les colons boers (descendants des premiers Européens). Leur vision du christianisme et de l'Afrique est donc très différente de celle des Boers. John Philip est le missionnaire passionné pour la défense des Africains et aussi pour l'étude de leur culture. David Livingstone a consacré toutes ses activités à l'exploration de l'Afrique. Il avait la volonté de lutter contre les abus de certaines formes de colonisation.

⁶ Salvaing, B. (2006). Missions chrétiennes, christianisme et pouvoirs en Afrique noire du fin XVIII^e siècle aux années 1960 : permanences et évolution, in *Outre-mer*, tome 933, n°350-351, 1^{er} semestre 2006, sites et moments de mémoire ; pp.295-333, p.301.

Quatrième phase

Depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle, c'est de plus en plus à travers les catéchistes et le clergé indigène que l'Évangile continue d'être annoncé en Afrique. Ce cas existait déjà dans le nord de Madagascar, du côté anglican où les deux missionnaires anglais (Herbert Maundrell et Thomas Campbell) ne travaillèrent à Amboanio (Vohémar-Madagascar) que pendant dix ans (1864-1874) lorsqu'ils nommèrent des catéchistes pour continuer le travail qu'ils avaient commencé. A Madagascar, les missionnaires préféraient devenir les conseillers des princes, qui les utilisaient comme vecteurs de modernisation et de diffusion de la civilisation. Dans cette situation il y avait parfois un anticolonialisme missionnaire. Ils avaient travaillé pour conquérir l'obscurité qui éclipsait l'Afrique et sa vision en tant que (sous l'apparence) descendant de Ham maudit. Ainsi, ils agissaient simultanément dans la conviction d'un développement rapide de l'Afrique⁷. En Afrique de l'Ouest, plus précisément au Nigeria, il y eut des affrontements entre les missionnaires européens, le clergé et les laïcs indigènes. Les limites qu'ils avaient fixées étaient trop strictes pour que les autochtones puissent pratiquer leur religion culturellement. L'évêque autochtone Adjayai Crowther faisait partie des personnes touchées. En conséquence, en 1891, le peuple éthiopien avait annoncé avec force la naissance de l'Église privée éthiopienne dirigée par James Johnson. L'Église éthiopienne n'avait rejoint l'Église anglicane qu'en 1900. Comme les colons travaillaient avec les missionnaires, on peut penser parfois qu'ils plaçaient ces missionnaires en position de "policiers" pour encadrer les esprits : c'était le cas pour la Rhodésie et la Belgique. Congo. Memmi disait : « *La colonisation n'a jamais favorisé la conversion religieuse du colonisé car le colonisateur n'a pas pu favoriser une entreprise qui aurait contribué à la disparition de la relation coloniale.* »⁸ Les colons étaient réticents à promouvoir la religion des personnes qui participaient à sa promotion. C'est comme un ami qui ouvre les yeux du peuple pour constater les faiblesses des colons.

Le constat était tel qu'il n'était pas facile pour les missionnaires de s'établir pour prêcher l'Évangile en Afrique. Les missionnaires n'avaient pas abandonné, malgré leur souffrance. L'espoir d'obtenir des résultats bons et efficaces occupait une grande place dans leur esprit. Le chemin était difficile, mais il fallait le parcourir en se focalisant sur les objectifs fixés. Ces phases peuvent être qualifiées de périodes difficiles, mais nécessaires car fructueuses. Cette période d'hésitation, loin d'être inutile, est un passage obligé pour se retrouver et se réorienter. Il permet d'explorer l'intériorité et d'y laisser s'élever le grand rêve de la vie. C'est une période fertile malgré les apparences de stérilité, il y a une gestation pendant l'hiver. C'est une période de créativité mystérieuse.

⁷ Salvaing, B. *ibid*, p.301.

⁸ Salvaing, B. *ibid*, p.311.

Une phase de pratique d'inculturation

Les anciennes missions portugaises avaient disparu, ne laissant que peu de traces. La raison en est que, par exemple, le Père Bessieux, arrivé au Gabon à l'âge de 40 ans, le 29 septembre 1844, ne parla jamais très bien le pongoué local, alors qu'il était le premier évêque du Gabon. Les anciens Capucins n'exigeaient que la conversion des populations locales à la foi chrétienne. Ils ne voulaient pas d'une doctrine sans obligation. Ils n'ont alors pas pu convaincre les noirs dans l'immédiat. Cette situation rappelle le prêche des moines capucins des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles au Congo. Ils procédaient comme s'ils étaient en train de prêcher au peuple d'Italie ou d'Espagne, les services d'un interprète, plus ou moins qualifié, étaient requis. Dans le cas où l'assistance déclarait adhérer au Symbole de la foi, elle était tout de suite baptisée. Ceci était grave en l'absence d'une enquête préalable sur les obstacles pouvant entraver la pratique religieuse⁹

Au XIX^{ème} siècle, au Sénégal, la situation religieuse chrétienne romaine n'était pas meilleure. Elle se limitait à un seul ecclésiastique ayant le titre de préfet et des fonctions qui se réduisaient à une aumônerie de forteresse ou d'étape européenne. La reprise des missions chrétiennes n'était pas basée sur ces vestiges.

Pour confirmer une fois de plus l'importance de la langue locale dans le domaine de l'évangélisation, l'exemple de l'œuvre du clergé catholique des États-Unis est explicite. Il s'y était intéressé et avait adressé une pétition au Saint-Siège et envoyé des missionnaires au Libéria. Plusieurs évêques ont mené à bien cette tâche. Dès leur débarquement, les missionnaires se mirent immédiatement au travail, conscients que rien ne serait solide sans la connaissance et la pratique de la langue maternelle. Ceci avait permis d'apporter les vérités essentielles du christianisme. Henri Derroitte le confirme en disant : « *La capacité première de l'évangéliste est d'entrer dans la conversation en cours, de se mêler à la conversation des hommes, de parler avec ceux qu'on rencontre, de s'intéresser à ce qui les intéresse, pouvoir parler de choses communes, être interrogé aussi, et cela à l'exemple de Jésus lui-même sur le chemin d'Emmaüs* »¹⁰. Malheureusement, ils n'avaient pas tenu suffisamment compte du climat, ils avaient négligé les adaptations et les précautions élémentaires. Les Noirs ne comprenaient que quelques mots européens utilisés dans le commerce.

Les mouvements humanitaires de l'Église anglicane

Un mouvement dynamique en Angleterre réclamant un mouvement humanitaire eut lieu en 1799 avec comme objectif d'abolir la traite des esclaves. Au XVIII^{ème} siècle, la lutte pour l'abolition de la traite négrière, votée par le Parlement britannique

⁹ Briault, M. (1943). *Les sauvages d'Afrique*. Paris : Payot, p.245.

¹⁰ Derroitte, H. (2002). *Théologie, mission et catéchèse*. Montréal (Canada) : Novalis, p.195.

en 1807, avait été largement soutenue par les églises anglicanes, méthodistes, etc. Ce mouvement d'opinion était puissant durant la première moitié du siècle, il voulait racheter le passé esclavagiste de l'Europe¹¹. La CMS (Church Missionary Society) est née en 1799 de l'Église évangélique anglicane (Low Church). L'Afrique et l'Inde étaient ses principales destinations et elle a le travail de libération des esclaves a connu un succès grâce à la diffusion de l'Evangile. En 1864, le premier évêque noir africain, le révérend Samuel Adjayi Crowther, esclave sierra-léonais, fut consacré. Il convient de noter que sur le continent africain, l'Église anglicane placée sous l'égide de la CMS (Church Missionary Society) et la SPG (Société pour la Propagation de l'Évangile) a connu une croissance rapide. Elle occupe la deuxième place, après l'Église catholique apostolique romaine¹².

En 1841-1872, l'évêque Henry Venn fut nommé secrétaire honoraire de la CMS. En 1843-1864, il entretient des liens étroits avec la SPG. Cet évêque, pilier de l'Église anglicane au XIXème siècle en matière de stratégie, a permis à la foi anglicane de prospérer au cours de son mandat de secrétaire. Avec seulement 9 diocèses en Angleterre au début de son ministère, ce chiffre est passé à plus de 50 diocèses au cours de ses 20 années de mandat. A l'exception des travaux d'Henry Venn, peu de travaux de recherche portent sur le travail des missionnaires anglicans.

L'Église doit rayonner dans sa zone d'implantation, c'est-à-dire qu'elle doit fournir aux autochtones une formation suffisante sur la manière de se comporter, de développer leurs capacités et d'aider à leur épanouissement. A ce titre, Henry Venn développe la théorie des trois autonomies¹³ des Églises africaines : « se prendre en charge », « exercer soi-même un pouvoir », et « l'auto extension ». Les méthodes d'Henry Venn sont toujours utilisées par la SPG et la CMS.

Introduction du christianisme à Madagascar

Les Portugais étaient les premiers à propager la foi catholique à Madagascar. Les résultats étaient, cependant, très mitigés. A partir du XVIIème siècle, les Européens étendirent progressivement leur présence, par l'intermédiaire de commerçants, mais aussi de missionnaires.

Un exemple d'origine catholique (1883-1884, 1894-1895)

Le Révérend Père Hübsch Bruno mentionne que Vincent de Paul, fondateur de la communauté lazariste en 1625 avait donné l'instruction suivante à un des missionnaires catholiques envoyé à Taolagnaro en 1648, Charles Nacquart : « *Faites*

¹¹ Salvaing, B. (2006), *ibid*, p.301.

¹² Martineau, S. (1996). *Les Anglicans*. Belgique : Brepols, pp.183-184.

¹³ Salvaing, B. *ibid*, p.302.

ce que vous pouvez pour qu'ils comprennent que votre but n'est que de développer la valeur que Dieu leur a donnée. »¹⁴.

Après de nombreuses tentatives, notamment à Fort-Dauphin datant de l'époque portugaise, l'Église catholique renoua avec Madagascar depuis l'île Bourbon vers 1837, lorsque le Père Dalmond arriva à Sainte-Marie. Il ne rejoignit pas la capitale, Antananarivo, il évangélisa les petites Iles à l'instar de Nosy Be et Sainte-Marie. En 1855, le père Finaz, père jésuite français, réussit à passer clandestinement, avec l'aide de Jean Laborde, à Antananarivo où il rencontra la reine Ranavalona I. C'est à cette occasion que le roi Radama II (1862-1863), favorable aux étrangers, assista à la première messe célébrée à Antananarivo.

Rappelés à Antananarivo par ledit roi, avec les Pasteurs, les Jésuites s'entourèrent des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, déjà présentes sur les côtes, et des Frères des Écoles chrétiennes. Ils seront ensuite rejoints par les Vincentiens (Lazaristes) qui s'installèrent au Sud et les Spiritains au Nord¹⁵. Tout cela s'est déroulé avant les deux guerres franco-malgaches de 1883-1884 et 1894-1895.

Le début des hostilités avec la France et la conversion de la reine Ranavalona 1^{ère} au protestantisme¹⁶ confinent le catholicisme aux personnes ordinaires et aux esclaves. Les pères français avaient quitté Madagascar lors des deux guerres franco-malgaches. Cela s'est accompagné de campagne de dénigrement contre les catholiques, car ils étaient, assimilés à des collaborateurs dans ces guerres. Les laïcs se sont alors regroupés en deux associations, "l'Union Catholique" pour les jeunes et les "Enfants de Marie" pour les filles, elles prennent en charge la bonne marche de leur Église, de ses paroisses et de ses œuvres, déjà nombreuses.

Le Protestantisme (London Missionary Society - 1837-1861)

Après avoir autorisé le baptême et la Cène à la mort de son mari, Radama I^{er} (1810-1828), la reine Ranavalona I a rompu sa promesse de garder les missionnaires pendant encore six ans comme enseignants. Face au progrès de la foi chrétienne qui menaçait son pouvoir, elle interdit le christianisme et chassa les étrangers. Dès 1837, il y eut une longue période de persécutions qui durera jusqu'à la mort de la reine en 1861. Ces persécutions étaient marquées par l'existence de martyrs, tel que Rasalama, tué pour avoir refusé de renoncer à sa foi le 14 août 1837.

¹⁴ Hübsch, B. (1992). Ny nifandraisan'i Madagasikara voalohany tamin'ny fivavahana kristiana (taon-jato faha-17 sy faha-18). In *I Madagasikara sy ny fivavahana kristiana*. ibid, p.174

¹⁵ Ralibera, D. (Pasteur). (2002). D'Andriamanitra à Dieu : vers un christianisme à la Malgache. In *Madagascar fenêtres*. Antananarivo: AFCA MADA, p.85.

¹⁶ Rabary, (Pasteur), *Ny daty malaza, 1817-1886*. Antananarivo : TPFLM, p.354 : Ranavalona II avec Rainilaiarivony, Premier Ministre, ont été baptisés le 29 février 1869 à Antananarivo.

Cependant, le départ de missionnaires étrangers permettra de fonder l'Église malgache. Des chrétiens sans pasteurs se regroupent pour constituer des communautés ecclésiales et même pour fonder une Église à l'image des Églises primitives décrites dans la Bible. En suivant cet exemple, des assemblées de communiantes se regroupent pour élire leurs pasteurs, nommer des prédicateurs et choisir les évangélistes chargés de faire le lien avec les autres communautés dispersées dans tout l'Imerina et jusqu'au pays Betsileo. Même en l'absence de missionnaires, l'Église survécut et elle est même devenue plus vivante. L'autorité passa des mains des missionnaires étrangers aux Malgaches et l'Évangile prit racine.

Puis le roi Radama II rappelle les missionnaires, tant protestants que catholiques, et lance un concours confessionnel qui durera près d'un siècle en déclarant : « *Pour moi, je me sens porté par le catholicisme, mais je veux, pour un temps, rester neutre et voir à la fois les parties se disputer et faire éclater la vérité* »¹⁷. Le pasteur William Ellis du LMS (London Missionary Society) construisit, grâce à une importante souscription lancée en Angleterre, quatre temples de pierre à la mémoire des martyrs chrétiens du règne précédent sur les lieux mêmes de leur tourment. En 1868, la conversion de la reine Ranavalona II (1868-1883) au Protestantisme donna aux Réformateurs un essor sans précédent, notamment dans les grandes familles de la capitale. Le LMS rejoignit bientôt les Quakers (The Church of Friends), les Norvégiens, les Luthériens et les Anglicans divisèrent le pays en zones de rayonnement¹⁸.

En septembre 1870, des ordres furent donnés à des officiers de confiance pour détruire les sampy royaux (idoles). Ceci fut étendu à la destruction de tous les *sampy*¹⁹ familiaux, ainsi que les *ody* (charmes). Les officiers avaient ainsi publiquement violé les tabous des *sampy* et les avaient ensuite jetés dans les flammes. Des menaces de morts étaient proférées par le P. Marc Finaz en ces termes : « *Brûlez tous vos sampy et vos sikidy*²⁰ : si quelqu'un les conserve, nous jetterons les sampy et leur gardien aux flammes. »²¹

Le Protestantisme luthérien (1866-1950)

En 1866, des missionnaires luthériens ont été envoyés par la Société Missionnaire Norvégienne (NMS), à savoir : le Révérend Engh et son ami, Monsieur Nelson,

¹⁷ Cipollone, G. (2008). *Christianisme et droits de l'homme à Madagascar*. Paris : Karthala, p.82.

¹⁸ Ralibera, D., *ibid*, pp.80-86.

¹⁹ Les *sampy* sont des talismans protecteurs d'individus, de familles.

²⁰ Système de divination par les graines liées à l'astrologie.

²¹ Raison, F. (2007). La coutume des ancêtres. Regards sur le XIXe siècle malgache. Regards d'aujourd'hui, Karthala, in *Histoire et missions chrétiennes*, 2007/3 n°3/ pp.55-74, p.62.

enseignant²². Après qu'un accord ait été conclu avec la LMS (London Missionary Society), le 2 septembre 1867, il a été décidé que les missionnaires luthériens prêcheraient l'Evangile dans le sud de l'île et ont choisi de construire leur siège à Betafo (Antsirabe). Il est à noter que leur siège à Stravanger (Allemagne) est épiscopal (contrôlé par l'évêque), mais celui qu'ils ont établi à Madagascar est un synode (contrôlé par la décision du synode).

En 1888, des missionnaires américains de l'Église Évangélique Luthérienne (ELC) sont venus pour aider les luthériens norvégiens. En 1890, le Lutheran Broad of Mission (LBM) est également venu. L'ELC et la LBM, établirent leur siège à Betioky et Taolagnaro (sud-ouest) en vertu d'un accord passé avec la NMS (Société Missionnaire Norvégienne) en 1891.

En 1950, ces trois groupes de missionnaires luthériens fusionnèrent et fondèrent une église dénommée FLM (Église Luthérienne Malgache).

En 1961, le pasteur Rakoto Andrianarijaona, le premier malgache, a été élu président de la FLM.

Un exemple d'origine anglicane (1868-1874)

L'arrivée des premiers Missionnaires CMS (Church Missionary Society) à Madagascar.

Le 3 juillet 1863, deux diacres arrivent à Madagascar, le révérend Thomas Campbell et Herbert Maundrell, tous deux missionnaires de la CMS. Ils avaient appris et s'étaient familiarisés avec la langue, la pensée et les coutumes du peuple malgache.

Le jeudi 9 novembre 1864, les Révérends Ellis et Ryan, premiers missionnaires chrétiens, s'installent à Amboanio (14 km au sud de Vohémar). Ils sont accueillis à bras ouverts par les habitants, qu'ils soient Hova, Betsimisaraka ou Sakalava ils étaient venus avec un petit livre de poche portant sur la liturgie anglicane, déjà traduite en malgache. Ces Missionnaires de CMS (Church Missionary Society) ont été ainsi les premiers à introduire ce type de document à Madagascar. La priorité était, alors, de prêcher l'Évangile d'une manière inculturante.

Ce n'est qu'en 1874, au moment de l'élection et du sacrement du révérend Robert Kestell Cornish que les choses changèrent avec le départ du nouvel évêque et de ses compagnons pour Madagascar, le 11 juin 1874. Ainsi, Mgr Robert Kestell Cornish fut le premier évêque à présider le diocèse de Madagascar. Francis Ambrose Gregory, qui y travailla pendant dix ans (1894-1904), fonda en même temps le Collège Théologique à Ambatoharanana. Ratsizehena avait déclaré que l'évêque Robert Kestell Cornish qui

²² Tari-dàlana momba ny Ekiomenika. (1985). p.41.

s'était installé à Antananarivo, l'avait persuadé de suivre la tradition de la SPG (Society for the Propagation of the Gospel). De nombreux Merina devenus chrétiens anglicans vivaient dans la région de Vohémar²³ alors gouvernée par un État Merina, tandis que la population locale affichait encore une certaine hésitation.

La théologie de la libération et la situation socioculturelle en Afrique

La théologie de la libération est un courant de pensée chrétienne. Les premières réflexions trouvent leur origine dans un contexte de dialogue entre l'Église et la société, entre la foi chrétienne et les désirs de transformation et de libération émanant des peuples. Il faut noter que le Concile Vatican II a été propice à une certaine liberté dans la réflexion théologique.

Évolution de la théologie de la libération dans le monde

Dans l'histoire de la théologie de la libération, la foi chrétienne est en conflit avec les progrès de la société et de la technologie d'aujourd'hui²⁴. Les théologiens peinent à trouver les moyens de libérer les chrétiens de leur servitude. Jean-Marc Ela a déclaré en 2003 : « *Ils ne peuvent pas se taire sur des questions non théologiques. Car rien de ce qui se fait dans une société n'est neutre du point de vue de la venue du Royaume de Dieu dans ce monde. En réalité, le salut en Jésus-Christ est l'avènement du Royaume de Dieu par des médiations humaines et quotidiennes* »²⁵.

Auparavant, en général, il n'y avait pas de vérité pour les Noirs qui ne sorte du contexte de leur propre expérience. La vérité, en ce sens, est celle révélée dans l'histoire et la culture des Noirs. Cela signifie qu'il ne peut y avoir de théologie noire qui ne prenne cette expérience comme source et point de départ. Cette théologie est celle des Noirs pour eux-mêmes, un examen de leurs histoires, de leurs cultures. C'est une recherche intellectuelle au cœur des données brutes de notre pèlerinage, des récits de notre passage. Elle doit découvrir les structures et les formes de l'expérience noire, les catégories d'interprétation devront émerger de ces schémas de pensée en eux-mêmes²⁶.

En raison de la puissance de la théologie de la libération latino-américaine, de nombreux Européens, en particulier les Espagnols, l'ont adoptée. Ils ne pouvaient pas supporter les formes d'injustice liée, entre autres, à la drogue. Par ailleurs, des questions telles que la protection de l'environnement, l'écologie, l'élimination de diverses armes sophistiquées et nucléaires, les catastrophes naturelles, les épidémies qui se propagent en Afrique étaient peu abordées.

²³ Côte nord-est de Madagascar.

²⁴ Boff, L. et Boff, C. (1997). *Introducing Liberation Theology*. Wellwood: Burns and Oates, p.81.

²⁵ Ela, J-M. (2003). *Repenser la théologie africaine*. Paris : Karthala, pp.83-84.

²⁶ Cone, J. H. (1989), *La noirceur de Dieu*. Genève : Labor et Fides, p.35.

En outre, les théologiens des pays développés accordent une certaine considération aux femmes, notamment en matière de discrimination sexuelle perpétuée par la théologie ancienne induisant des restrictions de leur participation dans la vie de l'Église.

Les questions théologiques émergentes dans les pays plus ou moins développés sont peu connues, notamment celles des relations entre la théologie de la libération et le socialisme dans lequel il s'agit de lutter contre les rapports de classes dans la société.

Le socialisme vise l'égalité pour tous avec comme moyen pour y parvenir la prise en main par l'État du contrôle des moyens de production, tels que la terre, les industries etc.

Une grande rencontre réunissant des théologiens du monde socialiste et des théologiens d'Amérique latine s'est tenue à Matanzas (Cuba), en janvier 1979 pour discuter du rôle social de la foi chrétienne afin de l'actualiser. A l'issue de cette rencontre, il a été affirmé que la théologie de la libération n'est pas un « mouvement théologique », mais une « théologie en mouvement », c'est-à-dire qu'il faut de l'action.

La théologie de la libération en Afrique noire

Les différentes phases de la théologie africaine commencent avec les missions portugaises du XVI^{ème} siècle durant lesquelles le leitmotiv de la théologie missionnaire était : « hors de l'Église point de salut ». La période coloniale se caractérise donc par une théologie de l'implantation en accordant la priorité aux conversions.

La deuxième étape est marquée par la Conférence des Peuples d'Afrique, à Accra en 1958 et la Conférence des Églises d'Afrique à Kampala en 1963. L'Afrique connaît un renouveau auquel s'ajoute, au sein de l'Église catholique, la déclaration du Concile Vatican II (1962-1965). Des thèmes théologiques majeurs liés à l'émancipation politique vis-à-vis des puissances coloniales européennes ressortent dont le « nationalisme africain » mais aussi le « nationalisme en théologie ». L'indigénisation, l'affirmation de l'identité culturelle sont des thèmes centraux. « Culture, religion traditionnelle, théologie » deviennent des questions essentielles de l'organisation des Églises. Elles se traduisent par la vie et les symboles liturgiques, la danse dans les rites, la langue du pays dans la vie de l'Église et l'histoire des Églises nationales. Le moratoire missionnaire de Burgess Carr en 1961 invite au respect de l'Afrique. Ce moratoire consiste en une suspension provisoire des activités sous la direction missionnaire.

Une troisième étape correspond à l'émancipation néocoloniale et à l'apparition de nouveaux États indépendants en Afrique. Une théologie de la libération naît en

Afrique, elle est liée à la situation socio-politico-économique dépendante d'un capitalisme, européen et nord-américain. Elle n'est pas née du marxisme, comme en Amérique latine, elle est « plus liée à la pauvreté et à la misère du peuple africain, aujourd'hui exploité par des bureaucraties africaines néo-bourgeoises, comme au Zaïre²⁷.

Le cas de l'Afrique du Sud était marqué par l'existence d'un pouvoir répressif blanc et des raisons économiques et politiques liées la discrimination raciale. La naissance d'une théologie noire et de la « libération » en Afrique du Sud se comprend dans ces conditions.

« *Le Christ fait partie de la culture, dans le sens où Lui-même fait partie du patrimoine social qu'il faut préserver et transmettre* »²⁸. Il est le Messie de la société, celui qui répond à ses espoirs et à ses aspirations, qui porte sa foi à sa perfection, la source de son esprit le plus saint. Cette perspective ne s'accompagne d'aucune tension sérieuse entre l'Église et le monde, entre les lois sociales et l'Évangile, entre l'opération de la grâce divine et l'effort humain²⁹.

La contextualisation est devenue le concept clé de la missiologie. L'inculturation soutenue par Jean-Paul II s'est avérée être la plus proche de la transmission apostolique. Elle ne cherche pas à établir un rapport entre l'Évangile et les cultures. Il considère les cultures et les religions comme incommensurables. La révélation devient immanente à chaque culture et la mission a pour tâche de la faire apparaître.

DISCUSSION

Les liens entre la politique et la religion mènent à la théologie de la libération. L'industrialisation des années 1950 et 1960 avait profité à la classe moyenne et à de nombreux groupes de population urbaine, dans des pays comme le Pérou, l'Argentine, le Brésil ou le Mexique. Ces sociétés étaient ainsi régies par l'idéologie capitaliste qui diffère de l'idéologie socialiste mettant l'accent sur la lutte contre les inégalités de classes.

Du point de vue théologique, en 1979, la réunion de la Commission théologique internationale avait constaté qu'avant les années 1970, les populations d'Amérique latine se concentraient uniquement sur le fait de considérer Jésus-Christ comme Dieu et ne se souciaient pas de leur vie en tant qu'homme historiquement complet dans le monde. Ceux qui la regardent doivent constamment lutter contre la misère du monde. Le Seigneur ne prie pas pour que nous quittions le monde mais pour nous protéger du

²⁷ Cf Ela, J-M, théologien camerounais.

²⁸ Nieburh, H. R. (1956). *Christ et la culture*, New York: Harper Torchbooks, p.41.

²⁹ Nieburh, H. R. (1956), *ibid*, p.41.

mal qui n'est autre que la misère. D'autre part, la rencontre de Medellin (Colombie) en 1968, conclut sur l'Incarnation en ces termes : « *Dieu a envoyé son Fils dans la chair pour sauver l'humanité de toutes les formes de servitude qui sont nommées en son nom. "Péché = esclavage* ». Ce genre d'esclavage n'est autre que l'injustice et la haine résultant de l'égoïsme, de la faim, du danger, de l'oppression et de l'ignorance. « *Si donc le Fils nous affranchit, nous serons vraiment libres* » (Jean 8, 32-35). Nous ne devons pas oublier que Jésus-Christ, notre Sauveur, est une personne réelle. Non seulement il aime les pauvres, mais il les rendra également riches. C'est la principale raison pour laquelle Il est devenu pauvre (comparer à 2 Corinthiens 8, 9). Son œuvre sur terre s'est concentrée sur le conseil aux pauvres pour obtenir la liberté et il a établi son Église comme signe de sa présence, qui s'est faite pauvre, au milieu de l'humanité. Insensé.

Du point de vue de l'Église, depuis les années 1960, elle a souscrit à un nouveau contrat de vie : elle accomplit son travail, socialement, avec sérieux et harmonie. Il est insensé, quelque fois, de penser du point de vue des riches : « *La pauvreté dans le monde en développement est justifiée parce qu'elle est le prix de l'absorption constante des diverses formes de développement produites par le premier groupe* »³⁰. Saint Jérôme (345-419), quant à lui pense que : « *Toute richesse vient de l'injustice, et à moins que l'un ne perde, l'autre ne peut gagner. Par conséquent, il est plus clair pour moi que le proverbe familial est éminemment vrai : Le riche est soit injuste, soit héritier d'un injuste* »³¹. L'Église soutient également le principe selon lequel la foi chrétienne ne croit pas seulement à la libération, mais est la liberté elle-même ; non seulement elle espère la libération mais elle-même construit une vie libre sur terre. L'Église anglicane d'Afrique du Sud, dirigée par l'archevêque Desmond Tutu, a démontré dans les années 1970 la nécessité de vivre la théologie de la liberté. Les congrès catholiques romains tenus à Bogotá en mars 1970 et juillet 1971 ont fait de même. La même année 1970, l'Église protestante a également tenu une conférence à Buenos Aires pour étudier la théologie de la libération.

Les missionnaires et évangélistes ont tenté de convaincre les indigènes malgaches à suivre leur nouvelle foi. Au début, uniquement les jeunes enfants, fréquentant leur école, avaient été entraînés. Ce n'est que plus tard que les adultes entourant le roi et ses partisans y ont adhéré. Lorsque la reine de l'Imerina, Ranaivalona I comprit que la foi chrétienne était une foi complètement nouvelle, elle descendit la foi de ses pères.

Partout en Amérique latine et en Afrique, les peuples ont accepté l'Évangile sans tenir compte des droits des Noirs, des opprimés et de la culture indigène d'une manière générale. Par la suite, les croyants ont établi une liberté culturelle pour servir Dieu.

³⁰ Rapporté par Sobrino in Sobrino, J. (1988). *Jesus in Latin America*. New York: Orbis Books, p.181.

³¹ Sobrino, J. *ibid.*, p.181.

Cette exigence de liberté ne resta pas au sein de l'Église mais s'étendit jusqu'à la revendication des indépendances. C'est une opposition directe ou indirecte à la pratique missionnaire. La prédication de l'Evangile s'est ainsi avérée vraie.

Tout cela a conduit à la xénophobie et au rejet de la culture étrangère, en particulier au sein des églises les plus jeunes. Sous le régime de Ranavalona I, cela s'est traduit par l'expulsion des étrangers qui ne respectaient pas l'identité locale. Certains pensaient même qu'il valait mieux ne rien avoir que de venir détruire le nécessaire avec l'inutile. Nous sommes démunis si nous ne tenons pas compte des différences culturelles, de celle des missionnaires et celle des indigènes. Les bonnes pratiques pour servir le Seigneur ne doivent pas être sous-estimées.

CONCLUSION

L'évangélisation, marquée par l'arrivée des missionnaires entre les VIIème et XIXème siècles, a eu un nouvel impact social et culturel sur les Africains. Au VIIème siècle, l'arrivée du christianisme a heurté l'amour propre des musulmans qui avaient envisagé de l'éliminer complètement en Afrique du Nord ; au XVIIème siècle, la quête de liberté par l'Africain a donné naissance à la théologie de la libération, résultant des quatre vagues d'arrivée des missionnaires en Afrique où se sont succédé succès et échecs. Les soi-disant succès ont amené l'église à l'autonomie, plus particulièrement financière des églises africaines et à former un certain nombre d'élites locales à devenir des leaders régionaux. À cet égard, l'ECAR (Église Catholique Apostolique Romaine), les protestants et les anglicans y ont beaucoup contribué à la mise en œuvre de cette autonomie. La théologie de la libération née en 1970 a émergé des expériences des noirs pour l'abolition de l'esclavage au XIXème siècle, ainsi que de nombreuses injustices sociales, en particulier en Amérique latine. En Afrique, il était basé sur la lutte pour promouvoir la place de la culture africaine dans la foi chrétienne.

L'évangélisation a eu un impact majeur sur le social, à travers la théologie de la libération en Amérique latine et sur le culturel, à travers la théologie de la libération en Afrique. L'évangélisation a eu un impact positif sur l'ensemble de l'humanité, à savoir la tolérance du christianisme colonisateur face aux nombreuses exigences. Cependant, les résultats souhaités ne seront pas atteints tant que l'Église nationale n'aura pas acquis la pleine indépendance politique et expérimenté l'inculturation.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Boff, Leonardo et Boff, Clodovis. (1997). *Introducing Liberation Theology*. Wellwood: Burns and Oates.
- 2) Briault, Maurice. (1943). *Les sauvages d'Afrique*. Paris, Payot.
- 3) Browne, Roger (2007). *So I Send You*. London, SPCK.
- 4) Cipollone, Giulio. (2008). *Christianisme et droits de l'homme à Madagascar*. Paris : Karthala.
- 5) Cone, James H. (1989). *La noirceur de Dieu*. Genève : Labor et Fides,
- 6) Derroitte, Henri. (2002). *Théologie, mission et catéchèse*. Montréal (Canada) - Novalis.
- 7) Ela, Jean-Marc. (2003). *Repenser la théologie africaine*. Paris : Karthala.
- 8) Hübsch, Bruno. (1992). Ny nifandraisan'i Madagasikara voalohany tamin'ny fivavahana kristiana (taon-jato faha-17 sy faha-18). In *I Madagasikara sy ny fivavahana kristiana*. Antananarivo - Ambozontany.
- 9) Labbé, Yves. (2006). Le concept d'Inculturation. In *Revue des Sciences Religieuses* 80/2, 2006.
- 10) Lupo, Pietro. (1992). Ny nielezan'ny Fivavahana Kristiana avy tany Palestina (taon-jato valo voalohany) In *I Madagasikara sy ny Fivavahana kristiana*. Antananarivo - Ambozontany.
- 11) Martineau, Suzanne. (1996). *Les Anglicans*. Belgique : Brepols.
- 12) Nieburh, H. R. (1956). *Christ et la culture*. New York: Harper Torchbooks.
- 13) Parratt, John. (2001). *A Reader in African Christian Theology*, London: New Edition SPCK.
- 14) Rabary, (Pasteur). *Ny daty malaza, 1817-1886*. Antananarivo: TPFLM.
- 15) Raison, Françoise. (2007). La coutume des ancêtres. Regards sur le XIXe siècle malgache. Regards d'aujourd'hui, Karthala, in *Histoire et missions chrétiennes*, 2007/3, n°3/ pp.55-74.
- 16) Ralibera, Daniel, (Pasteur). (2002). D'Andriamanitra à Dieu : vers un christianisme à la Malgache. In *Madagascar fenêtres*. Antananarivo : AFCA MADA.
- 17) Ralibera, Daniel ; Domenichini, Jean Pierre ; Esoavelomandroso, M. ; Raherisoanjato, D. ; Jaovelo, Dzao R. ; Lupo, Petro et al., (1992). *I Madagasikara sy ny fivavahana kristiana*. Antananarivo: Ambozontany.
- 18) Randrianarivelo, Lucien E. (2004). *Tantaran'ny Fiangonana Anglikana eto Madagasikara 1864-1900*, Antananarivo: TPFJKM Imarivolanitra.

- 19) Salvaing, Bernard. (2006). Missions chrétiennes, christianisme et pouvoirs en Afrique noire de fin XVIIIe siècle aux années 1960 : permanences et évolution, in *Outre-mer*, tome 933, n°350-351, 1^{er} semestre 2006, sites et moments de mémoire.
- 20) Sobrino, Jon. (1988). *Jesus in Latin America*. New York: Orbis Books.
- 21) Tari-dàlana momba ny Ekiomenika. (1985).

MISSIONS DU CIDST

- ⇒ Valorisation et diffusion des résultats de recherches
- ⇒ Appui des acteurs du développement en information scientifique et technique pour une meilleure prise de décision



ORGANISATIONS AND INSTITUTIONS REGULATING THE RISKS OF USING GENETICALLY EDITED PLANTS IN MADAGASCAR

par

RAZAFIMAHATRATRA Hanitriniaina Mamy⁽¹⁾, TEMPLE Ludovic⁽²⁾

(1) Centre National de Recherche Appliquée au Développement Rural ou FOFIFA, Antananarivo, Madagascar

(2) Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement - CIRAD, UMR INNOVATION, F-34398 Montpellier, France

ABSTRACT

Accelerating work on genome editing is regenerating biotechnology-related innovations in the agricultural and food sector. It challenges the institutional capacity of developing countries to regulate these risks. From a methodological point of view, we characterize the risk assessment system of Genetically Edited Plants (GEPs) in Madagascar through expert opinion surveys and by analysis of the main legislative and regulatory texts. The results show a dichotomy between a poorly functioning legal biosafety system and a potentially mobilizable inter-organizational scientific network. Collaborative mechanisms with civil society and the scientific community in risk assessment are difficult to make effective due to the weaknesses of the existing methodological and regulatory framework. The involvement of socio-economic actors in risk assessment processes and institutional capacity building are targeted as necessities to regulate risks linked to GEPs in developing countries.

Key words: Genome editing, Risk assessment, Biosafety, Rice, Madagascar

RESUME

L'accélération des travaux sur l'édition du génome renouvelle les innovations liées aux biotechnologies dans le secteur agricole et alimentaire. Elle interpelle la capacité institutionnelle des pays en développement à réguler les risques liés à l'utilisation des produits qui y sont dérivés. D'un point de vue méthodologique, nous caractérisons le système d'évaluation des risques des Plantes Génétiquement Éditées (PGE) à Madagascar par des enquêtes à dire d'expert et par l'analyse des principaux textes législatifs et réglementaires. Les résultats montrent une dichotomie entre un dispositif légal de biosécurité peu fonctionnel et un réseau scientifique inter-institutions potentiellement mobilisable. Les mécanismes de collaboration avec la

société civile et la communauté scientifique dans l'évaluation des risques sont difficilement rendus effectifs du fait des fragilités du cadre méthodologique et réglementaire existants. L'implication des acteurs socio-économiques dans les processus d'évaluation des risques et le renforcement des capacités institutionnelles sont ciblés comme des nécessités pour réguler les risques liés aux PGE dans les pays en développement.

Mots-clés: Edition du génome, Évaluation des Risques, Biosécurité, Riz, Madagascar

INTRODUCTION

The acceleration of research on genome editing has fundamentally regenerating biotechnology-related innovations in the agricultural and food sector since the 2000s (Joly et *al.*, 2001). These techniques have resulted in the use of the acronym Genetically Edited Organisms (GEO).

Genome editing is gaining increasing importance in plant breeding. This technology offers the possibility to precisely develop new varieties with a broad spectrum of possible improvements (Abdallah et *al.*, 2015) and facilitates the transfer of the desired trait to descendants without compromising its effectiveness (Glaszmann et *al.*, 2021). For example, genome editing allows the invention of new resources-saving plants which could: adapt to climate change, optimize the fertility resources of marginal soils, reduce the use of pesticides that are dangerous for ecosystems; speed up the potential for improving the nutritional quality of products (Gatica-Arias et *al.*, 2019; Regnault-Roger, 2020).

Several “arguments”, sometimes described as technological promises, are used in the scientific and political community to support genome editing. It is assumed that genome editing decrease costs at different levels: financial investments, skills, necessary laboratory infrastructure which allow National Agronomic Research Centers of developing and emerging countries to use this innovation (Pfeiffer et *al.*, 2018). This would avoid the search for global markets to amortize onerous investments, as was the case for the “first generation” of GMOs. They are also presented as future solutions to food and nutritional insecurity and a lever to reduce poverty which is rife in developing countries (Georges and Ray, 2017; Mishra et *al.*, 2018 ; Qaim, 2020).

Genome editing offer opportunities. However, it can also involve risks and uncertainties. It can be in a systematic approach understood at the level of food systems (Duru et *al.*, 2020) or socio-ecological systems. Risk analysis focuses mainly to the causal analysis between resources that constitutes biodiversity and health of human and animal (Bordier et *al.*, 2018; Gautier et *al.*, 2020). The socio-economic

risks and uncertainties are poorly documented (Catacora-Vargas et al., 2018; Desquilbet et al., 2015). The existence, knowledge and especially the societal sensitivity to these socio-economic risks structure social norms that lead to the acceptance or rejection of GEOs (Callon, 2013; Morin, 2014).

Risk assessment is a key element that contributes to the acceptance or rejection of the uses of new technical artefacts. This type of evaluation is particularly solicited by global events³², marked by the contemporary proliferation of health crises (intensity, frequency), of which the Covid pandemic is one. These risks led international bodies to implement regulations, to institute international treaties and governance principles for their assessment. The consistency of these formal rules with local societal, legal, economic, and socio-political realities and consequently their effective relevance (high cost, complexity and uncertainty of regulations, functionality of legal institutions or laboratories) to protect populations is being questioned. In developing countries, emerging regulations are not precisely documented in literature. However, the situation of poverty in these countries is often used to justify investments in these new technologies.

In this study, we propose to document the capacity of developing countries in assessing the risks of using genome editing techniques and/or by-products which are derived from them. We contextualize the subject, based on a specific experimental situation of varietal innovation in rice (Nlend and Temple, 2021). This article explores the existing or potentially activable system involved in the risk assessment of Genetically Edited Plants (GEPs) in Madagascar. We respectively specify organisational actors involved, formal rules that regulate the actions and interactions of actors, and the inclusion of the socio-economic considerations in the methods used.

METHODS

First, the main regulatory texts relating to the risk assessment of biotechnology in Madagascar are analyzed to document the risk assessment processes applied or applicable to the use of Genetically Edited Plants (GEPs).

Then, based on surveys of key informants, we provide a diagnostic of the risk assessment systems and methods that are activated or able to be activated in Madagascar. The selection of key informants was made in a reasoned manner by referring to the existing biosafety bodies in Madagascar (Decree n°2012-833) which are :

³² The situation raises questions on the opportunities that may also be offered by speeding up genome editing techniques in the fight against the virus that causes health crises.

- (i) the National Biosafety Committee ensuring the coordination of all activities relating to biosafety and including the multisectoral public and private sectors, each biosafety body, and civil society.
- (ii) the Scientific and Technical Committee in charge of the risk assessment and management of biotechnology and is mainly composed of research and teaching organisations.
- (iii) the Public Participation Office including the media and some institutions working in the field of the environment, for instance the National Office for the Environment. One of the responsibilities of this office is to consult public opinion on biotechnology.

These three biosafety bodies were represented by one or more organizational actors. Identification and selection of these organizational actors was based on preliminary work carried out within the framework of a consultation forum, during which a community of interest was invited to analyze the conditions of use of PGMs in Madagascar (Temple *et al.*, 2019). Key informants representing the organizational actors were chosen according to their skills and functions in their organization and/or the biosafety body. The survey device used was based on the structure shown in Table 1.

Table 1 : The survey mechanism

Biosafety body	Key informants	
National Biosafety Committee	The chairperson of the Biosafety National Committee in the General Directorate of the Environment.	Ministry of the Environment and Sustainable Development
Scientific and Technical Committee	Two teacher-researchers at the University of Antananarivo: a biologist-geneticist at the Faculty of Sciences and an agronomist at the School of Agronomic Sciences	Ministry of Higher Education and Scientific Research
	Four researchers at FOFIFA : an entomologist at the Vakinankaratra Regional Research Center, a medical biochemist at the Zootechnical, Veterinary and Fish Research Department, a biologist-geneticist in charge of the Molecular Biology Laboratory at the Department of Forest Research and Natural Resource Management, and a rice breeder at the Department of Rice Research	
	The Head of the Hygiene, Safety, Quality and Environment Department	Pasteur Institute of Madagascar

Public Participation Office	The Head of the Integration and Environmental Sustainability Assessment Unit of the National Office for the Environment (ONE)	Ministry of Environment and Sustainable Development
-----------------------------	---	---

Key informants were invited by email to complete a survey form which describes the following information : (i) the risk assessment methods applied within the organization, if there is one, (ii) a SWOT, or Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats, analysis of the risk assessment methods in operation within the organization, (iii) the potential roles that the organization could play in risk assessment related to the use of GEPs, (iv) the networks of actors that could contribute to risk assessment; and (v) the risks to be taken into account in an assessment. In this last section, the respondents were questioned on the risks, from the most important to the least important, that an assessment should consider in Madagascar in view of the current knowledge of the risks of GMOs.

RESULTS

A poorly functioning of the biotechnology regulatory system

In Madagascar, the biotechnological risk assessment process is in accordance with the provisions of the Cartagena Protocol (Secretariat of the Convention on Biological Diversity, 2000) that the country signed in 2000 and ratified in 2004 (Law n° 2003-032 authorizing the ratification of the Cartagena Protocol). With reference to this protocol, the risk assessment is not specific to GEPs but concerns generally biotechnology with particular focus on GMOs.

The signing of the Cartagena Protocol led to the implementation of a project to develop the national biosafety framework in 2002. Following workshops with stakeholders, as well as training courses organized as part of this project, the national structure and policy on biosafety was adopted in 2004. This policy aims to set up a system to prevent biotechnological risks which, in this way, serves as a reference for the actions to be undertaken. It is a question of “*facing, in a rational, objective and secure way, questions of Genetically Modified Organisms on the basis of well-established information, of a binding legal tool, appropriate technical and scientific capacities, and according to a process of decision-making involving public participation*” (National Biosafety Policy and Structure in Madagascar, 2004, p. 14). This policy document gives the main orientations in terms of biosafety in Madagascar.

To endorse this policy document and enable its effective implementation, legal and legislative texts should subsequently be drawn up. For this purpose, a biosafety bill has been drafted but is still awaiting approval by the National Assembly. It

highlights the existence of different biosafety bodies, which are: the Competent National Authority, the National Biosafety Committee, the Joint Control Service, the Scientific and Technical Committee and the Public Participation Office. The Scientific and Technical Committee deals with the scientific assessment of risks of biotechnology. And the Public Participation Office is responsible for public involvement in the risk assessment process and decisions relating to biotechnology.

The organization and functioning of biosafety bodies will have to be set by regulation according to Article 41 of the bill on biosafety. Accordingly, two main regulatory texts have been established: (i) Decree n° 2012-833 on the establishment, operation, and responsibilities of various biosafety bodies; and (ii) Order n°11 356/10/MEF relating specifically to the creation of the Scientific and Technical Committee. However, no draft text has yet been prepared and proposed to the competent administrative bodies for the creation of the Public Participation Office and for the clarification of the methods of public participation in the risk assessment mechanism.

Analysis of the legal and regulatory texts also reveals the existence of a disagreement between the ministries on the regulatory approach to be implemented at national level to regulate the risks of biotechnology. On the one hand, the Ministry of the Environment adopts a precautionary principle favouring GMOs but with strict regulatory measures and rigorous risk assessment processes. This is illustrated by Law n° 90-033 on the Environmental Charter, which stipulates in Article 20 that it would be necessary to “develop and strengthen the precautions and accompanying measures for the management of genetically modified organisms/living modified organisms in the Malagasy national territory”. After Madagascar’s ratification of the Cartagena Protocol in 2004, the Ministry of the Environment coordinated initiatives to put in place strict regulatory measures to prevent the risks associated with the use of GMOs.

On the other hand, the Ministry of Health and Ministry of Agriculture adopts a principle of restriction. Article 48 of Law n° 2011-002- on the Health Code reports that “*food products of plant origin, having been grown under the specific method of Genetically Modified Organisms, called GMOs, are the subject of a declaration classifying them as dangerous for human consumption because of the risks of genome modification run by the consumer. Their sale as food is prohibited throughout the National Territory*”. Decree n° 2018 – 397, proposed by the Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries, strictly ban the import, distribution, production, and sale of products of plant or animal origin from Genetically Modified Organisms (GMOs).

A diverse and structured network of actors with a potential for biotechnological risk assessment

Analysis of legislative texts and survey have allowed the establishment of a mapping of organisational actors involved or that could potentially be involved in the risk assessment process related to the use of GEPs in Madagascar (Figure 1).

The mapping comprises two consultation processes for the risk assessment of biotechnology. The first is implemented by the Scientific and Technical Committee with private and international partners to provide the scientific results of risk assessment. The diagram of the assessment process and decision-making, appended to Decree n° 2012-833, shows that, after receipt of the requests, the Competent National Authority, represented by the Ministry of the Environment and Sustainable Development, contacts the National Biosafety Committee. This asks the Scientific and Technical Committee to carry out the risk assessment. The analyses and tests to be performed differ, depending on the condition of the products to be analysed: living or inert. Consultation of the regulatory texts reveals that this committee is made up of national research and teaching organization attached to the Ministries of Higher Education and Scientific Research, the Madagascar Standards Office, the Directorate of Plant Protection, attached to the Ministry of Agriculture, Livestock, and Fisheries, the National Silo of Forest Seeds, attached to the Ministry of the Environment. Key informants in the survey share the idea that, if the products resulting from genome editing are used in Madagascar, research and teaching organizations could play an important role in their risk assessment by making available human resources and existing infrastructure. However, survey reveals that no risk assessment system has not yet been activated for biotechnology in Madagascar. Within the scientific community, none of the researchers surveyed mentioned having already initiated or conducted this type of research.

In addition to existing human resources for the scientific risk assessment, infrastructure can also potentially be mobilized in public organization. The survey showed the existence of a research laboratory at the National Environmental Research Center (CNRE) and a Biotechnology and Plant Improvement laboratory at the Faculty of Science of the University of Antananarivo. These laboratories are the focal points for biosafety in Madagascar. They are functional and are equipped with modern and high-tech equipment where it is possible to carry out analyses in a confined environment. However, the analyses that can be carried out are limited to the detection and quantification of GMOs in foodstuff. Accreditation of these laboratories is in progress. With some restructuring, other laboratories, such as the FOFIFA molecular biology laboratory or the food and environmental hygiene laboratory of the Pasteur Institute in Madagascar, may also be operational to assess the risks of GEPs.

To assess risk, the Scientific and Technical Committee can also call on external expertise and have recourse to the technical assistance of an international organization, in accordance with the regulations in force. The survey revealed the existence of inter-organisation scientific network that potentially can be mobilised for the risk assessment of GEPs. These organizational actors often collaborate within the framework of arrangements in which a group of national and international researchers from different disciplines dealing with a common research program. We can take the example of research and teaching systems in partnership (DP), including: the DP One Health or *One Health OI*³³, which strengthen knowledge on zoonotic diseases from animals to humans or vice versa; the DP on Altitude and Sustainability Production Systems (SPAD)³⁴ interested in the development of production systems in high altitude tropical zones; or the Forest and Biodiversity DP³⁵ which focus research on forest ecosystems and the Malagasy natural forest. In the same vein, we also note the existence of Mixed Research Units (UMR) such as DIAL (Development, Institutions, and Globalization)³⁶ and International Mixed Units such as RESILIENCES, which conducts research in development economics and international economics in Madagascar. The organizational actors involved in these collaborations are : Center for International Cooperation on Agronomic Research for Development (CIRAD), Research Institute for Development (IRD), Africa Rice, Center for Rural Development and Applied Research (FIFAMANOR), FOFIFA - National Center for Applied Research in Rural Development, University of Antananarivo, Malagasy Institute for Veterinary Vaccines (IMVAVET), civil society, Center for Economic Studies at the University of Antananarivo, COEF-Resources, National Institute of Statistics (INSTAT), International Institute of Social Sciences (IISS), Center for Economic Studies and Research for Development (CERED). However, despite the proliferation of these inter-organisation scientific network, a survey of key informant underlined the lack of local capacity and expertise to conduct risk assessment of biotechnology.

International partners such as the FAO and WHO can also contribute to improving the methodological assessment framework by ensuring the application of standards, such as the Codex Alimentarius for foodstuffs derived from biotechnology.

The second consultation process is implemented by the Public Participation Office by involving civil society in the risk assessment process. In the process that has been put in place, the results of the scientific risk are returned to the National Biosafety Committee, which in turn informs the Public Participation Office (Decree n° 2012-

³³ See www.onehealth-oi.org

³⁴ See <https://www.dp-spad.org/>

³⁵ See <https://www.forets-biodiv.org/>

³⁶ See <https://www.ird.fr/madagascar/recherche>

833, Annexes 1, 2 and 3). The Public Participation Office then collects opinions and feedback from civil society on the GMOs in question (Decree n° 2012-833). The Office is mainly made up of organisations working on the field of environment: Ministry of the Environment, National Office for the Environment, Madagascar National Park, and the Environmental Management Support Service. The different stakeholders of civil society mentioned in the national biosafety policy document are: consumers, farmers, economic operators, ecologists, environmentalists, and researchers, as well as public services and members of the government.

The forgotten socio-economic dimension in the biotechnological risk assessment

The interview with the President of the National Biosafety Committee made it possible to obtain information about the existence of a risk assessment and management guide drawn up by the Ministry of the Environment, Ecology, and Forests in 2017. This guide was largely inspired by the regional manual of risk assessment and management procedures related to the introduction of modern biotechnologies and by-products in the area of the West African Economic and Monetary Union (UEMOA, 2013). The guide describes assessment according to the following steps: (1) problem formulation, including identification of risks; (2) risk characterization, (3) characterization of exposure, (4) characterization of risks, (5) risk management strategies, and (6) an overall risk assessment. The guide also indicates the areas that will have to be addressed during the risk assessment at the different stages of development of the biotechnology mainly GMOs: its creation in the laboratory, its prior dissemination in a greenhouse and in a confined field, and finally dissemination in a controlled open field.

Regarding the socio-economic dimensions, existing documents do not provide any details of the socio-economic dimensions to be taken into account in the risk assessment and on how they should be assessed in practice. Order n°11 356 /10/MEF stipulates in Article 4 that the scientific risk assessment carried out by the Scientific and Technical Committee relates only to the risks to human health and the environment. It should also be noted that this guide has not yet been tested or approved for use by the competent administrative authorities in Madagascar. The survey of key informants from the research and development organizations nevertheless highlighted the importance of considering the socio-economic risks in the decision-making process on biotechnology

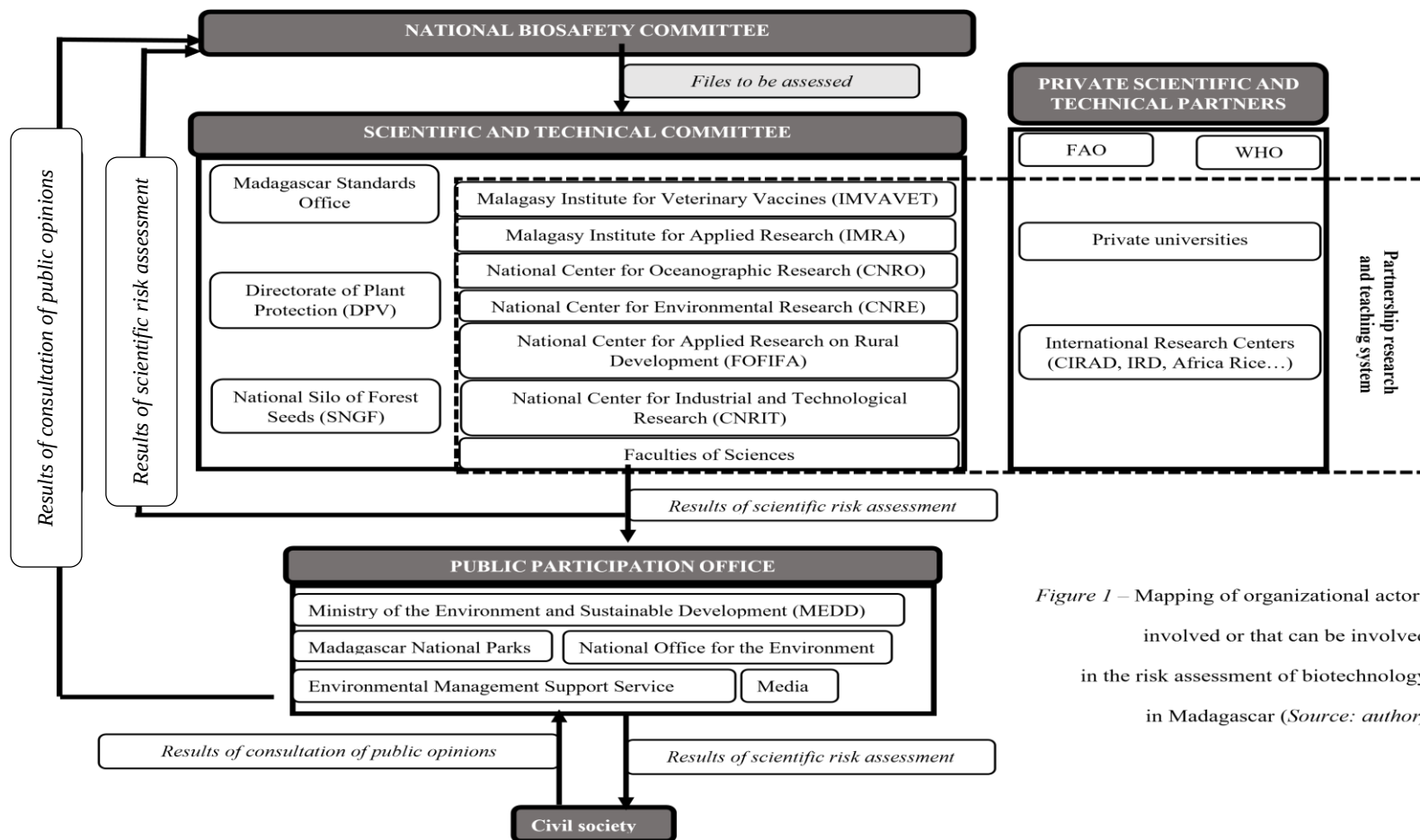


Figure 1 – Mapping of organizational actors involved or that can be involved in the risk assessment of biotechnology in Madagascar (Source: author)

In view of the knowledge on the risks of GMOs, some socio-economic variables related to the use of GEPs have been proposed (*Cf.* Table 2). The effects of new techniques on the concentration of value chains in the seed sector and the increase in the dependence of innovation capacities of farmers on globalized firms (or potentially States) were mentioned during the survey as important risks of GEPs. Key informant also mentioned the importance of risks related to fear of GEP products which have previously been perceived with GMOs.

Table 1 : The risks to be considered in the assessment system in Madagascar and their level of importance

Risks		Importance
Environmental	Loss of biodiversity (fauna, flora, micro-organisms)	+++
	Competition and/or contamination of genetic heritage	
	Gene flow on non-target organisms	
	Resistance to bugs	
Health	Adverse effect on human, animal, and plant health	
Social	Fear of GEP products	
Economic	Dependance on GEP seeds	
	Inflation	
	Difficulty in tracing products	
	Negative impacts on the whole of agriculture	++
	Negative impacts on the sectors concerned	

Source: Author

It should also be outlined that the National Office for the Environment (ONE), as a member of the Public Participation Office, also has a functional mechanism that can be adapted to assess the risks of GEPs. The system is used to prevent environmental risks in public and private investments by implementing the MECIE Decree (Rendering investment compatible with the environment). The Environmental Impact Assessment included in this Decree consists of *“the prior scientific analysis of the foreseeable potential impacts of a given activity on the environment, and the*

examination of acceptability of their level and mitigation measures to ensure the integrity of the environment within the limits of the best available technologies at an economically acceptable cost” (MECIE Decree, Article 2). The introduction of biotechnology in Madagascar must be subject to an Environmental Impact Assessment. But this type of analysis has never been carried out within ONE.

The assessment within ONE is implemented by : (i) a Technical Evaluation Committee (CTE) made up of ONE, the Ministry of the Environment and Sustainable Development (MEDD), and the ministries concerned by the issue and: (ii) the public with the local authorities. Depending on the scope and the subject of the project, assessment by the public is either an on-site consultation of the documents (CPD) or by way of an inquiry and a public hearing (*Cf.* MECIE Decree, Article 15 to 21). In the second case, ONE uses a consulting firm to form a Committee of Inquiry and Public Hearing (CEAP) at the level of municipalities and regions. The local authorities and civil society, as well as key informants, assist in implementing the assessment by the public. Costs for carrying out the assessment, at the expense of the developer/investor, are mainly: the project costs of the assessors in the intervention sites, the conduct of surveys, and the public hearing (*Cf.* MECIE Decree, Annex 3).

The Head of the Integration and Environmental Sustainability Assessment Unit (UEIDE) of the National Office for the Environment (ONE) was able to provide information during the survey on the strengths and weaknesses, opportunities, and threats of this method (*Cf.* Table 3).

DISCUSSION

Regulatory framework of the biotechnological risk assessment in Madagascar

Regarding the regulation of biotechnology, Madagascar adopts the precaution-based approach or process-based approach. Paarlberg (2002) and Qaim (2020) pointed out that many countries in Africa and Asia copied the European regulatory approaches. In fact, two main legal approaches exist:

(i) the precaution-based approaches or the process(es) based approach focused on the methods used by breeders in their operations. For example, GMOs and non-GMO (produced through traditional selection procedures) are considered as different. Specific risk assessment process for GMOs has been established for this purpose. It is traditionally supported by the United States, Canada and other countries of Americas.

Table 2 : SWOT matrix of the assessment method used by ONE for the application of the MECIE Decree

Strengths	Weaknesses
➤ Inclusion of the opinion of the local authorities and the public in the decision-making process. ➤ MECIE is multi-sector and can also be applied to the mining sector as well as the agriculture or others; ➤ Satisfactory relationship/collaboration between the members of the Technical Assessment Committee is.	➤ ONE is based in Antananarivo and in two regions (Fort-Dauphin and Toamasina). It is the branch in Antananarivo that manages and implements assessment activities in the other regions. What makes assessment difficult in these sites. ➤ lack of human and physical resources (example: car) at ONE; ➤ Consideration of opposition political parties as the "public" which can disrupt an assessment.
Opportunities	Threats
➤ Approval of the system at national and international level; ➤ ONE as the single national window for MECIE ; ➤ Existence of international conventions and sectoral regulatory facilitating assessment ; ➤ Existence of a memorandum of understanding with the Organization of Civil Societies; ➤ Sharing knowledge and experiences with other countries.	➤ Political instability; ➤ Interference by high officials of the Government; ➤ The recurring change in the personnel who form the Technical Evaluation Committee in the ministries. Indeed, the personnel trained in the MECIE Decree leave. And ONE must train new members of the CTE each time.

(ii) the product-based approaches or science-based approaches examined and tested the products, i.e. their phenotypes, characteristics, real risk for health and impact on the environment. This approach considers GMOs and non-GMO (produced through traditional selection procedures) as similar. It is traditionally supported by the European Union. (Medvedev et *al.*, 2018; Tagliabue, G., and Ammann, K., 2018 ; Smyth, 2016).

However, there are disagreement between ministries on the regulatory approach of biotechnology to be implemented at national level. the Ministry of the Environment adopts a precautionary principle favouring biotechnology but with strict regulatory measures and rigorous risk assessment processes. The Ministry of Health and Ministry of Agriculture adopts a principle of restriction. The differences in the regulatory approach have been highlighted by Nlend and Temple (2021) in the analysis of the societal acceptability of GEOs in Madagascar. There is therefore a conflict within the

same official institutional standards for regulating risks, generated in part by the application of international standards exogenous to the Malagasy territory.

In Madagascar, no legislative act specifies whether genome edited plant are considered as GMO or not. However, regulation of genome edited products is currently an ongoing discussion at the international arena: genome editing techniques and their by-products will be regulated as GMO or not ? (Kleter et al., 2019). Medvedieva et al. (2018) pointed out that it is important to differentiate “gene-edited” plants with and without GM material as the regulations may vary from case to case. In the first case, genome edited plant fall within the scope of the legislation of GMOs. However, in the second case, genome edited plants may rule out this legislation. For the European Union, the European Court of Justice (ECJ) decided in July 2018 that GEOs are regulated like GMOs. In the United States, genome edited technology does not need any additional regulation, since the final product does not contain GM material (Waltz, 2016; Smyth, 2017). The regulation only applies to products that are hazardous to human health or pose a threat to the environment, whether for organisms produced by traditional or new breeding methods. This scheme is also used in Canada and Argentina.

As genome editing techniques evolve very quickly, it would also be interesting to explore some form of tentative regulation approach which will be provisional, flexible, revisable, dynamic and open approaches to governance (Kuhlmann, 2019). However, there are difficulties to translate these mechanisms into real assessment practices. How appropriate they are for the practical and social standards that regulate the reality of the action strategies of public and private actors in developing countries (Olivier De Sardan, 2021), more specifically, on rice varietal innovation in the agricultural and food sector in Madagascar.

Organizational actors involved in the biotechnological risk assessment

The involvement of the scientific community and civil society in the assessment of risks of biotechnology is among the strategic approach of the national policy in Madagascar.

The scientific based assessment of risk is justified by the fact that risk analysis is a scientific field of study (Hansson and Aven, 2014).

Public participation is also becoming a standard feature of many risk governance efforts that allow civil society to express their opinion in the decision-making process. According to Fiorino (1990), the public participation is justified for three reasons: it is morally right to involve the people affected in the decision making; decisions can actually be better than if they were made by risk experts alone; and decisions are easier to implement because the agencies are not drawn into the time-consuming cycles of

legal challenges. It is important to ensure a wider public participation to maximize involvements of different interest groups (Webler and Tuler, 2018). The multiplicity of systems of standards (legal, social, sectoral) which govern the societal effectiveness of GEP risk management also underlines the usefulness of effective citizen participation in the various biosafety regulatory mechanisms in Madagascar. This is probably a way of verifying that the promises associated with the use of GEPs are not mere supporting instruments to create new markets for globalized firms. While experiments with GMOs have shown that these markets could be the source of new technological and economic dependencies, as well as potential environmental costs for the population (Kranthi et Stone, 2020).

Legislative texts in Madagascar give an indication of actors to be included in the scientific and public risk assessment. However, on the one hand, these texts are not widely applied and present weaknesses, according to Raminintsaotra (2012). The rules and procedures governing the roles of the different stakeholders are, for example, poorly explained in the operating mechanisms of the Scientific and Technical Committee (Raminintsaotra, 2012). No draft text related to the Public Participation Office has yet been prepared and proposed to the competent administrative bodies. On the other hand, a diverse network of actors that have not precisely integrated into the legislative texts could reinforce the existing assessment system.

It should also be noted that organisational actors involved in the risk assessment of biotechnology in Madagascar have actually not yet carried out this type of analysis. The two processes involving scientific assessment of risks and the participatory involvement of the public in the assessment and decision-making process of biotechnology have never been activated in Madagascar. Although work has confirmed the import and use of GMOs in the country (Nlend and Temple, 2021). This is perhaps due to the fact that the Scientific and Technical Committee in charge of the scientific risk assessment of biotechnology is not yet fully functional. In addition, the situations that specifically challenge the risk assessment systems for PGMs are unlikely to occur. In fact, the research sector and private enterprise do not use, or scarcely use, and do not produce, biotechnology in Madagascar.

Consideration of the socio-economic dimension in the biotechnological risk assessment

Results show the existence of a risk assessment and management guide drawn up by the Ministry of the Environment, Ecology, and Forests in 2017. However, this guide has not yet been tested or approved for use by the competent administrative authorities in Madagascar.

It would be necessary to not lose sight of the evolution and the possible harmonization which will be implemented at the international level so that we are not out of step with the innovation trends. As proposed by Kleter *et al.* (2019), it would be important that governments pursue this international harmonization of a safety assessment strategy for gene-edited crops. However, it would be interesting to consider local experiences of some organization, such as the National Office for the Environment, in the Environmental Impact Assessments (EIA) linked to external investments that could be used for the assessment of risks related to GEPs.

Regarding the socio-economic dimension of the risk assessment, this type of analysis is not considered in the current risk assessment and management guide. However, social and economic interests could be identified as, other factors (health and environment), as relevant to the matter under consideration in decision making related to biotechnology. In some African countries, such as Kenya and South Africa, intentions to include socio-economic considerations on their regulatory regime are starting to emerge (Beumer, 2019).

In the literature, socio-economic studies are limited to surveys on the degree of acceptability of these technologies by consumers (Dannenberg, 2009; Maaß *et al.*, 2019). It would be interesting to broaden these socio-economic assessments to, for example, the direct socio-economic risks, such as the reinforcement of social inequalities in the sharing of costs or benefits relating to the implementation of these techniques (Lemarié *et al.*, 2001), and therefore the exclusion or inclusion mechanisms through the effect on crop yields and household income (Kalaitzandonakes *et al.*, 2015) or opportunity costs (Cabanilla *et al.*, 2005). Indirectly, it can be interesting to analyse the locking mechanisms of technological trajectories (Vanloqueren and Baret, 2009), the risks relating to the societal consequences of a possible decline in biodiversity, and the generation of hidden costs in the long term (irreversible pollution, non-communicable diseases). However, these hidden costs are largely borne by the population or the public authorities. They document the societal controversies that guide regulatory political governance (Temple *et al.*, 2018).

CONCLUSION

This study highlighted a “dualism” between: (i) a poorly functioning legal biosafety system and; (ii) a diversified and structured scientific and technical networks for risk assessment, but which is not currently functioning to the theme.

This study outlined, on the one hand, that the biotechnological risk assessment system, in accordance with the provisions of the Cartagena Protocol, is not yet operational in Madagascar. The regulatory framework, on which this system should be based to be functional, is not fully activated.

We first note a slowness of the establishment of the regulatory framework supporting the risk assessment system. Madagascar began the implementation of biosafety measures to prevent biotechnological risks after the signing of the Cartagena Protocol in 2000. Twenty years later, legislative and regulatory texts, including the Law on Biosafety, are still emerging in the form of proposals not yet voted on, or which sometimes exist but are scarcely applied. Most organizations and institutions related to risk assessment are not functional because approved legal texts for their creation and/or involvement in assessment mechanisms are lacking.

There is also a controversy and uncertainty over the regulatory approach to the governance of biotechnology in the political community. The Ministry of Environment and Sustainable Development is in favour of a precautionary principle; while the Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries, as well as the Ministry of Health, are in favour of a principle of restriction.

In situations where GEOs are introduced, biosafety regulations are a critical indicator of conditions for the acceptability of the technology. The solidifying of legal mechanisms forms a necessary regulatory framework. Given the slow pace of establishing a regulatory framework in Madagascar, it would perhaps be more appropriate to update existing legislation on biotechnology and to make it more flexible to include genome editing and/or other new technologies. Government should also end controversies and clarify uncertainties. Otherwise, it would be difficult to consider or to continue the establishment of a system in Madagascar to assess the risks of using all the products resulting from genome editing techniques, whether in the context of the varietal improvement of rice or other agricultural and food products. While Madagascar imports new varieties through numerous seed projects, several are, or will be, very probably modified by genome editing in the years to come.

This study highlighted, on the other hand, that the scientific and technical committee and the public participation office with the civil society are the main organisational actors involved in the biotechnology risk assessment process. These committee and office are mainly made up of public organizations. This reasoning is totally justified and relevant. However, there is an increase of public-private and national-international scientific collaborations generating knowledge in Madagascar. It might perhaps be interesting to reflect on how to benefit from these diverse and structured collaborations so it can add value to the scientific risk assessment of genome editing. The public participation office, for its part, must be updated to include various actors including actors working in the field of socioeconomics. Regarding the civil society, it is not yet precisely identified. This could be defined on a case-by-case basis because the actors concerned may vary depending on the nature and the potential users of the genome editing.

However, it should be noted that organisational actors, involved and potentially involved in the risk assessment (scientific and public assessment), have actually not yet carried out this type of analysis. Consequently, the symmetrical strengthening of scientific and/or technical capacities and appropriate communication/information on GEPs for all actors involved in the risk assessment would be essential.

Regarding the risk assessment method, the guide to risk assessment is at a preliminary stage and mainly focuses on the risks to health and environment. The socio-economic risks are not, or scarcely, identifiable in the methods used in Malagasy institutions. Neither the nature of socio-economic considerations to be assessed, nor how to analyze them, are specified. While it is accepted that socio-economic risk structure societal demands for governance of innovation policies linked to biotechnologies. In view of the results presented an effective method including health, environment and socio-economic factors could be elaborated in a collegial or collaborative manner so that the actors can become involved in the assessment in real terms.

Genome editing is an emerging technology that is becoming more and more important at the international level. Decisions whether or not to use it in developing countries, might be based on a prior analysis of the capacity of new biotechnologies and by-products to respond or not to current development challenges in the specific and local context. Developing countries could also be aware on new international harmonization of the methodological framework for risk analysis. However, it is not a question of simply transferring assessment procedures coming from other countries. Organisational actors involved in the risk assessment are to be selected reasonably and care must be taken to procedures which are adapted to local conditions and realities.

BIBLIOGRAPHIES

- 1) Abdallah, N. A., Prakash, C. S., McHughen, A. G. (2015). Genome editing for crop improvement: Challenges and opportunities. *GM Crops & Food*, 6(4), 183–205. doi:10.1080/21645698.2015.1129937
- 2) Beumer, K. (2019). How to include socio-economic considerations in decision-making on agricultural biotechnology? Two models from Kenya and South Africa. *Agriculture and Human Values*. doi: 10.1007/s10460-019-09934-1
- 3) Bordier, M., Uea-Anuwong, T., Binot, A., Hendrikx, P., & Goutard, F. L. (2018). Characteristics of One Health surveillance systems: a systematic literature review. *Preventive Veterinary Medicine*. doi:10.1016/j.prevetmed.2018.10.005
- 4) Callon, M. (2013). Pour une sociologie des controverses technologiques. *Sociologie de la traduction: Textes fondateurs*, 135-157.

- 5) Cabanilla, L. S., Abdoulaye, T., Sanders, J. H. (2005). Economic cost of non-adoption of Bt-cotton in West Africa: with special reference to Mali. *International Journal of Biotechnology*, 7(1/2/3), 46. doi:10.1504/ijbt.2005.006444
- 6) Catacora-Vargas, G., Binimelis, R., Myhr, A. I., Wynne, B. (2018). Socio-economic research on genetically modified crops: a study of the literature. *Agriculture and Human Values*, 35(2), 489–513. <https://doi.org/10.1007/s10460-017-9842-4>
- 7) Dannenberg, A. (2009). The dispersion and development of consumer preferences for genetically modified food - A meta-analysis. *Ecological Economics*, 68(8-9), 2182–2192. doi:10.1016/j.ecolecon.2009.03.008
- 8) Decree N° 2004 -167 du 03 / 02 / 2004 portant sur la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement, <http://mg.chm-cbd.net/implementation/Documents-nationaux/textes-legislatifs-nationaux/decrets/decret-ndeg2004-167-decret-mecie>
- 9) Decree N° 2012-833 du 29 /11/2012 portant sur la mise en place, fonctionnement et attributions des divers organes de la biosécurité à Madagascar; <https://www.environnement.mg/wp-content/uploads/2020/02/Décret-n°-2012-833-Portant-mise-en-place-fonctionnement-et-attributions-des-divers-organes-de-la-biosécurité-à-Madagascar.pdf>
- 10) Decree N° 2018 -397 portant sur l'interdiction d'importation, de distribution, de production et de vente des produits d'origine végétale ou animale issus des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)
- 11) Desquilbet, M., Baret, P., Butault, J. P., Chauvel, B. (2015). Proposition d'un cadre méthodologique pour l'évaluation socio-économique des plantes génétiquement modifiées, Rapport pour le Haut Conseil des biotechnologies, 52 p
- 12) Duru, M., Sarthou, J. P., Therond, O. (2020). Analyse de modèles d'agriculture biodiversifiés au prisme de la « santé unique ». *Regards et Débats sur la Biodiversité*, Online.
- 13) Fiorino, D. J. (1990). Citizen participation and environmental risk: A survey of institutional mechanisms. *Science, Technology & Human Values*, 15(2), 226–243
- 14) Gautier, A., Déprés, C., Gardon, S., Pinasseau, M. (2020). La biodiversité en quête de santé: de nouvelles justifications pour protéger la nature, l'Harmattan.
- 15) Gatica-Arias, A., Valdez-Melara, M., Arrieta-Espinoza, G., Albertazzi-Castro, F. J., Madrigal-Pana, J. (2019). Consumer attitudes toward food crops developed by CRISPR/Cas9 in Costa Rica. *Plant Cell, Tissue and Organ Culture (PCTOC)*. doi: 10.1007/s11240-019-01647-x
- 16) Georges, F., Ray, H. (2017) Genome editing of crops: a renewed opportunity for food security. *GM Crops Food*, 8:1–12, doi:10.1016/j.foodcont.2017.07.032

- 17) Glaszmann, J.C., Ahmadi, N., Billot, C., Temple, L. (2021). Edition du génome et amélioration des plantes : lecture interdisciplinaire de l'émergence d'une technologie In. Livre collectif, in press.
- 18) Hansson, S. O., & Aven, T. (2014). Is Risk Analysis Scientific? *Risk Analysis*, 34(7), 1173–1183. doi:10.1111/risa.12230
- 19) Joly, P-B., Marris, C., Assouline, G., Kréziak, D., Lemarié, J. (2001), L'innovation controversée : le débat public sur les OGM en France. INRA - Institut National de la Recherche Agronomique, 19p
- 20) Kranthi, K.R., Stone, G.D. (2020), Long-term impacts of Bt cotton in India. *Nat. Plants* 6, 188–196, doi: 10.1038/s41477-020-0615-5
- 21) Kalaitzandonakes, N., Kruse, J., Gouse, M. (2015), The potential economic impacts of herbicide tolerant maize in developing countries: Review and Evidence from Kenya. *AgBioForum*, 18(2): 221-238.
- 22) Kleter, G. A., Kuiper, H. A., Kok, E. J. (2019). Gene-Edited Crops: Towards a Harmonized Safety Assessment. *Trends in Biotechnology*. 37(5), 443-447, doi:10.1016/j.tibtech.2018.11.014
- 23) Kuhlmann, S., Stegmaier, P., & Konrad, K. (2019). The tentative governance of emerging science and technology - A conceptual introduction. *Research Policy*. doi:10.1016/j.respol.2019.01.006
- 24) Laperche, B. (2009). Stratégies d'innovation des firmes des sciences de la vie et appropriation des ressources végétales : processus et enjeux. *Mondes En Développement*, 147(3), 109, doi:10.3917/med.147.0109
- 25) Lemarié, S., Desquilbet, M., Diemer, A., Marette, S., Levert, F., Carrère, M., Bullock, D. S. (2001). Les répartitions possibles entre les acteurs de la filière agro-alimentaire des gains éventuels tirés des plantes transgéniques en France (*Doctoral dissertation*).
- 26) Law N° 2003-032 autorising the ratification of Cartagena protocol
- 27) Law N° 2011-002 on the health Code
- 28) Law N° 2015-003 on the Environmental Charter
- 29) Maaß, O., Consmüller, N., Kehlenbeck, H. (2019). Socioeconomic Impact of Genome Editing on Agricultural Value Chains: The Case of Fungal-Resistant and Coeliac-Safe Wheat. *Sustainability*, 11(22), 6421, doi: 10.3390/su11226421
- 30) Medvedieva, M. O., & Blume, Y. B. (2018). Legal Regulation of Plant Genome Editing with the CRISPR/Cas9 Technology as an Example. *Cytology and Genetics*, 52(3), 204–212. doi : 10.3103/s0095452718030106

- 31) Mishra, R., Joshi, Rk., Zhao, K. (2018). Genome editing in rice: recent advances challenges and future implications. *Front Plant Sci*, 9:1361. doi : org/10.3389/fpls.2018.01361
- 32) Nlend, N. L., Temple, L. (2021). Societal acceptability conditions of genome editing for upland rice in Madagascar. *Technological Forecasting and Social Change*, 167, 120720. doi : 10.1016/j.techfore.2021.120720
- 33) Morin, E. (2014). Le paradigme perdu. *La nature humaine*. Média Diffusion.
- 34) Olivier De Sardan J.P. 2021. *La revanche des contextes*, Karthala, 494p.
- 35) Order 11.356-10/MEF. (2010). Portant création d'un Comité Scientifique et Technique en biosécurité chargé d'appuyer l'Autorité Nationale Compétente; [https://www.environnement.mg/wp-content/uploads/2020/02/Arreté-11.356-10-MEEF-Portant-création-d  un-Comité-Scientifique-et-Technique-en-biosécurité-chargé-d  appuyer-l  Autorit  -Nationale-Compétente.pdf](https://www.environnement.mg/wp-content/uploads/2020/02/Arreté-11.356-10-MEEF-Portant-création-d  un-Comité-Scientifique-et-Technique-en-biosécurité-chargé-d  appuyer-l  Autorit  -Nationale-Compétente.pdf)
- 36) Rambinintsotra, S. (2012). Examen et évaluation de la législation existante et des structures pour la mise en œuvre du cadre national de biosécurité. Projet PNUE/GEF Appui à la mise en œuvre du Cadre National de Biosécurité    Madagascar. Rapport
- 37) Regnault-Roger, C. (2020). OGM et produits d'édition du génome : Enjeux réglementaires et géopolitiques. *Fondation pour l'innovation politique*. <http://www.fondapol.org/etude/ogm-et-produits-dedition-du-genome-enjeux-reglementaires-et-geopolitiques/>
- 38) Paarlberg, R. L. (2002). The real threat to GM crops in poor countries: consumer and policy resistance to GM foods in rich countries. *Food Policy*, 27(3), 247–250. doi : 10.1016/s0306-9192(02)00014-3
- 39) Pfeiffer, M., F. Qu  tier, A. Ricroch, (2018). Chapter Eight - Genome Editing in Agricultural Biotechnology, *Advances in Botanical Research*, 245–286. doi:10.1016/bs.abr.2017.11.020
- 40) National biosafety policy and structure in Madagascar. (2004). 66 p; <https://www.environnement.mg/wp-content/uploads/2020/02/Politique-Nationale-de-biosécurité-  -Madagascar.pdf>
- 41) Qaim, M. (2020). Role of New Plant Breeding Technologies for Food Security and Sustainable Agricultural Development. *Applied Economic Perspectives and Policy*. doi:10.1002/aapp.13044
- 42) Secretariat of the Convention on Biological Diversity. (2000). Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatifs à la Convention sur la diversité biologique : textes et annexes. 30 p

- 43) Smyth, S. J. (2017). Canadian regulatory perspectives on genome engineered crops. *GM Crops & Food*, 8(1), 35-43. doi:10.1080/21645698.2016.1257468
- 44) Tagliabue, G., Ammann, K. Some Basis for a Renewed Regulation of Agri-Food Biotechnology in the EU. *J Agric Environ Ethics* **31**, 39–53 (2018). <https://doi.org/10.1007/s10806-018-9708-9>
- 45) Temple, L., Ahmadi, N., Bélières, J-F., Nlend, N., L., Ramanantsoanirina, A., Rambinintotra, S., Randriamanampisoa, H., Razafimandimby, Simon, Razafindralambo, M., Razanakoto, O., R., Viguié, R., Vom Brocke, K., (2019). Forum sur l'innovation variétale rizicole liée aux biotechnologies à Madagascar. s.l. : s.n., 101 p.
- 46) UEMOA. (2013). Manuel régional des procédures d'évaluation et de gestion des risques liés l'introduction des biotechnologies modernes et produits dérivés dans l'espace UEMOA, 62p.
- 47) Vanloqueren, G., Baret, P. V. (2009). How agricultural research systems shape a technological regime that develops genetic engineering but locks out agroecological innovations. *Research Policy*, 38(6), 971–983. doi: 10.1016/j.respol.2009.02.008
- 48) Waltz, E., Gene-edited CRISPR mushroom escapes US regulation, *Nature*, 2016, vol. 532, no. 7599, p. 293.
- 49) Webler, T., & Tuler, S. (2018). *Four Decades of Public Participation in Risk Decision Making. Risk Analysis*. doi:10.1111/risa.13250

ANALYSE DU SYSTEME D'ADMINISTRATION DES PRIX DES HYDROCARBURES A MADAGASCAR³⁷

par

HORACE Gatien⁽¹⁾, MAHADIMBY Julie⁽²⁾,
RAZAFINIRINA Léontine Landisoa⁽²⁾

(1) Maître de Conférences, Faculté de Droit, des Sciences Economiques, de Gestion, et des Mathématiques, Informatique et Application, Université de Toamasina, Madagascar

(2) Faculté de Droit, des Sciences Economiques, de Gestion, et des Mathématiques, Informatique et Application, Université de Toamasina, Madagascar

RESUME

De tous les pays non producteurs de pétrole, Madagascar est le seul à ne pas avoir augmenté les prix des carburants affichés à la pompe avant le mois de juillet 2022. Le mode d'administration des prix des hydrocarbures pratiqués par les autorités malgaches s'est avéré insoutenable pour les acteurs du secteur pétrolier aval et surtout pour les finances publiques. En outre, les impacts sur les infrastructures routières et portuaires sont désastreux. La mise en place d'un mécanisme de fixation automatique avec ajustement mensuel des prix, sous le contrôle de l'administration, avec l'aide de l'organisme régulateur - l'Office malgache des hydrocarbures - est vivement recommandée. Il convient, sur cette même lancée, d'affecter de manière rigoureuse les taxes et redevances sur la vente des carburants.

Mots-clés: Secteur pétrolier, Administration des prix, Organisme régulateur, Infrastructures d'entreposage, Routes et ports.

ABSTRACT

Since the beginning of the war in Ukraine, Madagascar is the only one non-oil producing country which increased its fuel prices only in July 2022. The mode of administration of hydrocarbon prices practiced by the Malagasy authorities was unsustainable for the downstream petroleum sector actors and especially for public finances. Furthermore, the impacts on roads and ports infrastructures are disastrous. The establishment of an automatic fixing mechanism with monthly prices adjustment,

³⁷ Le présent article se focalise sur le cas des trois "produits blancs" de grande consommation (supercarburant, gasoil et pétrole lampant) dont les pouvoirs publics administrent les prix, à l'exclusion du gaz domestique pour lequel l'application de la vérité des prix n'a jamais été remise en cause.

under the control of the administration, with the help of the regulatory body - the Malagasy Hydrocarbons Office - is strongly recommended. Further to this issue, taxes and royalties on the sale of fuels should be rigorously allocated.

Key words: Oil sector, Price administration, Regulatory body, Storage, Roads and ports infrastructures

INTRODUCTION

Le lundi 11 juillet 2022 à zéro heure, les nouveaux prix des carburants, à savoir 5900 Ariary pour le supercarburant, 4900 Ar pour le gasoil et 2430 Ariary pour le pétrole lampant sont pratiqués à la pompe dans les 318 stations-service de Madagascar³⁸. Plusieurs jours auparavant, de longues négociations avec le Groupement Pétrolier de Madagascar (GPM) se sont déroulées sous l'égide de la Présidence de la République. Les dernières tractations ont eu lieu en présence des représentants des organisations patronales, de la société civile et des différentes associations de défense des consommateurs. En effet, les tenants du pouvoir n'ont appliqué aucune hausse des prix à la pompe depuis leur prise de fonction en janvier 2019. Bien plus, dans un contexte caractérisé par une tendance haussière des prix internationaux du pétrole, les pouvoirs publics ont décidé de baisser de 100 Ar les tarifs des carburants.

Les nouveaux tarifs seraient encore bien en deçà de la vérité des prix qui s'établiraient à plus de 6000 Ar pour le supercarburant, ce qui laisse penser que l'État continue de subventionner les prix des produits pétroliers. Cette pratique de prix bas paraît louable dans la mesure où elle se fonde sur la défense du pouvoir d'achat des consommateurs. Toutefois, il convient de pousser plus loin l'analyse afin d'apprécier plus justement les conséquences d'une telle politique en passant en revue les déterminants des prix des produits pétroliers. Pour saisir les enjeux liés aux décisions prises, un panorama du secteur pétrolier aval s'impose.

PANORAMA SUCCINCT DU SECTEUR PETROLIER AVAL

Historique

Durant la première décennie d'indépendance et jusqu'en 1976, la distribution de produits pétroliers à Madagascar a été partagée entre les filiales malgaches de six compagnies pétrolières internationales : Agip, BP, Caltex, Esso, Shell et Total. Avec la Révolution socialiste, les installations et opérations de ces compagnies ont été

³⁸ Galana 70 stations, Jovena 104, Total 67, Vivo Energy 77.

nationalisées et fusionnées en un patrimoine unique confié à la compagnie nationale Solitany Malagasy (SOLIMA) ayant le monopole de l'approvisionnement, du stockage et de la distribution des produits pétroliers à Madagascar. Elle devait également se conformer au régime de tarification administré par le Ministère de l'Economie et des Finances. Toutefois, des ajustements de prix à l'initiative de la SOLIMA survenaient irrégulièrement.

Avec la vague de privatisations décidées dans le cadre du programme d'ajustement structurel mis en œuvre par le Gouvernement avec le soutien du FMI et de la Banque mondiale, le monopole de la SOLIMA fut aboli et l'accès de sociétés nationales et internationales dans le secteur pétrolier aval autorisé. Suite au désengagement de l'État de la gestion du secteur pétrolier, neuf compagnies se sont partagées les actifs de la SOLIMA : Galana Distribution Pétrolière (GDP), Jovenna Madagascar, Shell/Société Malgache des Pétroles Vivo Energy (SM PVE) et Total Madagasikara pour la distribution, Galana Raffinerie Terminal S.A. (GRT) et Logistique Pétrolière S.A. (LPSA) pour la logistique. Moco Gas Madagascar (HANDIGAS) et VITOGAZ se partagent quant à eux le marché du gaz domestique tandis que Malagasy Oil Company Ltd (MOCO) produit des lubrifiants en zone portuaire à Toamasina. Au terme du processus de privatisation du secteur pétrolier qui s'est étalé jusqu'en 2004, l'État circonscrit son rôle à la définition de la politique énergétique et à la supervision du secteur, délégué à un organe technique de régulation, l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH) placé sous la tutelle technique du ministère chargé de l'Energie.

La réglementation sur les prix reprit en 2009 : les tarifs des produits pétroliers sur le marché national furent déconnectés des prix sur les marchés internationaux caractérisés par une forte hausse. Le retour à la vérité des prix fut progressif à partir de 2014 et effectif en 2015 mais s'est très vite estompé en mai 2016. Après une baisse décidée le 20 juin 2019, les prix des carburants ont été gelés jusqu'au 10 juillet 2022, et ce en dépit de la forte hausse des prix mondiaux suite aux contrecoups de la guerre en Ukraine³⁹.

Les acteurs

Outre le consommateur, quatre principaux acteurs animent le marché des hydrocarbures à Madagascar : les importateurs/distributeurs, les logisticiens, l'organisme régulateur et le ministère de tutelle.

Les importateurs/distributeurs

Galana Distribution Pétrolière (GDP) ;

Jovenna Madagascar;

³⁹ <http://www.omh.mg/index.php?idm=2&CL=prixpardate>

Total Energie Marketing Madagasikara S.A;

Vivo Energy Madagascar.

Les logisticiens

Galana Raffinerie Terminale (GRT) ;

Logistique Pétrolière Société Anonyme (LPSA).

La répartition du marché entre 6 opérateurs privés confère à ce dernier un caractère oligopolistique.

L'organisme régulateur

L'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH) joue un rôle d'interface entre le secteur privé et l'État pour assurer l'approvisionnement du pays en produits pétroliers d'une manière fiable et efficiente. En matière de prix, son rôle consiste à effectuer un suivi, calcul, analyses et communications de l'évolution des éléments constitutifs des coûts de revient. À cet effet, il est chargé entre autres de :

- élaborer les textes législatifs et réglementaires ;
- définir les normes des installations pétrolières et les spécifications des produits pétroliers ;
- faire le suivi des prix des produits pétroliers et de l'approvisionnement en produits pétroliers ;
- analyser les statistiques pétrolières ;
- inspecter et contrôler les installations et la qualité des produits pétroliers ;
- réglementer, constater les infractions et appliquer les sanctions ;
- recevoir et traiter les doléances des consommateurs.

L'OMH dispose de quatre directions centrales et des représentations régionales à Antsiranana, Mahajanga, Toamasina, Fianarantsoa et Toliara. Par rapport à notre préoccupation principale, la Direction Etudes et Opérations (DEO) a pour mission de suivre l'évolution des prix pétroliers et de la conjoncture économique internationale et nationale, de suivre l'approvisionnement national en produits pétroliers, de gérer et de maintenir à jour les bases de données relatives aux flux d'hydrocarbures.

Le ministère de tutelle

Le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures (MEH) a pour mission « la définition, la mise en œuvre et le suivi de l'application de la politique générale de l'État » en matière d'hydrocarbures. Il fixe le cadre légal et réglementaire de fixation des prix des carburants suivant la politique générale de l'État, le climat des affaires et les avis techniques du régulateur.

LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE DES HYDROCARBURES A MADAGASCAR

La Grande Île est pénalisée à la fois par sa situation géographique à l'échelle continentale mais aussi par l'étroitesse du marché, l'éparpillement des centres de consommation reliés par des infrastructures de transport défectueuses.

Tableau 1 : Consommation annuelle d'hydrocarbures (2011-2020 – m3)

Année	Super-carburant	Gasoil	Pétrole lampant	Gaz	Jet fuel	Fuel oil
2020	58 269	203 592	13 603	4 654	13 516	67 888
2019	169 692	620 026	29 871	15 011	73 622	205 828
2018	159 856	607 821	27 895	14 318	70 453	158 103
2017	149 363	630 102	28 512	13 406	57 894	155 858
2016	84 888	394 753	17 772	7 751	41 175	47 283
2015	127 986	561 035	31 343	12 553	65 161	61 739
2014	124 817	515 136	31 716	11 798	68 051	91 308
2013	123 331	481 907	36 862	12 342	67 058	105 927
2012	120 089	454 922	48 726	10 422	75 231	110 656
2011	52 150	430 413	55 437	7 077	73 495	109 728

Source : <http://www.omh.mg/index.php?idm=2&CL=consoannuel>

Des coûts d'acquisition élevés à l'international

Madagascar est strictement importateur de produits pétroliers. Notre marché se chiffre actuellement aux alentours d'un milliard de litres par an, tous produits pétroliers confondus. A titre de comparaison, celui de la France est de l'ordre de 90 à 100 milliards de litres par an. Notre consommation annuelle de produits finis représente donc 4 jours de consommation de la France pour une superficie légèrement supérieure. L'extrême dissémination du marché (faiblesse de la consommation par unité de superficie) impacte le prix des produits pétroliers dans notre pays (voir Tableau 1). D'emblée, signalons que la faiblesse de notre consommation annuelle nationale réduit notre capacité de négociation face aux fournisseurs.

Le marché pétrolier, libellé en dollars, est inflationniste. Même si des variations à la hausse ou à la baisse sont constatées sur des périodes allant de quelques semaines à quelques mois, la tendance sur le long terme est à la hausse.

Evolution des cours du Brent et du WTI



Figure 1 : Evolution des cours du pétrole depuis 2000

Comme il apparaît sur le graphique ci-dessus, le cours du Brent est de 4,95 % environ en moyenne supérieur à celui du WTI.

Suite au démantèlement de sa raffinerie en 2004, Madagascar n'importe pas de pétrole brut mais exclusivement des produits raffinés (par ordre décroissant de volatilité : gaz butane, supercarburant, jet fuel, pétrole lampant, gasoil, et fuel oil). Les produits sont acheminés par des tankers de 75 000 t à partir de Sohar, principal port pétrolier d'Oman. Le trajet jusqu'à Toamasina est couvert en 12 jours en moyenne. Ces paramètres déterminent un prix élevé des produits rendus port de débarquement.

Encadré 1 : Brent et WTI, les deux principales spécifications de pétrole brut à l'international

Brent : pétrole assez léger, issu d'un mélange de la production de 19 champs de pétrole situés en mer du Nord (Ecosse). Malgré une production limitée, le Brent (avec le Forties, l'Oseberg et l'Ekofisk) sert de brut de référence au niveau mondial. Son prix détermine celui de 60 % des pétroles extraits dans le monde.

WTI (West Texas Intermediate) : également connu sous le nom de Texas Light Sweet crude, c'est un brut plus léger que le Brent. Il est extrait en Amérique du Nord et son prix est utilisé comme standard dans la fixation du prix du pétrole brut et comme matière première pour les contrats à terme sur le pétrole auprès du New York Mercantile Exchange (bourse des matières premières). Ses propriétés et son site de production le rendent idéal pour être raffiné aux États-Unis, surtout dans le Midwest et les régions de la Côte du Golfe.

Une faible capacité de négociation

Madagascar fait partie des marchés captifs du Sultanat d'Oman depuis plusieurs années. L'avantage conféré par la fidélité à un fournisseur apparaît comme le moyen le plus sûr de compenser une capacité d'absorption réduite.

Lorsque nous achetons sur les marchés internationaux, nous ne négocions pas le prix FOB qui est fluctuant mais la marge du fournisseur et une définition méthodologique ; ces deux paramètres déterminent le prix de fourniture en fonction des cours sur les marchés internationaux. Plus précisément, le prix de fourniture s'obtient par le lissage des cours à ± 5 jours de la date de chargement du navire augmenté de la marge du fournisseur. Cette définition méthodologique permet de se prémunir d'un dévissement ponctuel des cours. Par définition, le lissage permet d'atténuer les effets d'un dévissement vers des valeurs extrêmes (par exemple, suite à la survenance d'un accident) au moment de la transaction.

L'INCOTERM à la base de la négociation est le Premium DAP (Delivered At Place) englobant les coûts du fret maritime, de l'assurance classique, du premium piraterie et des pertes sur transport maritime (voir encadré 2). Autrement dit, c'est en définitive le DAP qui est mis en concurrence lors des négociations, avant la conclusion des contrats.

Nous avons évoqué plus haut la faiblesse de la consommation totale d'hydrocarbures à Madagascar. En comparaison avec des pays voisins, elle représente 1/5 (2019) des livraisons à l'Éthiopie, 1/5 (2019) des commandes du Kenya, 1/36 (2019) de celles d'Afrique du Sud. La faiblesse de notre niveau de consommation réduit d'autant notre capacité de négociation sur les marchés internationaux. Que les gros clients soient mieux traités que les petits est un principe universel en matière de commerce.

Certains fournisseurs se targuent de trouver des sources d'approvisionnement à des prix sensiblement inférieurs aux cours mondiaux, mais il ne s'agit que de livraisons ponctuelles de cargaisons déjà flottantes. Sollicités à soumissionner aux appels lancés par les distributeurs pour des livraisons couvrant une période supérieure à 12 mois, leurs offres ne sont nullement compétitives.

Encadré 2 : Les incoterms (INternational COMmercial TERMS)

Les incoterms définissent les obligations du vendeur et de l'acheteur lors d'une transaction commerciale. Ils se rapportent essentiellement à la livraison des marchandises, la conclusion du contrat de transport, le transfert des risques entre l'acheteur et le vendeur, la présentation des documents de transport, le chargement et le déchargement des marchandises, l'accomplissement des formalités des marchandises douanières à l'export et à l'import, le paiement des droits et taxes.

Il existe 11 incoterms. Chaque modalité est codifiée par trois lettres et est indissociable du lieu de livraison et d'acheminement : i- EXW (Ex-Works – À l'usine), ii- FCA (Free-Carrier – Franco-transporteur), iii- CPT (Carriage Paid To – Port payé jusqu'à), iv- CIP (Carriage Insurance Paid to – Port payé, assurance comprise jusqu'à), v- DAP (Delivered At Place – Rendu au lieu de destination), vi- DPU (Delivered at place unloaded, rendu au lieu de destination – ancien DAT), vii- DDP (Delivered Duty Paid – Rendu droits acquittés), viii- FAS (Free alongside ship), ix- FOB (Free on board), x- CFR (Cost and freight), CIF (Cost, insurance and freight).

Les incoterms utilisés pour le transport maritime de marchandises sont : FAS, FOB, CFR et CIF.

Des coûts d'approche très élevés

L'éloignement de Madagascar des grands centres d'approvisionnement constitue un autre handicap. Par exemple, les pays européens et d'Afrique du Nord se fournissent soit au marché de Rotterdam pour le pétrole originaire de la Mer du Nord, soit sur les marchés méditerranéens pour l'or noir en provenance du Golfe Persique. Les délais d'acheminement ne dépassent jamais 5 jours, par des tankers jaugeant 200 000 tonnes en moyenne⁴⁰.

Après raffinage, les produits sont acheminés principalement par voie maritime ou fluviale, ce qui diminue sensiblement les coûts. Pour le transport vers les grands centres de consommation, la France dispose, par exemple de plusieurs portes d'entrée : maritimes, fluviales, ferroviaires et routières. Ainsi, le pétrole originaire de la Mer du Nord est acheminé vers Paris via le port de Rouen par voies maritime et fluviale. Le pétrole embarqué en Méditerranée ou dans le Golfe Persique et destiné aux régions du Midi est acheminé via les ports de Marseille, Toulon et Bordeaux. A aucun moment les produits ne font le tour de l'Hexagone, ce qui limite les coûts logistiques.

⁴⁰ Le supertanker "Hellasport Alhambra" (débaptisé TI Asia) peut emporter 440 000 tonnes de pétrole brut. Avec ses 458 m de long et 69 m de large, pouvant emporter 564 650 tpi, le Knock Nevis, également nommé Seawise Giant reste le plus grand pétrolier qui a jamais navigué. Indépendamment de sa capacité, un tanker nécessite une quarantaine de personnes pour son fonctionnement.

Chez nos voisins du continent, les produits sont, dans la plupart des cas, acheminés directement du dépôt principal vers les stations-service. Pour les îles de petite superficie de l'océan Indien (la Réunion, Maurice, Seychelles), un seul dépôt suffit à l'approvisionnement de chacune d'elles, le délai de route jusqu'à la station-service la plus éloignée ne dépassant pas la journée.

Pour Madagascar, l'affrètement de tankers de 75 000 t provoque des déséconomies d'échelle qui s'ajoutent aux frais inhérents à un délai de route plus long. L'option "full speed" offre la possibilité de réduire la durée du fret, mais le fonctionnement du turbocompresseur ferait presque doubler le coût du transport.

Arrivé à armateur, des coûts annexes doivent être pris en charge avant le dispatching du produit dans tout Madagascar : redevances APMF (Agence Portuaire Maritime et Fluviale) et SPAT (Société du Port à Gestion Autonome de Toamasina), prestation Gasynet et débarquement par PTP (Galana Plateforme Terminal Pétrolier). Le prix CAF ajouté de ces coûts annexes nous donne le "prix référence frontière" (PRF).

Un schéma logistique intérieur compliqué

Le dispositif logistique actuel est pénalisé par le nombre important de dépôts hors d'usage ; ceux qui sont opérationnels étant pour la plupart desservis par des voies de communication quelquefois aléatoires.

Toamasina est la seule porte d'entrée des hydrocarbures à l'importation, autrement dit le seul port capable d'accueillir des tankers. Une fois extraits du dépôt Galana Manangareza, les produits sont disséminés vers des centres de consommation via 22 dépôts relais ayant chacun leurs problèmes spécifiques.

Moramanga est le dépôt le moins distant après armateur. La demande locale y serait très faible sans la consommation du site d'extraction de nickel et cobalt d'Ambatovy. Il serait adéquat d'augmenter la capacité de stockage sur le site (465 m³ actuellement) afin qu'il puisse jouer le rôle de dépôt tampon entre Toamasina, Antananarivo et Morarano-Chrome.

Morarano-Chrome est approvisionné par une voie ferrée vétuste. La capacité de traction par rail n'est pas assurée. En outre, les approvisionnements y sont suspendus jusqu'à quatre mois pendant la saison cyclonique alors que le dépôt est de faible capacité (1 287 m³).

L'agglomération d'Antananarivo concentre l'essentiel de la consommation de l'île. Le dépôt d'**Alarobia** (15 338,29 m³) assure l'essentiel des opérations. Celui de **Soanierana** (7 248 m³) sert de dépôt d'appui. Les deux sont approvisionnés principalement par camions-citernes empruntant la RN2 dont la dégradation est à

l'origine de retards et accidents. Une fraction infime est acheminée par voie ferrée dont les convois sont sujets à des déraillements fréquents. En outre, les locomotives sont en nombre insuffisant et souvent en panne ; autant d'incidents qui allongent les délais de route.

Le problème commun des deux dépôts de la capitale est leur implantation dans le centre-ville. Le moindre accident pourrait avoir des conséquences incalculables. La création d'un dépôt aux normes à Antanisoa - Amboanjobe, dans le district d'Antananarivo-Atsimondrano, est suspendue à l'autorisation administrative attendue depuis plusieurs années.

Antsirabe (5061 m³), deuxième ville industrielle de Madagascar, est dans un cas analogue, sauf que l'approvisionnement se fait exclusivement par camion-citerne.

Depuis l'arrêt des activités du port, le dépôt de **Mananjary** (1 065 m³), inutilisé depuis 2019, tombe en ruines.

Le dépôt de **Manakara** (4 084 m³) était auparavant approvisionné par caboteur dont la cargaison était débarquée par des chalands, mais le port est en désuétude depuis plus de deux décennies. Le transport des produits par camion-citerne est devenu incontournable en parcourant la RN2, puis la RN7 jusqu'à Ambohimahaso (355 km) ou Alakamisin'Ambohimaha, la RN 25 (119 km) jusqu'à Irondro et, enfin, la RN12 (118 km) jusqu'à Manakara. Le dépôt fournit toutes les stations-service de la zone sud-est, la plus éloignée étant celle de Vangaindrano (184 km).

Le dépôt de **Fianarantsoa** (2246,68 m³) était auparavant approvisionné à partir de Manakara d'où les produits étaient acheminés via la ligne ferroviaire FCE (Fianarantsoa Côte Est – 163 km) à fonctionnalité intermittente à cause de la vétusté des locomotives et wagons, de la dégradation de la voie et des intempéries à l'origine de fréquents éboulements.

Le seul problème du dépôt d'**Ehoala** / Taolagnaro (11 300 m³) est la vitesse de la corrosion.

Les dépôts de **Toliara** et **Mahajanga** sont approvisionnés par caboteur reliés aux dépôts (respectivement 8 984,36 m³ et 28 430,85 m³) par tuyaux flexibles. Le dispositif de stockage de Toliara a récemment fait l'objet d'une rénovation et extension (plus 3000 m³ pour le gasoil et 1800 m³ pour l'essence).

Comme les districts de Beroroha et Ankazoabo sont approvisionnés directement par camion-citerne à partir de Toliara, les deux stations-service de **Morombe** ne justifient pas la mise en fonctionnement du dépôt (838 m³) qui a été désaffecté.

A cause de l'ensablement, le port de **Morondava** ne peut plus accueillir des caboteurs. Le dépôt (3 186 m³) est donc approvisionné exclusivement par camions-citernes parcourant la RN2 (375 km), la RN7 jusqu'à Antsirabe (170 km) puis la RN34 (368 km).

Le dépôt de **Maintirano** (1 266 m³) alimente l'unique station-service de la région Melaky ; les districts d'Ambatomainty, Antsalova, Besalamby et Morafenobe en sont dépourvus. Les produits y sont acheminés par chalands tirés par des remorqueurs à partir de Mahajanga, une solution à la fois nécessaire et avantageuse : nécessaire car les liaisons par route sont des plus hasardeuses⁴¹ ; avantageuse parce qu'un chaland emporte en moyenne 200 m³ contre 34 m³ pour un camion-citerne. Le principal désagrément est l'attente de la marée haute pour accéder au quai sur chenal.

Le dépôt d'**Antsohihy** (787 m³) était alimenté par chaland. Depuis, les produits sont acheminés par camion-citerne à partir de Mahajanga.

Le dépôt de Nosy Be peut être desservi par tanker et ne présente donc pas de problème particulier. Par contre, celui d'**Antsahampano-Ambanja** (477 m³) reçoit ses produits d'Antsiranana. Suite au bitumage de la RN5A, l'approvisionnement à partir de **Vohémar** (4 887 m³) dont les installations viennent d'être réhabilitées, est envisagé.

Par ailleurs, il s'avère plus intéressant de desservir les stations-service de Sambava et Andapa à partir d'**Antalaha** (840 m³) au lieu de Vohémar, plus distante par une route en dégradation rapide⁴² (153 km). Les tankers ne peuvent pas accoster à proximité du dépôt ; par contre, un débarquement par LCT (Landing Craft Tank) est tout à fait envisageable. Pour le moment, le dépôt, quoique de faible capacité, suffit à "sécuriser" le district en termes d'approvisionnement en carburants.

Enfin, **Maroantsetra** (276 m³) et **Sainte-Marie** (240 m³) qui peuvent être approchés par caboteur, ne soulèvent pas de problème particulier.

Indépendamment de la capacité d'absorption de la zone desservie, chaque dépôt occasionne des coûts fixes auxquels s'ajoutent des coûts variables en fonction de l'éloignement des stations-service affiliées. Lorsque la consommation de la zone desservie par le dépôt est inférieure au volume correspondant au seuil de rentabilité de son exploitation, LPSA décide de sa fermeture.

LE GEL DES PRIX DES CARBURANTS ET SES REPERCUSSIONS

De tous les pays non producteurs de pétrole, Madagascar est le seul qui n'a appliqué aucune hausse des prix à la pompe entre janvier 2019 et juin 2022 et le seul qui enregistre une baisse réelle des prix sur la même période. Avant la récente augmentation, le prix du carburant à la pompe à Madagascar était inférieur au prix FOB (à l'embarquement au port de Sohar, Oman).

⁴¹ Le transport de carburant par camion-citerne via Tsiroanomandidy a été interrompu suite à un accident imputable au mauvais état de la RN1A.

⁴² Vohémar-Sambava 153 km, Sambava-Antalaha 82 km, Sambava-Andapa 109 km).

Tableau 2 : Variation des prix des carburants à la pompe de janvier 2019 à juin 2022

Année	Afrique du Sud		Comores		Mauritius		Seychelles		Madagascar	
	SC	GO	SC	GO	SC	GO	SC	GO	SC	GO
2022	+10 %	+27 %	+44 %	+25 %	+30 %	+30 %	+21 %	+1 %	-	-
2021	+35 %	+41 %	-	-	+20 %	+16 %	+10 %	+3 %	-	-
2020	- 9 %	- 15 %	-	-	-	-	+3 %	+11 %	-	-
2019	+8 %	0 %	-	-	-12 %	-13 %	+2 %	+8 %	-	-
Cumul	+54 %	+54 %	+44 %	-	+43 %	34 %	+38 %	+23 %	-2 %	-4 %

Source : <http://www.omh.mg/index.php?CL=loadpdf&file2=communiquer/2022/07/prix-des-produits-petroliers.pdf>

Tableau 3 : Comparaison des prix des carburants dans la région (juin 2022)

	Afrique du Sud	Comores	Mauritius	Seychelles	Madagascar
Monnaie locale	ZAR/L	KMF/L	MUR/L	SCR/L	MGA/L
	24	750	74	24	4 100
Équivalent MGA	MGA/L	MGA/L	MGA/L	MGA/L	MGA/L
	5 954	6 447	6 771	7 505	4 100
Écarts autres pays vs Mada	46 %	57 %	65 %	83 %	—

Source : Idem

La décision de figer le prix des produits pétroliers provoque des manques-à-gagner pour plusieurs acteurs et des répercussions sur plusieurs secteurs d'activité.

L'anéantissement de la trésorerie des distributeurs

Pour "limiter les dégâts" à leur niveau, les distributeurs répercutent les charges sur les gérants des stations-service : augmentation des loyers, durcissement des contraintes inhérentes à l'exécution de la fonction au point de rendre l'exploitation non rentable, surtout dans les zones reculées. Pour réduire le manque à gagner, les gérants de stations-service sont tentés de frelater les produits en ajoutant du pétrole au gasoil et à l'essence, et ce au détriment du consommateur : encrassement et diminution de la durée de vie des moteurs. Le différentiel de prix entre le pétrole et les autres produits justifie cette pratique qui explique sans doute le doublement de la consommation de pétrole au cours des derniers mois.

La JIRAMA en est régulièrement victime au vu de la durée de vie limitée des groupes électrogènes qu'elle exploite. On imagine l'énormité du coût économique et

social des délestages et coupures de l’approvisionnement en électricité imputables à la panne des machines.

Le laminage des ressources fiscales

Depuis octobre 2021, les distributeurs ont suspendu le paiement des droits et taxes à l’importation sur les produits pétroliers. Au stade de la distribution proprement dite, la TVA déductible étant supérieure à la TVA collectée (calculée sur la quantité livrée à la pompe), au lieu d’obtenir des ressources à partir de la distribution des produits pétroliers, l’État est obligé de subventionner l’activité.

La dégradation des routes nationales

Les voies maritimes, fluviales et ferroviaires sont reconnues comme étant les plus adaptées pour le transport des produits pétroliers. Cependant, elles ont été délaissées sans que les routes puissent constituer un substitut satisfaisant. En effet, sans entretien régulier, aucune de nos routes nationales ne peut supporter les navettes fréquentes de camions-citernes pesant 44 t en moyenne. L’allongement des délais de route rapportés aux distances jusqu’aux dépôts LPSA donne une idée de l’état général de nos routes nationales (Tableau 4)

Tableau 4 : Distances et délais de route moyens par camion-citerne sur les RN reliant les dépôts de carburants (*)

Routes nationales	Distance (km)	Durée (heures)	Routes nationales	Distance (km)	Durée (heures)
RN1 Antananarivo-Tsiranomandidy	208	06	RN7 Antsirabe-Fianarantsoa	242	08
RN1A Maintirano-Tsiranomandidy	400	n.d.	RN7 Toliara-Fianarantsoa	526	16
RN2 Toamasina-Antananarivo	370	15	RN9 Toliara-Morombe	204	06
RN4 Antananarivo-Maevatanana	329	10	RN6 Antsiranana-Antsahampano	131+102 + 17	14
RN5 Vohémar-Antalaha	235	09	RN25+RN12 Alakamisy-Manakara	237	10
RN4+RN6 Mahajanga-Antsohihy	452	22	RN34 Antsirabe-Morondava	532	14
RN7 Antananarivo-Antsirabe	169	06	RN44 Moramanga-Morarano-Chrome	133+50+ 106	11

Source : APTH - (*) Les délais de route sont donnés hors nuitées, les camions-citernes sont autorisés à circuler de 05h00 à 18h00, la vitesse bridée à 40 km/h.

Des effets indirects sur les autres secteurs d'activité – L'exemple du tourisme

Le secteur routier occupe une place essentielle dans toute économie : la route, dit-on, précède et soutient le développement.



Figure 3 : FCE, un voyage de découverte d'une nature luxuriante

Nous avons évoqué l'impact de l'arrêt de la ligne FCE (Fianarantsoa Côte Est) sur l'approvisionnement de la province de Fianarantsoa en hydrocarbures. Les conséquences sur le tourisme dans les régions Fitovinany et Haute-Matsiatra ne sont pas moindres : les annulations de voyages à destination de Manakara via Fianarantsoa se sont multipliées.

A l'échelle nationale, la dégradation du réseau routier s'érige en obstacle à l'accès aux zones touristiques prioritaires : l'axe RN6 Antsiranana – Nosy Be, l'axe RN7 vers Grand Tuléar incluant Morondava, l'axe Toamasina – Sainte-Marie en passant par Foulpointe et Fénérive-Est et, enfin, Mahajanga en tant que destination phare du tourisme national.

Dans le contexte post-pandémie de la Covid-19, les chiffres du tourisme mondial sont repartis à la hausse. Le dynamisme de ce secteur peut induire la relance de l'économie et le développement social. A cet effet, Madagascar doit sortir du cercle vicieux « administration des prix des carburants - assèchement des ressources publiques – dégradation des infrastructures de communication - pauvreté ».

RECOMMANDATIONS EN VUE D'UNE POLITIQUE DE PRIX SOUTENABLE

Les pouvoirs publics, pas plus que les distributeurs, n'ont pas d'emprise sur le coût des transactions internationales (cours du pétrole, coût du transport). Une fois négocié, le Premium DAP s'impose sur toute la durée du contrat. Par contre, le

Gouvernement peut modifier certains éléments de la structure des prix et, surtout, choisir le mode de fixation des prix à la pompe entre : i- l'administration directe, sans consultation des intervenants dans le secteur ; ii- la conception d'un mécanisme de fixation automatique des prix ; iii- la libéralisation totale en faisant jouer la concurrence entre les distributeurs. Nous écartons la première option dont nous venons de décrire les répercussions catastrophiques. Compte tenu du caractère oligopolistique du marché des carburants à Madagascar, la troisième option n'est pas envisageable non plus. La deuxième option, la plus pertinente à notre avis, consiste à rétablir le dispositif d'ajustement automatique des prix.

Reconduire le mécanisme de fixation automatique avec ajustement mensuel des prix

Ce dispositif prévoit la création d'un Comité technique composé de représentants des pétroliers, de l'OMH et de l'Administration, chargé de déterminer les prix appliqués à la pompe, sur proposition du régulateur. Il a pour effet l'arrêt des subventions aux prix des hydrocarbures. Le mécanisme d'ajustement est doté d'une structure de référence (Tableau 5) convenue entre les pétroliers et l'administration et servant à déterminer les prix maxima affichés à la pompe (PMAP).

Tableau 5 : Structure de référence

	Taux de change	Taux applicable cours suivant l'art 2 de l'annexe 1
	Densités	Pour un produit donné : densité moyenne des importations reçues des mois M4, M3, M2
1	Platts FOB	Moyennes Platts calendaire M-2 SC : FOB Med GO+PL : FOB AG
2	Prime de marché + Fret maritime + Assurances maritime	Fixe en valeur absolue de 85 USD/TM
3	Fret maritime	Inclus dans le poste 2
4	Assurances maritimes	Inclus dans le poste 2
5	Prix CAF	$5 = (1+2+3+4)$
6	Pertes sur transport	SC : 0,5% PL & GO : 0,2% Pourcentages appliqués sur le prix CAF
7	Lettre de crédit	2,05% Prix CAF
8	Frais de débarquement	5,68 Euros/TM (Tarifs SPAT/PTP)
9	Droit de port	Couvert par la marge de distribution
10	Inspection SGS	0,50% Prix CAF
11	Redevance APMF	1,25 USD/TM
12	Surestaries et risque piraterie	Inclus dans le forfait de Mise à CAF (ligne2)

13	Prix de référence frontière (PRF)	13 = (5+6+7+8+9+10+11+12)
14	Passage terminal Toamasina	Tarifs applicables agréés par l'Administration (art 3 de l'annexe 1)
15	Perte passage terminal	SC = 0,50% PRF; GO = 0,30% PRF PL = 0,25% PRF
16	Passage système logistique	Tarifs applicables agréés par l'Administration (art 3 de l'annexe 1)
17	Pertes passage Logistique	SC = 1,40% PL & GO = 0,90% Pourcentages appliqués sur le cumul (PRF+Passage Terminal+Pertes Terminal)
18	Frais de stockage et transport	18 = (14+15+16+17)
19	Marge de distribution (y compris marge gérant)	Marge agréée par l'Administration (art 3 de l'annexe 1) dont 20USD/m3 marge gérant
20	Frais de livraison (<15km)	18 Ar/L
21	Frais de distribution	21 = (19+20)
22	Ajustement prix	Utilisé uniquement dans les Prix Maxima Affichés à la Pompe (PMAP)
23	TPP	SC = 390 ; PL = 10 ; GO 120 Ar/L
24	TVAPP Douanes	(CAF+TPP)* taux TVA
25	TVA Intérieure	TVA totale-TVAPP Douanes
26	Fonds Environnement	1Ar/L
27	Redevance OMH	7,6 Ar/L
28	FER	SC = 288Ar/L ; GO 129 Ar/L
29	Taxes et Redevances	29 = (23+24+25+26+27+28)
30	Prix à la pompe TTC	30 = (13+18+21+29)

Source : Arrêté n° 16036 /2017 du 05 juillet 2017 relatif au mécanisme d'ajustement automatique des prix maxima affichés à la pompe

Les deux variables majeures susceptibles de modifier le PMAP dans cette structure de référence sont les cours internationaux du pétrole et le taux de change.

• **Le prix FOB** est déterminé par les cotations Platts⁴³ (FOB Med Italy « essence », AGKerosène « Pétrole Lampant » et AGGO « gasoil » qui évoluent suivant le marché.

⁴³ Société créée en 1909, Platts a pour mission de fournir des informations fiables, neutres et indépendantes sur les cours du pétrole. Elle se présente aujourd'hui comme leader mondial dans le domaine de l'information sur le cours du pétrole et l'évaluation des prix des autres sources d'énergie : pétrole, gaz, charbon et autres produits pétroliers. Platts publie quotidiennement des évaluations qui servent de points de repère aux marchés physiques et à terme.

• Les transactions internationales sur les produits pétroliers sont libellées en dollars. **Le taux de change** à utiliser au mois M est le taux de change moyen d'achats de devises des distributeurs du 20 du mois M-2 au 19 du mois M-1. A cet effet, chaque distributeur doit communiquer à l'OMH au plus tard le 22 du mois M-1, les pièces justifiant les achats de devises auprès du Marché Inter bancaires de Devises (MID) et la réalisation effective des importations ayant motivé ces achats⁴⁴.

Opérant dans un secteur subissant les effets des conjonctures nationale et internationale, et nécessitant par ailleurs des investissements d'une manière continue, les pétroliers sont de temps en temps amenés à demander l'ajustement de certains paramètres de la structure de prix. De son côté, l'Etat peut également proposer la révision de certains postes de cette structure des prix en faveur des consommateurs, ce qui explique la non identité absolue du prix de référence calculé (PRC) et du PMAP.

Par ailleurs, en ce qui concerne le frais de passage LPSA, la valeur considérée dans la structure varie mensuellement suivant la répartition des volumes dans l'ensemble des dépôts afin d'assurer la péréquation des coûts. Les tarifs appliqués sont en effet différents d'un dépôt à l'autre suivant l'éloignement.

Enfin, les services concernés par les autres postes de la structure de prix peuvent demander un ajustement des tarifs appliqués en fonction des coûts réels supportés.

Après mise à jour, la structure de référence, servant à déterminer les PMAP, est soumise aux opérateurs pétroliers pour vérification avant le 26 du mois M-1. Au plus tard le 27 du mois M-1, les Prix Maxima à la Pompe sont notifiés aux distributeurs pour application au 1er du mois M.

Les PMAP ainsi déterminés doivent permettre aux intervenants dans le secteur, principalement les distributeurs, les transporteurs et logisticiens) de couvrir l'ensemble de leurs charges et d'assurer la rentabilité de leurs investissements. Ils doivent également fournir à l'administration les ressources nécessaires à l'entretien des infrastructures de communication (routes, ponts, ports, ...).

L'ajustement automatique des PMAP a été appliqué de janvier à avril 2016⁴⁵. Le recours au lissage des prix fut effectif depuis mai 2016. Des écarts ne dépassant pas 10 % pouvaient apparaître entre le PRC et le PAMP. La vérité des prix des carburants à la pompe a été à l'usage jusqu'au 20 juin 2019, date à laquelle les PMAP ont été gelés.

⁴⁴ Arrêté n°3500/2016 du 12/02/16 relatif au mécanisme d'ajustement des prix – Annexe 1, art. 2.

⁴⁵ Décret n°2016-014 du 28/01/16 portant fixation des prix maxima
Arrêté n°3500/2016 du 12/02/16 relatif au mécanisme d'ajustement des prix

Tableau 6 : Structure des prix des carburants en mars 2016 et juin 2019

	Mars 2016				Juin 2019 (sept 2018)			
	SC	PL	GO	Moyenne	SC	PL	GO	Moyenne
PRF	35 %	52 %	37 %	38 %	50 %	80 %	58 %	56 %
Transport et stockage	12 %	20 %	15 %	14 %	9 %	14 %	10 %	19 %
Distribution	16 %	28 %	21 %	20 %	13 %	20 %	15 %	14 %
Taxes et redevances	37 %	1 %	27 %	29 %	36 %	1 %	28 %	29 %
Ajustement PMAP	-	-	-	-	-7 %	-15 %	-11 %	-10 %
PMAP en Ar	3 340	1 900	2 540	2 710	4 100	2 530	3 450	3 580

Source : http://www.omh.mg/index.php?CL=loadpdf&entete=Structure_de_prix_sept_18.pdf&file2=structure_prix/structprix-archive/2018/Structure_de_prix_sept_18.pdf

Le Tableau 6 ci-dessus rapporte la structure des prix en pourcentage des PMAP le premier et le dernier mois d'application du mécanisme d'ajustement automatique des prix, tandis que la figure qui suit reproduit l'évolution des PMAP entre ces deux bornes.

Dans un tel dispositif, les prix à la pompe seront systématiquement plafonnés au niveau des prix maxima calculés mensuellement par l'OMH. Si le prix à la pompe à l'usage au mois en cours est inférieur au PMAP calculé pour le mois suivant, les distributeurs sont libres de procéder ou non à l'ajustement. Par contre, si le prix à la pompe est supérieur au PMAP, l'ajustement est obligatoire.

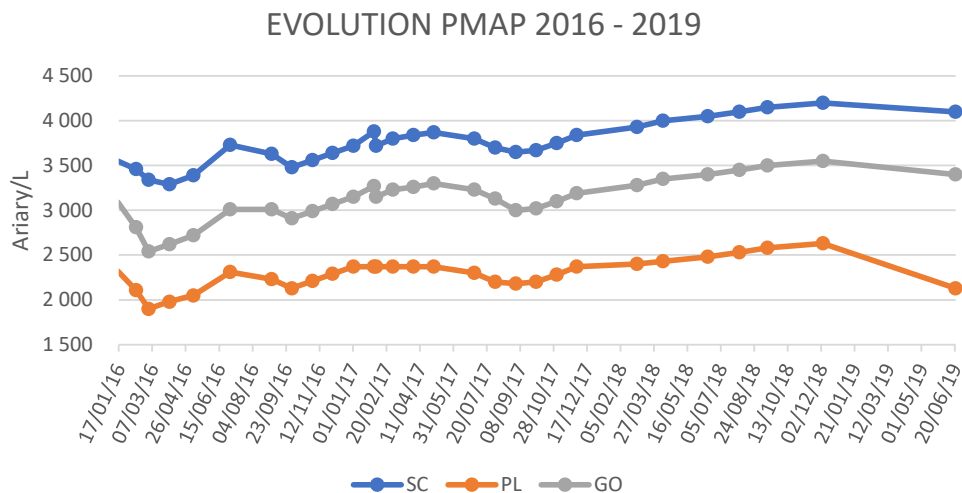


Figure 4 : Evolution mensuelle des PMAP (2016-2019)

Comme il apparaît dans la figure ci-dessus, les variations ne sont pas forcément mensuelles.

Des redevances injustifiées

L'idée même de vérité des prix impose qu'à chaque versement corresponde une prestation en retour. Les redevances versées à l'Agence Portuaire Maritime et Fluviale (APMF) et à GasyNet dérogent à ce principe.

L'APMF

Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) sous la tutelle du ministère en charge des transports, l'APMF a pour mission d'assurer la "sécurité et sûreté" maritimes et fluviales, le contrôle des ports à gestion autonome, la protection du littoral et de l'environnement marin et, plus généralement, le développement et la promotion des activités portuaires. Elle rémunère les services rendus aux usagers des ports par la perception de redevances. Les importateurs de produits pétroliers n'échappent pas à la règle.

Si auparavant les dépôts de Mananjary, Manakara, Morombe et Morondava ont pu être approvisionnés par des caboteurs⁴⁶, il est surprenant qu'ils soient tombés en désuétude depuis la création de l'APMF. A l'évidence, les redevances versées n'ont pas servi à l'entretien des ports mais à alimenter le budget de fonctionnement d'une agence dotée d'une structure excessivement lourde et animée par un personnel pléthorique⁴⁷. À l'avenir, il est recommandé que les redevances ne soient pas versées

⁴⁶ M/T Bemolanga, Tsimiroro et Tsimisaraka.

⁴⁷ L'APMF ne compte pas moins de 12 directions centrales et 8 directions régionales.

directement à l'APMF mais dans un compte spécial qui serait débité chaque fois que l'agence présente un projet susceptible d'améliorer les infrastructures portuaires.

GasyNet

Issue d'un partenariat entre la SGS et l'Etat Malagasy, GasyNet a été mise en place en 2007 pour accompagner l'administration des douanes dans sa démarche de modernisation à travers l'utilisation poussée des technologies de l'information et de la communication, de manière à renforcer la relation de confiance entre les autorités douanières et ses partenaires et usagers. Gasynet est le gestionnaire de TradeNet, une plateforme électronique qui facilite les échanges de données dans le but de renforcer la coordination entre l'administration des douanes et les différents organismes impliqués dans le processus de dédouanement⁴⁸.

Des redevances sont versées à Gasynet sur les produits pétroliers importés afin de financer l'acquisition d'un scanner qui ne concerne en rien les hydrocarbures. Le prélèvement s'est transformé en habitude et, depuis, la somme des transferts à Gasynet dépasse le prix de trois scanners. Le maintien desdites redevances dans la structure des prix des carburants ne se justifie donc pas.

Vis-à-vis de ces deux entités, le principe d'affectation rigoureuse des ressources prélevées sur le contribuable devrait être appliqué.

Le Fonds routier (FR)

Le secteur routier occupe une place essentielle dans toute économie. L'état de dégradation du réseau routier malgache constitue, avons-nous dit, l'un des blocages majeurs au développement économique du pays. Le Fonds Routier (FR), autrefois Fonds d'Entretien Routier (FER), établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) a pour mission de mettre en œuvre une gestion commerciale de la route valorisant l'entretien à caractère préventif qui sera basé sur une conservation de l'actif que représente le patrimoine routier réhabilité et sur une appropriation de la route par les usagers et les opérateurs économiques. A ce titre, il est chargé de collecter et gérer financièrement les redevances d'usage à partir de la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP) ainsi que sur les charges à l'essieu et d'allouer ces ressources aux différents maîtres d'ouvrage⁴⁹.

Le Fonds Routier est le bras financier de l'Agence Routière (AR). Celle-ci a principalement pour objet de : *i*- réaliser des opérations de gestion, d'investissement, d'aménagement et d'entretien des réseaux routiers et des ouvrages et équipements s'y rattachant ; *ii*- apporter son concours à la programmation des projets routiers

⁴⁸ https://gasynet.com/?page_id=9

⁴⁹ Ordonnance n° 2019-001 du 10 mai 2019 relative au patrimoine routier.

comprenant la construction, la réhabilitation et les entretiens périodiques et courants, conformément aux orientations et planification stratégiques établis par le Gouvernement. L'AR est administré par un conseil d'administration composée de 15 membres dont sept (7) représentent l'État, sept (7) sont issus du secteur privé et un (1) représente les régions⁵⁰.

La dégradation rapide du réseau routier malgache et les récriminations d'un grand nombre d'entreprises prestataires concernant le non-paiement de travaux réceptionnés, et ce depuis plus de deux ans, témoignent du mauvais fonctionnement du Fonds Routier imputable à trois défaillances majeures :

- La non perception de l'intégralité des recettes qui lui sont dues. Celles-ci proviennent du versement de la taxe sur les produits pétroliers (TPP) dans un compte dédié ainsi que de contributions de partenaires techniques et financiers (fonds de contre-valeur de l'union européenne, subventions de l'agence financière de développement...);
- Le prélèvement d'une partie de ses ressources en vue d'usages différents ;
- Le paiement de certaines dépenses inéligibles.

Les recommandations pour un meilleur fonctionnement du Fonds coulent de source :

- Assurer l'indépendance de l'Agence Routière (conseil d'administration et organe de gestion à effectif réduit) vis à vis des instances administratives et politiques ;
- Obtenir l'adhésion des usagers de la route sur le programme routier annuel ;
- Assurer le recouvrement des TPP et leur affectation en intégralité à l'entretien routier.

La contribution financière des usagers de la route au mécanisme préconisé (prélèvement et affectation des produits des ressources collectées au titre de la TPP à l'entretien routier) n'a en principe aucune incidence sur le budget de l'État, à condition toutefois que celui-ci s'opère dans le cadre d'un système de PMAP non subventionné.

Réhabiliter les infrastructures portuaires et d'entreposage des produits pétroliers

Le fonctionnement d'un dépôt de produits pétroliers engage des charges fixes induisant un seuil de rentabilité que le niveau de consommation de la zone desservie n'atteint pas à cause de la vitesse de rotation des stocks réduite. En outre, les normes

⁵⁰ Décret n°2019-1279 du 18 juillet 2019 portant création de l'Agence Routière et fixant son organisation, son fonctionnement et ses attributions, art.7.

de sécurité imposent des frais d'entretien que LPSA rechigne à engager de peur de ne pas recouvrer son investissement à cause de l'administration des prix. Ainsi, les dépôts de Vatomandry, Mananjary, Manakara, Morombe et Belo sur Tsiribihina ont été délaissés.

L'abandon du dépôt de Vatomandry constitue un manque à gagner considérable pour deux raisons : d'une part, les opérateurs de la zone MAVAM incluant les districts de Mahanoro, Vatomandry, Antanambao-Manampotsy et Marolambo trouvent inintéressant de s'approvisionner à Moramanga ; d'autre part, en cas de problème en amont sur le tronçon Toamasina-Antsampanana (éboulements pendant la saison cyclonique, par exemple), Vatomandry pourrait accueillir un stock stratégique pour alimenter la capitale.

Morombe est situé à environ 250 km de Tuléar. La consommation de carburants y est faible en dépit de la présence des rizières du Bas Mangoky. Pour la raison évoquée ci-dessus, le dépôt a été fermé. Ainsi, les zones nord de la région Atsimo-Andrefana (Morombe, Beroroha et Ankazoabo) sont approvisionnées à partir de Toliara.

Le dépôt de Mananjary est également hors d'usage, faute d'entretien, la cause récurrente étant l'incertitude d'obtenir un retour sur investissement dans le cadre du système d'administration des prix.

Plus caractéristique est le cas du dispositif à Manakara. Le dépôt approvisionne les districts de Vohipeno, Farafangana, Vondrozo, Vangaindrano et Midongy du Sud. Le coût de la réhabilitation du dépôt et du port serait amorti en une année grâce à l'économie réalisée par le différentiel de coût de revient par rapport à une livraison à partir de Toliara, sans compter les dommages infligés par la rotation des camions-citernes sur la RN7. En effet, le trafic routier de marchandises sur la RN7 au-delà d'Antsirabe est relativement réduit. La détérioration de cette route nationale est surtout le fait de la cadence des camions-citernes dans les deux sens vers Fianarantsoa.

Au-delà de notre préoccupation principale, à savoir la rationalisation de l'approvisionnement en produits pétroliers, les retombées négatives sur l'économie provinciale de la désaffectation du port de Manakara et de la ligne ferroviaire FCE sont énormes. La conséquence la plus criante est la détresse des quelques 200 salariés de cette société d'État qui n'ont pas été payés depuis novembre 2021. L'autre effet direct est l'isolement des villages desservis uniquement par la ligne de chemin de fer et dont les habitants doivent transporter les marchandises à dos d'homme. Par ailleurs, les revenus du tourisme au profit des villages enclavés sont anéantis ; ils sont sensiblement diminués pour l'ensemble de la région Fitovinany.

En résumé, l'éloignement des dépôts par rapport aux « îlots » de distribution accroît sensiblement les coûts et, par conséquent les prix de vente dans un système de péréquation. Les stations-service de Vangaindrano et Betroka sont des cas extrêmes de ce point de vue.

Anoblir la fonction de régulateur du secteur pétrolier

La péréquation des prix des carburants sur l'ensemble du territoire national confère un rôle primordial au régulateur. Les pouvoirs publics se doivent de le consulter avant toute décision portant sur les produits pétroliers ou de légiférer sur les activités du secteur.

En effet, le coût logistique moyen national est évolutif par mois. Les frais de mise en place (frais de stockage augmenté des frais de transport) diffèrent d'une station-service à une autre. Lesdits frais sont d'autant plus élevés que le site de stockage est éloigné de Toamasina. En outre, le coût unitaire est inversement proportionnel au volume de chaque livraison. Par ailleurs, des « frais de transport excédentaires » dont les montants sont fixés par le régulateur peuvent⁵¹ être appliqués lorsque la station-service est située au-delà d'un rayon de 15 km du dépôt. Ils sont automatiquement facturés dans le cas des sites éloignés où un distributeur est en situation de monopole. Ainsi, les frais de mise en place sont les moins chers à Antananarivo (eu égard au volume traité – économie d'échelle – et de la proximité de Toamasina), tandis que les coûts de revient des produits rendus à Vangaindrano et Betroka sont réputés les plus élevés.

En raison de ses moyens humains et financiers limités, le ministère en charge des hydrocarbures n'est pas en mesure de gérer tous ces paramètres, d'où le rôle stratégique du régulateur, en interface entre les différents intervenants dans le secteur – MEH, distributeurs, logisticiens, transporteurs – au cours des négociations. Son avis fera foi à condition qu'il s'interdise tout parti pris ou immixtion dans la gestion opérationnelle.

CONCLUSION

La décision des pouvoirs publics de figer les prix des carburants à la pompe procède sans doute d'une intention louable, à savoir la maîtrise de l'inflation afin de préserver le pouvoir d'achat de la population qui constitue d'ailleurs l'un des quatre

⁵¹ L'application des frais excédentaires n'est pas obligatoire. Par exemple, la station-service d'Amboromalandy, distant de 85 km du dépôt de Mahajanga ne facture aucun frais de transport excédentaire.

objectifs de la politique économique conjoncturelle⁵². Cependant, elle s'est avérée préjudiciable à l'État, aux habitants en zones rurales et parfois à la population urbaine.

Pour l'État, le manque à gagner concerne, d'une part, les droits et taxes à l'importation sur les produits pétroliers que les distributeurs se sont abstenus de payer depuis octobre 2021 ; d'autre part, au stade de la distribution proprement dite, la TVA déductible est supérieure à la TVA collectée (calculée sur la quantité livrée à la pompe) si bien qu'au lieu d'obtenir des ressources à partir de la distribution des produits pétroliers, l'État est obligé de subventionner l'activité.

La population rurale est sans doute la plus pénalisée par cette mesure. Par les impôts et taxes qu'elle paye, elle participe à la subvention versée à une minorité forte consommatrice d'énergie via les pétroliers : des ressources qui auraient pu être affectées à la fourniture des services essentiels tels que la sécurité, la santé, l'éducation, la construction d'infrastructures collectives.

Le cumul des dettes de l'État envers les pétroliers engage quelquefois l'une et l'autre partie dans un bras de fer préjudiciable à l'approvisionnement régulier en carburants. Or, l'effervescence urbaine est plus à craindre en cas de pénurie que lors d'une augmentation des PMAP.

En définitive, la reconduction du système d'ajustement automatique des prix est à tous les égards préférables à une stricte administration des tarifs des produits pétroliers qui a comme conséquence d'inhiber la croissance.

⁵² La politique économique des gouvernements poursuit 4 objectifs : un taux de croissance élevé, le plein-emploi des facteurs de production (travail et capital), une balance commerciale excédentaire et la stabilité des prix. Ces objectifs constituent, d'après Nicholas Kaldor, un "carré magique".

TRAJECTOIRE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA RESSOURCE RAKETA (*OPUNTIA SPP.*) EN MILIEU ARIDE DE MADAGASCAR

par

ANDRIAMISAINA Antsa⁽¹⁾, RAMANANARIVO Romaine^(1, 2), RAJOELISON
Lalanirina G.⁽³⁾, RANAIVOARISOA Holy F.⁽¹⁾, RAMANANARIVO Sylvain^(1, 2),
ANTILAHY Herimpitia E.⁽⁴⁾, RAZAFIARIJAONA Jules⁽¹⁾, RAKOTONIAINA
Mihamitsoa⁽¹⁾, RAMAHAVALISOA Judicaelle⁽¹⁾

(1) École Doctorale Gestion des Ressources Naturelles et Développement. EAD Agro-Management, Développement Durable et Territoires, Université d'Antananarivo, Madagascar

(2) École Supérieure de Management et d'Informatique Appliquée, Antananarivo, Madagascar

(3) École Doctorale Gestion des Ressources Naturelles et Développement. EAD Economie et Politique des Ressources Naturelles, Université d'Antananarivo, Madagascar

(4) Fondateur et Directeur Exécutif de l'ONG E.M.C, Antananarivo, Madagascar

RESUME

La domestication d'*Opuntia spp.* ou *raketa* a été initiée dans les zones méridionales de Madagascar pour pallier l'insécurité alimentaire. Malgré les progrès technologiques, la ressource demeure un pis-aller pour les pauvres. Cet article se fixe comme objectif de relater la trajectoire du *raketa* pour mesurer sa contribution au bien-être local. L'approche méthodologique est basée sur une analyse bibliométrique pour identifier les origines des appréhensions et leurs effets sur la perception locale ; une démarche holistique a été adoptée pour analyser les comportements locaux face à la valorisation du *raketa* en comparaison avec la période coloniale et dans les autres pays africains. Les résultats confirment que les distorsions autour du *raketa* sont d'ordres socio-économique et écologique. Certes, la ressource constitue un élément influent du système ; néanmoins, à cause des controverses et de la complexité des procédés, elle demeure un éléphant blanc. Le faible prix et le désengagement de l'État ont renforcé le désintérêt de la population, le développement de la filière s'est fait à son détriment.

Mots-clés : Modalité d'usage, Modalité d'échange, *Opuntia*, Prospection, Madagascar

ABSTRACT

The domestication of *Opuntia spp.* or *raketa* was initiated in southern Madagascar to relieve hunger. Despite technological progress, the resource remains as a stopgap for the poor. This article aims to relate the trajectory of *raketa* in order to measure its contribution to local well-being. The methodological approach is based on a bibliometric analysis to identify the origins of apprehensions and their effects on local view; it is followed by a holistic approach to analyze local behaviors towards the valorization of *raketa* in comparison with the colonial period and other African countries. The results confirm that the prejudices surrounding *raketa* are socio-economic and ecological. Certainly, the resource is an influential part of the system; still due to the processes complexity and the local perceptions, it remains as an unsuccessful investment. The low price and the disengagement of public services reinforced the population's disinterest; the sector development has been at their expense.

Key words: Uses modality, Trades Modality, *Opuntia*, Prospecting, Madagascar

FINTINA

Natomboka tany atsimon'i Madagasikara ny fambolena *Opuntia spp.* na *raketa* mba hiadiana amin'ny mosary. Nijanona ho solon-tsakafo ho an'ny mahantra anefa izy na dia teo aza ny fivoarana. Manadihady ny zaran'ny *raketa* eo amin'ny fari-piainanan'ny mponina ity fikarohana ity. Mifototra amin'ny famakafakana lahatsoratra izany mba hanasongadinana ny fifandroritana sy ny fiheveranany *raketa*; nampiana fomba holistikamba hanoharana ny fanomezan-danja azyamin'ny vanim-potoanan'ny fanjanahantany sy ny firenena afrikanina hafa. Manamafy ny fifandroritana ara-tsosialy sy ara-ekologikanentiny ireo mpanjanaka ny fikarohana. Azo antoka fa manandanja ny *raketa*. Mijanona ho *petra-bola* tsy mahomby anefa izy noho ny fahasarotan'ny rindra. Tsy nahazo tombony tamin'ny *raketa* ny mponina noho ny vidiny ambany sy ny tsy fandraisan'ny fanjakana anjara ; tsy mahaliana azy izany.

Teny fototra: Fampiasana, Fivarotana, *Opuntia*, Fanadihadiana, Madagasikara

INTRODUCTION

Des essais sur la ressource *Opuntia spp.* ou *raketa* ont été initiés dans les zones méridionales de Madagascar pour pallier l'insécurité alimentaire. Initialement utilisé comme fourrage, le *raketa* a peu à peu intégré le quotidien de la population (Middleton, 2009). Avec les récents progrès, les attributs de la ressource ont évolué en dérivés alimentaires, cosmétiques et écologiques, marquant des prémices industrielles. En phase de devenir une culture de rente, la culture de *raketa* offre des

avantages conséquents dans un environnement à risque (Kaufmann, 2004 ; Clavel et al., 2008). À ce niveau, les expériences des pays africains comme le Maroc et la Tunisie confirment les potentialités économiques et écologiques de la ressource. Dans cette optique, de nombreuses variétés de *raketa* ont été introduites dans le système méridional. Bien que les publications à ce sujet soient multiples, une seule conclusion s'en dégage actuellement : la ressource *raketa* fait face à l'indifférence locale et se heurte à des controverses. Négligée et sous-exploitée, elle est loin de se valoir en tant que nouvel or vert comme dans les autres pays africains. Le *raketa* est dépeint comme un aliment pour les pauvres. Cette représentation locale ne constitue pas un fait nouveau. Elle résulte de la particularité du cheminement de la ressource, influant sur sa transition industrielle (Middleton, 2009 ; Inglese et al., 2018). Malgré ses potentialités, le *raketa* peine à décoller.

Face à ces réalités contradictoires, la problématique s'oriente vers la compréhension de l'évolution de la valeur du *raketa* et des comportements y afférent face au bien-être local. Il est supposé que la trajectoire coloniale du *raketa* a induit des contraintes socio-écologiques dans la perception locale, influant sur l'intérêt des usagers pour la ressource. Bien qu'elle soit devenue un élément vital au système, les ménages la perçoivent comme un éléphant blanc.

Cet article relate la trajectoire socio-économique du *raketa*. Il met en exergue les blocages inhérents à sa reconnaissance en tant que ressource et en tant que source de revenu alternative. Ces blocages relèvent des controverses autour de la ressource et de la logique des acteurs.

METHODOLOGIE

La recherche comporte deux (02) étapes : une rétrospective et une prospective. La rétrospective se base sur une analyse bibliométrique pour expliquer le processus de valorisation avant 1960 : elle met en exergue les controverses autour du *raketa* et les blocages sociaux y afférent. La prospective se base sur une approche holistique pour expliquer le processus de valorisation après 1960 : elle comprend une analyse du système pour dégager ses modalités d'usage et une analyse de la filière pour dégager ses modalités d'échanges.

La rétrospective par l'analyse bibliométrique

La rétrospective porte sur les controverses autour du *raketa* pendant deux siècles (1769-1960) dans la région Anosy (24° 06' 00" Sud, 46° 18' 00" Est) et Androy (21° 30' 13" Sud, 45° 12' 34" Est). L'analyse se base sur la caractérisation et la hiérarchisation. La caractérisation met en exergue les blocages sociaux et ses retombées sur la perception locale. Elle se réfère aux publications des auteurs colonialistes comme Decary (1921, 1928, 1947), Perrier De la Bathie (1932), etc.,

recoupées avec celles des auteurs contemporains comme Binggeli (2003), Middleton (2009), etc. La hiérarchisation met en exergue le lien entre les comportements de la ressource et les risques écologiques. Plus la ressource monte en score et en classe, plus ses effets sur l’environnement sont conséquents. Le score se réfère à la base de données de Lisan (2014) et à celle de l’US Forest Service. La classification se réfère à la base de Cronk et Fuller (1995), reprise par Raharinaivo (2012). 7 variables ont été mobilisées (Tableau 1).

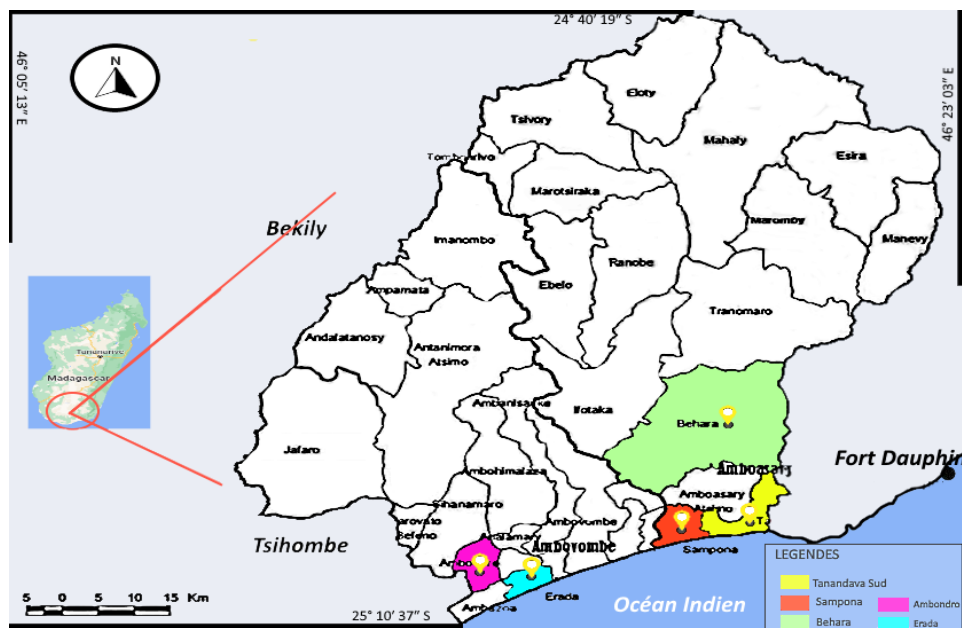
Tableau 1 : Variables mobilisées dans la rétrospective

TYPE DE VARIABLES	VARIABLES	MODALITES
Traits morphologiques	Taille	Grande : 2-5 m ou Petite :< 1m
	Epines	Présence : Oui/Non Couleur : blanche ou jaune
	Fruits	Couleur : rouge violâtre, vert, jaune rougeâtre Goût : sucré, acide, astringent
Traits socio-historiques	Modalités d’introduction	Chronologie, Initiateur, Modes de propagation
	Effets	Effets secondaires, Perception
Traits écologiques	Score d’invasivité	A partir de 20, la ressource est considérée comme envahissante
	Classe d’invasivité	1. Mauvaises herbes menaçant les savanes dégradées 2. Mauvaises herbes menaçant les pâturages 3. Espèces menaçant les habitats naturels avec des intérêts de conservation 4. Espèces menaçant les habitats naturels avec une biodiversité importante 5. Espèces menaçant une espèce en voie de disparition

La prospective par l’analyse du système

L’analyse de la logique des acteurs dans l’appropriation du *raketa* en tant que ressource est systémique. A cet effet, une enquête auprès de 322 ménages dans les communes d’Erada et d’Ambondro du District d’Ambovombe (25° 10’ 37’’ Sud, 46° 05’ 13’’ Est) et dans celles de Behara, Sampona et Tanandava-Sud du District

d’Amboasary Sud (24° 40’ 19’’ Sud, 46° 23’ 03’’ Est) a été menée pendant deux (02) semaines en saison sèche en 2019 (Carte 1).



Source : FTM (2019)

Carte 1 : Localisation des ménages enquêtés

Les ménages, choisis aléatoirement, ont été stratifiés selon leurs localisations et leurs catégories socio-professionnelles : éleveurs, actifs entre 25-64 ans (Tableau 2).

Tableau 2 : Répartition des ménages enquêtés dans les zones cibles

DISTRICT	COMMUNE	EFFECTIF	FOKONTANY	EFFECTIF	FOKONTANY	EFFECTIF
AMBOVOMBE (ANDROY)	AMBONDRO	83	Ambondro	22	Anagnera	19
			Ambinoa	20	Anjamahasoa	22
	ERADA	80	Erada I	10	Ambaninato	10
			Erada II	10	Sandrisandry	20
			Ambanikilinaoly	10	Satrie	20
AMBOASARY SUD (ANOSY)	BEHARA	79	Agnapemba	28	Behara Haut	19
			Behara Bas	20	Mieba	12
	SAMPONA	40	Bealoke	1	Manindra	20
			Beroroha	10	Marolava	9
	TANANDAVA	40	Ambohimahasoa	11	Tanambe	10
			Mandrare	9	Tanandava	10
TOTAL		322	TOTAL	322		

Les données ont été traitées avec XLSTAT. Les analyses et algorithmes utilisés englobent l'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC), le Benchmarking, l'ordonnancement, les corrélations intervariables et la prospection. Ils ont été complétés par un tri croisé.

Analyse Factorielle des Correspondances

L'AFC permet de visualiser les corrélations entre les composantes de la détresse alimentaire et le *raketa*. Si la projection entre deux variables forme un angle aigu ($\alpha < 90^\circ$), les variables sont en concordance. Si elle forme un angle obtus ($\alpha > 90^\circ$), les variables sont en opposition. Si les vecteurs sont en quadrature ($\alpha = 90^\circ$), la projection d'un vecteur sur un autre est nul ; les variables sont indépendantes. 7 variables ont été mobilisées à cet effet (Tableau 3).

Tableau 3 : Variables mobilisées pour carte factorielle alimentaire

Type de variables	Variables	Codes
Variables démographiques	Nombre d'enfants	V5
Variables nutritonnelles	Jeûne	QN28
	Durée de la détresse en céréales	VN1
	Durée de la détresse en fruits	VN4
	Durée de la détresse en produits laitiers	VN6
	Incidence des chocs	VN13
	Consommation de <i>raketa</i>	VN19

Benchmarking

Le Benchmarking établit les profils des ménages. Après la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) et l'Analyse Factorielle Discriminante (AFD), les variables avec une p-value $< 0,2$ ont été projetées dans les fonctions de classement de Fisher. Les valeurs négatives ont subi un changement d'échelle et ont été relativisées. Les valeurs maximales constituent le Benchmark servant à comparer les profils. 30 variables ont été mobilisées (Tableau 4).

Tableau 4 : Variables mobilisées pour la typologie des ménages

TYPE	VARIABLES	CODES	TYPE	VARIABLES	CODES
DÉMOGRAPHIQUE	Age	V1	SYSTÈME AGRICOLE	Salariés pour le Manioc	VA7
	Nombre d'enfants	V5		Accès eau pour l'Arachide	VA10
	Nombre d'actifs	V6		Accès eau pour la Dolique	VA13
SYSTÈME NUTRITIONNEL	Durée détresse céréalière	VN1		Salariés pour la Dolique	VA14
	Durée détresse fruitière	VN4		Semences pour la Dolique	VA16
	Durée détresse laitière	VN6		Salariés pour la Patate	VA18
	Incidence des chocs	VN13		Semences pour la Patate	VA20
	Consommation de raketa	VN19		Salaire pour le Niébé	VA23
	Groupe alimentaire normal	VN23		Dissuasion agricole liée à l'aridité	VA25
	Groupe alimentaire disette	VN24		Dissuasion agricole liée à la fertilité	VA27
SYSTÈME AGRICOLE	Accès eau pour le Mais	VA2		Dissuasion agricole liée aux intrants	VA29
	Salariés pour le Mais	VA3		Dissuasion agricole liée à l'association	VA35
	Salaire pour le Mais	VA4	RAKETA	Usages du raketa	VR1
	Semences pour le Mais	VA5		Effets secondaires du raketa	VR7
	Accès eau pour le Manioc	VA6		Nombre de projets	VP1

Ordonnancement

L'ordonnancement vérifie l'appartenance du *raketa* aux besoins prioritaires. La matrice utilisée est celle de l'AFD sans sa diagonale symétrique. Le seuil de significativité $\phi = \frac{t_{\alpha=0,05}}{\sqrt{n-2+t^2_{\alpha=0,05}}}$ où t désigne le Test de Student-Fisher pris comme

1.96 et n le nombre d'observations, a été calculé. Les coefficients de corrélation $|X_i|$ supérieurs à ϕ ont été marqués par un X dont le nombre de parution a été comptabilisé. Les variables avec $\sum X=1$ ont été éliminées sur la ligne puis sur la colonne. Le nombre de X restant a de nouveau été comptabilisé, et ainsi de suite. La séquence d'élimination définit le rang. Les 30 variables citées précédemment ont été mobilisées à cet effet (Tableau 4).

Rectangle stratégique. Corrélations intervariables

Les corrélations intervariables déterminent l’influence des facteurs du rectangle stratégique. Après l’élimination des variables non significatives selon ϕ , la somme des lignes L_i et celle des colonnes P_i ont été calculées. L’effet d’influence est défini selon les abscisses tel que $X_i = L_i|P_i > 1$. L’effet de dominance est défini selon les ordonnées tel que $X_i > 1$ et $Y_i = L_i * P_i$ élevé. Les 30 variables citées précédemment ont été mobilisées à cet effet (Tableau 4).

Prospective

La prospective simule l’évolution des variables sur 10 ans. La matrice mère est la matrice de corrélation de l’AFD, ayant subi un changement d’échelle et une relativisation. Elle a ensuite été croisée avec les moyennes par classe. 8 variables ont été mobilisées (Tableau 5).

Tableau 5 : Variables mobilisées pour la prospection

Type de variables	Variables	Codes
Variables nutritonnelles	Durée de la détresse céréalière	VN1
	Durée de la détresse fruitière	VN4
	Durée de la détresse laitière	VN6
	Incidence des chocs	VN13
	Durée de la détresse alimentaire	VN11
	Consommation de <i>raketa</i>	VN19
Variables liées au <i>Raketa</i>	Usage du <i>raketa</i>	VR1
	Effets secondaires du <i>raketa</i>	VR7

Tri croisé

Il décrit les apports et les effets de chaque variété pour chaque type-profil par des fréquences conditionnelles. Pour les obtenir, les effectifs de chaque modalité ont été transformés en proportion par rapport aux marges. 47 variables ont été mobilisées (Tableau 6).

Tableau 6 : Variables mobilisées pour le prisme d'usage du raketa

Variables	Modalités	Codes par variétés			
		<i>Raketa Gasy</i>	<i>Raketa Malama</i>	<i>Raketa Sonjo</i>	<i>Raketa Mena</i>
Usages domestiques	Fourrage	QR85	QR99	QR113	QR127
	Haie vive	QR88	QR102	QR116	QR130
	Auxiliaire	QR87	QR101	QR115	QR129
	Alimentation	QR95	QR109	QR123	QR137
Préférences	Oui/Non	QR193	QR194	QR195	-
Effets secondaires sur le bétail	Diarrhées	QR141	QR152	QR163	QR174
	Etouffement	QR142	QR153	QR164	QR175
	Mort	QR143	QR154	QR165	QR176
	Amaigrissement	QR144	QR155	QR166	QR176
Effets secondaires sur l'homme	Diarrhées	QR147	QR158	QR169	QR179
	Constipations	QR146	QR157	QR168	QR178
	Amaigrissement	QR148	QR159	QR170	QR180

La prospective par l'analyse de la filière

La logique des acteurs dans l'appropriation du *raketa* en tant que source de revenu alternative repose sur une analyse de ses modalités d'échanges. Elle se base sur l'analyse des circuits et celle des performances des acteurs.

Analyse des circuits

Il décrit la place des acteurs et leurs circuits. 17 variables ont été mobilisées (Tableau 7).

Tableau 7 : Variables mobilisées pour l'analyse de la filière

CIRCUITS	PRODUITS	DEBOUCHES	ACTEURS
Approvisionnement	Boutures	Local	Les ménages
Production	Fruits	International	Les petites industries locales
Collecte	Graines	(exportation)	Les organismes non-gouvernementaux (ONG)
Transformation	Confiture		L'Etat
Commercialisation	Jus		
	Huile		

Evaluation de la performance des acteurs

L’évaluation se base sur le rapport des coûts/bénéfices. 9 variables ont été mobilisées (Tableau 8).

Tableau 8 : Variables mobilisées pour l’analyse des performances

INDICATEURS	CAPITAL INDUSTRIEL	DERIVES	ACTEURS
Prix des fruits Prix des graines Prix des produits dérivés Prix du capital	Presse à froid	Huile de raketa Confiture Jus Miel	Les ménages Les petites industries

RESULTATS

Cartographie des controverses autour des variétés dominantes de raketa

Les variétés dominantes locales englobent le *raketa gasy* (*Opuntia monacantha* Will. Haworth), le *raketa malama* (*Opuntia ficus-indica* f.inerme), le *raketa sonjo* (*Opuntia ficus-indica* f.amyclea), et le *raketa mena* (*Opuntia stricta* (Haw.) Haw. var. stricta) (Planche 1).



Planche 1 : Les variétés dominantes de raketa dans les zones méridionales malagasy

La colonisation constitue le point névralgique des appréhensions face au *raketa*. Les représentations y afférentes varient d’une variété à une autre (Figure 1).

Le *raketa gasy* a été le premier *raketa* introduit. Il a été suivi du *raketa malama*, du *raketa sonjo*, et du *raketa mena*. Ecologiquement, le *raketa mena* n’est pas la seule variété à être envahissante. Excepté pour le *raketa malama* dont la classe demeure inconnue, les autres variétés appartiennent aussi aux espèces envahissantes avec des intérêts de conservation (Classe 3).

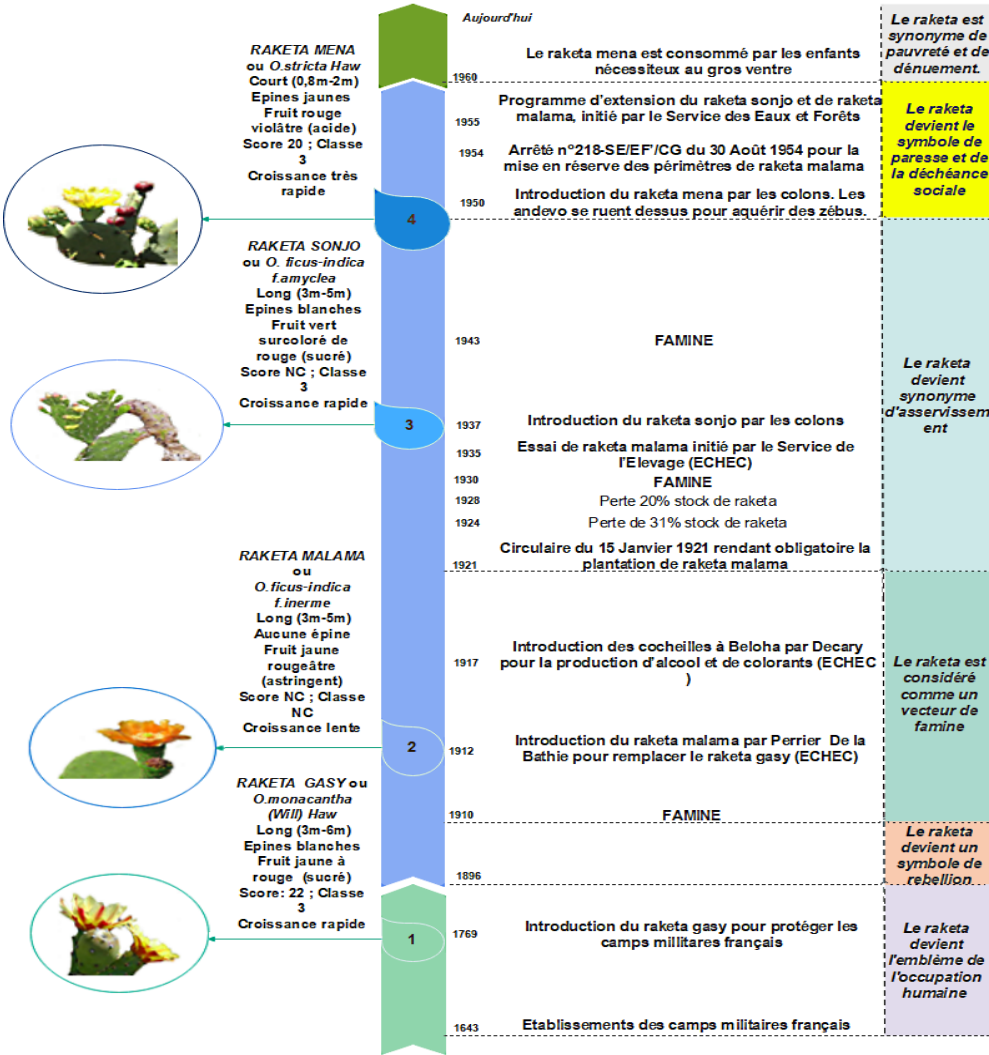


Figure 1 : Introduction des variétés dominantes de raketa dans les zones méridionales malagasy

Cartographie du système

Carte factorielle de la détresse alimentaire locale

L’incidence des chocs et la consommation de *raketa* sont en concordance et se démarquent des autres variables ($\alpha_1 < 90^\circ$) ; l’incidence des chocs n’influe pas sur la

consommation de *raketa*. La consommation de *raketa* va de pair avec le nombre d'enfants et la fréquence des chocs ($\alpha_2 < 90^\circ$). Le jeûne est en opposition avec la consommation de *raketa* ($\alpha_3 > 90^\circ$) (Figure 2).

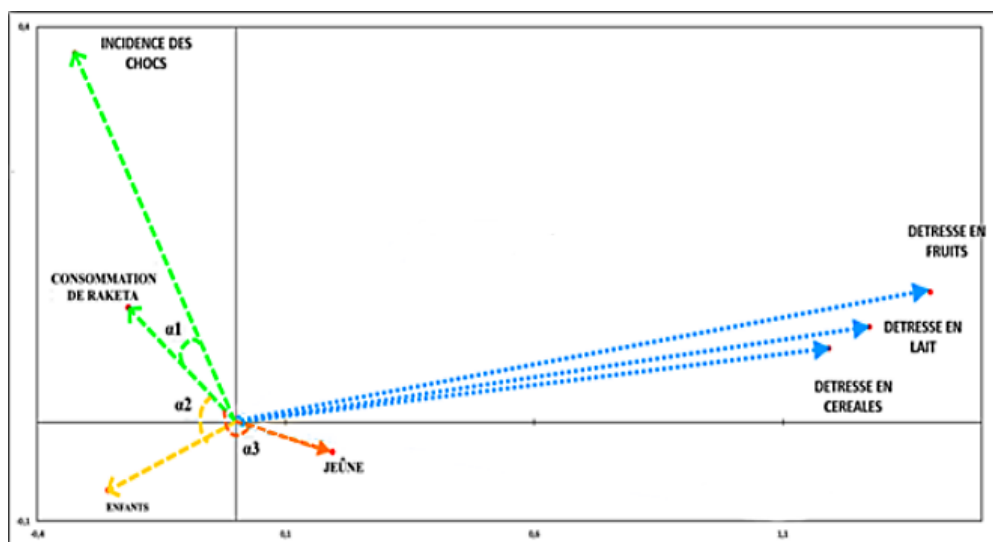


Figure 2 : Carte factorielle de la détresse alimentaire

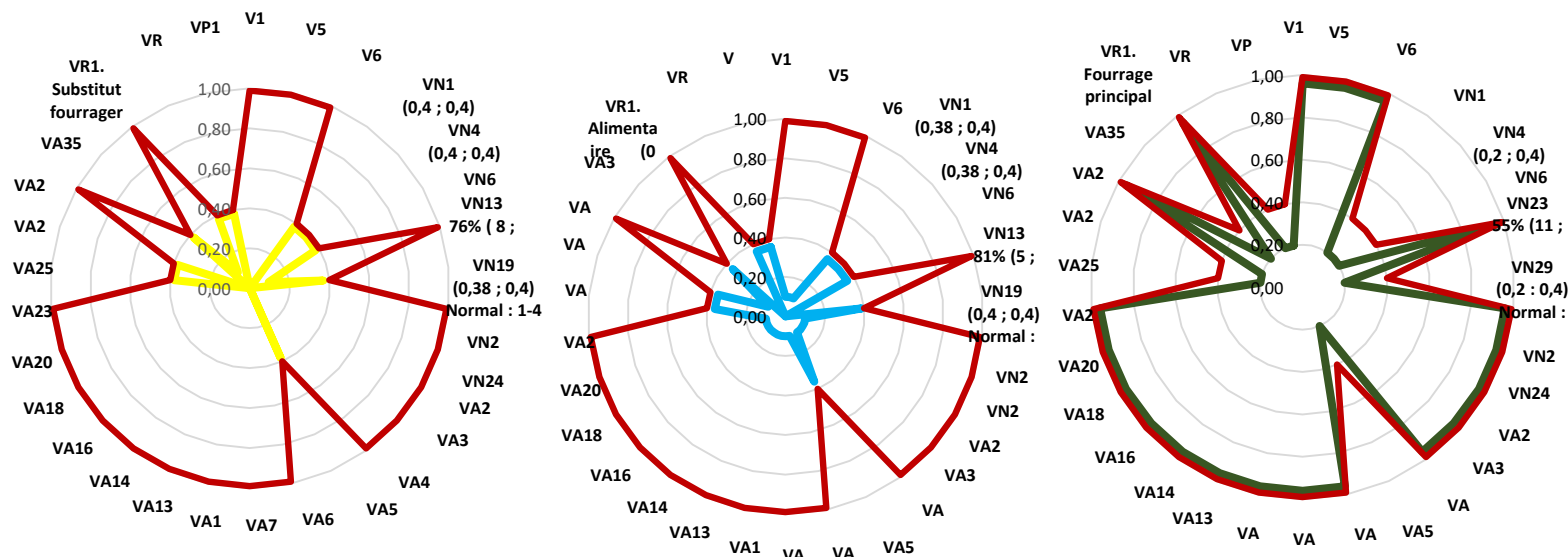
Typologie des ménages

Les ménages ont été classés en fonction de l'usage du *raketa*, de la consommation de *raketa* et de l'incidence des chocs. Il ressort de cette typologie trois (03) profils-types catégorisés en consommateurs moyens, en consommateurs avérés, et en petits consommateurs (Figure 3).

Les consommateurs moyens utilisent le *raketa* comme substitut alimentaire et fourrager. Leur consommation est occasionnelle et intermédiaire (0,38). Elle est estimée à 1-4 unités en période normale et à 2-10 unités en disette. 76% des ménages ont exprimé leur détresse avec une incidence de 8 ans.

Les consommateurs avérés utilisent le *raketa* à des fins alimentaires. Leur consommation est quotidienne et est la plus élevée (0,4). Elle est estimée à 1-8 unités en période normale et à 2-20 unités en disette. 81% des ménages ont exprimé leur détresse avec une incidence de 5 ans.

Les petits consommateurs utilisent le *raketa* comme fourrage principal. Leur consommation est rare et est la plus faible (0,2). Elle est estimée à 0-3 unités en période normale et à 0-5 unités en disette. 55% des ménages ont exprimé leur détresse avec une incidence de 11 ans.



Légende

— Consommateurs moyens 48%

— Consommateurs avérés 38%

— Petits consommateurs 14%

— Max

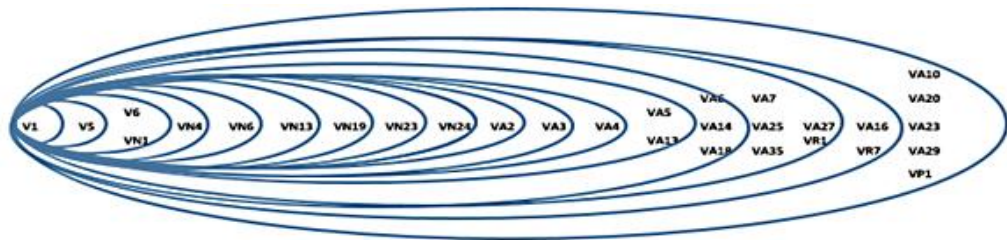
Variable (Actuel ; Max)

V1	Age	VN23	Groupe alimentaire normal	VA10	Accès eau pour l'Arachide	VA27	Dissuasion agricole liée à la fertilité
V5	Nombre d'enfants	VN24	Groupe alimentaire disette	VA13	Accès eau pour la Dolique	VA29	Dissuasion agricole liée aux intrants
V6	Nombre d'actifs	VA2	Accès eau pour le Mais	VA14	Salariés pour la Dolique	VA35	Dissuasion agricole liée à l'association
VN1	Durée détresse céréalière	VA3	Salariés pour le Mais	VA16	Semences pour la Dolique	VR1	Usages du raketa
VN4	Durée détresse fruitière	VA4	Salaire pour le Mais	VA18	Salariés pour la Patate	VR7	Effets secondaires du raketa
VN6	Durée détresse laitière	VA5	Semences pour le Mais	VA20	Semences pour la Patate	VP1	Nombre de projets
VN13	Incidence des chocs	VA6	Accès eau pour le Manioc	VA23	Salaire pour le Niébé		
VN19	Consommation de raketa	VA7	Salariés pour le Manioc	VA25	Dissuasion agricole liée à l'aridité		

Figure 3 : Profil-type des consommateurs

Matrice d'ordonnancement

Les préoccupations prioritaires des ménages sont d'ordre alimentaire. La consommation de *raketa* se situe à la 8^{ème} place des priorités locales, avant les dépenses agricoles (Figure 4).



Légende

V1	Age	VA2	Accès eau pour le Mais	VA18	Salariés pour la Patate
V5	Nombre d'enfants	VA3	Salariés pour le Mais	VA20	Semences pour la Patate
V6	Nombre d'actifs	VA4	Salaire pour le Mais	VA23	Salaire pour le Niébé
VN1	Durée détresse céréalière	VA5	Semences pour le Mais	VA25	Dissuasion agricole liée à l'aridité
VN4	Durée détresse fruitière	VA6	Accès eau pour le Manioc	VA27	Dissuasion agricole liée à la fertilité
VN6	Durée détresse laitière	VA7	Salariés pour le Manioc	VA29	Dissuasion agricole liée aux intrants
VN13	Incidence des chocs	VA10	Accès eau pour l'Arachide	VA35	Dissuasion agricole liée à l'association
VN19	Consommation de raketa	VA13	Accès eau pour la Dolique	VR1	Usages du raketa
VN23	Groupe alimentaire normal	VA14	Salariés pour la Dolique	VR7	Effets secondaires du raketa
VN24	Groupe alimentaire disette	VA16	Semences pour la Dolique	VP1	Nombre de projets

Figure 4 : Matrice d'ordonnancement

Rectangle stratégique

La configuration se compose de 4 variables à la fois dominantes et influentes (en vert) et 8 variables influentes (en jaune). La consommation de *raketa* et ses effets secondaires font partie des variables influentes (Tableau 9).

Tableau 9 : Coordonnées des variables pertinentes

Codification	Variables	X=L*P	Y=L/P
VA3	Salariés pour le Mais	4,52	2,47
VA25	Dissuasion agricole liée à l'aridité	2,39	2,16
V6	Nombre d'actifs	1,09	2,05
VA4	Salaire pour le Mais	2,42	2
VN1	Durée détresse céréalière	2,23	1,69
VA5	Semences pour le Mais	2,01	1,63
VA13	Accès à l'eau pour la Dolique	4,40	1,60
V1	Age	1,29	1,29
VA6	Accès à l'eau pour le Manioc	2,62	1,13
VN19	Consommation de raketa	2,18	0,56
VR7	Effets secondaires liés à la consommation de raketa	4,53	0,35
VN13	Incidence des chocs alimentaires	8,62	0,07

Prospective

La situation alimentaire globale se dégrade (Figure 5). Pour les consommateurs moyens, les crises sont plus fréquentes et plus intenses, les détresses alimentaires (céréales, fruits et lait) s’atténuent graduellement. Pour les consommateurs avérés, les crises sont plus intenses, les détresses alimentaires s’atténuent lentement. Pour les petits consommateurs, les crises sont plus fréquentes, plus longues et plus intenses ; aucune amélioration n’est constatée.

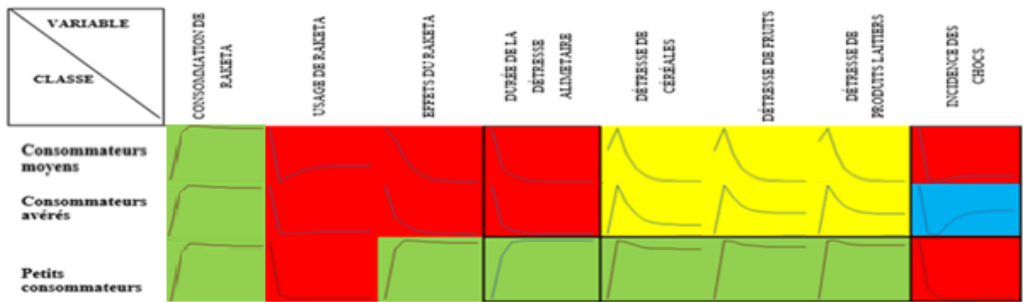


Figure 5 : Projection décennale

Prisme d’usage des variétés

Le raketa sert de fourrage, d’auxiliaire de culture, de haie vive et d’aliment (Figure 6). Globalement, les ménages préfèrent le raketa malama. Les consommateurs moyens priorisent le malama comme aliment et fourrage. Les consommateurs avérés priorisent le raketa sonjo pour l’alimentation. Les petits consommateurs priorisent le raketa mena comme fourrage.

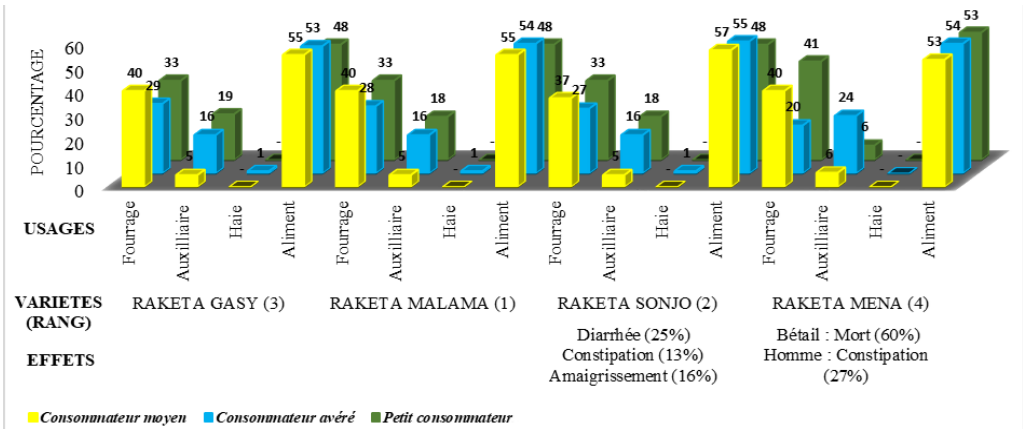


Figure 6 : Les usages domestiques des variétés de raketa

Cartographie de la filière

Carte des circuits

La filière locale est embryonnaire (Figure 7). Les ménages sont majoritairement des collecteurs de fruits, de cladodes et de graines. Les petites industries locales produisent de la confiture, du jus, de l'huile et des pigments.

Les ONG se positionnent comme des soutiens techniques dans la valorisation du *raketa* en tant que fourrage et auxiliaire de culture. Le Centre Technique Agro-écologique du Sud (CTAS) reste le principal fournisseur en boutures de *raketa malama*.

L'Etat et les services publics ne s'impliquent pas directement dans la filière.

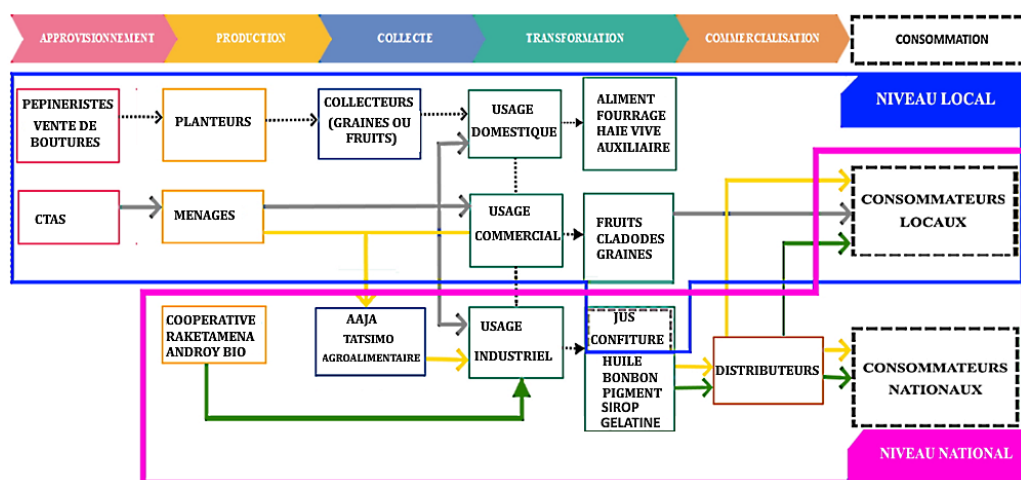


Figure 7 : Cartographie de la filière locale

Évaluation de la performance des acteurs

La répartition des coûts/bénéfices est déséquilibrée (Tableau 10). Les charges incombant aux ménages concernent la cueillette des fruits, à raison de 10-50 Ariary l'unité (ou 70 Ariary le kg de fruits). Pour les collecteurs de graines, les charges concernent la cueillette, le broyage et le séchage, à raison de 1 800 Ariary le kg. La valeur ajoutée est faible comparée au travail.

Les charges pour les producteurs d'huile concernent l'approvisionnement et l'acquisition de la presse. Le produit, estimé à 500 000 Ariary/L, affiche une valeur ajoutée élevée.

Tableau 10 : Simulation des charges relatives à chaque acteur

Acteurs	Ménages	Petites industries
Positionnement	Producteurs de <i>raketa</i> et/ou Collecteurs	Producteurs de produits dérivés
Variété de prédilection	<i>Raketa sonjo</i>	<i>Raketa mena</i>
Charges	Cueillette Traitement des graines (broyage, lavage, dépulpage, séchage) Transport Normes	Achat des fruits/graines Personnel (main d'œuvre), packaging et transport Impôts, douanes, certification et normes Presse à froid : 29 525 663 Ariary Terrain/Local
Activités	Vente de fruits, de cladodes et de graines Fruits : 70 Ariary/kg Graines : 1800 Ariary/kg Cladodes : 50 000-100 000 Ariary/ 50m Faible valeur ajoutée	Vente et exportation des dérivés Confiture : 10 000 Ariary/ 200g Jus : 5 000 Ariary / 250 ml Huile : 400-3000 €/L ou 500 000 Ariary/L Miel : 15 000 Ariary / 180g Forte valeur ajoutée

DISCUSSIONS

Rétrospective. Valorisation du *raketa* avant 1960 et les controverses y afférentes

Les résultats confirment l'origine coloniale des controverses autour du *raketa*. Elles sont d'ordres écologique et socio-économique et elles varient selon la variété (Figure 1).

Le raketa gasy : Emblème de l'occupation humaine et de la rébellion

Le *raketa gasy* (Planche 1) a été introduit par les colons pour sécuriser les camps militaires de Fort Dauphin (Figure 1). Sa propagation naturelle a facilité son acceptation (De la Bathie, 1932 ; Chevalier, 1947 ; Berte et Suttie, 1974 ; Binggeli, 2003 ; Kaufmann, 2008 ; Allorge et Matile-Ferrero, 2011). La ressource servait de marquages fonciers, de parcs à bœufs, et de fourrage, devenant ainsi l'emblème de l'occupation humaine (Kaufman, 2004 ; 2008). Considéré comme le *raketa* ancestral, le *raketa gasy* n'a souffert d'aucune distorsion au niveau de la population. Les controverses découlent des conflits coloniaux (Nicolas, 2012 ; Binggeli, 2003 ; Kaufmann, 2004 ; 2008). Les forêts de *raketa* gênaient l'avancée des troupes françaises (Bastard, 1899 ; Grandidier, 1902 ; Petit, 1934 ; Rabe, s.d. ; Binggeli, 2003). Les 40 000 ha infestées devenues indéfrichables ont été abandonnées, marquant ainsi les prémices du lien entre le *raketa* et la famine (Kaufmann, 2001). L'évanescence du *raketa gasy* relève de l'usage des cochenilles à des fins économiques, écologiques et répressives (Petit, 1934 ; Kaufmann, 2008 ; Allorge et Matile-Ferrero, 2011). Elle généra une famine en 1930 (Binggeli, 2003 ; Rabemanantsoa, 2011). Pour Decary

(1928), aucun lien ne relierait ces faits. Cette perte de 20% était minime par rapport à la perte de 31% en 1922. De même, la propagation du *raketa malama* n'empêcha pas la famine de 1943. Pour Lebigre et Reaud-Thomas (1995), ainsi que Mahatante et *al.* (2015), la disparition du *raketa* a renforcé les crises en ôtant les substituts alimentaires.

Le raketa malama : Emblème d'asservissement suite à l'instrumentalisation colonialiste du raketa

Le *raketa malama* (Planche 1) a été introduit par les colons pour remplacer le *raketa gasy*. Son acceptation a été longue. Les controverses qui y sont liées résultent de la chronologie des variétés, de ses traits morphologiques et de la contrainte coloniale. Pour Kaufmann (2001 ; 2008), la haute considération du *raketa gasy* à croissance rapide a fortement affecté la perception du *raketa malama* à croissance lente. Le *raketa malama* s'avérait plus coûteux techniquement et les fruits sont astringents (Humbert, 1947 ; Rabe, s.d.). La propagation du *raketa malama* par la contrainte coloniale a également déteint sur la perception locale, qui l'associait à un asservissement (Harroy, 1964). En effet, un circulaire du Gouverneur Général, rendant obligatoire sa plantation, a été émis le 15 Janvier 1921, en dépit des réticences locales (Petit, 1934). Malgré ces mesures, le projet fut soldé par un échec (Decary, 1928). Le *raketa malama* fut alors considéré comme une espèce inférieure, marquant le début du désintérêt local face à son exploitation (Kaufmann, 2008).

Le raketa sonjo : Variété par excellence

Le *raketa sonjo* (Planche 1) a été introduit par les colons pour protéger les *raketa malama* des broutages (Figure 1). Même si les deux variétés ont été introduites dans un court intervalle, le *raketa sonjo* n'a pas souffert des mêmes controverses que le *raketa malama*. Très proche morphologiquement du *raketa gasy* et grâce à sa croissance rapide, sa culture était plus simple (Decary, 1928). Après les programmes d'extension, il devient dominant (Middleton, 2009).

Le raketa mena : Emblème du dénuement et de l'effondrement des castes sociales

Le *raketa mena* (Planche 1) a été introduit par les colons pour des motifs économiques. Les controverses portent sur sa symbolique sociale liée à la ruée des *andevo* vers sa plantation pour fournir les grands propriétaires colons. Ils s'octroyaient ensuite des zébus pour obtenir un meilleur rang social, engendrant ainsi un effondrement des castes sociales (Middleton, 2009). De plus, la consommation excessive de *raketa mena* engendre des troubles digestifs, et sont consommés uniquement aux enfants nécessiteux (Rabemanantsoa, 2011). Le *raketa mena* a été lié à la pauvreté, illustrant son emprise sur l'individu (Figure 1). Cette conception est restée ancrée localement, tout en s'appuyant sur les argumentations autour des risques de bioinvasion qui constitue le trait le plus redouté du *raketa mena* (Rarojo, 2004 ;

Tassin et *al.*, 2009). Dans les faits, les autres variétés de *raketa* sont aussi envahissantes. Le score du *raketa gasy* (22) est plus élevé que celui du *raketa mena* (20). Il en est de même pour le *raketa sonjo*. Les trois (03) variétés appartiennent à la même classe (Figure 1). La différence de perception s'explique par les représentations locales, estimées à travers l'utilité, le goût, les effets secondaires, et la préférence de la population. Le *raketa mena* a été relégué au bas de la liste, assimilant son usage à un dénuement socio-économique.

Prospective. Valorisation alimentaire et fourragère du *raketa* pour stabiliser le système

Les résultats confirment partiellement la contribution du *raketa* au bien-être local. Sa consommation constitue un élément influent et prioritaire du système (Figure 4 ; Tableau 9). Ses usages atténuent les effets de la famine (Figure 2) et ses attributs écologiques sont inexplorés. Aucun ménage ne s'est exprimé à ce sujet.

Le *raketa* a intégré le cadre identitaire des Antandroy. Il constitue un critère de classification propre au terroir (Figure 3). En fonction de l'usage, de la variété, de la période et de la quantité, il décrit la situation alimentaire du ménage et les carences. En tant que garde-manger, ses attributs se transforment en fonction de la situation alimentaire du ménage. En période normale, la ressource se consomme comme un fruit et un complément alimentaire. En période de détresse, elle fait office de substitut alimentaire et de filet de sécurité (Figures 3 et 6). Le *raketa* répond surtout aux besoins alimentaires (Figure 6). L'inexistence de la contrainte de rareté n'ôte pas l'utilité du *raketa*, comme l'affirme Insel (2006). Au contraire, l'accessibilité de la ressource facilite son recours systématique. Dans ce cadre :

- Le *raketa sonjo*, riche en nutriments, sert de complément alimentaire pour les consommateurs moyens. Il comble les carences fructières des enfants (Figures 3 et 6). Consistant, il sert aussi de substitut céréalier aux consommateurs avérés (Figure 3 ; Tableau 9). Pour remédier aux carences céréalières qui constituent un facteur prioritaire, ces ménages ont opté pour le *raketa*, provoquant des diarrhées, des constipations et des amaigrissements (Figure 6).
- Le *raketa mena* sert de filet de sécurité alimentaire en réduisant la probabilité de jeûne. Le recours en masse devient systématique avec l'aggravation des chocs entraînant des constipations (Figures 2 et 6). Pour les consommateurs avérés, il a été multiplié par 1,38 suite à l'intensification des chocs avec une stabilisation lente. Celui des consommateurs moyens a été multiplié par 1,22 suite à la hausse de la fréquence des chocs avec une stabilisation rapide. Celui des petits consommateurs a été multiplié par 5 suite à l'intensification des chocs sans aucune amélioration (Figure 5). Les ambivalences des résultats reflètent la

différence de la nature des chocs et des choix des usagers. Ce choix se base sur une auto-évaluation et impacte sur la rubrique priorisée (Streeten, 1998).

La fructification réduit le *raketa* à une alternative saisonnière à l'exception du *raketa mena* qui fructifie toute l'année. Toutefois, cette variété n'est utilisée qu'en cas de force majeure à cause de ses effets secondaires (Figure 6). Des adaptations ont déjà été apportées pour réduire les risques sanitaires. Pour la constipation, il faut limiter la consommation à moins de 25 unités par jour. Pour les diarrhées, il faut ajouter de la patate douce (Rabemanantsoa, 2010). Malgré ces innovations, de nombreux usages demeurent inexplorés, comme celui du *raketa malama* pris en tant que légume. Le *raketa mena* demeure aussi associé à un dénuement comme durant la période coloniale (Middleton, 2009). Pour y remédier, il est impératif de dépasser les controverses autour du *raketa*. Sa reconnaissance en tant que bonne alimentation en améliorant les pratiques est nécessaire. Bien que l'alimentation revête une connotation anthropologique, elle n'est pas entièrement immuable, tant que l'individu y consent.

La valeur du *raketa* repose aussi sur ses apports dans le système agricole et dans le système d'élevage. Les ménages sont sensibles à tout objet participant à leur performance (Insel, 2006). Dans ce cadre, le *raketa malama*, en tant que variété préférée des ménages, sert d'auxiliaire de culture. L'importance de cette pratique relève de la contribution du CTAS qui multiplie les boutures (Figure 7). Cette variété constitue aussi un bon fourrage. Toutefois, à cause de sa croissance lente et de son prix élevé, entre 50 000-100 000 Ariary la bande de 50 m, l'usage des variétés épineuses est plus courant (Figure 6 ; Tableau 10). Ces variétés présentent cependant des inconvénients. Parmi elles, les épines résistantes au feu du *raketa mena* ont les taux de mortalité les plus élevés (60%). Une bouillie de *raketa mena* broyé et de paille a été testée pour y remédier (Rakotoarivonona, 2019).

Ainsi, bien que certains attributs du *raketa* soient encore inexplorés, la reconnaissance de son utilité en tant que ressource est sans équivoque. A contrario, sa reconnaissance en tant que source de revenu alternative reste incertaine.

Prospective. Développement partiel d'une filière embryonnaire au détriment des ménages

Les résultats confirment la non-reconnaissance des attributs d'échange du *raketa*. Ses dérivés industriels sont inexploités à cause de leurs coûts de production (Tableau 10). Le *raketa* est considéré comme un éléphant blanc. Cette perception varie selon la situation de l'utilisateur.

Au niveau des ménages, les fonctionnements sont limités et concernent surtout les usages domestiques (Figures 6 et 7). Les nouveaux procédés sont soit inexplorés, soit trop complexes ou trop coûteux (Tableau 10). Cette situation résulte en partie du

caractère rigide des zones méridionales réduisant leur propension à accepter l'innovation, avec 1% des ménages ayant connaissance des nouveaux dérivés. Parmi eux, seuls les dérivés sans capital industriel comme la confiture ou le jus ont été promus (Figure 7). Les blocages résident également dans leur capacité. Si les opportunités économiques existent, leur exploitation est difficile. La précarité des ménages réduit la probabilité d'acquisition des équipements comme la presse à 29 525 663 Ariary (Tableau 10). Pour trouver ces financements, ils doivent recourir à des subventions extérieures. L'importance des coûts des dérivés et la complexité de la chaîne restreignent les modalités d'échange de la ressource. Les 86% des ménages demeurent de simples collecteurs, avec une valeur encaissée faible. Pour les fruits, si le prix international s'élève à 1 900 Ariary l'unité, le prix local s'élève à 10 Ariary l'unité (Tableau 10). Ce prix traduit plus la rémunération du travail de cueillette que la valeur réelle de la ressource. De même pour les pépins, le prix local est estimé à 1 800 Ariary le kg, soit 8 Ariary pour une unité de fruit cueilli, déulpé, broyé et séché (Tableau 10). La faiblesse du prix local engendre une dépréciation continue de la ressource *raketa*. Ce cercle vicieux entre le désintérêt et le prix du *raketa* relève d'un déséquilibre de répartition de la valeur ajoutée. Il soulève la question d'équité et de la concurrence des intérêts. Pour pérenniser l'activité des collecteurs, il est impératif de réguler le marché et d'ajuster le prix. Cette initiative doit être appliquée par les services publics. La possibilité d'exportation est également limitée par les normes. Le Codex STAN 186-1993 relatif aux normes d'exportation du *raketa* impose un calibre de 90g sans défaut de forme ou de coloration. Sans vérification, la non-conformité des plants spontanés ne peut être confirmée. Le développement de la filière se fait ainsi au détriment des ménages. Les coûts de production sont prépondérants par rapport aux profits escomptés.

Au niveau des petites industries locales, la palette se résume à l'huile, au miel, au jus, à la confiture, et au pigment (Figure 7). Le carmin, bien que promu pendant la colonisation, a été délaissé à cause des risques écologiques représentés par les cochenilles. L'huile de *raketa* constitue ainsi l'alternative la plus intéressante. Initialement estimé entre 275-1 500 € le litre par Hänke et al. (2018), le prix s'est envolé jusqu'à 400-3 000 € sur le marché international et à 500 000 Ariary sur le marché local (Tableau 10). Le défi des petites industries se situe autour de l'irrégularité de l'approvisionnement et des normes pour les exportateurs. Pour celles qui n'ont pas de plantation, l'approvisionnement est tributaire de la productivité des ménages et du stock local. Le faible prix constitue un atout pour cette catégorie. Cependant, il peut décourager les collecteurs. La pérennisation des activités des collecteurs est ainsi essentielle par rapport à celles des petites industries locales. Les rivalités d'usages restreignent également les ponctions locales. En effet, le *raketa* constituant le dernier rempart avant le jeûne, une réserve a été mise en place à cet effet

(Figure 2). Si les ménages préfèrent le *raketa malama*, les entrepreneurs préfèrent le *raketa mena* (Tableau 10). La multiplicité de ses graines indésirables au niveau domestique constitue un atout au niveau industriel. Pour stabiliser l'approvisionnement en *raketa*, les petites industries s'approvisionnent auprès de plusieurs points et/ou acquièrent en même temps des surfaces remplies de *raketa*. Leurs contraintes, exprimées lors de la journée « Valorisation du cactus pour le développement⁵³ » du 11 décembre 2019, concernent aussi les redevances. Considéré légalement comme un produit forestier non ligneux, les redevances du *raketa* sont élevées. En ce sens, la pérennisation des activités des petites industries repose sur le recours à l'exportation ou la diversification des activités. En effet, le marché local a peu évolué depuis Middleton (2009) et Hänke et *al.* (2018). La filière est encore embryonnaire et peu structurée. Cette situation diffère des autres pays africains, comme le Maroc et la Tunisie. Dans ces pays, le *raketa* constitue une filière à part entière, bénéficiant du soutien continu des services publics.

Au niveau des autorités locales, la filière *raketa* n'est ni porteuse ni prioritaire. Aucun support n'a été envisagé depuis les premiers essais pour la promouvoir, les initiatives relèvent des ONG (Figure 7). Cette situation pénalise les ménages confrontés à un marché peu régulé et sans soutien pour pallier les coûts d'opportunité liés à une éventuelle reconversion. Au niveau des communes, la situation varie en fonction du contexte. Certaines prônent sa destruction plutôt que sa valorisation, comme à Behara. Pourtant, dans les autres pays africains, les services publics ont mis en place des politiques pour améliorer la performance des chaînes de valeur. Le Maroc a ainsi un Plan Vert pour augmenter les superficies de *raketa*, ou encore, la Tunisie, dans sa politique foncière, stabilise l'approvisionnement local avec une plantation obligatoire de *raketa* sur 10% des surfaces achetées (Faouzi, 2015 ; Le Houérou, 2002).

CONCLUSION

Il ressort de la trajectoire socio-économique des variétés dominantes de *raketa* que l'acheminement colonial du *raketa* n'a pas joué en sa faveur, influençant négativement la perception locale. Les distorsions à ce niveau décrivent le *raketa gasy* comme un vecteur de famine ; le *raketa malama* comme une culture contraignante ; et le *raketa mena* comme un symbole de déchéance sociale. Elles justifient l'indifférence économique locale face à la ressource, limitant leurs usages à des attributs fourragers et alimentaires.

⁵³ Evènement initié à Antananarivo par l'UNICEF, le PAM, l'ONN, l'ESSA et l'ARCHE_NET réunissant les acteurs du *raketa* à Madagascar. Il vise à encourager les acteurs publics à intégrer la valorisation du *raketa* dans leurs stratégies de développement et à développer une filière équitable et durable.

Actuellement, le *raketa* est omniprésent dans les zones méridionales. Il constitue un critère de classification ; et ses modalités d'usage constituent des éléments probants du système. C'est dans une perspective d'industrialisation que le *raketa* fait face à des blocages. Au niveau des ménages, il est considéré comme un éléphant blanc, à cause de la faiblesse des profits qu'il procure. Pour y remédier, l'Etat doit ajuster le prix pour assurer l'équité entre les acteurs en intégrant un volet financement et un volet normatif.

Au niveau des petites industries locales, la durabilité de l'approvisionnement est essentielle. Elle passe par l'acquisition des surfaces déjà envahies pour limiter les coûts de production. Dans le cas échéant, elle est assujettie à la collaboration des ménages. Même avec une matière première à faible prix, la rentabilité n'est pas assurée à cause de la précarité du réseau de distribution local et nécessite un placement à long terme.

La contribution actuelle du *raketa* au bien-être local reste mi-figue mi-raisin. Les usages ont peu évolué, et les profits dépendent de l'étendue des investissements. Actuellement, le développement de la filière se fait au détriment des ménages. L'intervention de l'Etat est nécessaire pour stimuler l'intérêt économique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Allorge, L. & Matile-Ferrero, D. (2011). Cactus et cochenilles introduits à Madagascar. In *Revue Française d'Entomologie*. 33 : 55–64. Paris : Laboratoire d'Entomologie.
- 2) Bastard E. (1899). Exploration au sud de l'Onilahy. In *Notes, Reconnaissances et Explorations*. 3 : 351-359. Antananarivo : Imprimerie Officielle.
- 3) Berte, C. & Suttie, J.M. (1974). Activités forestières. Les atriplex : propositions pour l'implantation d'essais dans le Sud de Madagascar. Antananarivo : Direction Eaux et Forêts.
- 4) Binggeli, P. (2003). Cactaceae, *Opuntia* spp., prickly pear. In Goodman S. & Benstead J. (eds.). *The Natural History of Madagascar*. 335–339. Chicago : University of Chicago Press.
- 5) Chevalier, A. (1947). Dossier sur les Cactus (*Opuntias*). Espèces fruitières et fourragères. Espèces nuisibles. In *Revue internationale de botanique appliquée et d'agriculture*. 301 : 444-454. Paris : Laboratoire d'Agronomie Colonial.
- 6) Clavel, D., Barro, A., Belay, T., Lahmar, R. & Maraoux, F. (2008). Changements techniques et dynamique d'innovation agricole en Afrique Sahélienne : le cas du Zaï mécanisé au Burkina Faso et de l'introduction d'une cactée en Ethiopie. <http://journals.openedition.org/vertigo/7442>.

- 7) Cronk, Q.B. & Fuller J.L. (1995). *Plant Invaders : The treat to natural ecosystems*. Londres : Chapman & Hall.
- 8) Decary, R. (1921). Monographie du district de Tsihombe. In *Bulletin économique de Madagascar et dépendances*. 18 : 5-38. Antananarivo : Imprimerie Officielle.
- 9) Decary, R. (1928). A propos de l'Opuntia épineux de Madagascar. In *Revue de botanique appliquée et d'agriculture*. 8 : 43-46. Paris : Laboratoire d'Ethobotanique et d'Ethnozoologie.
- 10) Decary, R. (1947). Epoques d'introduction des Opuntias monacantha dans le sud de Madagascar. In *Revue de botanique appliquée et d'agriculture*. 27 : 455-57. Paris : Laboratoire d'Ethobotanique et d'Ethnozoologie.
- 11) FAO & OMS. (1993). Norme pour les figues de barbarie. CCFFV. NF en CXS 186-1993.
- 12) Faouzi, H. (2015). Le figuier de Barbarie (l'Opuntia ficus-indica) : un produit de terroir pour le développement local ? Aknari des Aït Baâmrane (Anti-Atlas occidental, Maroc). In *Les Cahiers d'Outre-Mer*. 271 : 375-400. Paris : Presses Universitaires de Bordeaux.
- 13) FTM. (2019).<http://www.ftm.mg/>.
- 14) Grandidier, G. (1902). Dans le sud de Madagascar. In *Revue de Madagascar*. 4 : 219-24. Antananarivo : Imprimerie Officielle
- 15) Hänke, H., Barkmann, J., Marggraf, R. & Müller, C. (2018). Potential of Opuntia seed oil for livelihood improvement in semi-arid Madagascar. In *Madagascar Conservation & Development*. 13 : 34-43. Africa : African Journals Online.
- 16) Harroy, J.P. (1964). La conservation des ressources naturelles du Tiers Monde. In *Tiers-Monde*. 5 : 719-734. Paris : Armand Colin.
- 17) Humbert, H. (1947). Changements survenus dans la végétation du Sud de Madagascar. In *Revue internationale de botanique appliquée et d'agriculture*. 301: 441-444. Paris : Laboratoire d'Ethobotanique et d'Ethnozoologie.
- 18) Inglese, P., Liguori, G. & De la Barrera, E. (2018). Ecophysiologie et biologie de la reproduction des cactus cultivés. pp. 31-42. In Inglese P., Mondragon C., Queretaro J., Sáenz C. (eds.). *Ecologie, Culture Et Utilisations Du Fiquier De Barbarie*. Rome : FAO | ICARDA.
- 19) Insel, A. (2006). La mutilation économique de l'anthropologie : misère de l'économie et économie de la misère. In Guibert, B. & Latouche, S. (eds.). *Antiproduktivisme, altermondialisme et décroissance*, 21-36. Lyon : Paragon.
- 20) Kaufmann, J. (2001). La Question des Raketa : Colonial Struggles with Prickly Pear Cactus in Southern Madagascar, 1900-1923. In *Ethnohistory*. 48 : 87-121. USA : Duke University Press.

- 21) Kaufmann, J. (2004). Prickly Pear Cactus and Pastoralism in Southwest Madagascar. *In Ethnology*. 43 : 345-361. USA : University of Pittsburgh.
- 22) Kaufmann, J. (2008). La constitution non-moderne des famines dans les forêts épineuses de Madagascar : plantes "eau-alimentation", bétail et praxis du paysage de Mahafale. *In Environmental Sciences*. 5 : 73-89. Suisse : Springer Nature.
- 23) Le Houérou, H. (2002). Cacti (*Opuntia* spp.) as a fodder crop for marginal lands in the Mediterranean Basin. *In Acta Horticulturae*. 581 : 21-46. Belgium : ISHS.
- 24) Lebigre, J.M. & Reaud-Thomas, G. (1995). Androka (Extrême Sud de Madagascar), cartes d'évolution des milieux. *In Iles et Archipels*. 30. France : Presses Universitaires de Bordeaux.
- 25) Lisan, B. (2014). Les plantes invasives à Madagascar. <http://www.doc-developpement-durable.org/documents-pedagogiques-de-sensibilisation/plantes-invasives-de-Madagascar.pdf>.
- 26) Mahatante, T.P., Fanazava, R. & Mara, E.R. (2015). Ressources halieutiques potentielles et propositions d'adaptation aux variabilités climatiques dans l'extrême Sud de Madagascar. *In Méditerranée*. 26 : 183-235. France : Presses Universitaires de Provence.
- 27) Middleton, K. (2009). From Ratsiraka to Ravalomanana. Changing Narratives of Prickly Pears in Dryland Madagascar. *In Études océan Indien*. 42 : 47-83. Paris : INALCO.
- 28) Nicolas, J.P. (2012). Plantes médicinales du Nord de Madagascar. Ethnobotanique antakarana et informations scientifiques. France : Jardins du monde.
- 29) Perrier De la Bathie, H. (1932). Les plantes introduites à Madagascar (Suite). *In Revue de botanique appliquée et d'agriculture*. 128 : 296-301. Paris : Laboratoire d'Agronomie Colonial.
- 30) Petit, G. (1934). La disparition des *Opuntia* et les famines périodiques dans le Sud de Madagascar. *In Bulletin de l'Association de géographes français*. 77 : 37-39. France : Association des Géographes Français.
- 31) Rabe, R. (s.d). *Aperçu sur les raketa genre Opuntia dans le Sud de Madagascar*. Antananarivo : Ministère de l'Agriculture, de l'expansion rurale et du Ravitaillement.
- 32) Rabemanantsoa, N. (2011). Actions pour une valorisation des cactus *Opuntia* (Raketa)(Master). Antananarivo : Université d'Antananarivo.
- 33) Raharinaivo, R. (2012). Etat de l'art sur les espèces envahissantes dans les régions bioclimatiques de Madagascar (Master). Antananarivo : Université d'Antananarivo.

- 34) Rakotoarivonona, H. (2019). Effets d'incorporation du cactus rouge broyé (*Opuntia stricta*) dans l'alimentation des caprins (Master). Antananarivo : Université d'Antananarivo.
- 35) Rarojo, J. (2004). Le raketamena : une plante dangereuse. *In Vintsy*. 44 : 6-7. Antananarivo : WWF.
- 36) Streeten, P. (1998). *Value in Social Theory*. London : Routledge.
- 37) Tassin, J., Bellefontaine, R., Roger, E. & Kull, C. (2009). Evaluation préliminaire des risques d'invasion par les essences forestières introduites à Madagascar. *In Bois et Forêts des Tropiques*. 299 : 1. France : CIRAD.
- 38) US Forest Service. (2020). Risk assessments for species beginning with the letters "N" and "O". http://www.hear.org/pier/wra/wra_no.htm.

LE CHAMAN AU SERVICE DE LA SECURITE : CAS DU DISTRICT D'AMBATOFINANDRAHANA

par

RAKOTONIRINA Joachim⁽¹⁾, RAMAMONJISOA H. Rolland⁽²⁾

(1) Ecole Doctorale Sciences, Culture, Société et Développement, Université de Toamasina, Madagascar

(2) Faculté d'Economie, de Gestion et de Sociologie, Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

Cet article se fonde sur l'approche anthropologique dans le cadre de la vie socioculturelle. Il présente des procédés chamaniques afin de résoudre les problèmes engendrés par des phénomènes inquiétants. L'exacerbation catastrophique de l'utilisation des *ody* et de l'agression des *dahalo* sont une circonstance conjoncturelle qui défavorise la société rurale voire urbaine, comme dans le cas du District d'Ambatofinandrahana, Région Amoron'i Mania, Madagascar. En vue de réaliser cette réflexion, l'approche fonctionnaliste opérée à l'aide d'une enquête qualitative a été choisie. Lors de notre étude, la fonction chamanique est une pierre angulaire du dynamisme social dans lequel la problématique consiste à comprendre les apports des acteurs et veut mettre en exergue le primat de la restitution de l'identité culturelle favorable à l'interaction sociale. De plus, il s'agit de chercher et mesurer le guet-apens caché dans le noyau de la vie secrète en vue de faire émerger les germes de la dignité humaine.

Mots-clés : Nature, Culture, Croyance religieuse, Chamanisme, Ensorcellement, Insécurité, Syncrétisme

ABSTRACT

This article is based on the anthropological approach in the context of socio-cultural life. It presents shamanic processes to solve the problems caused by disturbing phenomena. The catastrophic exacerbation of the use of *ody* and aggression of the *dahalo* are a situational circumstance that disadvantages rural and even urban society as in the case of the District of Ambatofinandrahana, Amoron'i Mania Region, Madagascar. In order to carry out this reflection, the functionalist approach operated with the help of a qualitative survey was chosen. During our study, it is evident that the shamanic function is a cornerstone of social dynamism. In which, his problem

consists in understanding the contributions of shamanist actors to face these social depressions. In its importance, this article presents the wide consideration of the restoration of cultural identity favourable to social interaction. Moreover, we will have to search and measure the ambush hidden in the core of the secret life in order to emerge the seeds of human dignity.

Key words : Nature, Culture, Religious belief, Shamanism, Bewitchment, Insecure, Syncretism

FINTINA

Ity rijan-dahatsoratra ity dia miorina amin'ny fomba fijery antrôpôlôjika mahakasika ny fiainana ara-tsôsialy sy ara-kolontsaina. Maneho ireo zotrandraharahan'ny mpimasina sy ny mpanaradia azy amin'ny famahana ny olana aterak'ireo trangam-piainana mahabe fanahina. Mahavalalanina ny endri-java-misy, mirongatra ny ody sy ny hetraketraky ny dahalo, toy ny tranga ao amin'ny Disitrikan'Ambatofinandrahana Faritra Amoron'i Mania, Madagasikara. Nofidina, eto, ny lalantsaina araka ny anjara asa sy ny fandinihana mifahatra amin'ny famotorana manaraka kalitao. Mandritra ny katro-pandinihana, tsy takona afenina fa foto-pijoroan'ny vitrika ara-piaraha-monina ny anjara asa fimasinana. Eo anatrehan'izany, ny fanontaniana manan-danja dia miompana amin'ny fandraisana anjara biriky iantsorohan'ireo mpisehatra mpandala ny asan'ny mpimasina hamahana ny tsindry vozona mihatra amin'ny fiaraha-monina. Amin'ny maha zava-dehibe azy, ny rijan-dahatsoratra dia atao hanomezan-kasina ny fanorenana indray ny mpanondrofiizina ara-kolontsaina izay manome tombon-danja ny fifandrohizam-piainam-piarahamonina. Fanampin'izany, tsy maintsy mikaroka sy mandrefy ny longoa misitrika ao amin'ny faraatin'ny fiainana rako-java-miafina isika mba hampivohirana ireo tsirim-pahavelomana manandratra ny fahamendrehana mahaolona.

Teny fototra : Natoria, Kolontsaina, Finoana amam-pivavahana, Samanisima, Mosavy, Tsy fandriam-pahalemana, Senkiretisima

INTRODUCTION

Dans le cercle de la réflexion anthropologique, on suppose que la faculté de vivre, la dignité humaine, la suprématie de la nation reposent sur l'état fondamental de la nature et surtout sur les bases de sa culture. L'unification consubstantielle des éléments naturels en corrélation avec les cultures détermine le développement de la personnalité humaine. En ce sens, le processus d'hominisation, voire l'intensification du développement multisectoriel doit s'appuyer sur les principes de géo-culturalisme.

A l'échelle sociale de notre pays, il y a encore des phénomènes conjoncturels de plus en plus nombreux et inquiétants qui mettent la société en danger. De temps en temps, elle vit des tensions socioculturelles plutôt qu'économiques. De ce fait, la plupart des gens tombent en panique. Le désordre social causé par la pauvreté multiforme suscite des événements dangereux. Depuis des dizaines d'années, l'insécurité comme le phénomène *dahalo*⁵⁴, les actes de banditisme, des diverses violences, le kidnapping, le trafic d'organes et d'ossements humains, l'ensorcellement comme l'*ambalavelona*⁵⁵, la profanation des choses sacrées, l'avilissement des tabous, se multiplient et se propagent presque dans toute l'Île. En effet, la dégradation du respect des us et coutumes menace l'intégrité corporelle et spirituelle, le *fihavanana* et la solidarité nationale, voire la stabilité politique tant économique que sociale. Il est évident que « *mandry an-driranantsy ny vahoaka* ». (Le peuple vit dans l'insécurité), « *ota fady ny tany* » (la terre est désacralisée). Fort heureusement, il y a des gens qui sont encore prêts à dénouer partiellement ce problème. C'est l'une des raisons d'être de la mission chamanique et d'une troupe d'intervention civile comme l'Association *Lambamena*⁵⁶.

Le présent article a pour objectif de rendre compréhensible les principes fondamentaux concernant la pratique du chamanisme. Il permet d'identifier et d'exprimer les OMARRE (Objectifs, missions, attributions, rôles, responsabilités, et éthiques) des acteurs chamaniques. De plus, il veut mener à la compréhension des raisons d'être des problèmes socioculturels à propos de l'insécurité constatée dans le District d'Ambatofinandrahana, Région Amoron'i Mania. Il tente aussi de cerner les conséquences de ces pratiques sur le plan psychologique, socioculturel et économique. Parallèlement, il est envisagé de porter une présentation explicite et précise sur les tactiques chamaniques en vue d'apaiser partiellement les inquiétudes psycho-spirituelles et d'éviter les désordres sociaux.

Dans ces contingences, notre étude, à travers les données recueillies, contribuerait à consolider les travaux existants en matière de croyance religieuse. Sur ce, l'article exposerait que certaines pratiques religieuses fassent partie des freins du développement. Pareillement, certains penseurs trouvent qu'il y a des pratiques dépassées par la réalité sociale. De là, la réflexion anthropologique sur la sécurité et sur les impacts des actes chamaniques au sein des activités socioculturelles est favorable aux phénomènes conjoncturels.

⁵⁴ Dahalo : groupe de jeunes qui volent des bœufs.

⁵⁵ « *L'ambalavelona est un symptôme résultant d'une grande détresse psychologique ou une profonde angoisse qui affecte à la fois le corps et l'esprit, voire l'âme de l'individu* », selon le Ministre de la Santé publique, le Pr Mamy Lalatiana Andriamanarivo. Midi Madagasikara 4 mars 2016.

⁵⁶ Association des jeunes civiles qui détiennent de pouvoirs surnaturels pour faire une lutte contre le *dahalo* et l'acte de malfaiteur.

En fait, les idées fondamentales de ce sujet seront dégagées. Le premier sous-titre présentera les matériels et le cadrage méthodologique de l'étude. La seconde exposera les résultats qui se fondent sur l'exploration successive du déroulement des actes chamaniques au sein de la sécurité et les apports de l'Association *Lambamena*. Et le troisième se consacrera à la discussion basée au point de vue anthropologique sur les principes chamaniques, aux causes fondamentales de l'insécurité, de même sur la valeur et la place du Lambamena et du chaman au cœur de la société.

MATERIELS ET METHODES

Depuis longtemps, nombreux anthropologues ont étudié et présenté leurs découvertes sur les sciences humaines. Cependant, il y a beaucoup d'autres qui s'y sont encore impliqués. Leurs découvertes scientifiques ont eu leur propre signification ; mais personne ne peut dire que leurs œuvres couvrent totalement tous les aspects de la réalité humaine. Ceci n'est qu'une partie réalisée par rapport à la taille du champ d'action. L'objectif est de trouver, d'investir collectivement afin d'améliorer et de préserver les valeurs fondamentales de la vie.

Dans l'Histoire, l'Américain (Morgan L. H., 1818-1881) est le fondateur de la science anthropologique. De même, Boas F. (1858-1942) empoche une dénomination honorifique « de père de l'anthropologie culturelle et l'anthropologie américaine ». En tant que précurseur, il développe une pensée personnelle novatrice dans son domaine. L'anthropologue Américain (Herskovits M. J., 1950), élève de Boas F. , s'intéresse à l'étude fondamentale des bases de l'anthropologie culturelle. Il y constate la place de la nature, de la structure, du dynamisme et de la variation culturelle. En outre, (Eliade M., 1992) étudie et porte sa vision sur la pratique du chamanisme comme les techniques archaïques de l'extase ; tandis que (Rydving H., 2011), porte son regard sur le chamanisme de troisième millénaire.

En ce qui concerne le cas de Madagascar, beaucoup de chercheurs s'attachent sur le domaine culturel. En effet, (Callet, F., 1908) relevait au nord de la capitale un grand nombre de textes sur l'histoire et la culture malgache, y compris dans ses aspects religieux. Son ouvrage, décrit des pratiques rituelles et des représentations religieuses et politiques liées aux objets sacrés. De son côté, Vig L. (1892) s'investit sur la distinction entre « *ody* » et « *sampy* » et (Rabedimy J. F., 1976) sur le Technique de *Sikidy*. De plus, Dubois H.M. (1938) présente les pratiques religieuses dans les cultures des Betsileo. Il décrit des pratiques rituelles et des représentations religieuses liées aux objets sacrés. Blanchy S. et al. (2006) présentent l'influence des contacts culturels dans les pratiques religieuses au sein de la communauté malgache.

Le travail sur terrain en anthropologie fait partie de l'exigence méthodologique. Il devient non seulement l'endroit où on recueille les données essentielles, mais c'est

aussi une étape de méthode que l'on doit suivre ; afin de montrer aux lecteurs que les informations récoltées sont le résultat d'une recherche objective et non le produit d'une subjectivité (Stocking, 1983). A cet effet, elle devrait avoir, une démarche, une approche, une méthode, et une technique de recueil et d'analyse de données appropriées.

Pour cet article, nous choisissons particulièrement le District de Ambatofinandrahana, Région Amoron'i Mania, Madagascar en guise de champs d'études dont les réalités socioculturelles se prêtent le mieux à ce travail de recherche. Dans le cadre de cette étude, l'approche fonctionnaliste sera favorisée ; c'est une approche qui consiste à étudier la société dans sa fonction et dans son dynamisme, à savoir les éléments constitutifs de la société pouvant s'expliquer par les fonctions qu'ils remplissent les uns par rapport aux autres. Elle nous permet de cerner les phénomènes étudiés, étant donné que les faits sociaux sont les produits de fonctionnement de la société. Selon Malinowski B. (1963), une descente sur terrain bien préparée est à la fois nécessaire et importante.

Afin que le chercheur puisse se familiariser avec les pratiques et les convictions des divers acteurs sociaux et donner leur voix lors de travaux scientifiques, la méthode ethnographique favorise l'entretien qualitatif à l'aide de l'observation participante et distante. Fort de notre connaissance du champ d'investigation ainsi que de la langue locale, notre communication avec la population locale ne constitue pas un écueil. En effet, nous avons pu recueillir beaucoup d'informations sur les rituels les plus pratiqués dans la région : le «*Ala sisika*» (extraction et annihilation des *ody*), la mise en place de «*fiaro*» (protection) pour les adeptes et, enfin, la consécration et la formation des *Lambamena*.

Pour mener l'étude de manière efficace, l'utilisation des techniques d'investigation bien pensées favorise l'éclairage des observations. Dans la perspective de la méthode fonctionnaliste, les informations de première main doivent être soigneusement notées dans des carnets de terrain dont l'organisation doit évidemment contribuer à la restitution fidèle des traits de la culture étudiée. C'est pourquoi les prises de notes s'avèrent essentielles et se font au vu et au su des observés. En outre, il s'avère également nécessaire de photographier quelques objets dits sacrés, réputés pour être à l'origine des forces protectrices et/ou guérisseuses, et d'inscrire les coordonnées des personnes interviewées.

Notons que le travail de recherches dans une zone insécurisée est insécurisé. Dans un instant où l'acte des malfaiteurs se manifeste, le chercheur tombe en panique avec la société ; parce qu'au moment de cet acte, le principe «*sauve-qui-peut* » est automatique. Outre les mauvais actes des malfaiteurs : puissance des talismans, kidnapping, trafic d'organes ..., nous craignons aussi les pouvoirs surnaturels des

chamans, la sainteté des bouches saintes « *masim-bava* », le « *hasin'ny tany masina* » (sacralité de la terre sacrée), et le « *hasin'ny razana* » (pouvoirs des ancêtres). De plus, le tabou, l'interdit doivent être respectés effectivement. Cela signifie que dans le cadre de l'approche anthropologique en sciences humaines, le chercheur connaît bien qu'il n'est pas libre totalement dans son travail ; il est limité par quelques conditions socioculturelles ; parce que le monde supranaturel est immaîtrisable. Mais, quoi qu'il en soit, le chercheur doit prendre en mains ses initiatives afin de transformer les limites en appuis.

RESULTATS

Déroulement des actes chamaniques au sein de la sécurité

Des éléments constitutifs des actions chamaniques

Détermination générale du chaman et du chamanisme

Le mot « chaman(e) » signifie « *salamanga*⁵⁷ » en betsileo, « *saha* » en tsimihety, « *tromba* » en malagasy officiel. En ce sens, c'est un être humain ayant personnellement une sensation extra-sensorielle, une force de transformation et des pouvoirs psychiques voire mystiques. Ce qui signifie que le chaman est celui qui fait par le biais de rite, un accord, un contrat et un pacte de collaboration avec les esprits. Entre eux, il y a des pactes spirituels et des disciplines rituelles de collaboration pour éviter les actes des faux chamans usurpateurs.

En Anthropologie, on appelle chaman la personne dotée d'un pouvoir divin, par lequel elle s'adonne à la recherche d'une relation intuitive avec les esprits en vue de réaliser ensemble les actions à accomplir. Il peut conseiller les adeptes et les accompagner dans leur projet de vie. A cette fin, il a des rôles spécifiques et mystiques sur la divination et les augurations, la guérison, la sécurité, le culturalisme, les processus d'humanisation ainsi que l'humanisation.

Ceux-là nous présentent que le chamanisme est un système qui se fonde sur la médiation entre les humains et les esprits, tout en considérant les valeurs significatives de la nature et de la culture. Les adeptes chamanistes peuvent également faire référence à l'idéologie basée sur la pratique religieuse organisée par le chaman.

Traits caractéristiques, pouvoir chamanique et le mode de vie intérieure d'un chaman

Si l'on examine plus en profondeur la définition ci-dessus, il est clair qu'un chaman est celui qui possède et vit avec les pouvoirs mystiques. De plus, le chamanisme enracine et s'enracine dans la vie par le biais de ces pouvoirs. Cette

⁵⁷ Le dicton « *salamanga diso tehaka* » signifie un chaman qui s'agit plus fort hors ou sans applaudissements.

définition ne s'éloigne pas de la définition originelle du chamanisme, elle maintient toujours son idée fondamentale ; tout en insérant d'autres formes de croyances religieuses. Nous savons qu'il existe de nombreuses religions dans le monde, dont le judaïsme, l'hindouisme, le bouddhisme, le taoïsme, le shintoïsme, le razanisme ou culture des ancêtres, le christianisme, la religion naturaliste (la sacralisation de la nature). Elles sont toutes fondées sur les pouvoirs mystiques. Ainsi, le fondement de la croyance religieuse est unique. Il considère Zañahary comme un point culminant de toutes les puissances mystiques, d'où toutes les forces spirituelles divergent de lui et toutes les consécration convergent sur lui ; plus précisément, le point commun de toutes les religions monothéistes. En plus, l'activation et la synergie des forces mystiques dépendent de l'accord des esprits.

Le chaman se présente sous différentes formes. Il est explicite que les rôles des responsables religieux soient assimilés aux rôles des chamans. Les méthodes de travail et les principes idéologiques des responsables rituels comme le prophète, le voyant, le medium, l'augure, le devin ou le dompteur des destins, l'officiant, l'orant, le radiesthésiste, le prêtre, le pasteur sont adoptés et traités par les chamans à leur guise, plus précisément, à la manière des esprits qui les commandent.

L'approvisionnement de la nature, des objets et des matériels chamaniques

L'ordre de la nature où s'unifient le vivant et le non-vivant conduit à l'harmonisation de la vie humaine. Les êtres humains observent constamment les phénomènes de la nature et du monde invisible du fait qu'ils possèdent l'outil et la faculté de développer leur intelligence et leur connaissance, par le biais de leurs pensées. Pour le chaman, l'une des exigences qui constituent le travail chamanique est la capacité de reconnaître et de maîtriser partiellement l'ordre de la nature puis d'utiliser les outils nécessaires. Explicitement, dans son travail, le chaman doit apprivoiser le mouvement et le trait caractéristique des éléments fondamentaux de la nature. Il doit être capable de dompter les objets et les matériels chamaniques à son vouloir. L'utilisation rationnelle des éléments naturels, source d'énergies, comme le soleil, la lune, les étoiles, la terre, l'océan, l'eau de la source ou du fleuve, le vent, les faunes et flores, les métaux et les pierres précieuses...nous aide à l'amélioration de l'espérance de vie. Soit dans le cadre de la sécurisation sociale, comme les missions de Lambamena⁵⁸, soit dans la vie sanitaire, soit dans un autre domaine, les chamans doivent aiguïser et affiner incessamment leurs pratiques. Ils sont obligés de puiser des connaissances et des expériences et surtout de respecter les contrats avec les esprits qui le commandent. A titre d'exemple, le concept africain de la santé et de la maladie détermine les deux facteurs de la maladie et de la mort : « *Elles sont provoquées par*

⁵⁸ Voir p 17.

divers agents : agents de type humain (ennemis, ancêtres, sorcières, esprits, et Dieu), agents physiques (soleil, poussière, pluie, et aliments) »⁵⁹, dit Harris Memel-Fôté (1988).

L'adéquation des obligations humaines à la maîtrise des mouvements énergétiques et aux vertus préservatrices de ces éléments est irréfutable, parallèlement à la mise en exergue d'un rite de sacralisation. La plupart des objets et des matériels chamaniques proviennent aussi de ces « *agents physiques* » : matières, matières premières, productions artisanales et/ou industrielles, alors que nous les utilisons comme sources d'énergies protectrices. Retenons de l'affirmation de Van Gennep, A. (1904) : « *Les médicaments usuels sont préparés à l'aide de certaines plantes, et plusieurs d'entre eux sont sans aucun doute d'excellents remèdes ; mais ils sont supposés être sans aucune valeur tant qu'ils n'ont pas été rendus efficaces par la magie de l'omasy avant d'être employés* ». Il souligne que les plantes médicinales agissent non seulement par leurs vertus curatives en elles-même, mais aussi par la consécration rituelle. Par exemple, la pratique chamanique sur l'utilisation de *vakana* ou perles magico-religieuses, les sculptures religieuses, la fabrication de médailles miraculeuses produisent beaucoup d'échos psychologiques essentiels. L'influence psychologique de traits caractéristiques des matériels et objets utilisés est sans équivoque. La présence de ces derniers représente à l'esprit le fond intérieur d'une doctrine religieuse, comme les trois photos ci-après.

Mais aussi, l'utilisation des éléments chamaniques dépend beaucoup plus de la personnalité du chaman. C'est la raison d'être de l'art de divination, les études des significations symboliques, la maîtrise des pratiques et surtout la maîtrise de la technique de transmission des messages en vue de convaincre et de guérir le patient. Psychologiquement, la parole convaincante est un remède puissant. A ce propos, il y a des techniques de captation d'énergie : par exemple, les forces des paroles suscitées par le choix d'un mot de dénomination significative et symbolique qui porte un coup psychologique, et tient un rôle important dans l'acte chamanique.

⁵⁹ Pr. Harris Memel-Fôté, 1988, *Représentation de la santé et des maladies chez les ivoiriens*.



Source : Auteur

Photo 1 : Un collier vakana, un miroir et un tronc de mpanjakabenintany



Source : Auteur

Photo 2 : Sculptures religieuses



Source : Auteur

Photo 3 : Médailles miraculeuses

Le tableau ci-après présente des exemples des mots frappants ou percutants qui portent une dénomination spéciale des *ody* et des *fanaody* qui sont souvent utilisés par les chamans.

Tableau 1 : Exemples de dénomination des *ody* et des *fanaody* qu'ils portent d'un nom symboliquement frappant

Nom en malagasy et/ou betsileo	Traduction littérale	Nom en malagasy et/ou betsileo	Traduction littérale
Hazomanga	Arbre bleu	Tsararanonandroana	Bonnes eaux de baignade rituelle.
Hazomiarotaiña	Arbre qui se protège	Tsiambanindahy	Non inférieur aux (autres) hommes
Hazompaty	Arbre de mort	Tsindriloha/ ambanikoreo/ mitsangantsiafaka	Pression sur la tête/ ils sont au-dessous de moi-même / ne peut pas se lever.
Hazontaña	Arbre de caméléon ; qui fait perdre la concentration.	Tsipaka	Qui n'atteint pas
Tsihitafototra	Dont on ne peut voir la racine	Tsileondoza	N'en a pas assez des dangers.
Tsilavondriaña	Ne se fait pas abattre par le cours d'eaux	Tsimativonoina	Impossible à tuer
Tanibemanaiky	Grande terre qui acquiesce	Tsivakimbaratra	N'est pas détruit par la foudre
Tanterakala	Qui dépasse la hauteur de la forêt.	Tsotsoraka	Sans problème sur la réalisation.
Tongahasina/ tongarivo	Remplie de vertu / arrivé au mille	Vañaka ou Ravañaka	Inconscient
Tsileomparimbona	Ne pas supporter par l'esprit camaraderie	Zañaharimañatrika	En présence de Dieu.

Source : Auteur

Les apports de l'Association *Lambamena*

A Madagascar, la sécurité et l'insécurité dépendent beaucoup plus de l'acte de malfaiteurs (banditisme et/ou dahaloïsme). L'acte de *dahalo* est une culture d'origine Bara. C'est un groupe ou une troupe de jeunes bandits armés, voleurs de bétail ; on peut l'appeler aussi *malaso* ou *mavo*. Cette culture perturbe la sécurité sociale depuis longtemps et s'élargit progressivement. Les jeunes puissants la considèrent comme une source de revenu rapide. En conséquence, les *dahalo* deviennent des gangsters qui ravagent les villages et les biens ; ils font du kidnapping et assassinent les paysans. Ce phénomène est extrêmement fort en 2014, et se localise presque dans toute l'île.

Les raisons d'être de l'Association Fandresena Lambamena

De la formation de l'Association Fandresena Lambamena

Devant la pauvreté multiforme qui sévit, la quasi-totalité de la population malgache vit dans une société insécurisée. Face aux lourds fardeaux engendrés par les troupes de dahalo ravageurs auxquels la population doit faire face au quotidien, l'« Association Fandresena Lambamena » ou Lambamena (pseudonyme) est née en 2015 à Betafo Région Vakinankaratra. Selon Ramiandrisoa Fetra, l'un des formateurs de Lambamena en 2022 et parmi les responsables dans la Région Amoron'i Mania, à l'âge de huit ans, les Esprits de quatre Bonnes Sœurs Malagasy seraient apparus au Grand-Chef (Rasefobenay), Monsieur Ramboanarivo Martin. Ils demandèrent à Rasefobe d'accomplir une mission sociale pour sauver les communautés frustrées par l'acte des malfaiteurs ; mais il avait refusé étant encore enfant. Quelques années plus tard, ces esprits lui sont réapparus et lui ont dit qu'en raison de l'extrême souffrance du peuple malgache due à la violence des *dahalo*, il allait recevoir la force, les conseils et le pouvoir divin pour éradiquer ces actes odieux. C'est un message divin et le récepteur doit y réfléchir plus rationnellement. Peut-être, le dicton betsileo est vrai « *c'est facile d'accepter que de refuser* » (ny mañaiky mora fa ny mandà sarotra) ou dans son importance, ce message a été accepté par Monsieur Ramboanarivo Martin. Le Lambamena est né sous les ordres et sous la surveillance des Esprits. Au début, il porte le nom de « Jesoa Kristy Fandresena Lambamena ». Il s'est enraciné jour après jour et s'est développé. Pour avoir une envergure nationale, les fondateurs l'ont transformé suivant les principes fondamentaux d'une Association légale. En 2018 ce nom a été modifié et devient « Association Fandresena Lambamena ».



Photo 4



Photo 5



Photo 6

Source : Auteur du 26/01/2022

Photo 4 : Le formateur et les formés en train de faire une prière chrétienne

Photo 5 : Le formateur perce légèrement la poitrine du formé avec une aiguille pointue

Photo 6 : Le formateur met la Bible sur la tête du formé et prie pour lui

Objectifs, missions, attribution et rôles de cette Association

C'est le devoir sacré de Lambamena d'éradiquer les méfaits des *dahalo* et de l'ensorcellement. Elle protège les personnes et leurs biens ; aussi, elle sensibilise et éduque la communauté à respecter la dignité et celle des autres. En fait, elle a des missions objectives comme former les jeunes membres sur la pratique rituelle qui leur est destinée : utilisation des objets, formules d'exorcisme et de sanctification ; transmission effective des messages et des ordres des esprits. En outre, chaque membre actif a un devoir de respect des ordres et d'accomplissement des attributions et des rôles qui leur conviennent, tels que le suivi et la détection du bétail volé par les *dahalo*, le combat contre les *dahalo*, le soins pour les adeptes attrapés par l'ensorcellement, la mise en place de *fiaro*: talismans de protection des villages, des familles, et des activités économiques comme l'élevage, l'agriculture, le commerce ; la mise en place de *hazary* qui est à la fois talismans de protection et de pourvoyance de richesses.

Echos des luttes chamaniques contre l'insécurité

Le témoignage de la population d'Ambatofinandrahana fait preuve et félicite tant la solidarité que la puissance irréductible de Lambamena. Cette Association a empoigné deux *dahalo* experts qui s'appellent Velo et Pela, selon Dadazily⁶⁰. Njaka Randria le confirme et dit que « *Dahalo raindahiny antsoina hoe Velo sy Pela no voasambotry ny lambamena sy ny fokonolona tao Ambolomborona*

⁶⁰ Dadazily ou Randriamanantena Gilbert : Chaman, devin guérisseur à Ambolomborona Ambatofinandrahana, membre de l'Association Nationales des Tradipraticiens de Madagascar (ANTM).

*Ambatofinandrahana tampon-tanàna [...], ny alarobia 7 aprily 2021.»⁶¹ (Deux redoutables *dahalo* dit Velo et Pela ont été arrêtés par les Lambamena et les villageois d'Ambolomborona Ambatofinandrahana ville [...], le mercredi 7 avril 2021). De même, la population de Malaimbandy, District de Mahabo, confirmé par Razafinaly Yvonne et Ramonjanirina Pierre Emilien⁶², affirme que la participation effective de Lambamena dans la lutte contre le *dahalo* constitue la principale raison qui a concouru à attraper Remetsobanga, *dahalo* expert, très renommé et redouté, le 23 Août 2021 dans la Commune Tsimazava⁶³ (Photo 8). Les photos ci-après nous montrent quelques membres de Lambamena à Ambatofinandrahana et Remetsobanga *dahalo* attrapé par Lambamena dans la Région Menabe.*



Source : <https://depeche-taratra.mg/halatromby-12/04/2021>

Photo 7 : Jeunes Lambamena d'Ambatofinandrahana



Source : Vaovaom-paritra TV plus Morondava 23/ 08/2021

Photo 8 : Remetsobanga

⁶¹<https://depeche-taratra.mg/halatromby-voasambotra-ireo-dahalo-raindahiny-tao-ambatofinandrahana/>, 12 avril 2021.

⁶² Madame Razafinaly Yvonne Député de Madagascar et Monsieur Ramonjanirina Pierre Emilien Commandant de Groupement de la Gendarmerie Nationale Menabe.

⁶³ Vaovaom-paritra TV Plus Morondava, Madagascar, du 23 Août 2021.



Source : Vaovaom-paritra TV plus Morondava 23/ 08/2021

Photo 9 : Membres de Lambamena Mahabo

En sept ans d'existence, les membres de l'Association Lambamena se multiplient considérablement grâce aux bons résultats tangibles de leurs actions. Elle compte 4 500 000 membres environ qui se répartissent dans des domaines et différents types de secteurs d'activités, d'envergure pratiquement nationale. En outre, Ramiandrisoa Fetra confirme que des forces de l'ordre adhèrent à cette Association, des membres Lambamena sont recrutés auprès des corps des forces de l'ordre. Elle est composée de femmes, d'hommes adultes, de jeunes, d'adolescents âgés de dix à soixante-quinze ans. Les membres le plus âgés sont expérimentés dans la gestion des conflits et des combats depuis leur jeunesse ; ipso facto, ils deviennent conseillers et organisateurs dans cette Association. Il y a aussi des membres handicapés physiquement, mais dans leurs initiatives, ils sont parmi les membres actifs et ils font preuve d'honnêteté.

De plus, signalons qu'il y a une collaboration étroite entre Lambamena, Forces de l'ordre, et Collectivité Territoriale Décentralisée. Or, constitutionnellement, les Forces Armées, qui ont pour mission de préserver la paix sociale, sont responsables et garantes du maintien de l'ordre, de la sécurité, de la paix et de la stabilité. Elles déploient de multiples stratégies en vue d'atténuer l'insécurité. Des opérations sont mises en place, en fonction des négociations entre les forces de l'ordre, les *raiamandreny* locaux, les *dahalo* et leurs collaborateurs. Ceci vise un grand changement comportemental des *dahalo*, « *dahalo miova fo* ».



Source : Gilbert Rajaofera Mouvement des Citoyens Malagasy à Paris, 03/09/2018

Photo 10 : Les Forces de l'ordre et Tokanono⁶⁴



Source : <https://www.google.com/search?client=firefox-bd&q=remenabila+dahalo>

Photo 11 : Dahalo miova fo

DISCUSSIONS

Les fondements culturels dans la pratique chamanique

Naturellement, il y a quatre forces fondamentales qui interagissent pour l'évolution humaine : la force supranaturelle, la force astrologique, la force intermédiaire et la force humaine elle-même. Ce sont les piliers déterminatifs de la culture humaine dans lesquels nous pouvons nous épanouir progressivement. Cela signifie que la force de la culture dépend de la qualité relationnelle entre ces forces. En premier lieu, la force supranaturelle est fondée sur la puissance divine qui dépend totalement du *Zañahary*. Celui-ci travaille effectivement avec sa famille et son cohabitant, ou la population céleste. Turnet, H. (1985) affirme : « *Le Dieu est habituellement le créateur de toutes choses. Il se préoccupe parfois de la mortalité*

⁶⁴Tokanono : une femme, chamane conseillère de Remenabila, maître des *dahalo*.

*des hommes et il entre en relation avec eux par l'intermédiaire des dieux inférieurs »⁶⁵. Ici, nous choisissons le mot *Zañahary* qui signifie strictement « Dieu Créateur ». Or, le fondement de la culture betsileo à la croyance au *Zañahary* est impératif jusqu'à ce jour. Ensuite, en ce qui concerne la force astrologique ; d'après nous, ces mots désignent l'ensemble des forces naturelles influencées par la matière (corps céleste et corps terrestre), et dans laquelle les interférences des influences astrologiques et planétaires régissent l'harmonisation ou la désorganisation de la vie des êtres vivants. En effet, le pays Betsileo pratique quotidiennement la divination. Les devins pragmatistes observent tout le jour le mouvement et le cycle des astres ; parce que toutes les activités dépendent généralement de l'astrologie. Troisièmement, sachant que l'homme peut transformer son monde avec ses actes. En tant qu'être penseur, fabricant et croyant, il cherche et produit des moyens artificiels pour s'adapter à la loi de la nature. Il fait de grands investissements dans le domaine économique, social, technologique, environnemental, et culturel en vue de maîtriser partiellement les forces autour de lui. Selon Herskovits, M. J. (1950) : « [...] *le progrès technologique revêt une telle importance dans nos esprits que tout changement matériel symbolise pour nous une tendance au changement dans la totalité de notre culture.* »⁶⁶. Quatrièmement, la force intermédiaire ; c'est l'ensemble de la croyance aux esprits (ancêtres, *lolo*, *raha...*)⁶⁷, la croyance à la force psychologique (*tsiñy*, *tody*, *ozoña*, *tsitsika...*)⁶⁸, des systèmes de pensées (le *fihavanana*, le respect, la solidarité, la vérité, l'équité, le jugement, l'ordre ancestrale, l'ordre et le droit d'*Añarandray*⁶⁹) qui sont à la fois une force d'intervention balisant le comportement humain et aussi une passerelle de liaison entre la vie terrestre et la vie Au-delà.*

Point de vue anthropologique sur les principes chamaniques

Du point de vue anthropologique basé sur sa définition et sur son contenu, il y a trois types de principes chamaniques plus ou moins dominants à Ambatofinandrahana. Premièrement, les principes de chamans-razanistes qui avaient pratiqué et conservé les fondements idéologiques des us et coutumes ancestraux des époques *vazimba*⁷⁰, des époques féodales et royales. Deuxièmement, les principes de chamans-chrétiens :

⁶⁵ Turnet, H. (1985) in Guide illustré des religions dans le monde, Ed CENTURION, 1985, p131

⁶⁶ Herskovits, M. J., 1950. *Les bases de l'anthropologie culturelle*, p 12.

⁶⁷ *Lolo* : variant des spectres, revenants ; *raha* : une puissance surnaturelle indéfinie.

⁶⁸ *Tsiñy* : punition morale causée par une erreur, *tody* : conséquence de ce que l'on fait, *ozoña* : maudit, *tsitsika* : ordalie.

⁶⁹ Le mot *Añarandray* désigne l'ensemble des personnes même lignages patrilinéaires et/ou des héritages matériels comme le(s) village(s) des ancêtres, les rizières, les champs, ...et qu'elles sont des héritages immatériels communs.

⁷⁰ Dans la croyance de la population aux hautes terres centrales, les *vazimba* sont les ancêtres malagasy les plus anciens qui ont des pouvoirs mystérieux. Ils sont l'origine de tous les fonds de nos cultures et de modes de vie.

au cours de certains événements, ils sont fondés sur le principe de la Sainte-Trinité définis par le Nouveau Testament, mais dans les autres ils se fondent aux principes ancestraux. Troisièmement, les principes de syncrétisme, et ici, nous sommes convaincus que toutes religions seraient syncrétiques. Mais les principes chamans-synchrétistes homogénéisent les principes de razanistes avec les principes bibliques. Ils soulignent l'importance de l'unification des valeurs culturelles de la tradition ancestrale avec la tradition chrétienne.

En tant qu'être humain, le chaman n'est pas isolé mais vit comme les autres, son expérience spatio-temporelle. Il s'intègre totalement dans les contextes sociaux. Au moment de l'enquête dans le District d'Ambatofinandrahana, il a été confirmé qu'il y a des astrologues qui peuvent connaître les jours fastes ou les jours favorables, et des diseurs d'aventure, il y a ceux qui soignent les gens et les animaux, il y a ceux qui protègent l'agriculture contre des catastrophes naturelles, il y a ceux qui saisissent et expulsent les mauvais charmes et les spécialistes de l'exorcisme. Certains sont pourvoyeurs de richesses, d'autres s'occupent de la paix et de la garde des traditions, ... Ce sont quelques-uns des métiers spécifiques effectués par les chamans. Ainsi, ils sont choisis par les esprits comme leurs intendants. Dans leurs commissions importantes, ils peuvent accomplir les devoirs qui leur sont assignés.

Par son intelligence et/ou par la consigne des esprits collaborateurs, le chaman connaît bien les méfaits et les bienfaits de la percussion de mots sur le subconscient du patient. Il est bien évident que les mots de pouvoir et le pouvoir de mots portent des influences et des changements psychosomatiques et soma-psychologiques. En parlant des mots frappants, ils renferment des significations chamaniques inestimables. La dénomination des *ody* et des *fanafody* utilisés produit des effets corporels attendus ou non attendus pour les utilisateurs. Plus précisément, les effets psychologiques du sens propre des mots frappants portent des effets psychiques qui changent la situation corporelle d'un patient (source d'une maladie ou d'une guérison). Comme exemple le dicton habituel « le simple fait d'entendre ses mots me fait frissonner et trembler » (*vao mahaheno ny teniny fotsiny dia mitsangambolo sy mangorintsana*) marque la puissance des mots.

Le talent du chaman ne vient pas du hasard. Dans un événement courant, il a été marqué et choisi par les esprits des défunts. L'esprit peut pénétrer dans les personnes, les animaux ou les choses avec lesquels il veut collaborer selon ses conditions. Chaque spécialité a son propre contrat rituel.

La préservation de la vertu des métiers, les tabous, le rituel du sacrifice et l'expiation des *fady*⁷¹ et ses conséquences sont inhérents aux métiers chamaniques. Le succès de sa profession dépend de la mise en considération de la vertu. Lorsque celle-ci est foulée aux pieds, les métiers deviennent dérisoires. Cependant, l'ordre social dans un monde écrasé est en ébullition ; de plus, cette agitation s'étend à tous les horizons de la vie. Cela signifie que la puissance divine est avilie ou « *ota fady* » due à la profanation et au péché, commis et/ou omis par la violation d'un *fady*. Si la vertu n'est pas pratiquée correctement, elle paralyse ce qui est fait. Cela peut punir aussi le chaman et/ou ses adeptes. En bref, le degré de sainteté des chamanistes et leurs activités peuvent varier comme le mouvement sinusoïdal ; et son succès en dépend.

Causes fondamentales de l'insécurité actuelle

Dans le cadre d'une réflexion sur des faits généraux, il existe un certain nombre de facteurs qui favorisent réellement l'acte de *dahalo*. Le fond commun des sources de cet acte est le manque ou l'insuffisance d'un esprit analytique ou d'une analyse rationnelle lequel entraîne de fausses idées sur la réflexion effective de la supériorité de l'homme. Il suscite aussi un principe égocentrique :

➤ La pauvreté perturbe la maîtrise de soi et pousse des troupes de jeunes à devenir des *dahalo*. Depuis leur enfance, on leur fait savoir que « celui qui vole une aiguille volera un œuf, celui qui vole un œuf volera une poule, celui qui vole une poule volera un mouton, celui qui vole un mouton volera des bœufs ». Et finalement, la possession des bœufs se traduit par la possession d'honneurs ; et surtout elle est une des pierres angulaires de la tradition.

➤ L'exigence de certaines pratiques coutumières ; les besoins internes, locaux, régionaux, nationaux, de viande demandent au moins 1600 têtes de zébus par jour pour Madagascar⁷². Cependant, en période de paix, le berger ne vend guère ses biens car, pour lui, c'est une satisfaction et un plaisir de voir les nombreux bovins qu'il possède. Une telle attitude pose des problèmes aux acteurs et entrepreneurs impliqués dans le ravitaillement en zébus sur le marché tant au niveau communal qu'international. Pour résoudre ces problèmes à tous les niveaux, des troubles sont semés avec la distribution d'armes, de drogues, d'argent et de la corruption de toute sorte se répand dans de nombreux domaines.

⁷¹ Dans le sens approximatif, le mot *fady* signifie interdit et tabou ; mais dans le sens fondamental, il est question d'une déontologie morale et/ou ancestrale qui détermine ce qui est permis ou pas permis. Cette déontologie sur le *fady* devient un ordre divin insurmontable, sinon elle a une répercussion négative corporelle et sociale.

⁷² D'après l'ex-Ministre de l'Élevage Randriamampionona Joseph Martin, 1200 à 1500 têtes de bovidés sont tuées par jour à Madagascar pour la consommation, en 2014. Madagascar Tribune mercredi 17 septembre 2014. <https://www.madagascar-tribune.com/1200-a-1500-tetes-de-bovides-tuees-quotidiennement.html>

Valeurs et places du Lambamena

Les rites de consécration susmentionnées forgent les membres à devenir des êtres surnaturalistes, outre l'utilisation du *basy tsa mipoaka*⁷³, de *ramanjavona*⁷⁴ et/ou de *masobe tsy mahita*⁷⁵ qui rendent le Lambamena invisible ou le transforme. Aux yeux des *dahalo*, leur nombre s'apparaît cinquante fois plus que le nombre réel, selon les membres de cette Association. Dans l'histoire de Madagascar, Rabelaolao, J. (2021) mentionne l'existence de ces stratégies traditionnelles, et au cours de nos discussions, il affirme que « Radama I et son armée ont été vaincus dans une bataille lorsqu'ils ont été touchés par des grands yeux aveuglés et que les armes à feu n'ont pas pu fonctionner normalement, les balles se seraient transformées en eau », (*Resy tamin'izany ady izany Radama-I sy ny miaramilany rehefa tratran'ny masobe tsy mahita sy ny basy tsa mipoaka (lasa rano)*)⁷⁶. En fonction de leur pouvoir divin les membres ont pour mission de sauver la personne en danger et surtout si elle est envahie par les *dahalo* ou ensorcelée, sachant que les pouvoirs et les valeurs sont montrés par les produits et les résultats du travail. Or, jusqu'à ce jour, les problèmes d'insécurité paysanne diminuent de manière tacite dans les zones d'intervention de cette Association. Pour eux, l'utilisation des armes à feu n'est pas nécessaire pour instaurer le respect de droit de vivre, sauf en cas de force majeure. Elle prend en charge la considération de la sécurité et l'harmonisation sociale d'autant plus que le mot « *mandry fahalemana* » (dormir en toute sérénité) traduit l'assurance de la paix, source de bonheur.

En outre, les stratégies de cette association prônent l'idéal type de la vie de Jésus Christ en tant que Sauveur prodigieux depuis sa naissance. Selon Saint Luc II-11 « *car aujourd'hui, dans la cité de David, vous est né un sauveur, qui est le Christ, le Seigneur* ». Suivant les ordres des esprits fondateurs de cette Association et la ratification de ces ordres, son éthique doit se fonder sur les principes de sauvetage de tous les êtres humains en collaboration étroite avec Jésus-Christ et une multitude d'armées céleste (anges, esprits). D'après la consécration des membres de Lambamena, ils revêtaient symboliquement le sang de Jésus Christ et deviennent sauveteurs, c'est-à-dire, ils ont les devoirs moraux de sauver des hommes en danger.

La créativité culturelle commencée par l'Association Lambamena se fonde sur le principe de néo-culturalisme et du syncrétisme. La pratique quotidienne de talismans protecteurs marque la considération des rites ancestraux. Néanmoins, le fond de la

⁷³ Armes à feu non explosives.

⁷⁴ C'est un ensemble de sorts ritualisés qui transforment leur serviteur en un état invisible pendant un combat.

⁷⁵ Grands yeux ne voient pas, grands yeux frappés par la cécité.

⁷⁶ Randriambe Randriamahaso George dit Rabelaolao, J. (2021). *Mpanjaka Antemoro Ramakararo hasina sy rain'ny Fanjakana Malagasy*. Ronéo, 59p. Voir p35.

prière au cours de la consécration et au moment d'un combat montre la mise en relief de la religion chrétienne. Si les commandements et les conditions rituelles sont respectés, le combat devrait toujours aboutir à un succès. Les jeunes Lambamena osent dire que les principes de Zazamainty⁷⁷ (Enfant noir), Zazamena (enfant rouge), Jamà, sont en voie d'amortissement, dépassés par la réalité sociale. Brièvement, le Lambamena est un groupe d'intervention civile, nouvel organisme rituel tradi-chrétien anti-*dahalo* et anti-sorcier qui travaille pour l'intérêt supérieur de la société et de l'humanité. Il est régi par la déontologie de « sauver ». De plus, la mise en valeur de la croyance religieuse doit être respectée. Pour les membres, le mot Lambamena signifie « revêtir le sang de Jésus-Christ ». En effet, les apports effectifs de l'Association Lambamena sont prouvés. Jusqu'à aujourd'hui, elle répond à l'aspiration de la population sur la sécurité de sa vie quotidienne. Ces sont les attentes de tout le monde y compris les gouvernements successifs. En 2021, Rakotoarimasy Lucien précise que *« J'approuve l'auto défense des villageois contre les dahalo. La population doit protéger ses biens. Le gouvernement n'enseigne pas aux gens à se défendre. L'idée est de faire savoir à la population qu'elle doit se défendre elle-même »*⁷⁸.

La place du chaman au cœur de la société

Dans le cadre de vie humaine, le chamanisme joue un rôle prépondérant sur le plan psychologique, socioculturel, politico-économique, et environnemental. Dans le pays Betsileo, les chamans ont des qualités préférentielles en régissant l'harmonisation de la vie. En tant que détenteurs des pouvoirs chamaniques, des autorités coutumières et religieuses, les chamans autochtones, les chamans-chrétiens, les néo-chamans ou chamans syncrétistes ont des talents et des expériences sur la diminution ou l'éradication des ondes négatives, sources de maux créés par l'entourage. Il en est de même pour la multiplication et la prolifération des ondes positives, sources de bien-être.

En outre, l'échange d'idées sur le sujet chamanique montre que les chamans combattent les *ody* et y ont recours pour les combats (*manao ady amin'ny ody sy manao ody amin'ny ady*), d'après nos constatations. Plus de 99% des *dahalo* sont dépendants des *ody* qui sont un protecteur, voire un soutien moral irrévocable pour eux. Au regard superficiel, l'habitude d'utilisation des matériels archaïques semble

⁷⁷ Le Zazamainty, le Zazamena, le Jamà sont des Associations de jeunes formés par des devins-guérisseurs ayant un pouvoir surnaturel pour combattre aux *dahalo*. Mais certains font des abus de confiance; certains membres profiteraient de leur pouvoir et leur prérogative et manipuleraient personnellement afin d'organiser secrètement des actions malveillantes.

⁷⁸ <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/report/96389/madagascar-%C3%A0-la-recherche-de-remenabila>, 24 septembre 2012, Rakotoarimasy Lucien Ministre des Forces armées Malagasy de cette époque.

traduire le retard dans la course pour le développement. Et surtout, il y a des chamans qui ravitaillent des *ody* pour les *dahalo* et les sorciers. Mais, l'efficacité de ces principes précédents est presque fiable. La responsabilité des jeunes chamanistes, membres de l'Association *Lambamena* est non négligeable, du point de vue sécurité : protection de biens (privés/publics) et de personnes (physiques/morales). Ils utilisent des armes simples, des armes blanches, pour faire face aux *dahalo* qui ont des talismans puissants et utilisent des armes artisanales semi-modernes, et des kalachnikovs. Or, jusqu'à ce jour, le *Lambamena* est maintenu comme un héros de la société, sa victoire est encore tangible. « *Henjaña ny Lambamena, ka mifanena amin'ny henjaña izay mifanena añaminy.*» (Le *Lambamena* est puissant, celui qui le rencontre, rencontre un puissant) selon Dadazily⁷⁹. Cela signifie que contrairement à certaines pratiques religieuses, elles peuvent être considérées comme de véritable moteur de développement. Sachant que la sécurité est un garant du développement, elle instaure un environnement convenable à l'humanisation.

Au sein de la tradition ancestrale, le chaman autochtone est à la fois gardien conservatiste et gardien protectionniste des patrimoines naturels et culturels pour son lignage et pour ses adeptes. Mais il doit vivre dans le cercle de vie imbibé des évolutions culturelles multifformes. Ces évolutions pénètrent et changent notre mode de vie. Or, à cause de l'abondance des diversités culturelles et des différents paramètres internes ainsi qu'externes qui mènent des contacts et des chocs culturels, les acteurs culturalistes doivent forcément se pencher sur ceux qui sont mieux vivables. Par conséquent, le chaman autochtone est toujours obligé à avancer dans la culture dominante. De même, les esprits ordonnateurs, source des pouvoirs qui les dirigent, accordent ces principes. En réalité, la culture chrétienne et surtout le catholicisme révèle sa puissance dans la Région Amoron'i Mania, elle est toujours en plein essor. Evidemment, la formation d'une inter-intégration culturelle au sein du traditionalisme et du catholicisme est logique. La plupart des chamans, *mpimasina*, devins guérisseurs, utilisent conjointement des principes traditionalistes et des principes fondamentaux de la christianisation. Parallèlement, les dirigeants chrétiens devraient faire face aux problèmes profonds engendrés par les principes, les doctrines et les idéologies du nouvel ordre mondial, d'une part, et les portées des systèmes d'évolution technologique et de communication d'autre part. Ce qui signifie qu'ils tombent dans les intervalles de la tradition et de la modernité, d'où le mécanisme de socialisation est toujours mis en question. Dans leur nature, ces deux principes sont en contradiction idéologiquement, mais aussi ils se chevauchent dans tous les domaines dans lesquels ils se rencontrent. Alors, quel que soit l'ampleur des mutations

⁷⁹ Ramanantoanina Gilbert, Maire en exercice de la Commune Rurale de Tsarasaotra. Il est en bonne relation avec cette Association en tant que collaborateur.

culturelles, les détenteurs devront réagir par tous les moyens. Au prorata de la réalité, ils auront pris des mesures en vue de sauvegarder et d'améliorer leur prospérité, parmi lesquelles, les systèmes de la mise en considération et la redynamisation des cultures autochtones.

De ce fait, en complétant accru l'acte de christianisation, l'actualisation des cultures mixtes tradi-chrétiennes émerge dans le système du néo-culturalisme comme ceux qui sont pratiqués par les formateurs du Lambamena⁸⁰ dans leurs métiers. Comme toutes les fonctions, l'efficacité de la fonction chamannique dépend beaucoup plus de la mise en valeur de sa vertu préservatrice, « si la hache ne peut pas être utilisée pour couper le cou d'un bœuf, c'est le détenteur qui la malmène » dit le proverbe betsileo (*ny androñana ro tsa enim-bozonkena dia ny tompony ro mamingivingy azy*). Dans sa fonction, ils prennent en mains une grande responsabilité en vue de sauver et de sauvegarder le peuple envahi par les phénomènes embarrassants, tels que l'insécurité accrue et la maladie naturelle ou supranaturelle. Ce sont les raisons d'être de la pratique chamannique sous la forme et le fond actuel. Beaujard P. (2009) exprime à ce propos : « [...] les devins-guérisseurs ombiasy canalisent la puissance divine hasina pour la prospérité de la communauté et des individus qui la composent par la mise en œuvre de « traitements » rituels efficaces. [...] Ils peuvent aussi défendre, restaurer ou transformer l'ordre cosmique et social. »⁸¹ Les devoirs les plus sacro-saints qui attendent les autorités compétentes, (publiques, ancestrales, religieuses) sont la mise en garde et la considération de la diversité culturelle. De même, dans le cadre du mécanisme de régulation sociale, elles doivent éviter le guet-apens des déviations idéologiques et éthiques apportées par la créativité, l'innovation, les échanges et le changement culturel.

CONCLUSION

A travers le présent article traitant du domaine de l'anthropologie socioculturelle, cette étude aborde les services des chamans pour la sécurité dans le District d'Ambatofinandrahana. Effectivement, elle montre que le secret du dynamisme social réside et s'enracine au fond de la culture et de celle de la loi de la nature, alors que sa pratique est un phénomène socioculturel dominant.

L'étude fondamentale de la forme, voire le fond des services chamaniques, et l'analyse du lien entre les pratiquants eux-mêmes exposent des modes de vie de la société. La problématique porte sur la compréhension des causes des problèmes fondamentaux concernant les corrélations et l'interaction entre eux. Elle porte aussi sur la compréhension des conséquences de ces pratiques sur le plan psychologique,

⁸⁰ Ibidem, p15

⁸¹ Beaujard, P. (2009). « La place et les pratiques des devins-guérisseurs dans le Sud-Est de Madagascar ».

socioculturel, économique et politique. D'après nos réflexions sur les missions chamaniques aux services de la sécurité, nous prouvons que l'interdépendance culturelle est presque insurmontable. Le chamanisme a encore de la valeur considérable au sein de la communauté tradi-chrétienne. Il serait une source de paix interne et de paix sociale si les pratiquants respectent effectivement ce qu'ils croient, et respectent aussi la liberté et les droits des autres, et surtout, respectent la voix de la conscience morale. Evidemment, l'harmonisation de la vie individuelle et/ou communautaire est assurée par les différents responsables culturels. La conviction et le pouvoir des *raiamandreny* ancestraux, des chamans avec leurs adeptes, des chefs religieux et des autres autorités présentent de l'ampleur considérable sur le secret du dynamisme social. De même, le retour à la source pour valoriser l'importance des valeurs identitaires comme l'*Añarandray*, qui a un système de pensée régionale « *Ny Añarandray tsa afify, ny vady tsa amfangatahina, ny kilonga tsa apitrapitra* »⁸², est une condition sine qua non au commencement de la considération des valeurs nationales.

Ainsi, face à l'admiration de la doctrine du pluralisme culturel en plein essor actuellement, il faut prendre comme mesure d'urgence la protection et l'émergence de la culture des pays les moins avancés, en vue de garder la nécessité et l'importance de la diversité culturelle. Nous pensons que, si les efforts des chamans honnêtes ne sont pas encore mort-nés, tôt ou tard, les générations actuelles et/ou futures restitueront les identités culturelles favorables à l'humanité, à leur place. Ce que (Rainihifina J., 1975) exprime ainsi « *Dia mba anjaran'izay rehetra mahatahiry ny harena miafin'ny ntaolo koa ny tsy handevina foana ny soa tokony hozaraina hahasoana ny firenena* »⁸³. (Il est du devoir de tous ceux qui conservent les trésors cachés des anciens de ne pas enterrer les biens qui doivent être partagés pour le bien de la Nation). Découvrez toutes choses, de même un événement incompréhensible par la seule force de la raison humaine, et retenez ce qui porte la véritable humanisation. Le Thessaloniens I, V-21 exprime : « *Examinez tout avec discernement : retenez ce qui est bon* »⁸⁴. La recherche en tant que telle doit être effectuée, mais il faut garder la liberté et la dignité humaine. Et surtout le frémissement engendré par l'atmosphère du système de nouvel ordre mondial, cultures des puissants, est presque incontournable. Ce système commence à envahir et à détruire les cultures tant locales que sectorielles. Stricto-sensu, le monde sera toujours confronté aux nouveaux conflits culturels mais ceux des anciens ne sont pas encore éradiqués.

⁸² Il n'est pas question de dévaloriser l'*Añarandray*, de rendre mendiant l'épouse, et de rendre triste les enfants.

⁸³ Rainihifina J., (1975), page 6.

⁸⁴ Thessaloniens I, V-21, (1988). *Traduction œcuménique de la Bible*, p1722.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

- 1) Andriamanjato, R. (1957). *Le tsiny et le tody dans la pensée malgache*, Paris, Présence africaine, 102 p.
- 2) Bonte, P., & Izard, M. (2008). *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris : PUF.
- 3) Callet, F. (1908). *Tantara ny Andriana eto Madagascar*, Antananarivo, Impr. Officielle, 2 tomes, 2e édition. 1243 p.
- 4) Dubois, H. M. (1938). *Monographie des betsileo*, Paris, Institut d'Ethnologie, 1510p.
- 5) Eliade, M. (1992). *Le chamanisme et les techniques archaïques de l'extase*, Paris, Payot, cop 1983, 405 p.
- 6) Herskovits, M. J. (1950). *Les bases de l'anthropologie culturelle*, Paris : François Maspero Éditeur, 331 p.
- 7) Laplantine, F. (1974). *Les 50 mots clés de l'anthropologie*. Editions Edouard Privat, 217p.
- 8) Laplantine, F. (1987). *Clefs pour l'anthropologie*, collection Clefs, Seghers, cid éditions, Nantes, 223 p.
- 9) Malinowski B. (1963). *Les Argonautes du Pacifique occidental*. Traduction française, Paris, Éditions Gallimard, 606 p.
- 10) Malinowski B. (1968). *Une théorie scientifique de la culture, et autres essais*, Paris: François Maspero, Éditeur, 182 p.
- 11) Mouzard, T., (2011). *Territoire, trajectoire, réseau Créativité rituelle populaire, identification et État post colonial (Une triple étude de cas malgache). Anthropologie sociale et ethnologie*. Thèse pour l'obtention du grade de Docteur de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 521p.
- 12) Omar, A. (1987). *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations. Une introduction à la démarche classique et une critique*. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 213 p.
- 13) Rabedimy J. F. (1976). *Pratique de divination à Madagascar. Technique de Sikidy en Pays Sakalava Menabe*, ORSTOM. 234p.
- 14) Rainihifina, J. (1975). *Fomba Betsileo, Lovantsaina II*, Ambozontany Fianarantsoa, 204p.
- 15) Blanchy, S., Raison-Jourde F. & Rakotomalala, M. (2001). *Madagascar : les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les Hautes- Terres malgaches*, Paris, le Harmattan, 529 p.

- 16) *Les Saintes Ecritures. Traduction du monde nouveau*, Watchtower Bible and Tract Society of New York, Inc U.S.A., 2000, 1725p.
- 17) Turnet H. (1985) in *Guide illustré des religions dans le monde*, Ed CENTURION, p131.
- 18) Van Gennep, A. (1904). *Tabou et totémisme à Madagascar*, Paris, édit. Leroux, vol 17. 363 p.

Articles

- 1) Beaujard, P. (2009). La place et les pratiques des devins-guérisseurs dans le Sud-Est de Madagascar. *D. Nativel et F. V. Rajaonah. Madagascar revisitée. En voyage avec Françoise Raison-Jourde*, Karthala, pp.259-285.
- 2) Fanony, F. (1985). Le sorcier maléfique (*mpamosavy*) et l'épreuve du *tangeñy* (ordalie) en pays betsimisaraka. in *Omaly sy Anio*, Revue d'Etudes historiques N°21 et N°22, Université de Madagascar.
- 3) Giordan, A. (1999). Aperçu sur la place de la démarche d'investigation en Sciences expérimentales dans l'enseignement du Secondaire Qualifiant ; cas de l'Académie de la Ville de Fès. *European Scientific Journal*, March 2017, Edition Vol.13, No.7 ISSN : 1857 – 7881, p161.
- 4) Pietro, L. (1987). « *Sampy, ody* et christianisme dans les régions côtières » in *Bulletin de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des sciences*.

Webographies

- 1) Beaujard, P. (2009). « La place et les pratiques des devins-guérisseurs dans le Sud-Est de Madagascar ». in *D. Nativel et F. V. Rajaonah. Madagascar revisitée. En voyage avec Françoise Raison-Jourde*, Paris Karthala, pp.259-285, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00707911> Submitted on 13 Jun 2012
- 2) Hamayon, R. N. « Chamanisme », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 14 avril 2022. URL : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/chamanisme/>
- 3) Mouzard, T., Performance et performatifs au cours d'un rituel d'anti-sorcellerie et de refondation sociale : le soalala, Nord-Est de Madagascar, 1975-1983, in *Études océan Indien*, consulté le 01 mai 2019. URL:<http://journals.openedition.org/oceanindien/1631>.
- 4) Rydving, H. (2011). Le chamanisme aujourd'hui : constructions et déconstructions d'une illusion scientifique. *Études mongoles et sibériennes, centrasiatiques et tibétaines*, consulté le 02 mai 2019. URL <http://journals.openedition.org/emscat/1815>

L'IMPACT DE LA SITUATION PARENTALE SUR L'EDUCATION DES ADOLESCENTS : CAS DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES D'ANTANANARIVO ATSIMONDRANO

par

RASOANANDRASANA Jeanne Virginie⁽¹⁾, RABEMANANJARA Barlet R.⁽¹⁾

(1) Ecole Doctorale Sciences humaines et sociales, Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

Les études effectuées auprès des parents et des écoles situant à Atsimondrano suggèrent qu'il est actuellement difficile d'éduquer, en raison des conditions socioéconomiques et des réalités vécues par les jeunes, des comportements des parents aussi bien au sein qu'à l'extérieur des ménages. Des enquêtes ont été menées auprès des établissements scolaires dans la localité. Des observations ont été menées, des entretiens avec des parents, des élèves et des éducateurs, à partir des récits de vie et des séances de focus group, les situations des parents et des enfants ont été cernées. Actuellement, les scènes de ménage, les séparations, l'ivresse, l'insuffisance des relations parentales et l'abandon des responsabilités familiales ont des répercussions négatives sur les jeunes perdant leur repère. Les conjonctures, les rythmes quotidiens et la hausse du coût de la vie, ont fait que de nombreux parents quittent tôt leurs enfants encore endormis et reviennent le soir dans la même situation sans les avoir encadrés ni leur avoir adressé la parole. Ils se rencontrent uniquement la fin de semaine où les parents sont submergés et harassés par des journées de travail. Par conséquent, le temps alloué aux échanges et aux suivis des études des enfants manque. Beaucoup de facteurs d'efficacité de l'éducation sont ignorés par les adolescents et les parents. Pour l'acquisition de meilleure éducation et un brillant avenir pour ces jeunes, les éducateurs, les parents et les responsables à tous les niveaux ont le devoir de leur montrer la ligne directrice et de les accompagner à faire face à la vie.

Mots-clés : Adolescents, Famille, Société, Education, Foyer, Parents, Affection

ABSTRACT

We carried out a survey with the people in charge of L.S.P.M. Parents and students show that nowadays, educating teenagers is not easy. This is due not only to the negative impact of what they live in the familial environment or with their friends but also to the lack of communication within the family and their parent's misbehavior as well. In a large number of families we can see or hear fighting, divorcing because of misconduct, drunkenness or lack of affection. This leads the teenagers to the loss of their leaders, leaving them with no one to refer to. In addition to all these troubles, life is getting harder and harder every day and parents have little time to devote to their children and to have a discussion with them, to lead them, to educate them, or simply to listen to them in order to understand or to know what they are going through. Most of the time, when they arrive at home after a day of hard work, their children are already in bed and when they leave home to work, their children are still asleep. Hence the week-end remains the only time the family have together. Two days which are not enough to achieve all the parental duties and responsibilities that they ought to. To help teenager to get a better future and education, and to find their way through the thick smog of ignorance, all National authority, government officials, parents and teachers have the duty to bring and find all the possibilities to lead them well.

Key words : Teenagers, Family, Society, Education, Home, Parents, Affection

INTRODUCTION

L'éducation des adolescents a fait l'objet de nombreuses recherches, et elle est reconnue comme une assurance au développement de la nation. Des éducateurs s'inquiètent de l'avenir des jeunes face aux nombreux défis tels que la mutation technologique, l'instabilité politique, l'inflation, et surtout les chroniques troubles sociaux.

La présente publication étudie les situations des parents des adolescents d'Atsimondrano, des établissements scolaires confessionnels et libres situés à la périphérie de la capitale de Madagascar, près d'une zone industrielle et d'un quartier résidentiel. Les résultats scolaires aux examens sont parmi les plus élevés à Madagascar. Les taux de réussite aux BEPC (Brevet d'études de premier cycle) et BACC (Baccalauréat) se situent entre 75% et 100% et ce, depuis plusieurs années.

Pour Olga Noelivao Phan Van Hien (2017) dans « La protection de l'enfant à Madagascar »⁸⁵ et selon le Dr Julian Melgosa (2009) dans « les adolescents et leurs

⁸⁵ Olga Noelivao Phan Van Hien, La protection de l'enfant à Madagascar, accompagner la lutte contre la maltraitance, Editions KARTHALA, 2017

parents »⁸⁶, le droit de l'enfant à Madagascar est généralement non respecté et la maltraitance des enfants est généralisée dans les familles pauvres, surtout en ville.

D'après des observations menées dans le district d'Antananarivo Atsimondrano, les enfants occupent encore une place importante comme chez de nombreuses familles Malagasy selon les proverbes : « Ny anambadian-kiterahana » et « Harena ny zanaka »⁸⁷. Traduits globalement : « Se marier c'est pour avoir des enfants », et « les enfants sont des richesses ». Or, actuellement, des parents traitent autrement leurs enfants. Les actes ne sont pas toujours en conformité avec les valeurs généralement affirmées.

Les perturbations scolaires observées découlent de plusieurs facteurs. Pour investiguer les causes, depuis février 2018, nous avons mené des études auprès des parents, éducateurs et jeunes élèves.

Les objectifs de l'étude sont d'établir s'il y a corrélation entre le degré d'implication parentale dans l'éducation et les performances scolaires de leurs enfants, puis de déterminer si les conditions socioéconomiques des parents ont influé sur le comportement des élèves et la démarche pédagogique de l'école.

Des hypothèses ont été formulées au départ. Première hypothèse, « les situations socio-économiques parentales déterminent leur comportement vis-à-vis des enfants dans leur éducation » ; la deuxième hypothèse : « les situations parentales influencent les comportements socio-affectifs vis-à-vis des enfants, et déterminent les réussites scolaires, et la motivation dans les études », et la troisième hypothèse à vérifier : « les contributions des éducateurs et les réactions des adolescents atténuent et/ou amplifient les impacts négatifs de la défaillance socio-affectifs des parents ».

MATERIELS ET METHODES

Pour mener l'étude, une démarche a été adoptée. Premièrement, la collecte de données, puis deuxièmement le traitement et enfin l'analyse des données.

Il est embarrassant et délicat d'étudier et de scruter la vie des gens, mais compte tenu du thème et de la délicatesse des données nécessaires, plusieurs méthodes ont été déployées telles qu'énumérées ci-dessous. Les deux auteurs de l'article sont des éducateurs, des formateurs et responsables dans des établissements d'enseignements. Ce qui avait facilité la communication avec les parents, les élèves, les enseignants, surtout pendant la collecte des données.

⁸⁶ Julian Melgosa : docteur en psychologie de l'éducation. Doyen de l'Adventist International Institute of Advanced Studies (Philippines). Ancien Professeur de l'Open University et du Newbold College (Angleterre).

⁸⁷ Ohabolana malagasy

Collecte de données

Les outils de collecte de données sont l'observation, l'entretien, la documentation et l'appui de récits de vie.

Observation

Il s'agit d'observation directe et indirecte sous forme de visites à domicile. Les données qualitatives relatives aux conditions matérielles des études des adolescents, les situations familiales et l'environnement socio-affectif étaient collectés.

Entretien

C'étaient des entretiens réalisés sous forme de débats autour des thèmes précis en groupe restreint ou « focus group » et des échanges réalisés parfois en tête à tête. Les situations socio-économiques, matérielles, conceptuelles des parents face aux exigences des études des enfants, l'exercice de l'autorité parentale, la connaissance du droit et les devoirs des parents qui en découlent, les conflits de générations et les mutations sociales telles que technologiques et autres étaient recueillis par cette approche. Les parents, les tuteurs, les élèves et les éducateurs étaient entretenus séparément pendant des séances d'échanges et de débats.

Des entretiens individuels ont aussi eu lieu et réalisés auprès des personnes ressources telles que des parents, des éducateurs mais aussi avec des jeunes sans distinction de sexe ni de catégories socio-professionnelles.

D'un côté, les personnes entretenues et observées étaient des adultes venues pour discuter et faire des échanges avec nous en tant que responsables d'établissements, parmi eux des enseignants et des éducateurs, d'autres avaient demandé de suggestions sur des problématiques de l'éducation, la vie de couple et la délinquance de leurs progénitures.

De l'autre côté, des adolescents, des jeunes se plaignaient auprès de nous et avaient sollicité des conseils, puis partageaient aussi des informations de leur part. Ce qui a permis le recoupement de certaines données.

Enquête

Une enquête par questionnaire avait été menée auprès de 60 ménages et 60 élèves. Des questionnaires avaient été distribués et récoltés après avoir été remplis par les parents et les éducateurs, calmement chez eux, sur des questions précises.

Récits de vie

Compte tenu de la délicatesse des informations nécessaires pour l'étude, cette méthode a été d'une aide précieuse pour collecter des données plus ou moins intimes et confidentielles sur les conflits parentaux, la consommation de drogues, les divorces et d'autres encore. Des parents, des femmes au foyer, des jeunes en difficulté ont fait l'objet de cette technique de collecte de données.

Documentation

Une recherche documentaire a été menée auprès des centres de documentation dont ceux de l'Institut Supérieur du Travail Social à Bevalala, de l'Institut Français de Madagascar, de la bibliothèque de l'Université Catholique de Madagascar. La plupart des données statistiques étaient récoltées auprès du Lycée Saint Pierre Malaza et auprès d'autres établissements scolaires d'Antananarivo Atsimondrano cités ci-dessous.

Traitement des données

Les données collectées ont été recoupées, traitées avec le logiciel SPSS et ensuite analysées.

RESULTATS

Par la mise en œuvre des techniques de collecte de données nécessaires à la réalisation de l'étude, des résultats avaient été obtenus. Les données concernent principalement des aspects de la vie de famille, de parents, d'éducateurs et d'adolescents.

Répartition des tâches dans les foyers

Le tableau ci-dessous présente les résultats des enquêtes sur la répartition des tâches dans les familles.

La mère participe plus dans les instructions, autant que la ménagère, et aussi dans l'entretien et l'accompagnement. Le taux de participation du père est en dessous de 25%.

C'est la ménagère qui, principalement, en cas d'absence des parents biologiques, prend en charge la vie des enfants au foyer. Les relations parentales sont relâchées si on considère que le foyer et la famille sont la première école pour les enfants et pour former le caractère. La solidarité du père et de la mère n'est pas constatée.

Tableau 1 : Comparaison des niveaux de soins apportés aux enfants, février 2019

Tâches	Père	Mère	Ménagère
Soins fondamentaux	5%	25%	70%
Soins de santé	18%	37%	45%
Education	21%	36%	43%
Instruction	6%	47%	47%
Dialogue	10%	35%	55%
Entretien et accompagnement	15%	45%	40%

Les occupations journalières, les conditions de vie et le niveau d’instruction des femmes de ménage ne leur permettent pas toujours de remplacer le devoir parental envers les enfants. Pourtant, il est observé que c’est aux femmes dans la plupart des cas que l’éducation des enfants est affectée.

Situations socioéconomiques des parents

Chez certaines familles, pendant que les enfants dorment encore, les parents partent pour le travail et les petits sont laissés à une ou à des personnes pour qu’ils s’en occupent, une femme de préférence, c’est la ménagère ou la bonne à tout faire. Certains enfants ne rencontrent pas leurs parents pendant la journée. Ils ne reçoivent que quelques instructions de la ménagère. Après les rythmes journaliers, les parents se reposent le samedi et le dimanche. En effet, les enfants ne peuvent pas se faire cajoler ni jouir de petits caprices.

Dans certains cas, pour le moindre dérangement, les parents se mettent en colère, et élèvent la voix si l’enfant insiste pour solliciter leur assistance.

Des enfants racontent les genres de conversations fréquemment entendues : « Maman, comment traiter ce devoir que je ne comprends pas ? » « Qu’on ne me dérange point ! Rien ne rentre dans ma tête, je suis fatiguée ! ».

Voyons les comportements des parents.

Tableau 2 : Les comportements habituels des parents, février 2019

Habitudes	Nombre	%
1- Disputes à la vue des enfants	42	70
2- Aide mutuelle dans les travaux au foyer	35	58
3- Médiosance sur les voisins devant les enfants	49	81
4- Connivence entre parent et enfant	51	85
5- Plaintes des problèmes auprès des enfants	54	90

Commentaire : Fréquemment, la discorde et la misère règnent au foyer. Soit l'appartement dans lequel la famille vie est trop exiguë, soit il n'y a pas de chambres séparées pour les parents et les enfants.

Les 81,66% des adultes médiosent jusqu'à même calomnier les enseignants et les proches, 85% font la complicité avec leurs enfants dans des actes illicites. Bien que les parents s'entraident, c'est principalement la mère qui s'active à la maison ; et qui rapporte aux enfants les problèmes financiers, matériels voire conjugaux.

Situations familiales des enfants

Le tableau 2 montre les situations familiales, les niveaux intellectuels des parents, la promiscuité dans les foyers. Il y a des comportements indécents et délictueux que les parents affichent devant leurs enfants. Ce qui incite l'imitation par les enfants.

Très jeunes, les enfants sont exposés à de tels événements et apprennent les scandales et les délits. Leur estime et leur affection pour leurs parents sont érodés.

Tableau 3 : Les passe-temps pratiqués par les adolescents, février 2019

Usages	Nombre	%
Tchat	60	100
Visionnage de vidéos	55	91,67
Ecoute de la musique	54	90
Envoi des E-mail	50	83,33
Jeux	49	81,67
Recherche personnelle (téléchargement)	47	78,33
Recherche pour l'étude	44	73,33
Connexion aux réseaux sociaux	56	93,33

Commentaire : la plupart du temps, la majorité des jeunes s'adonnent à des distractions et une petite partie seulement est réservée aux études. Ils sont déconnectés de la réalité. Ils vivent dans les réalités virtuelles, ils s'évadent de la vie réelle et n'ont pas les pieds sur terre.

Tableau 4 : Les pratiques les plus fréquentes des jeunes

Activités	Nombre	%
Ecoute de la musique	41	68
Discussion sur les réseaux sociaux	35	58
Visionnage de vidéos et films	34	56
Jeux	25	41
Téléchargement sur internet	22	36
Recherche personnelle sur le net	20	33

Commentaire : il est remarqué que les activités et les passe-temps des jeunes tendent à se coïncider. L'utilisation de la technologie de communication et principalement le net attirent les jeunes. En effet, 9 jeunes sur 10 regardent des vidéos (films, clips) et écoutent de la musique sur le Net ; et 8 jeunes sur 10 utilisent le Net pour se divertir. L'Internet joue un rôle important dans la socialisation puisque 3 jeunes sur 4 l'utilisent pour discuter et entretenir des liens avec leurs pairs.

Ces deux sortes d'activités (loisirs et communication) sont non seulement celles qui sont pratiquées par le plus grand nombre de jeunes, mais également celles auxquelles ils sont addictes.

Lorsqu'on leur demande s'ils ont recours à ces pratiques souvent, 70% l'affirment pour l'écoute de la musique, presque 60% déclarent pour le visionnage de vidéos, 60% pour les discussions en ligne et 40% pour le jeu. Tout en restant plus occasionnelle, la recherche sur Internet (recherche pour soi ou pour l'étude) fait tout de même partie des activités les plus exercées par les jeunes.

Plusieurs raisons emmènent les élèves à aller sur Internet. Pour la majorité, cette plateforme présente un avantage certain dans la correspondance parce qu'il offre plusieurs options : la messagerie instantanée ou le tchat, les informations présentées sous formes ludiques et distrayantes. Les activités interactives comme le « tchat » restent très populaires puisqu'ils l'exploitent tous, tout comme la fréquentation de sites qui se sont déjà fait un nom. Le courrier électronique lui aussi présente des intérêts ; presque tous les élèves l'utilisent d'ailleurs à chaque connexion.

D'après l'enquête, il ressort que 50 élèves, soit 83,33% des enquêtés, vont sur Internet pour la correspondance, pour envoyer ou consulter les mails. Parmi eux, 48 élèves, soit 80% des enquêtés, considèrent que l'Internet améliore considérablement leurs relations avec des amis ou autres personnes. En ce sens, il leur permet de prendre ou de donner de nouvelles à des personnes éloignées. Seulement 6,66% des enquêtés, soient 04 élèves, ne voient pas la priorité de l'Internet par rapport aux autres moyens de communication comme le téléphone et le courrier postal.

Tableau 5 : Les sites préférés des jeunes, février 2019

Sites	Nombre	%
Réseaux sociaux (Facebook, tic toc, instagram, tweeter)	57	95
Vidéo, musique et téléchargement (YouTube)	51	85
Jeux	49	81,67
Information (people, magazine, vêtement, mode)	5	8,33
Moteurs de recherche (google.fr)	37	61,67
Internet scolaire	23	38,33

Commentaire : il est à souligner que les résultats obtenus montrent que la totalité de nos enquêtés sont actifs sur les réseaux sociaux et les sites de rencontre. Leur préférence est partagée entre les plateformes de réseaux sociaux et les sites de musique/les photos/vidéos. Ainsi, trois grands types de sites se détachent clairement et arrivent en tête de la préférence des jeunes : MSN, Facebook, YouTube⁸⁸, ... qui concordent pratiquement avec leurs usages et leurs pratiques les plus fréquents. Les plus préférés des sites sont ceux du partage, de rencontres, d'échanges qui leur permettent de construire des réseaux et de s'entretenir en direct photo à l'appui. Le groupe de pairs est une préoccupation fondamentale chez les jeunes. Ainsi, entretenir son réseau social, regarder des vidéos, écouter de la musique et jouer sont les activités préférées, les plus réitérées mais aussi les plus partagées par les adolescents.

La plupart des adolescents consultent les infos sur le web en vue d'une lèche-vitrine, pour faire du repérage, ou regarder les infos sur les stars (people).

Pour les adolescents et les jeunes, l'internet présente un avantage certain dans la correspondance.

⁸⁸ YouTube est un site web d'hébergement de vidéos sur lequel les utilisateurs peuvent envoyer, visualiser et partager des séquences vidéo.

Les discussions en ligne marquent sans doute la pratique supplémentaire la plus régulière de ces adolescents. Elles prennent de plus en plus de place tout au long de leur scolarité.

Remarquons que ces adolescents s'intéressent considérablement au Facebook ; ce réseau social en particulier attire beaucoup les élèves (95% soit 57 des adolescents enquêtés) ; c'est leur interface par excellence. Mais leur activité principale, juste avant les discussions en ligne, est l'écoute de la musique. Ils considèrent cet outil comme un moyen de distraction plutôt que d'information.

Tableau 6 : Répartition des adolescents selon le type de famille, février 2019

Type de famille	Nombre	%
Famille idéale	12	20
Parents divorcés	15	25
Famille recomposée	6	10
Famille monoparentale	24	40
Famille d'accueil	3	5
Total	30	100

Commentaire : il est observé que la majorité des élèves de la classe de seconde au LSPM n'habitent pas avec leurs parents biologiques. La famille idéale ne représente qu'une infime partie.

Comportements des adolescents

Tableau 7 : Comportements délinquants des adolescents, février 2019

Caractères	Effectifs	%
Abandon scolaire	6	10
Fugue	4	6,66
Cigarettes	2	3,33
Alcool	1	1,66
Drogues	0	0

Commentaire : il est à remarquer ici l'abandon scolaire très dominant, suivi de la fugue et de l'essai de fumer et de boire. Ces élèves sont à la recherche de certains repères.

Ainsi nous nous retrouvons dans ce tableau n°8 avec les enfants victimes.

La maltraitance

Tableau 8 : Pourcentages d’enfants victimes selon le type de maltraitance

Typologies	Nombre	%
Négligence	32	53
Abandon d’enfant	26	43
Mariage précoce	22	36
Exploitation sexuelle	20	33
Grossesse précoce	18	30
Abus divers	16	26
Coups et blessures volontaires	10	16
Autres effets psychologiques	9	15
Viol	8	13
Inceste	5	8
Vente d’enfant	4	6

Source : Population & tribunal, Mars 2019

Commentaire : il est constaté que la pauvreté et la promiscuité engendrent de la négligence et l’abandon d’enfant. Les parents incitent les enfants vers le mariage précoce pour réduire le nombre de charges à la maison et pour les soustraire des problèmes familiaux. Les unions précoces sont suivies de grossesses précoces.

Et c’est la spirale de la misère. Le manque d’éducation des parents et l’absence de surveillance par les parents ne stabilisent pas les adolescents et les jeunes.

Beaucoup d’enfants appelés à comparaître devant le tribunal sont dans une proportion effrayante « des victimes de divorce », presque trois enfants délinquants sur quatre (jeunes voleurs, jeunes vagabonds, jeunes prostituées, etc...) vivent dans des foyers brisés. Il leur a manqué l’appui moral et matériel auquel ils avaient droit. Pourtant une partie provient de familles aisées, jouissant de la présence et des appuis psycho-affectifs des parents quasi-quotidiennement.

Interventions des éducateurs

Le Lycée Saint Pierre de Malaza se positionne par rapport aux situations des parents d’élèves en premier lieu dans sa démarche pédagogique. L’école est bâtie dans un quartier résidentiel mais la majorité des élèves qui la fréquentent viennent des quartiers pauvres environnant. En tant qu’établissement confessionnel affilié à

l'église catholique romaine, la discipline et l'éthique y sont rigoureusement appliquées. Une congrégation de religieuses prend en charge l'éducation spirituelle, intellectuelle, physique des élèves. Selon le terme « éducation de l'homme totale ».

Une approche pédagogique particulière est appliquée dans l'enseignement, caractérisée par le développement des compétences conceptuelles des élèves dès leur jeune âge. Il s'agit de la stimulation des sens de l'observation, de l'esprit d'analyse par des voyages d'études et de communication publique, des travaux de groupe.

Au LSPM, il est expliqué aux élèves les situations de précarité des parents qui sont involontaires. Les adolescents sont conscientisés par les éducateurs et sont sollicités comme des adultes à s'investir dans leurs études pour dépasser les manques psycho-affectifs et les contraintes matérielles dues à la pauvreté des familles et du pays. Les jeunes élèves sont invités à devenir des apprenants et participants à leur propre formation.

Il est observé que certains d'entre eux refusent de rester victimes des conditions dans lesquelles eux et leurs parents vivent. Au risque de perpétuer la pauvreté actuellement vécue, les élèves sont sollicités comme des participants à leur réussite et acteurs de leur propre destinée.

Les messages véhiculés sont du genre : « les films et les vidéos ne sont que du cinéma, faits pour distraire seulement, alors que les réalités sont différentes, n'en soyez pas bernés », ou « prenez en mains votre avenir, vous n'êtes plus des bébés », ou « soyez des acteurs efficaces et non victimes des conditions de pauvreté », ou encore « à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire », « l'école est à vos côtés pour vous aider à réussir ».

La motivation s'articule aussi autour de l'appui pédagogique et affectif offerts par l'école et les enseignants qui sont des collaborateurs et associés, telle que « l'étude est un moyen efficace d'ascension sociale, investissez-vous », ou « si vous ne réagissez pas maintenant, vos enfants subiront les mêmes situations de pauvreté que vous », ou encore « si vous ne réagissez pas, vous êtes à la fois complice et victimes de votre pauvreté », etc. Des anecdotes et des exemples de réussites basées sur les efforts personnels et par groupe sont donnés pour illustrer la pertinence des encouragements. Les cultures de l'effort et de l'excellence sont inculquées au Lycée. L'éducation morale et religieuse dans le LSPM contribue au développement de la personnalité des élèves. La stratégie est de transformer les situations de précarité actuelles des parents en source de motivation dans les études pour les enfants. Et les résultats de cette approche éducative sont visiblement positifs. Les situations problématiques des parents ne sont pas une fatalité, les enfants avec l'aide de l'école arrivent, dans une certaine mesure, à les dépasser.

DISCUSSION

Une revue de la littérature permet de faire le point sur les connaissances actuellement accumulées sur la famille et l'éducation.

Importance de l'éducation

De nombreuses théories affirment que la réussite de l'éducation contribue au développement d'un pays. Selon Nelson Mandela, « elle est l'arme la plus puissante pour changer le monde »⁸⁹. Les parents ont pour devoir et pour mission d'assurer à l'enfant un développement physique et mental propre à le préparer efficacement à la vie adulte la plus exaltante possible.

Rôles des parents dans l'éducation des enfants

D'après Dolto, « la scolarisation des enfants est une charge inévitable que chaque parent tient à assumer. Non seulement elle est un devoir envers la société, mais elle construit également la personnalité et le devenir des enfants ». (Dolto F, 1985).

« L'intérêt même du père et de la mère leur commande de donner à leurs fils et à leurs filles toute la formation souhaitable. L'absence de l'un ou des parents peut affecter gravement la vie et le cursus de l'enfant ». F. Lalao Oliva F. (2010).

Les parents sont aidés par les moyens offerts par la société dans leurs tâches, principalement par l'école. C'est un lieu de transmission de savoirs nécessaires à l'épanouissement intellectuel de l'enfant. Mais la mission d'éduquer revient aux parents primordialement. La famille reste le facteur déterminant d'une éducation réussie.

Le point de départ de l'éducation est au sein du foyer familial. Fondamentalement, la famille prépare l'enfant à la vie adulte épanouie car la famille est toujours la base de l'éducation (Droit canon 796)⁹⁰.

Certains auteurs affirment que « l'éducation de l'enfant peut, à la rigueur, se passer de l'école, mais certainement pas de la famille. La scolarité ne remplace pas l'éducation des parents, elle n'en est qu'une des composantes. Il est possible de ne pas scolariser un enfant, sans pour autant que celui-ci ne soit pas éduqué ».

De nombreuses personnes insistent que c'est l'école qui est la principale responsable de l'instruction des enfants et que s'il y a échec, cela lui incombe : pédagogie inefficace, matériels didactiques insuffisants, enseignants incompetents, et d'autres encore.

⁸⁹ <http://www.dicocitation.com>>citat...

⁹⁰ Droit Canon 796

Pour Jean Baptiste de La Salle : « malgré toutes ses imperfections, l'école réussit fort bien à certains. Où l'enfant puise-t-il finalement les ressources de ce succès ?

C'est bien hors de l'école. Cela expliquerait que c'est bien la gestion familiale de la scolarité de l'enfant qui structure fondamentalement son comportement et sa réussite dans les études ». Mais Jean Baptiste de La Salle ajoute aussi que « le problème le plus urgent des écoles réside dans l'absence de formation des maîtres » (Lauraire 2004)⁹¹. En ce sens, face à la difficulté de l'éducation et de l'enseignement actuellement, les enseignants et les éducateurs doivent avoir des expériences, de niveau d'étude requis à leur métier, et il faut être de figure de référence.

En théorie qui est généralement confirmée, l'enfant a des besoins affectifs à satisfaire par la famille pour se développer. L'affection s'exprime entre autres par l'écoute, l'empathie. George Tarabulsy disait : « quand un tout petit se sent aimé, compris et qu'il a confiance en ses parents, il a tendance à mieux collaborer avec eux »⁹².

Mais quand les parents n'ont pas de temps à consacrer à l'éducation de leurs enfants parce qu'ils doivent subvenir aux besoins physiologiques vitaux, ils sont contraints de les abandonner entre les mains d'autres personnes ou rien.

S'il en est ainsi de la vie menée par les jeunes, des adolescents, pour satisfaire les besoins affectifs, de communiquer, de sentir l'ambiance - les bars, les salles de jeux leur offrent des opportunités à proximité dans leurs quartiers.

Les parents ne sont au courant des situations problématiques des enfants que lorsque des difficultés apparaissent. Certains parents d'élèves ont un réveil brutal lorsqu'une convocation de l'école les avertit des bêtises commises par leurs fils ou leurs filles. Les parents prennent tardivement conscience des effets négatifs des carences psycho-affectifs des enfants.

Comparée aux habitudes familiales traditionnelles, se rassembler au moment du repas est une circonstance qui permet à la famille de se communiquer et d'exprimer la solidarité, la communion ou le partage.

Ce qui n'est plus le cas actuellement selon les affirmations de nombreuses familles. Le constat est que de nouveaux centres d'intérêts apparaissent telles les plateformes de réseaux sociaux, les distractions avec les nouvelles technologies. La technologie rapproche les éloignés, mais éloigne en même temps les proches.

⁹¹ Lauraire L. La conduite des écoles chrétienne : projet d'éducation humaine et chrétienne, Rome, 2004, P.63

⁹² George Tarabulsy, naitretgrandir.com/fr/dossier

Olga Noelivao P.V.H affirme que : « La maltraitance des enfants peut survenir comme une réaction d'un des parents face à l'abandon de son partenaire. Dans le cas d'une mère seule, avec un père qui néglige ses devoirs et ses obligations paternelles, l'enfant peut être ressenti comme un fardeau encombrant, un poids pour lui. »

Cette situation est bien explicitée dans le proverbe malagasy : « izy mivady no miady ka ny ankizy no voaporiporitra » (les époux se battent et ce sont les enfants qui en sont victimes)⁹³ (Olga Noelivao P.V.H, 2017). En fait, les problèmes entre les parents pèsent sur le présent et l'avenir des enfants, lorsque les intérêts des parents priment sur les besoins des enfants. Dans quelques cas, les grands parents interviennent.

Une belle mère ou un beau-père surgit, ou bien les enfants sont aux soins de la grand-mère, etc. L'adaptation à la nouvelle composition familiale ne se fait pas toujours sans traumatisme et souvent au détriment de l'enfant. Les parents mènent chacun leur vie selon leur aise et les enfants sont exposés à de nombreux menaces : violence verbales, divers abus, viol, inceste, etc.

Les statistiques montrent que des adolescents quittent la maison pour chercher un abri auprès d'un ami ou d'un voisin qui le recueille, d'autres pour se marier tôt. Des délaissés sont obligés de trouver un emploi, encore mineurs, tout au moins dans le but de survivre au jour le jour.

Approche de l'école dans l'éducation

L'éducation est un concept difficile à définir car elle émane parfois d'un consensus sur lequel s'accordent les sociétés tant sur sa forme que sur ses méthodes de transmissions. Toutefois, selon l'UNESCO, elle peut se définir en termes généraux en tant que l'ensemble des méthodes de formations humaines, ou de manière plus étroite, en tant que processus d'acquisitions des connaissances dans des institutions spécialisées. Elle constitue une forme essentielle d'épanouissement des ressources humaines et c'est sous plusieurs formes.

Parler de l'éducation c'est se référer à l'enseignant qui n'étant autre qu'un éducateur inclus dans le modèle systémique de la situation pédagogique.

Pour Durkheim E., « l'éducation est une chose éminemment sociale. C'est la société qui impose l'éducation⁹⁴. Il ajoute que l'éducation est une « Socialisation méthodique pour la jeune génération ». Enseigner, c'est transmettre à la génération future un corpus de connaissances et de valeurs de la vie sociale.

⁹³ Olga Noelivao Phan Van Hien, « La protection de l'enfant à Madagascar, accompagner la lutte contre la maltraitance », Editions KARTHALA, 2017

⁹⁴ Marcel Fournier, extraits d'Emile Durkheim, 2007, Fayard, 940 pages

Selon Arandt : « l'éducation est une tâche que doit se partager la famille et l'institution mais la responsabilité des adultes diffère selon que l'on est parent ou enseignant »⁹⁵ (Arendt, 1972). La première école est la famille, c'est l'éducation fondamentale, l'établissement scolaire la poursuit en étant la deuxième, mais ne néglige pas qu'il y a la troisième école, la plus fréquentée et rapide à l'éducation des adolescents, c'est l'environnement ; ce qui rompt détruit ou rarement renforce l'éducation fondamentale et les efforts des enseignants et des éducateurs. Parfois, ces jeunes dépendent des comportements de leurs parents et des éducateurs. Pour que les élèves, dans leur période de puberté, n'abandonnent pas les bancs des collèges, il incombe aux enseignants de trouver des méthodes didactiques plus adéquates qui éveilleront les intérêts des jeunes. C'est élaborer des matériels qui concrétisent les leçons moins décrits dans le cahier, mais plus d'observations et de manipulations.

Joubert le confirme dans son passage : « Les enfants ont plus besoin de modèles que de critiques » (Joseph Joubert, 7 mai 1754 - 4 mai 1824)⁹⁶. En l'absence des parents biologiques, les enfants sont laissés entre les mains des autres acteurs tels que la ménagère, le cas échéant, les éducateurs et les voisins. Certaines défaillances des parents sont complétées tandis que d'autres ne le sont pas. La coresponsabilité dans l'éducation des enfants entre l'établissement et les élèves eux-mêmes ayant pris conscience des contraintes socioéconomiques des parents déterminent la réussite et l'échec scolaire.

L'enseignant « enseigne ce qu'il est » selon Socrate. Pour réussir sa méthode d'enseignement, il doit viser à éveiller l'intérêt et l'attention de ces adolescents de 9 à 16 ans, durant tout le cours.

Dans l'établissement où l'étude a été menée, la présence des parents n'est pas une condition sine qua non à la réussite scolaire des enfants.

Une partie avait réussi car l'implication des éducateurs est très intense et recouvre certains besoins affectifs des adolescents habitués à l'absence des parents biologiques.

Les éducateurs et enseignants de l'établissement font office de parents quant à la surveillance et l'éducation morale. Ils consciencisent par leurs discours et illustrent par des exemples concrets qu'avoir de la volonté de sortir de la spirale de pauvreté, et malgré les diverses contraintes imposées, les élèves pourraient réussir tout en manifestant la décision de sortir de la pauvreté. L'établissement devient ainsi un partenaire pour la réussite, les éducateurs des encadreurs/ entraîneurs ou coach. Le

⁹⁵ Hannah Arendt « La crise de l'éducation », extrait de la crise de la culture, Edition Gallimard, 1972

⁹⁶ Joseph Joubert, 1850, Pensées, essais, maximes et correspondance, .édition Gallimard

partage des problèmes avec les éducateurs et responsables scolaires a pour objectif de partager les responsabilités dans l'éducation et l'enseignement. Le système de valeurs éminemment religieuses (amour, entraide, équité) véhiculées et vécues au sein du LSPM contribue à créer un climat positif à l'apprentissage. L'école ne remplace pas la famille mais la complète. La motivation des élèves est sollicitée et renforcée tout le long de son séjour au sein de l'établissement.

La prise de conscience par les élèves, que leurs efforts dans les études concourant à la réussite scolaire, est un moyen d'échapper aux conditions de pauvreté dans lesquelles ils vivent et constitue ainsi une force motivationnelle. La majorité des élèves relèvent les défis qui leur sont lancés, tandis que d'autres non. Les conditions de précarité n'est pas seulement perçu comme une menace mais aussi et à la fois une opportunité pour réussir à condition d'adopter une attitude positive et proactive. Même des enfants venant d'une famille idéale échouent alors que les parents montrent beaucoup d'affections et les couvrent de gâteries. Un des facteurs de réussite scolaire est la motivation personnelle des jeunes dans l'étude. Il s'agit d'impliquer l'élève par une démarche pédagogique participative pour sa propre éducation et instruction.

CONCLUSION

La présence des parents, leur adhésion et leur participation à l'éducation offrent un capital de sécurité affective, propice à encourager l'enfant à explorer la vie.

L'établissement apprend aux élèves de s'assumer en faisant prendre conscience que les ressources sont toujours limitées et que les parents ne seront pas toujours là pour eux à les soutenir. Les éducateurs du LSPM préparent et développent la personnalité des élèves pour qu'ils aient une autonomie suffisante pour affronter les difficultés de la vie.

C'est pourquoi l'amour des parents à lui seul ne suffit pas pour « former » un enfant à une vie adulte libre et heureuse. Eduquer demande aux parents des compétences, de la disponibilité ainsi que des ressources. Ce qui n'est pas toujours réaliste. La présence physique des parents est une condition indispensable à la réussite des enfants, tout comme leur absence n'est pas une fatalité.

Il est établi qu'il y a corrélation entre l'implication parentale dans l'éducation et les performances scolaires des enfants.

Des enfants échouent quand ils ne prennent pas en main leurs études et leur futur, la présence ou l'absence des parents ne sont que des variables secondaires. Le profil familial, tel que famille recomposée ou divorcée ou monoparentale, et autre encore influence de manière relative l'éducation des enfants sachant que les parents

ne disposent pas toujours les disponibilités et les compétences requises. Les caractéristiques du système éducatif existant peuvent combler les situations des parents dans la mesure où l'approche pédagogique mise en œuvre permet la collaboration des élèves en devenant eux-mêmes des apprenants acteurs. Les situations socioéconomiques des parents sont à relativiser en ce qui concerne les heurts au comportement des enfants. Les réactions des enfants face au dysfonctionnement de la famille déterminent en dernier lieu leur affrontement positif ou négatif.

Les situations socio-économiques des parents limitent leurs moyens dans l'éducation des enfants.

Les situations parentales précaires déterminent positivement et négativement les réussites scolaires, mais non la motivation dans les études. L'encadrement des éducateurs conjugué aux réactions des adolescents ensemble peuvent atténuer les résultats négatifs de la défaillance socio-affectifs des parents. Ce qui est vérifié dans le cas étudié.

L'éducation est un puissant facteur de changement. Elle améliore la santé et les moyens de subsistance, contribue à la stabilité sociale et stimule la croissance économique à long terme. Alors la question se pose : si le nombre de familles vulnérables augmente à cause des crises socioéconomiques, dans quelle mesure l'éducation parentale pourrait atténuer les effets négatifs sur les enfants ?

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Arendt Hannah, La crise de l'éducation, Edition Gallimard, 1972
- 2) Dolto Françoise, La cause des enfants, 1985, Editions Robert Laffont, Paris, 608 pages
- 3) Fenoavosoalalao Olivia, Les femmes de ménage, Enquête à Anosibe-Ambohibarikely, Antananarivo, 2010, 152p
- 4) Fournier Marcel, édition Fayard, 1917
- 5) Lauraire L. La conduite des écoles chrétienne : projet d'éducation humaine et chrétienne, Rome, 2004, P.63
- 6) Marcelli D., L'adolescence aux mille visages : Quelle autorité ? Paris, 1988
- 7) Melgosa J, Les adolescents et leurs parents, édition Safeliz, S.L, septembre 2009
- 8) Noelivao Olga Phan Van Hien, « La protection de l'enfant à Madagascar », Editions KARTHALA, 2017

- 9) Randriamasinoroarimanana Jacques, « Ny olana mety ho tojo ny zanakareo »
Edition Ambozontany Fiananrantsoa, 1996, 95pages
- 10) Code de Droit Canonique CIC/1983, Canon n° 796

LE REDRESSEMENT DE LA JIRAMA, CONDITION ESSENTIELLE DE L'AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES A MADAGASCAR

par

**HORACE GATIE⁽¹⁾, MAHADIMBY JULIE⁽²⁾,
RAZAFINIRINA Léontine Landisoa⁽²⁾**

(1) Maître de Conférences, Faculté de Droit, des Sciences Economiques, de Gestion, et des Mathématiques, Informatique et Application, Université de Toamasina, Madagascar

(2) Faculté de Droit, des Sciences Economiques, de Gestion, et des Mathématiques, Informatique et Application, Université de Toamasina, Madagascar

RESUME

Le Groupe de la Banque mondiale publie annuellement le classement des pays selon la facilité de faire des affaires. Sachant que le raccordement à l'électricité figure parmi les variables déterminant l'indice Doing business, les déficiences de la Jirama, la société nationale de distribution d'eau et d'électricité, réduit l'attractivité de Madagascar face aux investisseurs étrangers. Le recours massif à des groupes électrogènes fonctionnant au gasoil maintient les coûts de production à des niveaux élevés. La pratique immédiate de la vérité des prix de l'énergie aurait le double inconvénient de réduire la compétitivité des industries nationales et de fixer les tarifs au-delà du pouvoir d'achat du consommateur moyen. Cependant, les subventions très importantes consenties par les pouvoirs publics réduisent d'autant les ressources accordées aux secteurs sociaux qui ont grand besoin. Le redressement de la Jirama est à rechercher dans l'exploitation systématique des sources d'énergies renouvelables et l'ajustement tarifaire progressif en vue d'atteindre son équilibre financier.

Mots-clés : Vérité des prix, Coûts de production, Déficit financiers, Energies renouvelables, Compétitivité internationale, Flux d'IDE

ABSTRACT

The World Bank Group publishes every year the countries ranking according to the ease of doing business. As the connection to electricity is one of the key variables of the Doing business indicators, the deficiencies of Jirama, the national water and

electricity distribution company, reduce Madagascar's attractiveness to foreign investors. The heavy reliance of diesel-powered generators keeps production costs high. The immediate practice of the truth of energy prices would in one hand reduce the competitiveness of national industries and in another hand set prices beyond the purchasing power of the average consumer. However, the substantial government grants reduce the resources allocated to the social sectors which are in huge need. The Jirama turnaround is to be sought in the systematic exploitation of renewable energy sources and a progressive tariff adjustment in order to achieve its financial balance.

Key words : Truth prices, Production costs, Financial deficits, Renewable energies, International competitiveness, FDI flows

INTRODUCTION

La nature vertueuse de l'investissement a été mise en exergue tout au long du développement de la pensée économique. C'est en effet une variable particulièrement décisive en économie dans la mesure où elle est à la fois une composante de la demande globale et un puissant moteur de l'offre productive.

L'analyse microéconomique relie la valeur désirée de l'investissement au taux d'intérêt. Ce dernier est une variable clé dans la décision d'investir car l'investissement est gouverné par la rentabilité. On suppose que les entreprises ont pour objectif unique la maximisation de leur profit et la décision d'investir va dépendre de la comparaison entre la rentabilité de l'investissement en capital physique qui est envisagée et celle procurée par les marchés financiers.

L'analyse macroéconomique confronte l'investissement intérieur mesuré par la formation brute de capital fixe (FBCF) à l'épargne nationale dont le volume est influencé – dans le sens inverse de l'investissement – par le taux d'intérêt. La FBCF est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisés par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an (INSEE). La réalité empirique associe aux variables liées au coût de l'argent des critères qui peuvent s'avérer prépondérants en fonction des choix publics.

Dans les pays en développement pénalisés par la faiblesse du taux d'épargne intérieure, les investissements directs étrangers (IDE) prennent parfois le pas sur l'investissement national. Au-delà du critère de rentabilité, le volume des IDE est déterminé par une série de facteurs réglementaires qui conditionnent la facilité ou non

de faire des affaires dans un pays. La fourniture régulière d'électricité à un prix compétitif figure parmi les 12 indicateurs pris en compte par le groupe de la Banque mondiale dans le classement Doing business.

Les déficiences de la Jirama, la société nationale de fourniture d'électricité et eau, font courir à Madagascar le risque de perdre en attractivité face aux investisseurs étrangers. En effet, la couverture sociale de l'électricité est de 13 % seulement des 27 millions de personnes réparties sur le territoire national. La puissance totale fournie s'élève à 737 MW, à 65 % de source thermique, majoritairement de groupes électrogènes fonctionnant au gasoil et soumis à des pannes fréquentes, alors que le pays dispose d'un potentiel énorme mais inutilisé en énergies renouvelables. En outre, la Jirama enregistre des pertes sur chaque kilowattheure (kWh) vendu, exigeant chaque année des subventions faramineuses.

Le redressement de la Jirama est à juste titre un souci récurrent des gouvernements qui se sont succédés. La Banque mondiale apporte son soutien à travers le Projet d'Amélioration de la Gouvernance et des Opérations dans le Secteur de l'Electricité (PAGOSE) à hauteur de USD 65 millions. Le présent article se propose d'évoquer les enjeux liés au redressement de cette société d'État face au défi de l'émergence que le régime actuel entend remporter. Nous examinerons par la suite les autres mesures susceptibles d'améliorer l'environnement des affaires à Madagascar.

FOURNITURE D'ENERGIE ET ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

L'environnement des affaires est à distinguer du *climat des affaires* qui représente une mesure approximative de la conjoncture économique en temps réel par l'intermédiaire de calculs analytiques sur un ensemble d'enquêtes d'opinion auprès des chefs d'entreprises des grands secteurs de l'économie. C'est un indicateur avancé de l'économie, dans le sens où il peut permettre d'anticiper l'évolution future de la conjoncture économique.

L'environnement des affaires quant à lui, intègre les facteurs sociodémographiques, économiques, politiques, juridiques, infrastructurels, technologiques, environnementaux qui ont une incidence sur les décisions d'une entreprise ou des investisseurs potentiels dans un espace économique donné.

Encadré 1 : Types d'environnement des affaires

Il existe principalement deux types d'environnement d'affaires :

- 1) ***L'environnement général ou macroéconomique*** qui regroupe les facteurs externes qui impactent l'entreprise et qui, par conséquent, échappent à son contrôle :
 - Facteurs économiques : traités commerciaux, PIB, emploi, inflation, taux de change, taux d'intérêt, attentes sociétales, habitudes de consommation, conventions de mise en marché, etc.
 - Facteurs politiques : institutions, mode de gouvernement, stabilité ;
 - Facteurs juridiques : code du travail, droit des sociétés, indépendance de la justice ;
 - Facteurs technologiques : accès à l'Internet, innovations qui se développent sur le marché et qui ont une influence sur l'activité de l'entreprise ;
 - Facteurs socioculturels : culture et idiosyncrasie de la population ;
 - Facteurs environnementaux : écosystème où opère l'entreprise, et qui peut être contaminé par son activité.
- 2) ***Le microenvironnement*** constitué par les facteurs les plus proches de l'entreprise et sur lesquels elle peut avoir un certain contrôle : clients, fournisseurs concurrents, entités financières, marché du travail, etc.

L'environnement de l'entreprise, enfin, englobe toutes les variables pouvant affecter directement ou indirectement l'organisation et vis-à-vis desquelles elle doit opérer.

Les déterminants de l'environnement des affaires

La stabilité macroéconomique, la sécurité des biens et des personnes, la garantie des droits de propriété, la fiscalité, l'accès au foncier, les traditions et culture, l'état des infrastructures physiques, la disponibilité de capitaux et des ressources humaines sont autant de facteurs qui déterminent le climat de l'investissement.

Le rapport Doing Business, publié chaque année depuis 2005 jusqu'à 2020⁹⁷ par le Groupe de la Banque mondiale, mesure les réglementations favorables et défavorables à l'activité commerciale dans 190 pays. Partant de l'idée selon laquelle les institutions réglementaires d'un pays ont une influence considérable sur le rythme

⁹⁷ La publication est suspendue à partir de 2021 suite aux pressions exercées par certains pays dans le but d'améliorer leur notation.

et la qualité de la croissance économique, les indicateurs Doing Business portent sur les dispositions réglementaires qui régissent la création, le fonctionnement et l'expansion des entreprises. Ainsi la facilité de faire des affaires est mesurée à travers 12 indicateurs : 7 indicateurs partent du postulat que moins on réglemente, mieux c'est, 5 indicateurs accordent une grande importance à la possibilité de recouvrer une créance et à la disponibilité de sûretés.

Encadré 2 : Le score *Doing Business* de la facilité de faire des affaires

Le Groupe de la Banque mondiale publie chaque année depuis 2005 le rapport Doing Business qui mesure la facilité de faire des affaires dans 190 pays à travers 12 indicateurs qui coïncident avec le cycle de vie de l'entreprise. Il s'agit de *i-* la création d'entreprise, *ii-* l'embauche de travailleurs, *iii-* l'obtention d'un permis de construire, *iv-* le raccordement à l'électricité, *v-* le transfert de propriété, *vi-* l'obtention de prêts, *vii-* la protection des investisseurs minoritaires, *viii-* le paiement des taxes et impôts, *ix-* le commerce transfrontalier, *x-* l'exécution des contrats, *xi-* la transparence du système des marchés publics et *xii-* le règlement de l'insolvabilité⁹⁸.

Le score recense l'écart de chaque économie par rapport à la meilleure performance réglementaire pour chaque indicateur, à travers toutes les économies couvertes par *Doing Business* et le temps. Pour chaque item, la facilité de faire des affaires est notée sur une échelle de 0 à 100, où 0 représente la performance la plus basse et 100 représente la meilleure performance. Par exemple, en 2010, la procédure de raccordement à l'électricité comportait 5 étapes requérant 420 jours pour un coût représentant 84,7 fois le revenu par habitant. En 2015, il fallait 6 étapes, 450 jours, 8583,3 % du revenu par habitant. En 2019, avec un score de 22,48, Madagascar se situait à la 185^e place sur 190 pour la facilité du raccordement à l'électricité.

La même méthodologie est appliquée pour le calcul de l'indice global. Par exemple, un score de la facilité de faire des affaires de 75 en *Doing Business 2019* signifie que l'économie en question avait un écart de 25 points par rapport à la meilleure performance réglementaire, mesurée à travers toutes les économies. Ainsi, le score de 47 obtenu par Madagascar en 2019 signifie que le pays avait un écart de 53 points par rapport à la meilleure performance réglementaire. Il se situait alors au 161^e rang sur 190 économies.

Moins on réglemente, mieux c'est :

- Embauche des travailleurs : moins la loi impose des restrictions aux entreprises sur les horaires de travail et sur la possibilité de licencier des employés en sureffectif, plus la note attribuée est élevée ;

⁹⁸ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/688761571934946384/pdf/Doing-Business-2020-Comparing-Business-Regulation-in-190-Economies.pdf>

- Octroi de licences : moins il y a de démarches à effectuer pour obtenir un permis de construire, plus la note attribuée est élevée ;
- Paiement des taxes et impôts : plus le taux d'imposition globale en pourcentage du bénéfice de l'entreprise est faible, plus la note attribuée est élevée.

La possibilité de faire respecter les droits des créanciers et les droits de propriété est un facteur important pour le crédit et l'investissement

- Obtention de prêts : moins la loi impose de restrictions sur ce qui peut être utilisé comme sûretés, plus les prêteurs seront disposés à accorder des prêts et obtenir le remboursement ;
- Exécution des contrats : plus le système judiciaire est performant, plus une entreprise aura de facilité à obtenir le paiement d'une dette ;
- Transfert de propriété : plus il est facile de transférer un bien, plus le propriétaire peut l'utiliser comme sûreté pour emprunter des fonds, et plus le prêteur aura de chances de se faire payer en cas de créance irrécouvrable ;
- Fermeture d'entreprise : plus il est facile de fermer une entreprise en engageant une procédure de faillite (au lieu de simplement cesser les opérations), plus les créanciers auront de chances de se faire payer.

Une réglementation et une fiscalité plus légères peuvent encourager des entreprises déclarées à rentrer dans le secteur structuré

- Création d'entreprise : la simplification des procédures de création d'entreprise peut encourager les entreprises non déclarées à officialiser leur existence ;
- Embauche de travailleurs : moins la loi impose des restrictions sur les horaires de travail et sur la possibilité de licencier les employés en sureffectif, plus les entreprises seront enclines à augmenter l'effectif de ses salariés ;
- Paiement des taxes et impôts : plus les procédures de paiement des taxes et des impôts sont simples, plus il y a de chances que l'entreprise paye effectivement les impôts et taxes au lieu de s'y soustraire.

Tableau 1 : Classement de Madagascar aux niveaux mondial et régional – 2020

Indicateur	Classement général (sur 190 pays)	Classement régional (sur 48 pays)
1. Création d'entreprise	80	13
2. Obtention d'un permis de construire	182	44
3. Raccordement à l'électricité	186	45
4. Transfert de propriété	164	36
5. Obtention de prêts	132	22
6. Protection des investisseurs minoritaires	140	23
7. Paiement des taxes et impôts	134	20
8. Commerce transfrontalier	140	21
9. Exécution des contrats	136	26
10. Règlement de l'insolvabilité	135	28
Ensemble	161	38

Source : <https://edbm.mg/performances-du-pays/>

Comprenons au sujet de ce dernier critère que la façon dont l'État réglemente et taxe les entreprises et les transactions, tant à l'intérieur du territoire national qu'à la frontière, a une influence importante sur le climat de l'investissement, bien plus que le taux d'imposition lui-même. Une fiscalité bien conçue procure des recettes pour financer les services publics qui permettent d'améliorer le climat de l'investissement et d'atteindre d'autres objectifs sociaux (éducation, santé, équité, sécurité). La difficulté pour tout gouvernant est de réaliser ces différents objectifs sans compromettre les opportunités de marché et les incitations des entreprises à investir de façon productive, à créer des emplois et à développer leurs activités.

Zoom sur l'accès à l'électricité

Dans le but d'éradiquer la pauvreté, de protéger la planète et de garantir la prospérité pour tous à l'horizon 2030, l'Organisation des Nations unies s'est fixé 17 objectifs de développement durable (ODD) parmi lesquels figure en bonne place « l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable », avec comme cible prioritaire « l'accroissement notable de la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial ».

Le 7^{ème} ODD est au centre des défis majeurs d'aujourd'hui mais aussi des opportunités de demain. Qu'il s'agisse de lutter contre le changement climatique bien

sûr, mais aussi de développer les emplois, les logements, les connexions, la sécurité, la production de nourriture, etc., l'accès de tous à une énergie durable est essentiel. Cet ODD constitue indubitablement une opportunité pour transformer les vies, les économies et la planète⁹⁹.

Dans certains cas, en effet, l'électricité pourrait créer de nouvelles activités, pour lesquelles l'accès à cette énergie est une composante essentielle, et qui ne peuvent donc exister sans électricité. Dans d'autres cas, certaines activités dépendant d'autres sources d'énergie pourraient voir leur productivité améliorée par l'accès à l'électricité. De la même manière, l'efficacité des services publics est nettement compromise par l'absence d'accès à l'électricité.

Cependant, l'accès à l'électricité est faible à Madagascar. Seulement 15 % des ménages ont accès à l'électricité, y compris 51 % des ménages en milieux urbains, et 4,75 % des ménages en milieux ruraux. D'autre part, 43 % de la production électrique de la Jirama provient de centrales thermiques et 75,2% de la capacité de production électrique installée dans les zones rurales est thermique.

Le rapport Doing Business évalue la charge que la réglementation fait peser sur les entreprises sans chercher à rendre compte des bénéfices sociaux ou économiques apportés par cette réglementation, par exemple la sécurité, la protection de l'environnement, la protection des travailleurs ou la transparence. Ce rapport fournit des critères de mesure cohérents permettant de comparer la situation réglementaire des pays du strict point de vue de l'entreprise. Toutefois, pour apprécier complètement la qualité du climat des affaires, il est également nécessaire de mesurer la qualité des infrastructures, le niveau de qualification de la main-d'œuvre, les politiques concurrentielles, et d'autres facteurs ayant une influence sur les investissements et la rentabilité.

JIRAMA : L'INEXORABLE DESCENTE AUX ENFERS ?

Présentation générale de la société

Créée par l'ordonnance n°75-024 du 17 octobre 1976, la Jirama est née de la fusion en 1975 de la Société Malagasy des Eaux et Electricité (SMEE) et de la Société des Energies de Madagascar (SEM). C'est une société anonyme de droit commun dont le capital est détenu entièrement par l'Etat malgache. La Jirama produit, transporte et distribue l'électricité à Madagascar, en même temps qu'elle assure l'alimentation en eau potable et industrielle à travers le pays. Dans le domaine de l'énergie, elle exploite aujourd'hui 114 centres urbains et ruraux, dont :

⁹⁹ <https://www.agenda-2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable/article/odd7-garantir-l-acces-de-tous-a-des-services-energetiques-fiables-durables-et>

- 22 appartiennent à deux réseaux interconnectés : Antananarivo (RIA) et Fianarantsoa (RIF) d'une longueur totale de l'ordre de 500km et marchent avec des centrales hybrides hydro-thermiques ;
- 2 sont autonomes et marchent avec des centrales hybrides hydro-thermiques : Toamasina et Ankazobe ;
- 4 grands centres sont autonomes fonctionnant au fuel lourd et/ou au gasoil : Mahajanga, Antsiranana, Toliara et Nosy Be ;
- 1 petit centre est autonome à 100% hydraulique privée : Maroantsetra
- 1 petit centre est autonome et marche avec thermique et solaire : Benenitra (la centrale solaire y est exploitée depuis 2001) ;
- les 84 centres restants sont des petits et moyens centres autonomes fonctionnant au gasoil dont environ 30 en zones rurales avec une puissance installée de moins de 250kW chacun.

La puissance totale installée est de 737MW, dont 530MW par des fournisseurs privés. La Jirama sert 585 194 clients en HT/MT et BT dans toute l'île.

Jusqu'en 1999, c'était la seule compagnie d'électricité publique du pays. La loi n°98-032 portant réforme du secteur de l'électricité ouvre à de nouveaux opérateurs la possibilité d'intervenir au sein du secteur afin, d'une part, de relayer l'Etat malgache dans le financement de l'infrastructure électrique du pays et, d'autre part, de promouvoir l'efficacité et la qualité du service offert aux usagers par le jeu de la concurrence. Toutefois, la Jirama maintient un quasi-monopole sur les réseaux de transport et de distribution et demeure la toute première compagnie du secteur en taille. Son organisation reflète ses deux grandes activités que sont l'eau et l'électricité. L'entreprise déploie aussi parallèlement une organisation géographique avec une direction interrégionale dans chacune des six provinces de Madagascar. Le Conseil d'administration est composé des représentants de l'Etat – notamment des ministères de tutelle – et des représentants des employés ainsi que des utilisateurs. La Jirama est membre de l'Association des Sociétés d'Electricité d'Afrique (ASEA).

La Jirama : un gouffre financier

Brève rétrospective

La période à laquelle la société présentait des comptes financiers équilibrés remonte à 2008. Les ventes à perte (- 40 Ar/kWh en 2004, -113 Ar/kWh en 2005) ont eu pour conséquence la dégradation de sa situation financière (déficit de la trésorerie, insuffisance de la capacité d'autofinancement, arrêt des investissements) et matérielle

(dégradation du matériel de production et du réseau de distribution, insuffisance de la capacité de production).

De 2005 à 2008, l'État a passé avec l'entreprise allemande Lahmeyer International un contrat de gestion de la Jirama, mais le renouvellement de la concession fut stoppé par la révolution orange en même temps que les tarifs ont été gelés, alors même que ceux-ci se situaient en dessous des tarifs plafonds fixés par l'Office de Régulation de l'Electricité (ORE) mais aussi du niveau de recouvrement des coûts. Dès lors, la situation financière précaire de la Jirama l'empêche de réaliser les investissements nécessaires pour la maintenance adéquate du réseau et l'expansion des installations. Aussi, le Gouvernement devait-il mobiliser d'importantes ressources pour la Jirama, mais le retour sur investissement y afférent tarde à se concrétiser. Au contraire, l'entreprise continue à perdre de l'argent sur chaque kWh qu'elle vend.

Tableau 2 : Evolution des coût et tarif moyens de la Jirama (2013-2020)

Ar/kWh/Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Prix moyen	382	384	380	410	470	516	516	514
Coût moyen	660	652	662	465	546	680	670	556

Source : Jirama

Depuis plus d'une décennie, le Gouvernement verse chaque année à la Jirama d'importantes subventions (cf. Tableau 3). Il s'agit de sommes considérables qui auraient pu être investies dans d'autres secteurs qui ont aussi besoin de ressources financières : l'éducation, la santé et le transport, ainsi que d'autres établissements publics ou sociétés commerciales à participation publique en grande difficulté financière.

Tableau 3 : Subventions du gouvernement à la Jirama (2012 - 2022 en Mds Ar)

Années	Subventions	Années	Subventions
2012	250	2018	315
2014	300	2019	255
2015	309	2020	170
2016	300	2021	845
2017	447	2022	500

Sources diverses

Le projet de LFR pour 2022 a proposé de gratifier la Jirama de 500 milliards d'Ariary¹⁰⁰ de subvention contre 380 dans la LFI, soit 120 milliards de plus que le montant convenu avec le FMI. Il est certain que les subventions dépasseront comme chaque année le montant fixé par la loi des finances. La promesse faite par le Président de la République d'arrêter de subventionner la Jirama¹⁰¹ relève de l'affabulation.

Paradoxalement, en dépit de cette aide importante du Gouvernement, la Jirama n'est pas en mesure de fournir un service de qualité à ses abonnés qui se plaignent de payer mensuellement des factures exorbitantes.

LES MESURES DE REDRESSEMENT

La vision de la nouvelle politique de l'énergie (NPE) est fondée sur un principe fondamental de moindre coût et sur cinq objectifs qualitatifs pour le secteur : l'accès de tous à l'énergie moderne, l'abordabilité, la qualité et la fiabilité des services, la sécurité énergétique, et la durabilité.

Réduire les coûts de production en misant massivement sur les énergies renouvelables

Les énergies renouvelables : un large éventail de choix

Les énergies renouvelables (EnR) sont des sources d'énergie dont le renouvellement naturel est assez rapide pour qu'elles puissent être considérées comme inépuisables à l'échelle du temps humain. Le soleil est la principale source des différentes formes d'énergies renouvelables : son rayonnement est le vecteur de transport de l'énergie utilisable lors de la photosynthèse, ou lors du cycle de l'eau et l'énergie des vagues, ...

L'énergie hydraulique, énergie mécanique, est obtenue des mouvements de l'eau à des altitudes variables.

L'énergie solaire comporte deux grandes familles d'utilisation :

- L'énergie solaire thermique qui récupère la chaleur transmise par rayonnement ;
- L'énergie solaire photovoltaïque qui utilise le rayonnement lui-même pour produire de l'électricité.

¹⁰⁰ 500 milliards d'Ar, c'est 5 fois plus que les budgets de fonctionnement et d'investissement annuels réunis du Sénat (19 mds), de la Haute Cour Constitutionnelle (9 mds), du Conseil du Fampihavanana Malagasy (6 mds), du Ministère du Tourisme (10 mds), du Ministère de la Communication et de la Culture (27 mds), du Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques (18 mds), du Ministère de l'Artisanat et des Métiers (5 mds) et de la Haute Cour de Justice (3 mds).

¹⁰¹ <https://www.madagascar-tribune.com/L-Etat-ne-subventionnera-plus-la-JIRAMA.html>

L'énergie éolienne consiste à utiliser l'énergie mécanique des déplacements de masse d'air à l'intérieur de l'atmosphère.

L'énergie marine obtenue des mouvements naturels de la mer comprend :

- L'énergie houlomotrice ou énergie des vagues, obtenue du mouvement des oscillations de la surface de l'eau ;
- L'énergie marémotrice issue des mouvements de l'eau créée par les marées,
- L'énergie hydrolienne qui utilise l'énergie cinétique des courants marins ou fluviaux comme l'éolienne utilise l'énergie cinétique du vent ;
- L'énergie thermique des mers : produite en exploitant la différence de température entre les eaux superficielles et les autres fonds des océans.

La biomasse qui provient indirectement de l'énergie solaire stockée sous forme organique grâce à la photosynthèse, et directement de la combustion.

L'énergie géothermique qui consiste à extraire l'énergie contenue dans le sol.

Les énergies hydraulique, solaire et éolienne présentent, par ordre d'importance décroissante, les meilleures perspectives de développement pour la production de l'électricité à Madagascar. À l'horizon 2030, elles représenteraient respectivement 75 %, 5,5 % et 5 % de l'électricité produite à Madagascar.

L'énergie hydroélectrique est la principale source d'énergie renouvelable exploitée à Madagascar. La puissance installée s'élève à 210 MW¹⁰² dont 61 MW, soit 29 % en propriété d'opérateurs privés. Le pays dispose cependant d'un potentiel d'énergie hydraulique très important (environ 7 800 MW)¹⁰³ comprenant plus de 4 000 MW dont le coût estimé de production est inférieur à 12 cents US par kWh, comparé à un coût de production au diesel estimé à environ 26 cents US par kWh. Les centrales hydroélectriques présentent deux contraintes majeures :

- Un investissement très important et un délai d'achèvement des travaux extrêmement long, les tergiversations des décideurs étant un facteur aggravant. Le ministère de l'Energie et des Hydrocarbures a identifié 5 « sites prioritaires » pour lesquels il a lancé un appel à manifestation d'intérêt le 25 mai 2015 puis un appel d'offres le 7 septembre de la même année. Il s'agit de Sahofika (192 MW), Antetazambato (120 MW), Volobe Amont (120 MW), Ambodiroka (42 MW), auxquels s'ajoutent plusieurs centrales de moindre puissance (cf. Tableau 4). Sept ans

¹⁰² 6 centrales dans la province d'Antananarivo, à savoir Andekaleka (91 MW), Mandraka (24 MW), Sahanivotry (15 MW), Antelomita (8 MW), Tsiazompaniry (5,2 MW), Manandona (2 MW), Behenjy (1,3 MW) et celle de Fianarantsoa : Namorona I (5,6 MW) et Manandray (0,5 MW), auxquels s'ajoutent plusieurs centres autonomes de puissance inférieure à 1 MW répartis dans les zones rurales.

¹⁰³ Office de régulation de l'électricité (ORE) : *Hydroélectricité*, in <http://www.ore.mg/DonneesTechniques/PotentielHydro/MapHydroParProvince.pdf>, 227 pages.

après, seule la Compagnie générale de l'Hydroélectricité de Volobe (CGHV) annonce avoir commencé les travaux de construction ; le groupe NEHO, quant à lui, a signé le contrat de concession de Sahofika en novembre 2021 (cf. Encadré 3).

Tableau 4 : Plan d'aménagement des sites hydroélectriques (2016-2030)

Nom du SITE	Puissance	Montant	Réseau Interconnecté	Observation
4è Groupe d'Andekaleka	33 MW	37 Millions USD	RITanà	Travaux primaires effectués par la JIRAMA Financement acquis auprès de la BEI
Ranomafana	70 MW	210 Millions USD	RITanà	Concession déjà octroyée à un Opérateur dans le cadre de la coopération bilatérale Chine-Madagascar Financement trouvé
Sahofika	300 MW	900 Millions USD	RITanà Toamasina Ambositra	Lancement AMI : Mai 2015 Remise DAO Restreint : Septembre 2015 Démarrage des travaux : prévu 2017
Antetезambato	120 MW	591 Millions USD	RITanà Toamasina Ambositra	Lancement AMI : Mai 2015 Remise DAO Restreint : Octobre 2015 Démarrage des travaux : début 2017
Tsinjoarivo sur l'Onive	21 MW	63 Millions USD	RITanà	Lancement AMI : Mai 2015 Lancement AO Restreint : prévu Avril 2016
Mahitsy	18 MW	48 Millions USD	RITanà	Concessionnaire : Société Mahitsy Hydro Financement acquis Début travaux : 2015
Talaviana sur Manandona	15 MW	45 Millions USD	RITanà	Lancement AMI : Mai 2015 Lancement AO Restreint : prévu Avril 2016
Volobe Amontana	90 MW	300 Millions USD	Toamasina	Lancement AMI : Mai 2015 Remise DAO Restreint : Septembre 2015 Démarrage des travaux : prévu 2017
Ambodiroka	42 MW	126 Millions USD	RI Mahajanga : Mahajanga, Maevatanàna, Marovoay, Ambato Boeni	Lancement AMI : Mai 2015 Remise DAO Restreint : Septembre 2015 Démarrage des travaux : prévu 2017

Bevory sur Ramena	6,75 MW	21 Millions USD	RID : les centres de la Région Dianà	Lancement AMI : Mai 2015 Lancement AO Restreint : prévu Avril 2016
Andranomamofona sur Mahavavy Nord	15 MW	45 Millions USD	RID : Région Dianà	Lancement AMI : Mai 2015 Lancement AO Restreint : prévu Avril 2016
Namorona 2	16 MW	48 Millions USD	RI Fianarantsoa avec la Région Sud-Est	Lancement AMI : Mai 2015 Lancement AO Restreint : prévu Avril 2016
Sahalanona	19 MW	60 Millions USD	Manakara	Lancement AMI : Mai 2015 Lancement AO Restreint : prévu Avril 2016
Anjialava	6 MW	18 Millions USD	RISA : Région SAVA	Lancement AMI : Mai 2015 Lancement AO Restreint : prévu Avril 2016
Lokoho Aval	6 MW	18 Millions USD	RISA : Région SAVA	Lancement AMI : Mai 2015 Lancement AO Restreint : prévu Avril 2016
Projet BAL – ASA - 3A (10 sites Hydrauliques)	7,44 MW	38,74 Millions USD	RISA : Région SAVA	Electrification Rurale, et une partie d'Energie à injecter dans le Réseau JIRAMA Financement Acquis : 26 MUSD KfW+ONUDI Financement à trouver : 13 MUSD Construction de Ligne MT de 800km : déjà incluse dans le montant Construction Ligne BT de 400 km : déjà incluse dans le montant
Marobakoly Tsaramandroso Beandrarezona Andriamanjavona	1050 kW + 236 kW + 300 kW + 400 kW	6 Millions USD	Région SOFIA avec la Ville d'Antsohihy et de Bealanana	Electrification Rurale, et une partie d'Energie à injecter dans le Réseau JIRAMA Financement acquis : 3 MUSD par ONUDI+UE Financement à trouver : 3 MUSD Coût de ligne de Transport de 50 km : déjà inclus dans le montant
Mandalobe-Behazomaty	100 kW + 290 kW	4,27 Millions USD	Région Bongolava avec la ville d' Ankadinondry Sakay	Electrification Rurale, et une partie d'Energie à injecter dans le Réseau JIRAMA Financement à trouver Coût de ligne de Transport de 30 km : déjà inclus dans le montant

Source : Jirama

- Les centrales hydroélectriques connaissent en outre une baisse sensible de leur production pendant les périodes dites d'étiage, c'est-à-dire un abaissement exceptionnel du débit des cours d'eau pendant la saison sèche¹⁰⁴. Durant cette période, une production d'appoint doit être fournie par les centrales thermiques. La solution évidente serait l'utilisation du fuel lourd de Madagascar Oil dont les propriétés chimiques jugées d'excellente qualité (capacité calorifique élevée, taux de soufre < 3 %) répondent parfaitement aux besoins des centrales de la Jirama¹⁰⁵, mais les négociations butent sur deux obstacles majeurs : d'une part, la Jirama veut imposer à Madagascar Oil des pénalités financières à chaque retard de livraison, alors que l'état extrêmement délabré de la RN1 bis reliant le site de Tsimiroro à Tsiroanomandidy n'autorise pas la régularité des livraisons ; d'autre part, Madagascar Oil émet des réserves sur la solvabilité de la JIRAMA, engluée on le sait dans des déficits financiers permanents¹⁰⁶. De son côté le ministère de l'Economie et des Finances n'entend pas apporter de garantie souveraine à la capacité de la JIRAMA à satisfaire ses engagements.

L'énergie solaire photovoltaïque

Les coûts du système en baisse ne rendent pas seulement le photovoltaïque intéressant d'un point de vue écologique, mais également sur le plan de la compétitivité économique, par rapport aux installations de production d'énergie classiques. La principale faiblesse du photovoltaïque est son très bas facteur de charge : 13 % en moyenne, autrement dit, il faut multiplier les kilowattheures installées par 3,5 pour avoir le même productible que l'hydraulique en kWh produites. En effet, la centrale est à l'arrêt la nuit où la demande d'énergie est maximale, à moins de disposer de systèmes de stockage aux coûts d'acquisition et d'entretien onéreux. Les projets d'implantation de centrales hybrides solaire-thermique dans les districts d'Ambovombe, Amboasary, Bekily, Ampanihy, Betioky, Ankazoabo atsimo, Beloha, Tsihombe (régions Androy et Anosy) sont en cours d'évaluation.

L'énergie éolienne

L'exploitation de l'énergie éolienne, utilisée à l'échelle individuelle ou villageoise, demeure marginale à Madagascar. Si la source de base de l'énergie est gratuite – comme pour le solaire – les dispositifs de production et de stockage de l'énergie nécessitent des investissements conséquents, ce qui constitue un facteur

¹⁰⁴ La centrale de Sahanivotry est caractéristique : la production optimale de 16,5 MW s'affaisse à 1,5 MW en période d'étiage.

¹⁰⁵ Les essais effectués sur la centrale de Mandroseza ont été concluants.

¹⁰⁶ Les arriérés de la société d'État vis-à-vis des pétroliers s'élevaient à 800 milliards d'Ariary au mois de juillet 2022.

limitant, bien plus que la relative rareté des sites venteux (vitesse > 7 m/s). Outre son intermittence, le point faible de l'éolien est son faible facteur de charge (23 % en moyenne annuelle).

Encadré 3 : La centrale hydroélectrique de Sahofika

Situé sur la rivière Onive à 100 km au sud-est de Tananarive, le projet de Sahofika fait suite à l'appel d'offres international lancé par le MEH en 2015. Plus grand projet énergétique du pays, l'ouvrage doit permettre d'alimenter 1,6 million de foyers.

Dans la lignée des engagements pris lors de la COP26, la future centrale réduira les émissions de gaz à effet de serre de 800 000 tonnes par an et donnera aux énergies vertes une part prépondérante dans le mix énergétique malagasy. Le projet permettra également de résorber le déficit chronique sur le réseau interconnecté de Tananarive et de répondre à la croissance de la demande en électricité du pays estimée à 810 MW à l'horizon 2030. Enfin, grâce à un prix de vente de l'énergie considérablement réduit par rapport aux sources d'énergie actuelle dans le pays, la centrale permettra de restaurer l'équilibre économique et financier du secteur de l'électricité.

NEHO (Nouvelle Energie Hydroélectrique de l'Onive) bénéficie de l'expérience internationale et des savoir-faire complémentaires de ses partenaires THEMIS, EIFFAGE et ERANOVE, respectivement dans les domaines du financement, de la construction et de l'exploitation-maintenance de projets d'infrastructures de cette envergure.

Extraits de < <https://www.agenceecofin.com/hydroelectricite/2411-93406-madagascar-l-etat-et-la-societe-neho-signent-pour-la-realisation-de-la-centrale-hydroelectrique-sahofika-de-192-mw>>

Tableau 5 : Comparatif technique ou économique des différents moyens de production d'électricité

Mode de production	Investissement par kW	Durée de vie (années)	Coût fixe (c€/kWh)	Coût du kWh produit (c€)	Coût total du kWh (c€)
Grande hydraulique	1 300	> 75	18	2 à 5	2 à 5
Petite hydraulique	1 300	> 75	20	5 à 7	5 à 7
Photovoltaïque	1 200	20 à 25	10	3 à 4,6	13 à 14,6
Éolien terrestre	1 400	20 à 25	47	6,5 à 7,5	8 à 9,5
Centrale diesel	260	40	36	22	22
Nucléaire (EPR 2)	5 000	> 60	100	7 à 8	7 à 8

Source : <https://www.sauvonsleclimat.org/fr/base-documentaire/comparaisons-technico-economiques-des-principaux-moyens-de-production-d-electricite>

Dans tous les cas, les sources d'énergies renouvelables ont pour avantage de réduire non seulement les coûts de production de l'électricité mais encore la dépendance vis-à-vis des importations d'hydrocarbures (cf. Tableau 5).

Accroître l'efficacité énergétique des réseaux électriques, réduire les pertes non techniques

Le rapport entre ventes et production des réseaux JIRAMA est de 65%. Les pertes d'énergie s'élèvent à 33%. L'optimum devrait être de 15%, il y a donc 18 % de pertes en trop. Ces pertes importantes sont dues à des facteurs techniques, mais proviennent aussi de facteurs commerciaux :

- Les pertes techniques proviennent généralement de la saturation du réseau de distribution, qui provoque des chutes de tension d'alimentation entraînant un délestage « gris »¹⁰⁷. L'augmentation croissante de la demande entraîne en effet une saturation progressive des réseaux de distribution. En revanche, en général, les lignes de transport d'énergie des centrales jusqu'aux transformateurs principaux des centres de consommation ont été calibrées de manière à pouvoir absorber d'éventuelles augmentations de capacité.
- Les consommations sont mesurées à partir des compteurs. Mais beaucoup de consommations réelles ne sont pas comptabilisées :
 - Des usagers n'ont pas de compteurs et une grande partie (voire la totalité) de leurs consommations ne sont pas décomptées, car il y a des branchements ou des piquages clandestins ;
 - Des compteurs sont délictueusement déréglés voire arrêtés ; et
 - Les valeurs des consommations indiquées par les compteurs ainsi que les coefficients de transformations des relevés, sont erronées, parfois avec la complicité des agents de la Jirama.

Promouvoir une gestion plus orientée vers la satisfaction des usagers

La Jirama a commandité un audit organisationnel de la société avec comme produit livrable la fourniture d'un plan d'amélioration de la gestion. Nous énumérons ci-après certains aspects à notre avis essentiels.

¹⁰⁷ Rupture de l'alimentation en raison de la tension insuffisante sur certains appareils vulnérables, tels que les téléviseurs et certains appareils domestiques.

La confection d'un tableau de bord faisant apparaître notamment :

- Perspectives client :
 - Le taux de satisfaction des clients établis à partir de sondages d'opinion périodiques (à corrélérer avec les indicateurs mesurant la qualité du service) ;
 - Le temps moyen d'attente au Centre d'écoute (< 2 mn) et à l'Agence (< 10 mn) ;
 - Le temps moyen de la démarche du client (< 10 mn) et le taux de réussite de la démarche (> 90 %) ;
 - Le temps de réponse à une réclamation suite à une coupure (< 7 jours) ;
 - Le délai entre la demande et la connexion pour les nouveaux branchements (10 jours).
- Perspective processus :
 - La disponibilité des centrales en % ($\text{Heures de disponibilité} \times 100 / 8760$) – Fréquence et durée moyenne des interruptions ;
 - Le rendement des centrales thermiques (litres de gasoil ou grammes de fuel / kWh) ;
 - L'évolution de la tension fournie (dans et en dehors des limites autorisées) ;
 - Le rendement des réseaux.
- Perspective commerciale :
 - Le taux de relevé des compteurs (> 90 %) et de facturation (objectif de 100 %) ;
 - La durée du cycle commercial (Date de relevé - Date de paiement : 15 jours) ;
 - La durée moyenne et le taux d'encaissement des factures après échéance (respectivement 60 jours et > 98 %).
- Perspective financière :
 - Le ratio Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires ;
 - Le ratio Subventions reçues / Chiffre d'affaires ;
 - Le ratio Intérêt de la dette / Chiffre d'affaires ;
 - Le ratio Dette / Patrimoine.
- Perspective personnelle :
 - Le nombre d'heures de cours de formation ;
 - Le taux d'accidentalité (sécurité au travail).

La mise en œuvre d'un programme de protection du revenu (PPR)

Le concept d'un programme de protection des revenus est centré sur l'enregistrement et la supervision systématique de la consommation des clients, ce qui assure la facturation de l'énergie effectivement consommée, en commençant par les grands consommateurs¹⁰⁸.

- Mettre en œuvre un programme anti-fraude centré sur les Grands Clients : installation de compteurs communicants chez 1.200 clients HT et MT, ainsi que chez 5.300 clients BT consommant plus de 1.000 kWh/mois ;
- Mettre en place un Centre de Gestion des Compteurs en charge de l'exploitation du système de télémesure 24 heures sur 24 tous les jours de l'année avec comme activités :
 - Assurer le relevé de tous les compteurs supervisés par le système,
 - Assurer la consistance des données relevées,
 - Assurer la retransmission des données en amont vers le système commercial,
 - Analyser les alarmes et les déviations de consommations par rapport au patron de comportement,
 - Coordonner les actions d'inspection et de réparation sur le terrain avec les services correspondants nécessaires (commercial Régional ou DSI),
 - Établir les besoins de matériel et logiciel en coordination avec les Régions et la DSI pour assurer la maintenance correcte du système,
 - Gérer les données des compteurs.

Pour limiter le vol et la fraude d'électricité, il est nécessaire :

- Au niveau des relations entre la Jirama et ses employés, d'inclure dans les contrats de travail des mesures et sanctions concernant les actions délictueuses ;
- Au niveau des relations entre la Jirama et les abonnés :
 - Inclure dans les contrats des énoncés clairs et explicites des droits et devoirs réciproques, des responsabilités de chacune des parties et des conséquences de la non-exécution des obligations (y compris les modes de règlement d'éventuels conflits entre l'abonné et l'exploitant) ;

¹⁰⁸ Le principe de Pareto semble vérifié dans le cas de la clientèle de la Jirama dans la DIRTANA. En effet, les 673 clients HT/MT ne constituent que le 0,3% de l'effectif total des clients de la Direction, mais le volume d'énergie facturée aux clients HT/MT est de 41,3% du total, 58,7% étant facturée aux clients BT.

Au cours d'un communiqué en date du 10 juillet 2022, l'Intersyndicale de la Jirama a dénoncé le non recouvrement de factures s'élevant à Ar 500 milliards, certaines datant de 2017.

- Intensifier la communication afin de rétablir la crédibilité de la Jirama au sujet de la justesse des factures, et informer sur les sanctions encourues (amendes, déconnexion pendant une certaine période, licenciement immédiat) par tous les auteurs d'actes de fraudes, de trafic, de vol, ou de collusion ;
- Au niveau du public :
 - Poursuivre les opérations de ratissage afin de détecter et démanteler les branchements illicites,
 - Compléter les lois et règlements en vue d'inclure dans le code pénal les infractions contre le service public par des sanctions dissuasives.

Assurer une meilleure coordination des intervenants dans le secteur

Les lignes directrices pour le développement du secteur de l'énergie demeurent floues, en tout cas peu connues. Il convient de clarifier le cadre institutionnel d'intervention des acteurs publics et privés.

- La coordination insuffisante entre les différents acteurs publics se manifeste dans des aspects tels que les délais d'obtention d'autorisations, d'attributions, et d'approbations gouvernementales requises pour le démarrage d'activités dans le secteur.
- Le périmètre de distribution de la Jirama doit être précisé : la réglementation de la relation entre la Jirama et d'autres intervenants potentiels pour une extension du réseau dans les zones sous la concession de la Jirama mais où celle-ci n'a ni d'intérêt ni de moyens est à prévoir.

La loi n°2015-039 du 3 février 2016 sur le partenariat public-privé constitue un cadre sécurisant pour les partenaires privés fiables désireux d'investir dans le secteur¹⁰⁹. L'adoption d'un plan d'apurement des dettes envers les producteurs d'électricité indépendants et les loueurs de groupes électrogènes ajoutera à la sécurisation du cadre légal et réglementaire.

Solliciter une contribution plus importante des partenaires techniques et financiers

Les financements requis pour le secteur sont très élevés, non seulement pour assurer l'expansion de l'approvisionnement en énergie moderne, mais également pour réhabiliter les installations, notamment celles de la Jirama. La contribution des PTF et partenaires privés sera essentielle pour atteindre les niveaux de financement requis.

¹⁰⁹ Cf. Décret n° 2017-149 portant application de la loi n°2015-039, relatif aux modalités d'application des dispositions concernant la passation des contrats de partenariat public-privé.

L'Agence Française de Développement, la Banque Africaine de Développement, la Commission de l'Océan Indien, la Coopération Allemande, le fonds de l'OPEP pour le développement international, l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel et l'Union Européenne sont aux côtés du gouvernement malgache pour le développement du secteur de l'énergie.

- **L'AFD** développe son appui à travers les garanties et facilités de financement et tous ses instruments, les prêts souverains, les garanties de partage de risque ARIZ, et les contributions aux investissements privés par PROPARCO pourront être mis en jeu¹¹⁰.

- **La BAD** prévoit de financer une centrale hydro-solaire, et a mis en place un nouveau mécanisme d'appui au développement des infrastructures (Fonds Africa50).

- **La COI** va mettre en place des subventions pour promouvoir des petits projets d'énergies renouvelables.

- **La coopération allemande (GIZ/KfW)** a comme objectif principal l'assistance technique pour l'élargissement de l'électrification rurale au moyen des énergies renouvelables. Les interventions sont axées sur différents niveaux, y compris sur la promotion du secteur privé, l'appui à la planification énergétique régionale, à la politique et la stratégie pour l'électrification rurale, au suivi du secteur, et l'amélioration du modèle de concessions.

- **L'OFID** (OPEC Fund for International Development) intervient dans le Projet PIC 2 (qui comporte des volets énergétiques).

- **L'ONUDI**, en tant qu'agence d'exécution du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), lance un projet de promotion de l'hydroélectricité à des fins productives en zone rurale. Une subvention de 2 855 000 USD sera débloquée entre 2015 et 2020 afin de permettre : (i) la mise en place de politiques et de facilitation de financement encourageant le développement de l'hydroélectricité ; (ii) un soutien financier au secteur privé pour la réalisation d'au moins deux sites hydroélectriques pilotes d'environ 2 MW au total ; (iii) le renforcement des capacités des acteurs clés du secteur énergie et environnement (au sein notamment du Gouvernement, du secteur privé, et des universités) ; (iv) la diffusion et planification nécessaire au déploiement progressif de projets similaires.

¹¹⁰ ARIZ : dispositif conçu par l'AFD pour le partage de risque destiné à faciliter l'accès au financement des très petites, petites et moyennes entreprises et des institutions de microfinance. PROPARCO : filiale de l'AFD ayant pour mission de promouvoir le développement durable à travers le financement et l'accompagnement d'entreprises et établissements financiers du secteur privé, notamment les IMF.

▪ **L'Union Européenne (UE).** Bien que le Programme Indicatif National de l'UE n'ait pas ciblé le secteur de l'énergie, l'UE a mis en œuvre des projets d'électrification rurale et de promotion des énergies renouvelables avec cofinancement des opérateurs privés, des ONG, et de l'ADER à travers la Facilité Energie, un programme vertical Union Européenne – Afrique, Caraïbes, et Pacifique (UE-ACP).

Le redressement de la JIRAMA est un élément essentiel mais sans doute pas le seul déterminant de l'environnement des affaires à Madagascar. Sans revendiquer une quelconque exhaustivité, la section suivante recense un certain nombre de mesures d'accompagnement.

LA PRISE EN COMPTE DES AUTRES DIMENSIONS DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Les décisions d'investissement dépendent aussi d'autres variables non mesurées par les indicateurs Doing Business, en particulier :

- les infrastructures physiques (transport, communication...),
- l'instabilité politique,
- l'instabilité macro-économique,
- la corruption,
- les incertitudes sur la politique économique et réglementaire.
- les pratiques anticoncurrentielles ou informelles (améliorer les conditions de concurrence, établir des règles impartiales),
- le coût et l'accès au crédit,
- les qualifications et le niveau d'études de la main-d'œuvre disponible,
- les traditions et culture.

Encore et toujours la bonne gouvernance

La stabilité politique et macroéconomique

Selon la sentence de Razafindrakoto et *al.*¹¹¹, la trajectoire économique de long terme de Madagascar est un mystère, qui "au-delà du cas spécifique interroge plus largement les ressorts des divergences de développement observées au niveau mondial. Non seulement le PIB par tête n'a cessé de reculer depuis

¹¹¹ Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J-M. *L'Énigme et le Paradoxe. Économie politique de Madagascar*, IRD Editions/AFD, 2017.

l'indépendance¹¹², mais à chaque fois que le pays s'est engagé sur un sentier de croissance, celle-ci a été brutalement interrompue par une crise de nature sociopolitique, venant mettre à bas les espoirs qu'elle avait suscités" (Razafindrakoto *et al.*, 2014). La concomitance de périodes d'expansion économique et de crises politiques laisse ainsi supposer qu'une des sources essentielles des difficultés rencontrées par le pays est sa faible capacité à instaurer un consensus politique stable autour des processus d'accumulation et des modes de répartition des richesses.

Ainsi, les crises politiques de 1991, 2002 et 2009 ont provoqué des affaissements du PIB de Madagascar respectivement de 6,3 %, 12,8 % et 9,8 %. Dans la perspective des élections présidentielles de 2023, la mission de suivi électoral de l'Union européenne déployée du 23 avril au 22 mai 2022, a émis un certain nombre de recommandations tendant à prévenir une crise qui naîtrait de la contestation des résultats desdites élections.

La stabilité politique est indispensable à la stabilité macroéconomique qui, à son tour, accroît la visibilité à moyen et long terme de l'environnement des affaires. Après une période d'expansion suivie par une (inhabituelle) transition démocratique, la vision de développement annoncée par l'Initiative pour l'Emergence de Madagascar (IEM) ouvrait une perspective encourageante toutefois contrecarrée par la pandémie de Covid-19 et la publication tardive du plan de développement pour le quinquennat (PEM 2019-2023). Les promesses relatives à la promotion du secteur privé et de l'entrepreneuriat ainsi que l'amélioration de la compétitivité dans les chaînes de valeurs mondiales tardent à se concrétiser.

Les incertitudes sur la politique économique et réglementaire

Les défis liés à la gouvernance pour attirer de nouveaux investisseurs et donner confiance au secteur privé dans son ensemble concernent :

1) *L'imprévisibilité des politiques* notamment en matière commerciale, de règles d'investissement et d'accès à la terre. Pour son développement, le secteur privé s'attend à plus de prévisibilité politique, d'allègement des pesanteurs bureaucratiques et de l'égalité des chances de tous les intervenants dans l'arène économique. Par exemple, il a fallu attendre le 10 août 2022, soit plus d'un mois après l'ouverture de la campagne de récolte de la vanille verte (7 juillet 2022) pour

¹¹² En 1980, le PNB/hab de Madagascar était au même niveau que celui de la Thaïlande (USD 682,9). En 2021, la proportion est de 1 à 14. Plus près de nous, sur la même période, le PNB/hab de l'île Maurice est passé de USD 1176,6 à USD 8812,1, soit une multiplication par 7,52 tandis que celui de Madagascar a reculé de USD 80,9 – In Banque mondiale, WDI, 2022.

la publication de la liste des 70 opérateurs admis à l’agrément d’exportation¹¹³. 10 jours auparavant, à la faveur d’une visite dans la région SAVA, le Président de la République avait annoncé que l’agrément serait accordé à tous les demandeurs qui auront satisfait aux conditions requises¹¹⁴. Dès lors, on comprend la mévente entre-temps sur les marchés contrôlés des Fokontany des précieuses gousses dont Madagascar s’enorgueillit d’être le premier producteur au monde.

2) *L’inégalité des conditions de concurrence* pour le secteur privé et la domination historique des secteurs par quelques opérateurs économiques politiquement connectés. Contrairement à une idée largement répandue, les investisseurs ne sont pas réticents à l’idée de faire face à une rude concurrence mais plutôt à l’inégalité des conditions des acteurs dans les secteurs caractérisés par une domination historique par quelques opérateurs en relation avec les décideurs politiques. Le gouvernement devrait revoir objectivement le cadre de la politique commerciale afin d’encourager la concurrence et de réduire les avantages injustes dont bénéficient certaines entreprises en place. Pour résoudre ce problème, la Banque mondiale recommande le développement d’un système politique et économique plus inclusif, par le biais de mécanismes de dialogue public-privé et des cadres de concurrence et de réglementation efficaces¹¹⁵.

3) *Le régime foncier et le cadre juridique des baux emphytéotiques* sont peu incitatifs à l’endroit des investisseurs potentiels dans l’agro-industrie. En effet, la nouvelle loi foncière¹¹⁶ retira à toute personne morale la possibilité d’obtenir un certificat foncier (art. 2 et 45). Toute parcelle certifiée sous l’empire du régime juridique de la Loi n°2006-031 au nom d’une personne morale doit faire immatriculer son terrain dans un délai d’un an, difficile à respecter. Passé ce délai, ladite parcelle entrera dans le patrimoine de l’Etat.

La corruption

La corruption est l’une des blocages du développement de Madagascar, mais aussi un frein pour les investisseurs nationaux et internationaux. L’indice de perception de la corruption 2021 de Transparency International classe le pays au 147ème rang sur 180 pays, avec un score de 26 sur 100 (où 0 est très corrompu et 100

¹¹³ 25 entreprises, dans la catégorie industrielle, sont autorisées à exporter de la vanille jusqu’en 2024 et les 45 autres pour la campagne 2022-2023 seulement.

¹¹⁴ Selon la publication du MICC, les opérateurs qui ont obtenus l’agrément ont signé une lettre d’engagement comprenant entre autres le respect du prix plancher de vanille verte à 75.000 ariary (18,29 dollars) et celle préparée à 500.000 ariary (122 dollars) ainsi que le rapatriement des recettes obtenues par la vente de la vanille.

¹¹⁵ Diagnostic-pays du secteur privé (CPSD), 2021.

¹¹⁶ Loi n° 2021-016 du 28 Octobre 2021 portant refonte de la Loi n°2006-031 du 24 novembre 2006 fixant le régime juridique de la propriété foncière privée non titrée.

est très propre). Une mauvaise note est le signe d'une faible gouvernance, de la fragilité des institutions telles que la Police et la Justice, d'un manque d'indépendance des médias, d'un recours systématique à des pots-de-vin, de l'absence de sanctions en cas de corruption et d'une inadéquation entre les prestations de l'administration et les besoins de la population.

La tolérance des investisseurs vis-à-vis de la corruption est variable selon les individus mais aussi selon les nationalités. Certains pays infligent des sanctions extrêmement sévères envers leurs ressortissants convaincus de corruption dans un pays étranger. On a vu des investisseurs repartir dès lors qu'il leur est demandé de glisser une enveloppe afin d'obtenir un service public dans un délai raisonnable.

L'insuffisance des infrastructures

Madagascar possède l'un des réseaux routiers les moins développés du monde. La densité routière n'est que de 5,5 km sur 100 km² de superficie, laissant environ 17 millions de résidents ruraux enclavés. Le gouvernement est confronté à d'importants défis en matière d'infrastructures qui pèsent sur la productivité et poussent les investisseurs à privilégier les zones urbaines, au détriment des populations rurales.

Faute d'entretien périodique, les routes nationales sont difficilement praticables et dangereuses : multiplication des « points noirs », affaissements des chaussées, effondrement de certains ponts obligeant à des déviations... En accroissant les délais de route et les coûts de transport des personnes et des marchandises, l'état de délabrement des routes est un facteur non négligeable de l'inflation¹¹⁷. Pire, les touristes ont du mal à atteindre certaines attractions touristiques les plus connues et certaines régions de l'île sont condamnées à l'enclavement aux prochaines saisons des pluies, à moins d'une intervention énergique des pouvoirs publics. "Routes de l'impossible", "pistes de l'enfer"... les producteurs des films documentaires rivalisent d'inspiration pour qualifier certaines routes de Madagascar qui n'ont de nationales que le nom.

Le réseau ferroviaire censé alléger la pression sur les routes nationales – TCE pour la RN2, MLA pour la RN 44 et FCE pour la RN 25 – n'est pas opérationnel la plupart du temps. Le transport fluvial, quant à lui, demeure marginal. Sachant que l'écart entre le transport routier et le transport ferroviaire est de USD 8,3 par tonne entre Antananarivo et Toamasina, les entreprises pourraient économiser jusqu'à USD 3,7 millions par an en utilisant la ligne FCE.

¹¹⁷ La Société financière internationale (SFI) estime que 58% seulement des Malgaches vivent dans des zones où les produits agricoles peuvent être acheminés à des prix abordables, soit moins de 10 \$ par tonne. Le reste subit des coûts de transport atteignant les 34 \$ par tonne.

Accès au financement et coût du crédit

Seuls 18 % des ménages ont accès à un compte en banque, ce qui est nettement inférieur à la moyenne de 43 % en Afrique subsaharienne. Les institutions de microfinance (IMF) contribuent fortement à l'inclusion financière des ménages et des micro, petites et moyennes entreprises (MPMP) grâce à l'expansion rapide de leurs réseaux au cours des 20 dernières années. Cependant, la crise de la Covid-19 a mis en évidence leur faible résilience aux chocs extérieurs. Une croissance significative de l'inclusion financière de la population rurale est attendue suite au lancement du Bureau d'information sur le crédit (Bic) et le service de « scoring psychométrique » :

- Organisme supervisé par Banky Foiben'i Madagasikara, le Bic a pour mission d'assurer la collecte de données disponibles sur les antécédents de crédit, des sources publiques des grand facturiers, et leur traitement ;
- Le scoring psychométrique, quant à lui, ouvre les portes des organismes de crédit au processus de digitalisation du monde financier malgache, dans le but d'orienter le marché vers une réduction des taux d'intérêt pour les emprunteurs, une réduction des coûts d'émission de prêts pour les établissements de crédit.

Sur le plan macroéconomique, la microfinance impacte positivement l'activité économique dans son ensemble ; elle permet également de booster les dépenses de consommation finale des ménages et contribue significativement à l'augmentation des volumes de services financiers rendus aux ménages moyens.

La croissance du capital humain

La création d'emplois répond au double objectif de fournir un facteur essentiel aux entreprises et des revenus aux populations. Elle est de ce fait le meilleur moyen de sortir de la pauvreté.

L'EDBM¹¹⁸ cite les coûts compétitifs de la main-d'œuvre (50 \$ US/mois) parmi les avantages concurrentiels de Madagascar. Cependant, une entreprise désireuse d'investir peut buter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Le soutien de l'État à l'éducation et la formation professionnelle élargit les perspectives d'avenir des individus, de même qu'il accroît l'aptitude des entreprises à exploiter de nouvelles opportunités de marché et à adopter de nouvelles technologies. Les fameux

¹¹⁸ Economic Development Board of Madagascar, mis en place en 2007 et rattaché la Présidence de la République, ayant pour mission de « Construire et véhiculer une image positive de Madagascar en tant que destination propice aux investissements, et attirer et encourager les multinationaux et les opérateurs locaux à investir dans les secteurs prioritaires » en fournissant des services gratuits aux investisseurs, aussi bien nouveaux que déjà installés (aftercare), pour faciliter l'implémentation et/ou l'expansion de leur(s) projet(s) à Madagascar.

« Dragons de l'Asie du Sud-Est » ont pour caractéristique commune d'avoir massivement investi dans l'éducation de leur population préalablement à leur phase de décollage économique.

Le marché du travail à Madagascar est pénalisé par un important déficit de compétences dus à la mauvaise qualité de l'enseignement. Les moyens de l'amélioration de la qualité de l'enseignement sont connus, à savoir : *i-* la conception de contenus d'enseignement adaptés aux exigences du développement et l'édition des manuels correspondants à l'usage des enseignants et des élèves, *ii-* l'amélioration des compétences des enseignants et le renforcement de leur encadrement pédagogique, *iii-* l'amélioration de la gestion des établissements (mobilier et fournitures scolaires, matériels didactiques,...) et du personnel enseignant (motivation des agents affectés à des postes éloignés, réduction des délais de perception des salaires, ...). À ce sujet, la Banque mondiale (2021, p. 23) recommande d'une part la création d'un organisme de réglementation indépendant pour garantir la qualité, l'efficacité et l'efficience des établissements d'enseignement et, d'autre part, le paiement numérique des salaires des enseignants. De même le numérique devrait aider à la diffusion des contenus d'enseignement jusqu'à atteindre les zones éloignées (MOOC).

L'effort d'amélioration doit toucher également la formation professionnelle de manière à répondre aux besoins du secteur privé et, plus particulièrement, les secteurs désignés comme prioritaires en raison de leur fort potentiel de création d'emplois et de croissance : l'agro-industrie, l'habillement et le tourisme.

CONCLUSION

Après une contraction du PIB de -4,2 % en 2020, contre une prévision de croissance de 5,2 % avant la pandémie du Covid-19, plongeant 1,4 million de personnes supplémentaires dans la pauvreté, le gouvernement malgache doit entreprendre des mesures énergiques pour relancer l'investissement afin de doper la production et l'emploi. Nos partenaires techniques et financiers traditionnels bilatéraux et multilatéraux ont, à plusieurs reprises, exprimé leur volonté d'appuyer la mise en œuvre du Plan d'Emergence de Madagascar (PEM). Il est toutefois nécessaire que cette disponibilité trouve un écho favorable du côté des autorités malgaches à travers l'engagement de ces dernières à créer un environnement favorable au développement du secteur privé, selon les priorités désignées par les acteurs dudit secteur, en soutenant plus particulièrement les PME dans les secteurs les plus touchés par la pandémie (tourisme, hôtellerie et restauration, agro-industrie, industrie de l'habillement notamment), et ce dans le respect des principes de bonne gouvernance. C'est en revenant à ses missions essentielles et non en se substituant aux opérateurs du secteur privé que les pouvoirs publics rendront le meilleur service à l'économie.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) BANQUE MONDIALE : Un meilleur climat de l'investissement pour tous – Rapport sur le développement dans le monde 2005, Washington DC, 290 pages.
- 2) BANQUE MONDIALE – IFC : Rapports Doing Business 2005 - 2020.
- 3) GUILLOCHON Bernard, PELTRAULT Frédéric, VENET Baptiste : Economie internationale, Ed. Dunod, Paris 2020, 431 pages.
- 4) MADAGASCAR - Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures : Document d'Etude de la Politique et Stratégie Energétiques, Antananarivo, juin 2015, 180 pages.
- 6) SU Zhan, Réussir vos projets en Afrique, presses de l'université de Laval, 2020, 560 pages.
- 7) WORLD BANK GROUP : Diagnostic du secteur privé – Créer des marchés à Madagascar pour une croissance inclusive, Antananarivo, décembre 2021.

AVANTAGES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA VALORISATION DU FIGUIER DE BARBARIE DANS LES REGIONS ANDROY ET ANOSY DE MADAGASCAR

par

RAMAHAVALISOA Judicaëlle Y.⁽¹⁾, RAMANANARIVO Romaine^(1, 2)

RAMANANARIVO Sylvain^(1, 2), RAZAFIARIAJONA Jules ⁽¹⁾,

RANAIVOARISOA Holy F.⁽¹⁾, RAKOTONIAINA Miamintsoa⁽¹⁾,

ANDRIAMISAINA Antsa⁽¹⁾,

(1) Ecole Doctorale Gestion des Ressources Naturelles et Développement. EA Agro-Management, Développement Durable et Territoires, Université d'Antananarivo, Madagascar

(2) Ecole Supérieure de Management et d'Informatique Appliquée, Antananarivo, Madagascar

RESUME

Madagascar n'échappe pas aux phénomènes de malnutrition, d'insécurité alimentaire et des effets du changement climatique. La partie Sud de l'Île est sans doute la partie la plus touchée par ces fléaux. Pourtant, il y existe une plante, l'Opuntia ficus-indica ou le figuier de barbarie connu sous le nom vernaculaire « Raketa » dont la valorisation peut impacter positivement sur les revenus des habitants locaux et peut contribuer à un développement socio-économique dans cette zone. Comment alors mettre en valeur le figuier de barbarie pour assurer un avantage économique aux acteurs de la filière dans les régions du Sud ? L'objectif de cette recherche consiste à connaître davantage ses différentes potentialités et les responsabilités des acteurs pour sa valorisation. Des recherches bibliographiques et des enquêtes menées auprès de 322 ménages dans les Régions Anosy et Androy ont permis d'obtenir des données sur le terrain qui ont été saisies et traitées sur XLStat. Les résultats ont montré que la plante dispose de plusieurs potentialités ; son exploitation et sa valorisation offrent des avantages économiques et socio-environnementaux. Toutefois, l'exploitation du figuier de barbarie dans le pays reste assez faible et l'Etat ne l'intègre pas encore dans sa politique agricole. Etant donné ses apports nutritionnels, ses valorisations possibles et les prix d'achat de ses produits dérivés sur le marché international, sa commercialisation représente une grande innovation. La mise en place d'une chaîne de valeur rentable autour de cette plante reste importante et représente un avantage concurrentiel pour le pays.

Mots-clés : Figuier de Barbarie, Valorisation, Chaîne de valeur, Exploitation, Avantage économique

ABSTRACT

Madagascar is not exempt from famine, food insecurity and the effects of climate change. The Southern part of the island is obviously the most affected by these disasters. However, there is a plant called the prickly pear cactus or *Opuntia ficus-indica*, the valorization of which can provide a positive impact on the local inhabitants' income and contribute to social and economic development in this area. So, how to exploit prickly pears to ensure economic advantages to the actors of the sector in these regions? The objective of this research is to know more about its different potentialities and the actors' responsibilities for its valorization. Bibliographical research and surveys with 322 families from the Anosy and Androy regions have been carried out. The collected data from the fieldwork has been processed on XLStat. The results showed that this plant bears several potentials: its valorization and exploitation offer economic and socio-environmental advantages. Its fruits constitute a part of the local population's daily consumption. However, the valuations of the prickly pear remain quite low in the country and the State has not yet integrated it into its agricultural policy. Given its nutritional intakes, its possible valuations and the purchase cost of its derivative products at an international level, proceeding into the marketing of these products would bring a great innovation. Setting up a profitable value chain around this plant becomes advantageous and represents a competitive benefit for the country.

Key words : Prickly pear, Valuation, Value chain, Exploitation, Economic advantage

FINTINA

Misedra mosary sy tsy fanjarian-tsakafo ary iharan'ny fiovaovan'ny toetr'andro i Madagasikara. Ny faritra atsimon'ny Nosy no tena iharan'ireo tranga ireo. Misy anefa ny fitrandrahana ny raketa na *Opuntia ficus-indica*, zavamaniry tena miparitaka any an-toerana mety hitondra vokatra tsara eo amin'ny fidiram-bolan'ny mponina, hanampy amin'ny fampandrosoana ara-tsosialy sy ara-toekarena. Miompana amin'ny fomba hitrandrahana ny raketa ity fikaroahana ity, ary mametraka izao olana manaraka izao : Ahoana ny hahazoana tombony ara-toekarena ho an'ny mpisehatra io voly io ? Hahalalàna bebe kokoa ny mety ho vokatra azo avy amin'ity zavaboary ity sy ny andraikitra ny mpisehatra rehetra no tanjona. Nisy ny fikarohana ny rakitsoratra sy fanadihadiana natao tamin'ireo tokantrano miisa 322 tany amin'ny faritra Anosy sy Androy. Nampidirina sy nokirakiraina tao amin'ny XLStat ny angona. Voasongadina fa manana singa maro azo trandrahina ny raketa

ary manome tombony ara-toekarena, ara-tsosialy sy ho an'ny tontolo iainana. Anisan'ny sakafon'ny mponina isan'andro ny vokatry ny zavamaniry. Mbola ambany dia ambany anefa ny tombam-bidin'ny raketa misy ao amin'ny firenena ary tsy mbola ampidirin'ny Fanjakana amin'ny politikan'ny fambolena io sehatra io. Tokony hitondra fanavaozana lehibe ny fivarotana ireo vokatra ireo raha jerena ny otrikaina entiny, ny fitrandrahana azo atao ary ny vidin'ny vokatra azo avy aminy eo amin'ny tsena iraisam-pirenena. Manome tombony ary manampy ny firenena eo amin'ny fifaninanana ara-barotra ny fametrahana rojo sanda ara-pambolena manodidina ny fanodinana raketa.

Teny asongadina : Raketa, Tombam-bidy, Rojo sanda ara-pambolena, Fitrandrahana, Tombontsoa ara-toekarena

INTRODUCTION

Avec les préoccupations environnementales actuelles et l'accroissement grandissant de la population dans le monde, il est important de mieux valoriser les ressources naturelles. Cette valorisation doit aboutir à la satisfaction des besoins alimentaires de la population tout en assurant la durabilité des ressources utilisées. Parmi ces ressources exploitables figurent les plantes xérophytes comme le figuier de barbarie (FB) ou *Opuntia ficus-indica* ou *raketa*, reconnu pour sa capacité d'adaptation dans les milieux secs. Comme toutes les plantes xérophytes, le FB résiste parfaitement à un déficit d'eau et aux longues périodes de sécheresse (Deloeuvre, 2018). Plusieurs chaînes de valeur relatives à cette plante sont constituées actuellement à travers le monde ; aujourd'hui, de plus en plus de pays se lancent dans la valorisation de ce produit de terroir et dans sa transformation en différents produits bio comme le jus, la confiture ou la farine de figue de barbarie (Faouzi, 2015). Dans plusieurs pays comme la Tunisie ou le Maroc où sa valorisation est classée comme une priorité nationale, des entreprises ont procédé à la commercialisation de la plante et à la transformation des pépins de figue de barbarie en huile, dont le prix de vente est très avantageux ; plusieurs emplois ont pu être ainsi créés, ce qui a amélioré la situation économique et sociale de ces pays. Parmi les produits de terroir du Maroc, elle accapare dans la région du Souss Massa Draa plus de 50 % de la valeur de production annuelle, soit 1 808 millions de dirhams équivalent à 710 544 000 000 Ariary (Faouzi, *op. cit.*).

A Madagascar, le FB est exploité dans les régions Androy et Anosy par une minorité de groupes ; de petites entreprises s'y lancent. Toutefois, la production reste au stade artisanal. L'exploitation de cette plante suscite l'intérêt des acteurs dans différents domaines comme dans l'alimentation humaine, l'industrie cosmétique ou

pharmaceutique ou encore l'alimentation animale en tant que fourrage (Office National de Nutrition, 2019). Même si l'île possède de nombreuses ressources, leurs potentialités restent mal exploitées, mal connues et aussi mal gérées. Une mauvaise gestion des ressources est pourtant néfaste pour l'économie du pays. De plus, les crises politiques rencontrées durant ces dernières années n'ont pas amélioré l'exploitation des ressources naturelles. La gestion de l'environnement dans l'île, notamment dans les régions du grand Sud de Madagascar reste encore mitigée.

Le FB s'adapte au climat et à la qualité du sol de la partie Sud de Madagascar. Ses fruits sont consommés par la population durant la période de détresse et ses cladodes représentent une alternative en tant que fourrage pour le bétail. Pourtant, la valorisation de la plante reste marginalisée dans le pays. Le FB, qui est en abondance dans cette partie de l'île, est sous-exploité. Une grande partie de la production de cette plante, dotée de nombreuses vertus, est souvent délaissée sur « l'arbre ». Par ailleurs, malgré le fait qu'elle soit reconnue pour ses bienfaits, pour le sol, et pour le bétail, elle est considérée comme invasive par la population locale. Avec ses nombreuses possibilités de transformation, sa création de valeur ajoutée reste restreinte (Ranaivoarisoa et *al.*, 2016). Malgré l'existence de quelques associations ou entreprises qui commercialisent ses produits dérivés, la chaîne de valeur du FB reste peu développée dans le pays.

Ces réalités contradictoires, conduisent à la problématique suivante : comment mettre en valeur le FB pour assurer un avantage économique pour chaque acteur de la filière dans les régions potentielles ? L'objectif de cet article consiste à connaître toutes les potentialités offertes par le FB en tant que biodiversité végétale exploitable et valorisable ainsi que les rôles des acteurs de la chaîne de valeur du FB pour assurer les multiples avantages économiques. L'hypothèse avance ainsi que la production de connaissances sur les potentialités du FB et de ses produits dérivés et la présentation d'une chaîne de valeur dynamique autour de cette plante procurent des avantages économiques et sociaux dans les zones d'étude.

METHODES

Etude des différents avantages offerts par le FB

Cette recherche a fait l'objet d'une synthèse bibliographique pour classer les différentes vertus de la plante et leur domaine d'utilisation, notamment en ce qui concerne les apports nutritionnels procurés par les produits dérivés de la plante.

Détermination de l'importance de la plante auprès de la population étudiée

Des enquêtes axées sur le niveau de vie et les habitudes alimentaires des ménages en période normale et en période de disette, leurs connaissances des variétés

de *raketa* et leurs utilisations, leurs systèmes d'agriculture et d'élevage, et leurs modes de valorisation ont été menées en septembre 2019 qui correspond à la période sèche. Les objectifs ont été de ressortir la typologie des ménages exploitant le FB par le benchmarking et de prioriser les variables considérées par leur ordonnancement.

Les districts d'Ambovombe, de latitude 25°10'42" Sud et de longitude 46°05'13"¹¹⁹ et celui d'Amboasary Sud, de latitude 25°1'60" Sud et de longitude 46°22'60" Est¹²⁰ ont été choisis en fonction de la forte présence de *raketa* et d'une situation d'insécurité alimentaire. Ils se situent respectivement dans les Régions Androy et Anosy. Les fokontany les plus marqués de 5 communes ont été sélectionnés selon les critères ci-après : forte prédominance de l'insécurité alimentaire selon les données de l'Office National de Nutrition (ONN, 2019), problèmes de pauvreté et d'insécurité très marqués. La population mère a été séparée en différents sous-ensembles correspondant aux communes et fokontany étudiés. Au total, 322 ménages ont résulté du tirage aléatoire (Tableau 1).

Benchmarking

Pour faire la typologie des ménages relative à l'exploitation du FB, les données collectées ont été saisies, codifiées et triées sur le tableur Excel. Cette étape a permis de concevoir une matrice variables/individus. Les données codifiées ont été analysées sur XLSTAT pour la réalisation des différentes analyses. Elles ont permis de réaliser une Analyse factorielle discriminante (AFD) permettant la classification des ménages ; après sélection des valeurs avec une p-value < 0,2, 30 variables prioritaires ont été obtenues (Tableau 2). L'algorithme du Benchmarking a ensuite permis d'obtenir la caractérisation des classes présentées en radar, obtenues après la comparaison des valeurs de ces variables par rapport aux valeurs maximales considérées comme des valeurs de référence.

¹¹⁹ <https://dateandtime.info/fr/citycoordinates.php?id=1079048#>

¹²⁰ https://fr.getamap.net/cartes/madagascar/toliara/_amboasarysud/

Tableau 1 : Répartition des enquêtés

Régions	District	Communes	Fokontany	Ménages	
				Effectif	%
Anosy	Amboasary Sud	Behara	Agnapemba Behara Mieba	79	24,5 %
		Sampona	Manindra Centre Beroroha-Ambato Marolava Bealoke	40	12,4 %
		Tanandava Sud	Ambohimahasoa Tanandava Tanambe Mandrare	40	12,4 %
Androy	Ambovombe	Ambondro	Anjamahasoa Ambondro Centre Ambinoa Anagnera	83	25,8 %
		Erada	Sandrisandry Satrie Erada Ambanikilinaoly Ambaninato	80	24,9 %
TOTAL				322	100 %

Tableau 2 : Les variables prioritaires

Variables	Signification	Variables	Signification
V1	Age	VA7	Maïs_semence
V5	Enfant	VA10	Manioc_Salaire
V6	Actif	VA13	Arachide_Salaries
VN1	Legse_DD	VA14	Arachide_Salaire
VN4	Fruit_DD	VA16	Dolique_Salaries
VN6	Lait_DD	VA18	Dolique_semence
VN13	Année_Soud	VA20	Patate_Salaries
VN19	Fqc_Consommation_raketa_Jr	VA23	Niebe_Eau
VN23	Ali_SPN	VA25	Niebe_Salaire
VN24	Ali_SPD	VA27	Disuasion_Climat aride
VA2	SA_Are	VA29	Disuasion_Sols non fertile
VA3	Cult_Nbre	VA35	Disuasion_Pressions foncières
VA4	Mais_Eau	VR1	Raketa_Usage
VA5	Mais_Salaries	VR7	RS_ES
VA6	Mais_Salaire	VP1	Nb_Projets

Ordonnement des variables

L'ordonnement des variables significatives a été effectué afin de déterminer les besoins prioritaires des ménages dans les régions concernées. Sa réalisation a mobilisé l'utilisation d'une matrice de corrélations intervariables, obtenue via l'Analyse Factorielle discriminante (AFD). Le diagonal inférieur de la matrice ainsi que les variables avec une p-value supérieur à 0,2 ont été effacés et seules les corrélations significatives sont retenues. Ces corrélations sont obtenues via la formule :

$$|P| > \frac{t_{\alpha=0,05}}{\sqrt{(n-2 + t_{\alpha=0,05}^2)}} \quad \text{où } t = 1,96 \text{ et } n = 322.$$

Le seuil de significativité de la corrélation équivaut à 0.109. Toutes les observations significatives, avec des valeurs supérieures au seuil de significativité, sont retenues et remplacées par « x », tandis que celles non significatives sont directement retirées. Le nombre de « x » par ligne est compté et le minimum par ligne est précisé. Toutes les variables possédant une somme de « x » égale à 1 sur les colonnes sont retirées tant au niveau des lignes que des colonnes. Ces étapes sont répétées jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de variables sorties en colonne et en ligne, dès lors l'ordonnement est obtenu.

Cartographie de la chaîne de valeur du FB

Une cartographie de la chaîne de valeur du FB a pu être dressée grâce aux entretiens et aux enquêtes menées dans les zones ciblées. Ils ont permis de déterminer les acteurs intervenant dans la chaîne de valeur. Les prix et pourcentages ont été obtenus par estimation et aussi par la moyenne des prix donnés par les différents acteurs contactés.

RESULTATS

Les produits dérivés obtenus autour du FB

Le FB peut être transformé en différents produits, indispensables dans les domaines alimentaire, cosmétique, pharmaceutique ou environnemental. Il est possible d'obtenir de l'huile et de la farine des pépins, du jus, des fleurs séchées, de la poudre des cladodes, du colorant, du vinaigre ou du biogaz (Tableau 3).

Chaque produit dérivé du FB possède des apports nutritionnels importants et renferme des vertus exceptionnelles (Tableau 3). Les fruits frais et le jus de FB possèdent des propriétés antioxydantes. L'huile de pépins du FB, grâce à son caractère hydratant, nourrissant et adoucissant, s'utilise dans le secteur cosmétique. La poudre de cladode du FB possède des vertus anti-graisse et anti-diabète (Mazari &

Mahdeb, 2021) et sert de coupe faim. Elle s'utilise dans les domaines du cosmétique et du pharmaceutique. Sur le plan environnemental, le FB permet de produire du biogaz, avec une forte teneur en méthane (FAO, 2018).

En ce qui concerne leur commercialisation, l'huile de FB vaut environ 1 257 euros soit 5 090 850 ariary¹²¹ sur le marché international (Tableau 3), alors que son prix s'élève à 2 500 000 ariary le litre sur le marché local. La confiture de ses figues coûte 6 euros la bouteille de 50 cl, soit 12 euros ou 48 600 ariary le litre, sur le marché international, contre 20 000 ariary le litre sur le marché local. Les autres produits dérivés comme le vinaigre, les fleurs séchées ou le biogaz ne sont pas encore accessibles sur le marché local ou national.

Place du FB au niveau des ménages et de leurs besoins

Cette partie se concentre sur les radars des classes, obtenus via le benchmarking et sur l'ordonnancement. Les résultats portent particulièrement sur l'exploitation du FB au niveau de chaque classe et sur sa place dans les besoins prioritaires des ménages.

Typologie des ménages autour de l'exploitation du FB

L'analyse factorielle a fait ressortir trois classes de ménages et l'algorithme du Benchmarking a permis de caractériser les différentes classes de ménages : les petits exploitants du raketa, les exploitants intermédiaires et les grands exploitants (Figure 1).

La classe 1 correspond aux petits exploitants du FB. Elle regroupe 47,5% des ménages. La valeur d'usage du *raketa* (VR1) au niveau cette classe est la moins élevée, elle avoisine 0 % (Figure 1). Dans ce groupe, la consommation de raketa est occasionnelle.

La classe 2 rassemble les exploitants intermédiaires du FB. Elle rassemble 38,2 % des ménages. Dans cette classe, la valeur d'usage (VR1) est faible (0.01 %) (Figure 1). Son utilisation se limite à la consommation. Dans la classe 1 et la classe 2, les variables sur l'actif (V6), la consommation de lait en période de détresse, les salaires obtenus de la vente de maïs (VA5), les dépenses en semence de maïs (VA7) et du dolique (VA18), les salaires obtenus de la vente du niebe (VA25), les effets secondaires du raketa sonjo (VR7) et les projets existants, représentent les valeurs maximales.

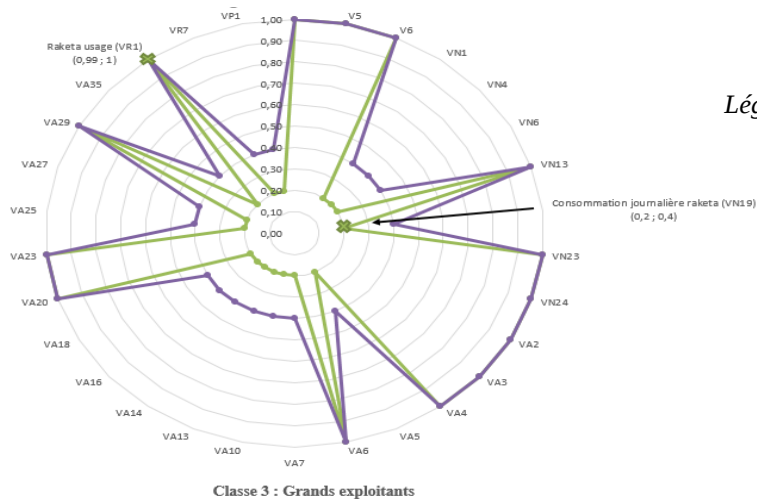
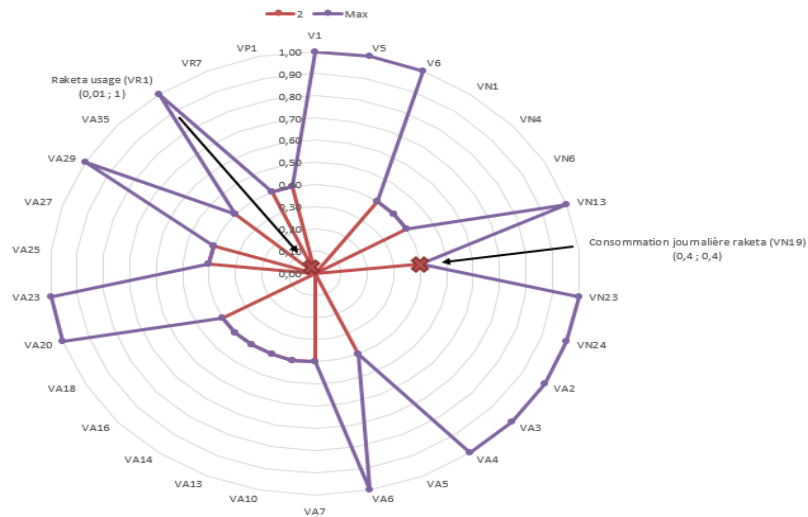
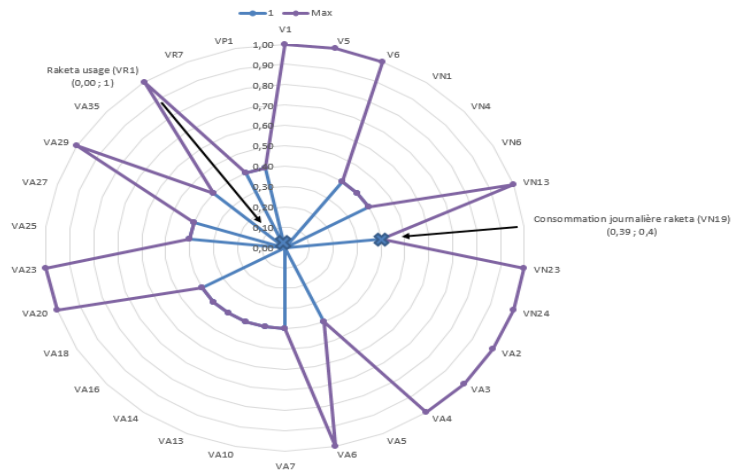
¹²¹ Pour ce calcul, le cours considéré est celui de la Banque Centrale de Madagascar sur https://www.banky-foibe.mg/marche_marche-de-change, au moment de la rédaction. Il est de 4 050 ariary pour 1 USD, en juillet 2022.

Tableau 3 : Récapitulatif des produits dérivés du FB avec leur valeur, leur prix sur le marché et leurs vertus

Produits obtenus	Apports nutritifs/Compositions	Vertus	Utilisations	Prix sur le marché : National/International
Fruits frais	Pour les pulpes : 88,4g d'eau, 77mg/100g de magnésium ; 15,5mg/100g de vitamine C, 4,45g/100g de fibres alimentaires (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, 2020)	Antioxydante	Alimentaire	650 ariary
Huile de pépins de figue de barbarie	Pour les graines : 22 à 226 µg / g d'acide gallique 95 à 374 µg / g de quercétine 3 à 189 µg / g de bétaxanthines 1,6 à 300 µg / g de bétacyanines Calcium (471,2 mg / kg), potassium (532,7 mg / kg), magnésium (117,3 mg / kg) et phosphore (1 627,5 mg / kg) (Özcan et Al Juhaimi, 2011) acide gras (acide linoléique, acide oléique, acide palmitique) Vitamine E	Pouvoir antiride et hydratant Pouvoir adoucissant et nourrissant Apaisant et ralentissant le vieillissement de la peau	Cosmétique	2 500 000 ariary/l Environ 1 257 euros, soit 5 090 850 ariary (Assifer, 2019)
Jus de figue de barbarie	Riche en vitamine C, en cuivre, en fer ou encore en magnésium	Antioxydante	Alimentaire	20 000 ariary le litre 6 euros ou 24 300 ariary les 50 cl soit 48 600 ariary/litre
Fleurs	Forte teneur en calcium, vitamine C, zinc, magnésium et en fer	Anti-inflammatoire Astringente Vermifuge	Cosmétique Pharmaceutique	Prix non disponible sur le marché local 5,50 euros soit 22 275 ariary le sachet de 50 g
Farine de pépins	16,5% de protéines, 48 % de fibres et 33g de glucides ¹²² Forte teneur en fibres végétales	Meilleur apport nutritionnel Indispensable dans les domaines : cosmétique et alimentaire	Cosmétique Alimentaire	Prix non disponible sur le marché local 10 euros ou 41 350 ariary les 150 g
Poudre de cladodes	Riche en acides gras essentiels	Coupe-faim naturel Anti-graisse et anti-diabète (Mazari et Mahdeb, 2021)	Cosmétique Pharmaceutique	10 euros ou 40 500 ariary le sachet de sachet de 150g

¹²² <http://www.nopaltunisie.com/html/farine-graine-figue-barbarie.htm#:~:text=Farine%20de%20graine%20figue%20de%20barbarie&text=la%20farine%20de%20graine%20d,a%20sa%20haute%20valeur%20nutritive.&text=elle%20est%20aussi%20utilisée%20pour%20produire%20une%20maceration%20precieuse.>

Colorant rouge E120 via le carmin	Acide carminique avec de l'alumine, de la chaux et des albuminoïdes	Colorant naturel rouge carmin, de qualité (Arba, 2009)	Alimentaire Cosmétique Pharmaceutique Textile	Prix non disponible sur le marché local 640 euros soit 2 592 000 ariary le kilo
Vinaigre de figue de barbarie	Légère acidité	Pouvoir cicatrisant Pouvoir antioxydant Pouvoir amincissant	Alimentaire Pharmaceutique	Prix non disponible sur le marché local 11.56 USD - 30,93 USD pour 500 ml (soit entre 47 800 ariary et 127 895 ariary)
Biogaz	Forte teneur en méthane. 7 058 Kcal/m ³ (FAO, 2018)	Prévention de la dégradation de l'environnement	Source d'énergie	Prix non disponible



Légende : Cf. Tableau 2

Figure 1 : Typologie des ménages

La classe 3 correspond aux grands exploitants du FB. Elle regroupe 14,3 % des ménages, avec une valeur d’usage plus élevée de 0.99 (Figure 1). Le *raketa* est ici exploité pour diverses raisons. Dans ce groupe, la plante est utilisée en grande partie comme fourrage, et se consomme moins (VN19).

Besoins prioritaires de la population

L’ordonnancement des variables (Figure 2), détermine les besoins prioritaires des ménages, notamment dans les secteurs de l’agriculture et de l’alimentation. La considération des fruits en période de détresse et la consommation quotidienne du *raketa* (VN19) en période normale passent avant les salaires obtenus pour le maïs ou pour le manioc. Les projets existants, les salaires provenant de la vente du manioc et de la patate, se placent en dernière position parmi les besoins des ménages ruraux.

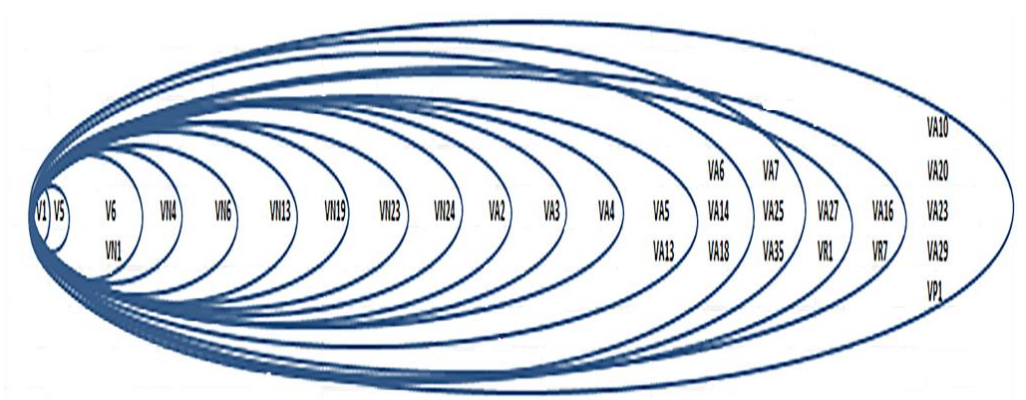


Figure 2 : Ordonnancement des variables prioritaires

Codes	Significations	Codes	Significations	Codes	Significations	Codes	Significations
V1	Age	VN23	Ali_SPN	VA10	Manioc_Salaire	VA27	Disuasion_Climat aride
V5	Enfant	VN24	Ali_SPD	VA13	Arachide_Salaries	VA29	Disuasion_Sols non fertile
V6	Actif	VA2	SA_Are	VA14	Arachide_Salaire	VA35	Disuasion_Pressions foncières
VN1	Legse_DD	VA3	Cult_Nbre	VA16	Dolique_Salaries	VR1	Raketa_Usage
VN4	Fruit_DD	VA4	Mais_Eau	VA18	Dolique_semence	VR7	RS_ES
VN6	Lait_DD	VA5	Mais_Salaries	VA20	Patate_Salaries	VP1	Nb_Projets
VN13	Année_Soud	VA6	Mais_Salaire	VA23	Niebe_Eau		
VN19	Raketa_Fqc_Jr	VA7	Mais_semence	VA25	Niebe_Salaire		

Cartographie de la chaîne de valeur du FB à Madagascar

La chaîne de valeur du FB à Madagascar comprend les activités de production, de transformation et de commercialisation (Figure 3). Les acteurs intervenant dans la production sont les coopératives agricoles, les associations et quelques ménages de petites exploitations agricoles. Les activités de transformation sont effectuées par des associations, des coopératives et des petites sociétés ; il en est de même pour la distribution qui se fait au niveau local, national et international. Les produits transformés sont commercialisés sur le marché local et sur le marché national. Une partie des petits exploitants agricoles commercialisent directement les figues collectées, sur le marché local. Environ 5 % des fruits du FB sont vendus directement sur le marché local, 70 % sont destinés à la transformation avec l'entreprise Phileol et 25 % sont destinés aux autres transformateurs. Pour ces derniers, 15 % des produits transformés vont avec les distributeurs nationaux et 10 % avec les distributeurs locaux.

DISCUSSIONS

Cette partie aborde différents points dont les produits dérivés de la plante, l'importance de sa valorisation et l'innovation à apporter au niveau sa chaîne de valeur. Les points évoqués permettent de discuter les différents résultats obtenus afin de répondre à la question posée au début de l'article.

L'importance des produits dérivés du FB

Les résultats ont montré que la valorisation du FB est large et s'ouvre à différents domaines : pharmaceutique, élevage, alimentaire et environnemental (Tableau 3). Les produits dérivés exploitables sont nombreux. Toutefois, l'utilisation de la plante à Madagascar se limite en grande partie au fourrage du bétail, source d'alimentation pendant la période de soudure, et en haies vives. En général, elle permet de satisfaire une partie des besoins primaires physiologiques si on se réfère aux échelons de Maslow (1954).

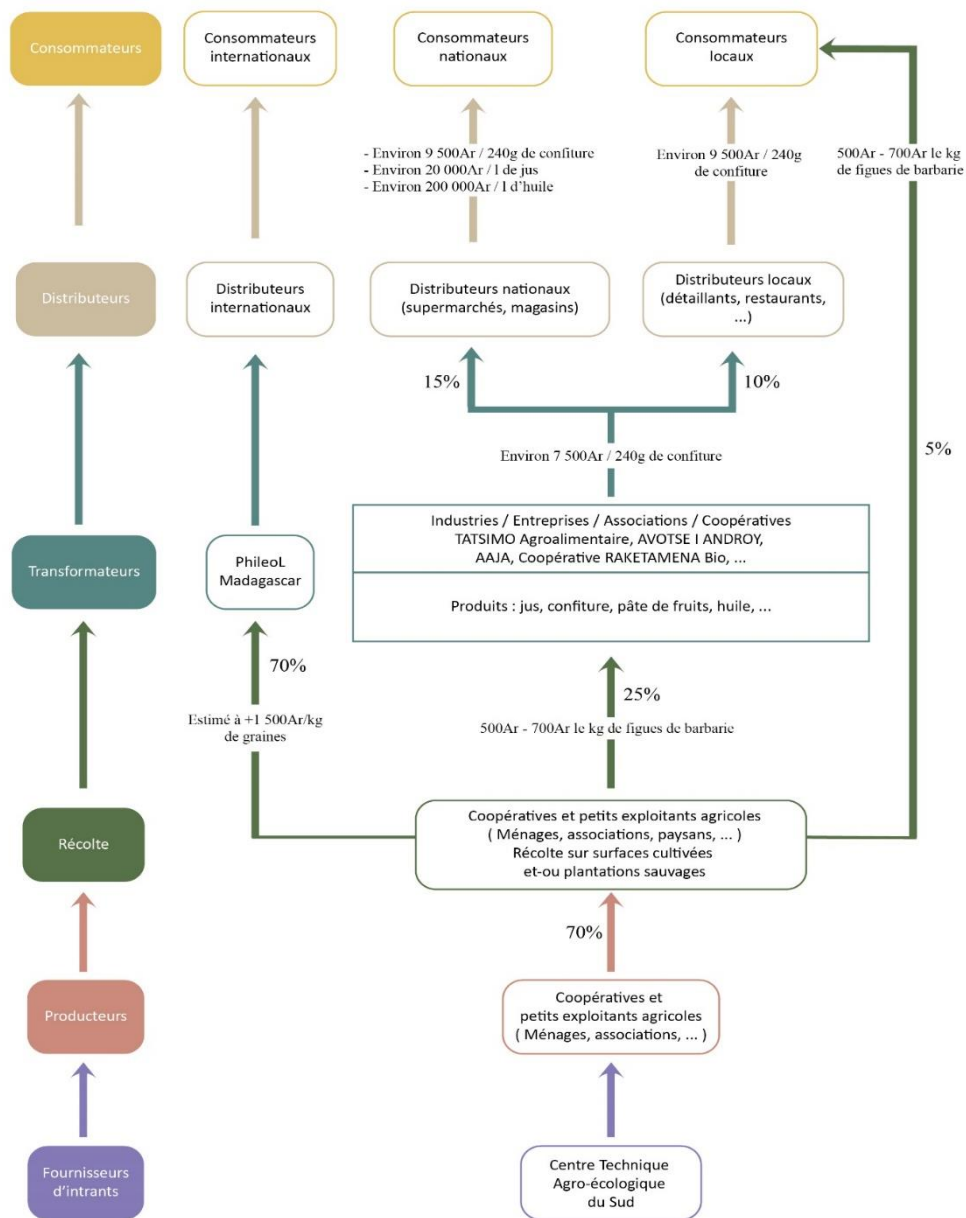


Figure 3 : Cartographie de la chaîne de valeur du FB

En tant que ressource à forte potentialité, le FB constitue un facteur de production qui nécessite d'être exploité de manière efficiente afin d'assurer sa productivité et son rendement. La recherche d'opportunités sur l'utilisation de cette plante représente une motivation pour la croissance (Prévot et *al.*, 2010). Faisant partie de la biodiversité, la valorisation de cette ressource encourage l'utilisation durable de l'environnement et l'exploitation des ressources pour apporter des avantages monétaires et non monétaires aux acteurs concernés (Raharinirina, 2005). L'écart des prix entre la commercialisation des produits bruts et celle des produits dérivés (Tableau 3) montre qu'il est préférable de se spécialiser dans la transformation de la plante et dans la vente de ses produits dérivés pour une meilleure plus-value. Sur le marché international, les demandes autour de ces produits sont encore supérieures aux offres existantes. Cette différence encourage la hausse des prix. Cela laisse encore une opportunité intéressante pour s'infiltrer sur le marché international et accaparer une certaine part de marché. En se référant à la théorie de David Ricardo (1817), il est alors utile de considérer la valorisation du FB comme apportant un avantage comparatif ou avantage concurrentiel pour la région, et notamment pour le pays, d'autant plus que certains de ses produits dérivés sont très sollicités sur le marché international.

Concernant les produits dérivés (Tableau 3), seulement peu d'entre eux sont exploités dans le pays, surtout que la commercialisation des produits existants se fait uniquement sur le marché local, au niveau des petits commerçants ou de quelques unités de distribution. Avec l'existence d'une timide valorisation dans le pays, les produits conçus ne sont pas encore pleinement développés. Les acteurs transformateurs se concentrent surtout sur la production de jus, de confiture ou de miel à base de cactus (Figure 3). D'après la théorie de l'innovation de Schumpeter (1911), se spécialiser sur des nouveaux produits comme l'huile ou la farine de pépins de figue de barbarie est un chemin probable vers une croissance économique. Les stratégies déployées par des pays comme le Maroc, la Tunisie ou encore le Mexique, qui mettent en avant, la valorisation et la transformation de figue de barbarie peuvent servir d'exemple à Madagascar (Arba, 2009).

La considération de la plante auprès des ménages

Il s'agit, ici, de l'importance de la plante, en termes de consommation et d'exploitation, au niveau des ménages enquêtés. Les débats portent sur les besoins des ménages dans les zones d'enquêtes, qui peuvent de surcroît, être utiles dans la politique à adopter.

La caractérisation des classes

Dans toutes les classes de ménages (1), les figues de barbarie sont présentes dans leur mode d'alimentation en période de soudure ou non. La fréquence de consommation et le nombre de figues consommés varient d'une période à une autre, mais elle reste toujours présente en période normale. D'après le classement des besoins de Maslow (1954), elle peut répondre à une partie des besoins physiologiques de la population cible pour assurer leur survie. Le fruit de la plante, sucré et juteux (Pimienta-Barrios et *al.*, 1993), et ses produits dérivés comestibles comme le jus ou la confiture renferment en plus des nutriments non-négligeables, indispensables pour la santé.

Les besoins prioritaires à considérer

Les résultats de l'ordonnancement montrent que les priorités locales s'appuient sur l'alimentation et l'agriculture (Figure 2). La consommation ou la valorisation des figues de barbarie doit être prise en considération dans toute politique à adopter dans les zones ciblées. Pour assurer la valorisation ou la transformation du FB, l'instauration d'un cadre de politique incitatif est nécessaire. Bien que la politique agricole soutienne le développement de produits agricoles (Ministère de l'économie et de la planification, 2015), le FB ne fait pas partie des produits phares. La filière FB ne constitue pas une priorité auprès des autorités locales. Or, cette plante, avec ses raquettes et ses fruits, est à la fois indispensable aux habitants locaux et à leur bétail, sans oublier que sa culture s'adapte aux conditions climatiques de ces zones. Cette négligence risque de pénaliser les ménages ruraux qui peuvent profiter des coûts d'opportunité offerts par cette activité.

Une innovation sur les produits et sur la chaîne de valeur

Les acteurs qui gravitent autour de la chaîne de valeur du FB constituent des éléments clés aboutissant à son développement et à l'obtention d'une meilleure rentabilité au niveau de la chaîne. Par ailleurs, l'élaboration d'une chaîne de valeur rentable exige la connaissance du mode de fonctionnement de ces acteurs. Actuellement, à Madagascar, seules des parcelles ou des plantations à petite échelle existent. De plus, la collecte se fait en grande partie au niveau de la plantation sauvage locale. Une grande part de ces produits frais sur le marché local peut représenter un atout pour la transformation.

Quant à la distribution (Figure 3), elle se fait uniquement au niveau national et au niveau local. Il existe encore une faible approche du marché international. Pourtant, après satisfaction de la consommation locale, avoir une part sur le marché international peut être bénéfique pour le pays et pour les habitants locaux.

Le risque au niveau de la chaîne de valeur est le manque de transparence et d'informations au niveau de chaque maillon. Les collecteurs et quelques transformateurs ne connaissent pas réellement les prix sur le marché international et les demandes existantes. Or, pour une meilleure valorisation et une meilleure incitation des maillons de la chaîne, la transparence du marché et le partage d'informations au niveau des acteurs contribuent au développement de la chaîne de valeur. Ce développement semble être une solution envisageable pour répondre à certains Objectifs du Développement Durable comme la réduction de l'inégalité, l'innovation ou la contribution à l'élimination de la pauvreté (Kaplinsky & Morris, 2001). Comme retombées économiques et sociales, il permet de créer des emplois et des revenus aux habitants locaux, afin d'améliorer les situations. Grâce à la création de revenus, les concernés pourront avoir accès à d'autres sources d'alimentation, ce qui renforcera la sécurité alimentaire.

Les produits dérivés transformés à Madagascar concernent particulièrement la confiture, le jus et les bonbons à base de figue de barbarie (Figure 3). Et pourtant, il existe d'autres produits mieux valorisés sur le marché comme l'huile de pépins de figue de barbarie ou la farine des pépins. Innover en misant sur d'autres produits serait donc intéressant. Cette innovation est un processus qui permet d'apporter certaines solutions (FIDA, 2008). Selon le Manuel Oslo, ce processus peut se présenter à travers différentes catégories. Il s'agit de concevoir de nouveaux produits, une nouvelle technique de commercialisation ou un nouveau procédé (Paulré, 2016). Ce constat est similaire à celle de Schumpeter (1911) qui présente l'innovation sous différentes formes : produits, procédés, découchés, matières premières et modes de production. D'après cette théorie schumpétérienne, la valorisation du *raketa* et la création d'une chaîne de valeur autour de cette plante représente une innovation pour le pays. Miser sur la valorisation des produits dérivés du FB les plus rentables et atteindre le marché international peuvent donc impacter positivement les comportements des acteurs de la chaîne et représente un avantage économique considérable pour la zone, voire pour le pays.

CONCLUSION

Le FB offre tant d'opportunités et d'avantages socio-économiques et environnementaux au niveau des zones concernées. Les résultats obtenus ont permis de mettre en évidence les avantages et les potentialités offertes par le FB, particulièrement par sa valorisation, et l'importance de la considération de cette plante dans la politique adoptée dans la zone. Les possibilités en diversifications des produits et leurs valeurs sur le marché international représentent un avantage concurrentiel important pour Madagascar, notamment pour la partie Sud de l'Île. La connaissance des opportunités offertes montre un large choix d'exploitation de la plante pouvant apporter des avantages économiques et socio-environnementaux. Une bonne détermination et une réalisation des rôles des acteurs contribuent à une meilleure rentabilité au niveau de la filière, et par la suite, à un avantage économique. Dans cette recherche, l'hypothèse que la production de connaissances sur les potentialités du FB et de ses produits dérivés et la présentation d'une chaîne de valeur dynamique autour de cette plante procurent des avantages économiques et sociaux dans les zones d'étude est confirmée. La chaîne de valeur du FB déjà existante, quant à elle, ne suffit pas à contribuer au développement social durable du pays et à une meilleure rentabilité au niveau des acteurs. Pour profiter d'un meilleur avantage économique, il est donc important de rechercher une chaîne de valeur rentable et miser sur les produits dérivés largement sollicités sur le marché dans le but d'une meilleure plus-value. La mise en place de la transparence des informations et de l'équité au niveau des acteurs serait donc une piste à exploiter pour une pérennisation des activités.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Assifer, A. (2019). Figuier de Barbarie (*Opuntia ficus-indica*) : Projet d'entrepreneuriat, extraction d'huile de pépins. Université des Frères Mentouri Constantine. 77 pages.
- 2) Arba, M. (2009). Le cactus opuntia, une espèce fruitière et fourragère pour une agriculture durable au Maroc. *Sym. Inter. Agriculture durable en région Méditerranéenne*, 215 - 222. Maroc
- 3) Deloeuvre, G. (2018). Tout savoir sur les cactus et leur entretien. Laurent Poret. 26 pages
- 3) Faouzi, H. (2015). Le FB (l'*Opuntia ficus-indica*) : un produit de terroir pour le développement local ? Aknari des Aït Baâmrane (Anti-Atlas occidental, Maroc). *OpenEdition Journals*, 271 : 375-400. Paris : Presses Universitaires de Bordeaux
- 4) FIDA. (2008). Initiative pour le repérage et le partage des innovations en Afrique de l'Ouest et du Centre. Afrique de l'Ouest et du Centre. 260 pages

- 5) Food and Agriculture Organization of the United Nations FAO. (2018). *Ecologie, culture et utilisations du FB*. FAO : Rome. 250 pages.
- 6) Kaplinsky, R., Morris, M. (2001). *A handbook for value chain Research*. International Development Research Centre. 260 pages
- 7) Maslow, A. H. (1954). *Motivation and Personality*. Recherche Agronomique. New York : Harper & Row Publishers. 369 pages.
- 8) Mazari, A., Mahdeb, A. (2021). Importance nutritionnelle et agro-économique des produits issus du FB. *Recherche Agronomique*, 19(1) : 43-63. Algérie : Institut National de la Recherche Agronomique d'Algérie
- 9) Ministère de l'économie et de la planification. (2015). *Plan National de Développement 2015-2019*. Madagascar. 109 pages.
- 10) Office National de Nutrition. (2019). *La valorisation du cactus pour le développement*. Antananarivo. Madagascar. 60 pages.
- 11) Özcan , M. M., Y Al Juhaimi, F. (2011). Nutritive value and chemical composition of prickly pear seeds (*Opuntia ficus indica* L.) growing in Turkey. *International Journal of Food Sciences and Nutrition*, 62 : 533-6. United Kingdom : Informa Healthcare.
- 12) Paulré, B. (2016). L'innovation en économie : l'histoire d'un désenchantement. *QUADERNI communication, technologies et pouvoir*, 90 : 41-54. Paris : Editions de la Maison des sciences de l'Homme.
- 13) Pimienta-Barrios, E., Barbera, G., & Inglese , P. (1993). Cactus pear (*Opuntia* spp, Cactacea). International network : an effort for productivity and environmental conservation for arid and semiarid lands. *Cactus and succulent journal*, 65 : 225-229. USA : JSTOR
- 14) Prévot, F., Brulhart, F., Giueu, G. (2010). Perspectives fondées sur les ressources. Proposition de synthèse. *Revue française de gestion*, 204 (5) : 87 – 103. France : Lavoisier.
- 15) Raharinirina, V. (2005). Les débats autour de la valorisation économique de la biodiversité et de la bioprospection en Afrique : cas de Madagascar. *Cahier du GEMDEV*, 30 : 137 - 163. Paris : GEMDEV.
- 16) Ranaivoarisoa, H. F., Ramananarivo, R., Ramananarivo, S., & Faharano, M. (2016). La valorisation de la figue de barbarie et la sécurité alimentaire dans le sud malgache. Toamasina, Madagascar.
<https://www.researchgate.net/publication/324602517>.
- 17) Ricardo, D. (1817). *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Bibliothèque Nationale de France. 169 pages.

- 18) Schumpeter, J. (1911). *La théorie de l'évolution économique, recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*. Dalloz. 372 pages.

WEBOGRAPHIE

- 1) Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation. (2020). Table de composition nutritionnelle des aliments Ciqua 2020.
<https://ciqua.anses.fr/> page consultée le 19 Décembre 2021
- 2) Amboasary Sud Toliara sur
https://fr.getamap.net/cartes/madagascar/toliara/_amboasarysud/ page consultée le 20 Août 2022
- 3) Farine de graine figue de barbarie.
<http://www.nopaltunisie.com/html/farine-graine-figue-barbarie.htm#:~:text=Farine%20de%20graine%20figue%20de%20barbarie&text=la%20farine%20de%20graine%20d,a%20sa%20haute%20valeur%20nutritive.&text=elle%20est%20aussi%20utilisée%20pour%20produire%20une%20maceration%20précieuse> page consultée le 19 Décembre 2021
- 4) Les coordonnées géographiques d'Ambovombe, Madagascar.
<https://dateandtime.info/fr/citycoordinates.php?id=1079048#> page consultée le 20 Août 2022

CONTRIBUTION OF THE ARTISANAL AND SMALL-SCALE GOLD MINING (ASGM) TO THE ECONOMY OF MADAGASCAR

par

RAVOLOLOMBOAHANGY Voahary Ny Aina ⁽¹⁾, RAMAMONJISOA Bruno ⁽¹⁾,
RAKOTO-RATSIMBA Harifidy ⁽²⁾, RABEMANANJARA Zo Hasina ⁽¹⁾,
ANDRIAMAROZAKA Iharimamy ⁽³⁾

(1) Ecole Doctorale Gestion des Ressources naturelles et Développement, Université d'Antananarivo, Madagascar

(2) LLAND DEV RESEARCH LAB, Ecole Supérieures des Sciences Agronomiques, Forêts

(3) Institut National de la Statistique, Antananarivo

ABSTRACT

Over the past decade, people have involved in illegal mining and have been making illicit profits by causing damages to the economy (Jones & Salmon 2012). Moreover, vulnerable populations and the environment have been deteriorating. Regarding the case of Madagascar, gold is mostly produced by artisanal and small-scale miners and semi-mechanized enterprises. In fact, the authorities do not know exactly the quantities of gold produced as the informal people are well organized.

This article wants to show that the legal gold sector can aim at reaching the sustainable development. Indeed, this sector is overwhelmed by difficulties despite the constant increase of the gold prices. The fact is to analyze the main elements to improve that the revamp favors the development of the Artisanal and Small-scale Gold Mining (ASGM) sector in Madagascar.

Regarding the varieties of the data collected from the ANOR (Agence Nationale de l'Or) in 2018; that is in charge of administering, managing and channeling the gold sector into the formal sector in Madagascar; and, the surveys of the ministry of the environment, the ecology and the forests (MEEF) also in 2018; the production of one gold miner is around 0.1 gram per day. Though, the commitment of the state to reinforce the support and the follow-up are the keys that can push up the illegal groups to ameliorate their means, their practices and to contribute to the country. Therefore, the stability will affect the entire supply chain in gold and will promote the legality.

Key words : Artisanal and small-scale miners (ASM), Gold, Informal, Illegal mining, Sustainable development

RESUME

Au cours de la dernière décennie, plusieurs s'impliquent dans l'exploitation minière illégale et réalisent d'importants profits illicites, qui invoquent des détériorations majeures à l'économie, à la population vulnérable et à l'environnement (Jones & Salmon, 2012). A Madagascar, les exploitations minières à petite échelle (EMAPE) de l'or et les entreprises semi-mécanisées dominent le secteur aurifère. Les autorités ne connaissent pas la valeur exacte des productions réellement extraites au vu du professionnalisme des acteurs qui agissent d'une façon informelle.

Cet article a pour objectif de montrer que le secteur aurifère légal est la clé du développement durable. En effet, ce secteur est submergé par des difficultés malgré la hausse constante du prix de l'or. Il s'agit d'analyser les principaux éléments pour dire que l'EMAPE de l'or a un impact socioéconomique à Madagascar.

Les informations publiées par l'Agence Nationale de l'Or (ANOR) en 2018 - qui est la plateforme en charge d'administrer, de gérer et de canaliser le secteur de l'or vers le secteur formel à Madagascar - et les informations listées par le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, aussi en 2018, montrent que la production journalière d'un orpailleur est de 0.1 gramme. Cependant, le soutien et le suivi renforcés de l'Etat pourraient aider les groupes illégaux à se détacher de leurs pratiques habituelles telles que la recherche d'une nouvelle pratique pour améliorer la production et leurs revenus, qui vont leur encourager à contribuer pour le bien du pays. Ainsi, la stabilité pourrait affecter la chaîne d'approvisionnement du secteur aurifère et inciter la formalisation.

Mots-clés : Extraction minière artisanale et à petite échelle (EMAPE), Or, Exploitation minière illégale, Développement durable

INTRODUCTION

Madagascar is known for its mineral potential. Many regions have a great diversity and abundance of mineral resources such as gold, which is mainly considered under-exploited. In fact, over the last decades until the COVID-19 crisis, the demand for gold has been increasing as in 2020, the price per ounce of the raw materials (i.e. 28.35 grams) reached an all-time high at 1 772 €¹²³. Despite this rise, the number of the valid mining titles have been decreasing. Moreover, a certain number of illegal and clandestine gold miners have been growing and are exploiting the gold fields that caused collateral damages to the environment, to some population and mainly to the legal gold miners, who are suffering from unfair competition.

¹²³ 7,016.562.63 MGA as 1 EUR = 3959,46 MGA

In view of the current situation, do the facts of the re-launch and structuring of the legal gold industry allow for a better reconciliation of economic, social and environmental issues? Also, is the policy framework (Cadre de la Politique minière Nationale de Madagascar, 2014), which has been created to rationalize gold mining can play a decisive role in the process ?

Thus, based on a compilation and a new analyze of some information taken by a review of the bibliography, a consultation of some archives done by other researchers that concerned some interviews with many actors involved in the gold sector; and, by checking some surveys related to the ASGM that have been done by some Non-governmental Organization (NGO) people, this article aims at providing a new analogy that can be used to help the country to develop an appropriate control strategy. It is also intended to be a tool that encourages the representatives of the State, in charge of the application of the laws, to apply them effectively. This is how the link between extractive activities and governance can be highlighted. (Donner, 2003; Jaques *et al.*, 2005; Bélem, 2006; Magrin, Van Vliet, 2009; Oder, 2009).

METHODS

This article is based on the information analysis from all available sources. Most of the data were from the public sources such as the report of the surveys done by the Ministry of the Environment, the Ecology and the Forests in Madagascar in 2018 with 12 627 gold miners in 22 districts, 37 communes in Madagascar (MEEF, 2018), the report by the world bank in 2014 and 2017 (Madagascar-CPF-Final Board approval, 2014; 2017), and the concrete case taken at the site of Soamahamania (MADAHARY, 2021)

Firstly, the report of the Ministry of the environment, the ecology and the forests in 2018 stated some statistical points as the total production extracted by the whole 12 627 gold miners in the sites visited were around 1370 grams per day. The average gold production in these sites were 0.1grams per day per gold miner. Generally, they were used to working four days a week and six months in a year. So, from these data, the production was estimated around 183,552 grams per year in the mineral deposits visited; which gave to a gold miner an annual production of 14.54 grams and therefore an annual income of 407 USD dollars per gold miner, at the rate of 1 gram of gold for 28 USD dollars.

Secondly, the year book of the world bank in 2014 and 2017 itemized some facts and recommended resolutions. According to them, a particular measure should be taken concerning the gold resources in order to constitute reserve safe havens. Hence, the socio-economic transformation of the country should infuse a strong job creation momentum.

And finally, the research done in the mineral deposit of Soamahamanina in 2021 demonstrated the possible supply chain that created by the gold sector. Indeed, an overview of the socio-economic impact of the artisanal gold mining on the daily lives of the artisanal gold miners had been mentioned. The study has showed the negative impacts on working conditions in the mines, child exploitation and education. Also, it has been deducted that illicit gold exports cause losses to the state coffers between 123 million and 246 million USD a year. However, the contribution of the gold sector should have positive impacts to the budget of the households and the local economy.

Thus, the information from those sources have been compiled in order to highlight evidence of similarities, trends and patterns, as well as any convergence related.

Structural analysis of the ASGM in Madagascar

In addition to the law enforcement responses, several international initiatives, regional and national organizations have been emerging to fight against illegal mining practice. Especially, the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) of the Due Diligence Guidance is to link the responsible chains procurement to minerals, that are from conflict-affected and high-risk areas. Meanwhile, that guidance has been served as the basis for new laws and has become the benchmark for the standards industry. Its content warns companies to avoid the contribution to conflicts and the abuse of the worst human rights.

For this study, I would like to emphasize that there were many approaches already done on the day before and Madagascar has its processes to protect the natural resources as mines. Nevertheless, the issue was still staying and spreading. So, I thought that it was important to review the contexts of Madagascar. In that case, I have used the method of Douglas T. Ross created in 1960 named the Structured Analysis and Design Technique method (SADT). This method improves that a fact of redrawing the realities through a graphical diagram help people having a logical approach. For a while, the processes were generally conducted to create (design) and improved (redesign) a product.



Figure 1 : Methodological approach

The method consisted in analyzing the current sector in order to reach a new one that contributed both to elaborate a key performance indicator to ensure the sustainability of the producers' profits and to increase the GDP per country (see Figure 1).

Data choice

There were two data that have been modified along this work :

- The numbers of the gold miners,
- The gold production.

Indicators

Two indicators would define the profits that accrued to the gold miners and to the state :

- The keys performances indicators (KPI), that defined the priority actions to the gold sector,
- The GDP per country.

Data Analysis

The first step had been done to elaborate the key performances indicators (KPI). For that, we would like to emphasize that ensuring the profit of the gold miners should be started with a support. A support for a change of practice, step by step; and, an elaboration of the KPI that have shown the possible actions.

Then, the surveys done by the ministry of the environment, the ecology and the forests in Madagascar in 2018 were taken as a first matrix.

Table 1 : Daily production in some sites in Madagascar

Districts	Population	Number of the gold miners or miners	Average production rate (g /day/gold miner)	Daily production (g)
Mananjary	4 982	1 286	0,1	129
Ikongo	1 210	242	0,06	15
Ifanadiana	669	45	0,06	3
Mandoto	6 861	1 830	0,08	133
Miandrivazo	2 182	655	0,2	131
Ihosi	617	165	0,025	4
Ampanihy	1 641	91	0,12	16,5
Betioky	1 057	204	0,07	13
Sakaraha	8 477	283	0,025	7
Ambositra	302	60	0,01	10
Vohibato	887	103	0,25	26
Lalangina	1 214	10	0,25	0,5
Vohémar	1 951	130	0,25	32
Ambilobe	4 077	2 081	0,1	208
Maevatanàna	9 664	2 322	0,17	457
Tsiroanomandidy	1 859	124	0,1	12
Miarinarivo	3 133	104	0,05	5
Mahanoro	10 774	1 150	0,02	26
Vatomandry	1 731	144	0,04	6
Brickaville	7 374	593	0,11	82
Toamasina II	1 929	193	0,1	19
Vavatenina	5 360	612	0,06	35
	77 951	12 527		1 370

Source : MEEF, 2018

According to the data from the table 1, the new profits that accrued to the gold miners and to the country have been calculated.

The main indicator was the total productions estimated through the semi-mechanized technics, the goal was to double the results; so, the formula has been given as the total production estimated = *(Actual production per day x 2) 190 days*¹²⁴.

¹²⁴ All mining work stops for three months (60 working days) each year due to flooding. Hence, there are 190 mining days left.

And, to ameliorate the results, it was important to elaborate the KPI and to rely on it. Indeed, it has been inspired by the method of the Priority Based Budgeting (PBB) that evaluated the relative importance of individual programs and services (Chris Fabian, 2008).

Table 2 : KPI of the gold sector through the ASGM

STRATEGIES	SPECIFIC OBJECTIVES	ACTIONS
Measures to eliminate the informal ASGM	<u>Objective 1</u>	
	<u>Objective 2:</u>	
	<u>Objective 3</u>	
Legal, political and formalization aspects	<u>Objective 4</u>	
	<u>Objective 5:</u>	

This strategy enforced a commitment between the actors in the gold sector; and, secured also the gold miners by showing what impact the formalization may have to them and on the GDP growth.

Then, in the second step, those actions tended to the GDP of the country. So, the table of the GDP of Madagascar published in 2018 were taken. The goal was to show that the results change depending on the contributions of the gold miners.

Table 3 : Data used for the analysis of the evolution of GDP

	2017	2018	2019	2020	2021
Component : CONSUMPTIONS	Sum in million (€)				
Household consumptions	10 632,44 €	11 695,59 €	11 098,35 €	11 301,72 €	11 297,40 €
General government consumption	2 393,57 €	1 872,00 €	1 873,00 €	1 874,00 €	1 875,00 €
Royalties in State coffers : 0.6%	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total consumptions	13 026,01 €	13 567,59 €	12 971,35 €	13 175,72 €	13 172,40 €
Component : SAVINGS	Sum in million (€)				
Gross fixed capital formation	2 693,33 €	3 415,44 €	3 241,03 €	3 300,42 €	3 299,16 €
Change in inventories	-345,96	-53,11	-50,40	-51,32	-51,30
Total savings	2 347,36 €	3 362,33 €	3 190,64 €	3 249,10 €	3 247,86 €

Component : TRADE BALANCES		Sum in million (€)			
Exportations	4 588,80 €	5 120,80 €	4 859,31 €	4 948,35 €	4 946,46 €
Importations	5 113,94 €	5 896,18 €	5 595,09 €	5 697,62 €	5 695,44 €
Trade balances	-525,14	-775,38	-735,78	-749,27	-748,98
Total sum		Sum in million (€)			
Gross domestic product (sum) in M (€)	14 848,23 €	16 154,54 €	15 426,20 €	15 675,55 €	15 671,28 €

Source : Data.worldbank.org/indicator, 2018

The main indicator that changed the results was the royalties, given by the formula

$$\text{Royalties} = \text{Total price of gold production} * 0.6\%.$$

As a second matrix, the data published by the ANOR (Agence Nationale de l'Or) in 2018 in 11 mineral deposits were taken. The goal is to show the possible evolution in the gold sector.

Table 4 : Inventory of the productions done in 11 mineral deposits

	Nbre Miners	Productions		Nbre Communes
		%	Qté (Kg)	
Androna	15 854	3,40%	185	9
Ambositra	86 500	18,39%	1007	43
Beforona	35 200	7,50%	410	22
Betsiaka	10 838	2,31%	126,24	9
Betsiriry - Dabolava	29 851	10%	550	18
Itasy- Bongolava	60 674	13%	706,7	26
Maevatanana	30 916	7%	360,1	11
Tsaratana	20 308	4,12%	225,5	22
Vavatenina	2 788	0,60%	19,62	12
V7V	139 496	31,79%	1741	97
Autres	11 416	2,50%	133	8

Source : ANOR, 2018

RESULTS

This work wants to emphasize more on the impact of the restructuring of the ASGM to the main actors who are the gold miners and to the whole country.

The impact of the formalization to the gold miners

According to the SADT method, the support to the gold miners brings to a change on practices and favorize a large vision by building a KPI. Our data are the numbers of the gold miners and their productions.

The table 1 shows that 12 527 gold miners produce 1 370 grams of gold everyday i.e. 260 300 grams per year (190 days). And to be more specific, one gold miner produces an average production of 20.78 grams per year i.e. 0.1 gram per day (around 15 000MGA).

And if they got the support of the state, they can advance to the semi-mechanized practices and will get the double i.e. 0.2 gram per day.

The total productions estimated through the semi-mechanized technics = (Actual production per day x 2) 190 days.

The total productions estimated through the semi-mechanized technics
= (1 370*2) 190 = **520 600 grams per year**

Table 5 : KPI drawn to the gold sector through the ASGM

STRATEGIES	SPECIFIC OBJECTIVES	ACTIONS
Measures to eliminate the informal ASGM	Objective 1 : a periodic training program on gold panning techniques for all gold miners without exception at national level	Develop a program of training of all gold miners at the national level
	Objective 2 : All the gold miners trained have tools, appropriate technologies and spare parts needed when their tools are on maintenance	Acquire the tools, appropriate technologies and spare parts needed for servicing.
		Provide/orient to gold miners the tools, appropriate technologies and spare parts necessary for maintenance.
	Objective 3 : To build shelters of associations, cooperatives, etc. to harmonize the training; mainly on governance and administration mine management.	Civil Society specialized in good governance and management administration mines.

Legal, political and formalization aspects	Objective 4: At least, 70% of the artisanal gold miners know and apply the current regulations that frame the ASM and are controlled.	Popularize the legal texts specific for the gold panning sector.
	Objective 5: Degradation of morals and appearance of socio-cultural issues.	Organize sessions of awareness of social behavior in the gold localities to inculcate the culture of development.

These strategies help people following their needs face the required actions.

The impact of the formalization to the country

Normally, if the gold miners find their means, they contribute to the country.

For that, let's take two cases :

CASE 1 : The data published by the MEEF in 2018 in table 1

- 1 gram = 150 000MGA
- 520 600 grams = 78 090 million Ariary

Thus, the royalties of these amounts reach 468,540 million Ariary (78 090 million Ariary*0.6%). However, only the half of these results should be added as the half should have been already registered one the day before.

The table 6 below show the consequences of this CASE 1 to the GDP per country.

Table 6 : The evolution of the GDP per country with the new practices – CASE 1

	2017	2018	2019	2020	2021
Component : CONSUMPTIONS	Sum in million (€)				
Household consumptions	10 632,44 €	11 695,59 €	11 098,35 €	11 301,72 €	11 297,40 €
General government consumption	2 393,57 €	1 872,00 €	1 873,00 €	1 874,00 €	1 875,00 €
Royalties in State coffers : 0.6%	207,89 €	198,50 €	209,19 €	205,42 €	205,50 €
Total consumptions	13 233,90 €	13 766,09 €	13 180,54 €	13 381,14 €	13 377,90 €
Component : SAVINGS	Sum in million (€)				
Gross fixed capital formation	2 693,33 €	3 415,44 €	3 241,03 €	3 300,42 €	3 299,16 €
Change in inventories	-345,96	-53,11	-50,40	-51,32	-51,30
Total savings	2 347,36 €	3 362,33 €	3 190,64 €	3 249,10 €	3 247,86 €

Component : TRADE BALANCES		Sum in million (€)			
Exportations	4 588,80 €	5 120,80 €	4 859,31 €	4 948,35 €	4 946,46 €
Importations	5 113,94 €	5 896,18 €	5 595,09 €	5 697,62 €	5 695,44 €
Trade balances	-525,14	-775,38	-735,78	-749,27	-748,98
Total sum		Sum in million (€)			
Gross domestic product (sum) in M (€)	15 056,12€	16 353,04€	15 635,40€	15 880,97€	15 876,78€

According to the results, the GDP per country is around **15 000 million €** to **16 000 million €**.

CASE 2 : The data published by the ANOR in 2018 in table 4

- 1 gram = 150 000MGA
- 10 928 320 grams = 1 639 billion Ariary

Thus, the royalties of these amounts reach 9 billion Ariary (1 639 billion Ariary*0.6%).

The table 7 below show the consequences of this CASE 2 to the GDP per country.

Table 7 : The evolution of the GDP per country with the new practices – CASE 2

	2017	2018	2019	2020	2021
Component : CONSUMPTIONS		Sum in million (€)			
Household consumptions	10 632,44 €	11 695,59 €	11 098,35 €	11 301,72 €	11 297,40 €
General government consumption	2 393,57 €	1 872,00 €	1 873,00 €	1 874,00 €	1 875,00 €
Royalties in State coffers : 0.6%	4 363,90 €	4 166,94 €	4 391,18 €	4 312,16 €	4 313,81 €
Total consumptions	17 389,91 €	17 734,53 €	17 362,53 €	17 487,88 €	17 486,21 €
Component : SAVINGS		Sum in million (€)			
Gross fixed capital formation	2 693,33 €	3 415,44 €	3 241,03 €	3 300,42 €	3 299,16 €
Change in inventories	-345,96	-53,11	-50,40	-51,32	-51,30
Total savings	2 347,36 €	3 362,33 €	3 190,64 €	3 249,10 €	3 247,86 €
Component : TRADE BALANCES		Sum in million (€)			
Exportations	4 588,80 €	5 120,80 €	4 859,31 €	4 948,35 €	4 946,46 €
Importations	5 113,94 €	5 896,18 €	5 595,09 €	5 697,62 €	5 695,44 €
Trade balances	-525,14	-775,38	-735,78	-749,27	-748,98

Total sum		Sum in million (€)			
Gross domestic product (sum) in M (€)	19 212,13€	20 321,48€	19 817,39€	19 987,71€	19 985,09€

According to the results, the GDP per country is around **19 000 million € to 20 000 million €**.

The two cases show that if the gold miners are more involved, they can ameliorate their means and contribute well to the state. The results got from the reforms are always better.

DISCUSSIONS

In Madagascar, more than 2.5 million people (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, 2019), or one in five of the total workforces of the country, find informal employment in the mining sector. Mining companies employ only 6,000 people (EITI, 2019) and the number of people working in ASGM vary from 500,000 to more than one million (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, 2019). Then, gold sector is a job provider.

This study wants to show that a new structure can bring the gold sector to the sustainable development. In fact, Madagascar has already its laws and regulations; so, it is more crucial to give it senses. Through the SADT method, the needs of the gold sector have been checked and it has been showed that there are two profit recipients: the own gold miners and the whole country. Also, there are two indicators that can help us following the strategies: the keys performances indicators and the growth of the GDP per country. However, both of these indicators lean on the evolution of the two main data: the numbers of the gold miners (i.e. the formal gold miners) and the total productions.

First, as we all know, the primary beneficiaries are the gold miners as they are the main actors of the gold sector. In fact, when we talk about profits, there are many advantages considered.

Yet, to attract the attentions of the gold miners to be formalized, this work emphasizes on the support. The current question is why gold miners do not formalize their activities? It is because of insecurity, lack of information related to the gold market, etc. Then, support is important by helping them to be more confidants.

One on hand, the support brings to a reform of the ASGM practice. Generally, one gold miner gets 0.1 gram per day which is around 15 000 Ariary. So, if the state gives them support as to give them machines; for sure, they can produce the double. And step by step, they can ameliorate their productions. And, on the other hand support help us framing the strategies.

In fact, when we talk about gold sector, there are many obstacles that brake the development. Then, the aim is to transform all those obstacles to actions as how can we ensure the issues?

Two strategies are listed: the measures to eliminate the informal ASGM and the aspects of the formalization. The measures tend to three objectives such us the necessity of a periodic training program on gold panning techniques for all gold miners without exception at national level; next, they should have tools, appropriate technologies and spare parts needed when their tools are on maintenance; and, a necessity of some shelters such as associations, cooperatives, etc. Also, the training should be harmonized; mainly, on management and administration. Therefore, the goal is to put into practice the theories created. And, the aspect of the formalization through laws, politics, etc. considered two objectives such as the fact of applying the current regulations and the act of listening to make learn. If we want to inculcate cultures, we should listen to the concerned people. In that case, we are in the right way to guide people.

So, the restructuring is based on the foundation of the strategy. It is not only focused on the values of the means that accrue to each gold miner; but, it reviews the better way to maintain the sustainability.

Next, the secondary recipients are the whole country. If the gold miners contribute well, the GDP will increase. For instance, to facilitate the calculation, the table elaborated by the world bank in 2018 (table 3) were used and changed according the cases selected. For the comparisons, the two-information listed by the MEEF and the ANOR were exploited (table 1 and table 4) because it is crucial to show that our country can produce more than 1 tons of gold per year and the consequences of these extractions are benefic to the country as the GDP per country varies between 15 million € to 20 million €. If one gold miner could produce 10 grams per day; so, they would gather 1 900 grams per year. Not only, these results give them

285 million Ariary per year; but also, bring 1,700 million Ariary of royalties to the state per year. Then, if the 500 000 to 1 million gold miners were formalized; so, the country would register 850 billion Ariary to 1,700 billion Ariary per year. These amounts can help the state ameliorating the management strategy, the follow-up of the KPI, etc. Then, the gold miners will be safe and can develop freely their jobs. In fact, the gold sector has its big impacts to the socioeconomic. Furthermore, this work tries to show that a new structure can help us maintaining the sustainable development.

According to Cheshire (2010), he outlined how the relationship between the large-scale mines and the local communities has taken on the characteristics of patronage, rather than partnership.

Yet, this evolving relationship is important to the people that practice the artisanal and small-scale gold mining. The activities and policies of those both different extractors are intimately associated with the actions and policies of large-scale mining operations (e.g. Hilson and Yakovleva, 2007; Gifford et al., 2010). So, it is important that the ASGM people lean links. Cheshire talked about a link with local communities and our solution call for the helps of the state to implement the relation.

Every time, the country talks about the 17 Sustainable Development Goals¹²⁵ ; and, the Social and environmental responsibility; however, the application cannot start immediately because it leans on the management.

Though the steps enumerated, as it is written in the survey of Crawford et Nikiéma in 2015, the government cannot strongly collect taxes and royalties from the artisanal and small-scale mining sector and this weakness represents a significant loss of revenue for the both of the state and the municipalities. Also, they detected that the government had a big lack of human and financial resources to enforce and monitor compliance. Otherwise, according to the Yearbook-economique-Madagascar in 2017, Madagascar is among the five poorest country in the world and it was mentioned that 75% of the population lives below the poverty line i.e. less than 1.9\$ a day. However, Madagascar is considered as the one of the countries with varieties of natural resources (MMFT, 2004). So, there are two ironical contexts and it is crucial to remain fighting against the economic poverty. Therefore, if the problems of the government stayed, the solutions would not find its ways. Then, to tackle the issue, the monitoring should be also managed by the civils society such as NGOs, associations, voluntaries, etc. If all of us take responsibilities, one day we will be the changemakers.

¹²⁵ Objectifs de Développement Durable (ODD) in english

CONCLUSION

To sum up, this work wants to reinforce that a new structure can bring us to a sustainable development in Madagascar. After viewing some data information, a structural analysis has been led. In fact, we always hear that there are laws and regulations that frame the gold sector but it is so difficult to apply it because of some reasons such as incomprehension, habits, ignorance, etc. The structured analysis and design technique (SADT) can help us drawing the case of Madagascar. This work does not want to review the texts but tries to show in some easier practices that a reform can change the means of every actor in Madagascar. For the gold miners, with a support, they may change their practices to a new more beneficial practice by moving step by step to the semi-mechanized practice; and, the follow-up of the state is needed through the key performance indicators (KPI). And for the country, the reform adopted will ameliorate the contributions and will raise up the GDP per country. The work aims at creating a quick and lasting impact in Madagascar. The facts of the re-launch and structuring of the legal gold industry are not going to allow a better reconciliation of economic, social and environmental issues in the short-term moment but are in state of rebuilding the management. Then later, the policy framework would be understood and the change will impact the growth of the GDP per country. However, like every project, it is always important to review and plan for the ongoing surveys.

BIBLIOGRAPHIC REFERENCES

- 1) Ahadjie Jerry ,2016. Ghana's mining Framework and Investment Attractiveness.
- 2) Banque Mondiale. (2017). The little green data book. Les indicateurs du développement Mondial.
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/27466/9781464810343.pdf?sequence=2&isAllowed=y>
- 3) COI. (2017). Les objectifs de développement durable, guide à l'attention des enseignants.
- 4) Crawford Alec et Suzy Nikiéma (2015). Rapport d'évaluation de Madagascar. Institut international du développement durable.
- 5) EITI. (2016). La norme ITIE 2016.
- 6) EITI. (2019). Rapport de réconciliation 2018.
- 7) EITI. (2019). Rapport assoupli 2019-2020.
- 8) INSTAT. (2020). Enquête nationale de ménage.

- 9) MEEF. (2018). Élaboration du Synopsis National, collecte de données minières et environnementales au niveau des sites d'extraction.
- 10) Rapport ITIE. (2016). Exercice 2014.
- 11) Kassam Amir et al. (2020). Advances in Conservation Agriculture. Volume 2.
- 12) Kantonandrianina Kennedy (2019). Gestion des ressources minières à Madagascar, 20-25. Mémoire de fin d'étude. Université d'Antananarivo.
- 13) LOI. (1896). Les textes légaux qui régissent le secteur minier. L'ordonnance n° 60-090 du 05 septembre 1960, l'Ordonnance n° 62-103 du 1er octobre 1962, la Loi n° 90-017 du 20 juillet 1990 et celle du 09 août 1995 portant n° 95-016.
- 14) <https://fr.countryeconomy.com/gouvernement/pib/madagascar>

LA FUGUE, SYMPTÔME D'UN MAL ÊTRE CHEZ L'ADOLESCENT : CAS DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES D'ANTANANARIVO ATSIMONDRANO

par

RASOANANDRASANA Jeanne V.⁽¹⁾, RABEMANANJARA Barlet R.⁽¹⁾

(1) Ecole Doctorale Sciences humaine et sociale, Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

Actuellement, la fugue du milieu familial est une affaire courante et majeure, au cas où les adolescents font tout selon leur gré : à contester, à défier ou à transgresser les règles parentales ou scolaires.

Vue comme une « mise en danger de soi », la fugue représente un fréquent phénomène complexe dans les familles où l'on ne cherche pas à renouer le dialogue. Par conséquent, si cette évasion momentanée du cercle familial est généralement interprétée comme une rébellion des adolescents, pour nous, elle est le symptôme de relations familiales difficiles. La fugue traduit l'action de l'adolescent à la recherche d'autonomie et d'un accompagnement, en quête d'un autre repère en dehors de sa demeure habituelle, dans le but d'explorer un monde nouveau, voulu et expérimenté par lui-même seul.

Elever convenablement sa progéniture au sein de la famille exige bien une tâche très délicate, parce que, vue la frénésie du rythme quotidien, les parents - mine de rien - ont parfois tendance à négliger cette fonction d'éducation. En général, la sévérité, le mariage forcé, les divers comportements parentaux, le problème d'affection, financiers et sentimentaux provoquent la fugue.

Bref, éduquer un adolescent c'est lui donner confiance, de l'écouter et de le comprendre pour qu'il ait une bonne estime de soi qui l'engage à agir librement, avec détermination et persévérance dans ses efforts. Dans ce sens, l'adolescent deviendra acteur de sa propre vie, autonome et responsable des décisions prises pour son avenir.

Mots-clés : Education, Adolescent, Fugue, Famille, Affection, Accompagnement

ABSTRACT

Nowadays, as teenagers do what they want in their own, without consulting or respect to their parents, they tend to rebel and challenge almost all of the rules, at home or at school, and one of the most common manifestation of their rebellion is running away.

Seen as a means of self-harming for teenagers by their parents. Running away is also a sign of bad relationship and a lack of communication within the family. Indeed, much of runaway are found in a family where communication is difficult and where many other trouble exist, so children do not feel at ease and think they are oppressed, and try to emancipate themselves by running away from home. Because they think that it is an open way to experiment freedom and exiting adventure that they need to explore.

Raising children among today's society is not an easy task. As life is going faster and faster, and more expensive, most of parents tend to neglect their role of educator and when they remember it, they do it in a bad way or with excessive severity so that children do not support it. As they lack of affection, the first solution they take is to run away.

Concisely, to educate the teenagers, implies to give them self-confident and affections, listening and understanding them so to help them to act responsibly, free but with determination. Thus they could act by themselves with consciousness of their future and more responsibility.

Key words : Education, Teenagers, Running away, Family, Affection, Assist

INTRODUCTION

La société actuelle est caractérisée par plusieurs problèmes sociaux imbriqués et complexes parmi lesquels figure la fugue des enfants et des jeunes qui prend de l'ampleur. Elle consiste à s'extirper du lieu où l'on vit habituellement, sans autorisation et sans dire où l'on va, pour un temps généralement bref, mais qui peut durer plusieurs jours ou plusieurs semaines et même parfois, peut se transformer en l'errance¹²⁶. C'est l'action, le fait de s'enfuir momentanément du lieu où l'on vit habituellement.

En général, l'adolescent en fugue se déplace sans avertir pendant plusieurs heures voire même pendant plusieurs journées. C'est un départ impulsif, brutal, le plus souvent solitaire, limité dans le temps, caractérisé par une prise de distance

¹²⁶ Kanto, R. La fugue, « Running away », in Midi Madagasikara (6 Décembre 2016)

relationnelle et spatiale par rapport aux habitudes et aux normes sociales dominantes¹²⁷.

Avec l'insécurité qui prévaut actuellement, tels les problèmes de kidnapping, d'enlèvement de jeunes filles et de trafic d'organes qui ont généré récemment une psychose collective à Antananarivo, les parents ont raison de s'inquiéter lorsque leurs enfants s'enfuient de la maison. Comme l'a justement noté un article paru dans le quotidien Midi Madagasikara, ce comportement de plus en plus en hausse, « est souvent banalisé à tort par l'entourage, surtout lorsque le mineur revient spontanément au bout de quelques heures, après s'être réfugié chez un(e) camarade et avoir même gardé le contact, dans certains cas, avec ses ami(e)s par téléphone mobile interposé »¹²⁸ (Kanto, 2016). Compte tenu de la gravité de la situation, l'étude de ce problème est pertinente en vue de proposer des solutions viables. Notre objectif est de cerner certaines caractéristiques des fugues observées auprès de certains établissements scolaires d'Atsimondrano.

Plus d'informations sur ce phénomène qui va crescendo aideront les parents et les éducateurs à prévenir et à affronter les fugues quand ils apparaîtront.

Deux hypothèses ont été formulées. Premièrement, « le climat familial délétère est un élément déclencheur de la fugue », deuxièmement, « la recherche d'affection et le besoin de liberté sont des facteurs qui poussent les jeunes et adolescents à abandonner leurs foyers ».

MATERIEL ET METHODE

Pour mener l'étude, la démarche adoptée consiste en une collecte de données, puis un traitement de ces dernières et enfin leur analyse.

Collecte de données

Les outils de collecte de données sont l'observation, l'entretien, la documentation et l'analyse de contenu de récits de vie.

Observation

Cette technique est assurément la première la plus employée. Notre statut de responsable d'établissement nous a permis de côtoyer quasiment tous les jours ne serait-ce qu'une partie de notre population cible. Ainsi, l'observation en tant que méthode de recherche a été ciblée et développée selon un plan préparé. Malgré le fait que nous y avons accès quotidiennement, nous avons quand même fixé les

¹²⁷ Bernard Gaillard, *La fugue, un signifiant du lien familial en difficulté*, in *Enfances & Psy*, n°62 (2014/1), p. 191.

¹²⁸ Kanto R., *La Fugue*, « *Running away* », in *Midi Madagasikara* (6 Décembre 2016).

phénomènes étudiés – que sont les adolescents et leur éducation – en vue de l’analyse ultérieure. Bref, en tant que sociologue, nous avons intégré l’observation dans notre programme de recherche car non seulement, il s’agit d’une technique efficace pour la collecte des données mais elle est aussi d’une grande utilité pour valider les hypothèses et les concepts de base.

Après la technique d’observation, celle de l’observation participante ou participative occupe certainement la seconde place dans notre méthode de recherche. La particularité de ce second procédé est le fait que nous ne restons pas uniquement des spectateurs passifs, mais nous contribuons activement aux activités quotidiennes du groupe étudié. Il s’agit en grande partie de la technique utilisée auprès des enseignants-éducateurs lesquels ont travaillé main dans la main avec nous tout au long de la période durant laquelle les recherches ont été effectuées.

La technique *Focus groupe* a été utilisée avec les parents d’élèves. Il est question de collecter des informations grâce à des groupes de discussion. C’est l’un des instruments classiques de recherche qualitative dans le domaine des sciences sociales. Les principales hypothèses théoriques et opérationnelles sur lesquelles il repose sont les suivantes : le groupe de discussion est une méthode d’entrevue de groupe non structurée, élaborée par le sociologue américain Robert Merton pendant la Seconde Guerre mondiale, pour évaluer le moral des soldats impliqués dans les conflits. Cette méthode a pris de l’ampleur au cours des décennies suivantes dans le cadre d’études de marché (par exemple pour comprendre les goûts des consommateurs avant le lancement d’une nouvelle gamme de produits) et plus récemment dans le secteur public et dans le volontariat social (par exemple, pour comprendre l’efficacité d’une action d’aide sociale aux groupes vulnérables). Pour notre cas, nous avons opté pour le focus group afin de récolter davantage d’informations auprès des parents, l’objectif étant de sonder leurs avis par rapport aux difficultés à éduquer les jeunes face aux aléas de la vie actuelle surtout en ce qui concerne les causes de la fugue au niveau familial.

Entretien

Des entrevues ont été entreprises auprès de personnes ressources telles que les responsables des écoles, de la commune, des surveillants généraux, des parents, des agents de la police, des éducateurs mais aussi avec des jeunes sans distinction de sexe ni de catégories socio-professionnelles. Il est important de signaler que les personnes concernées étaient des adultes venus pour discuter et échanger avec nous en tant que responsables d’établissements, responsables de discipline, d’autres avaient demandé des solutions sur des problématiques de comportement des adolescents notamment sur la fugue.

Enquête

Des enquêtes par questionnaire ont été menées auprès de 35 ménages et des 79 jeunes fugueurs. Des questionnaires ont été distribués et collectés après avoir été remplis par les parents et les éducateurs, ainsi que les surveillants généraux, tranquillement chez eux, et ce, sur des questions précises.

Récits de vie

Le récit de vie étant une méthode d'interview utilisée pour enregistrer l'histoire autobiographique du point de vue d'un individu ordinaire, il a été choisi afin de donner davantage d'illustrations aux propos des groupes plutôt marginalisés tels les données intimes et confidentielles sur les conflits parentaux, de générations, les fugueurs, les drogués, etc...

Documentation

La recherche documentaire a été menée auprès des centres de documentation dont ceux de l'Institut Supérieur du Travail Social à Mandrimena, de l'Institut Français de Madagascar, de la bibliothèque de l'Université Catholique de Madagascar, de centre ARRUE de Faravohitra, des tribunaux, de postes de police. La plupart des données statistiques étaient récoltées auprès du Lycée Saint Pierre Malaza ainsi qu'auprès du lycée publique d'Andoharanofotsy - district Antananarivo Atsimondrano.

Il est important ainsi de consulter des fichiers numériques et des sites internet qui nous ont fourni rapidement des données actualisées et des informations nécessaires à la compréhension de la zone étudiée.

L'analyse du contenu

Cette pratique consiste à analyser les informations recueillies en tenant compte des objectifs de l'enquête, des interviews et des récits de vie. Elle permet, dans un premier temps, d'établir des liens entre les variables étudiées, les résultats obtenus ainsi que les hypothèses préalablement formulées.

Dans un second temps, elle met en corrélation les variables indépendantes et les variables dépendantes choisies en tant qu'indicateurs pertinents dans l'explication du sujet.

Enfin, elle donne une vision d'ensemble des données recueillies.

L'objectif de cette étude est de déceler les origines de la fugue telle qu'elle est engendrée par les conditions socio-affectives familiales.

La zone d'étude est le district d'Atsimondrano, proche de la capitale Antananarivo qui est une vitrine à la fois de la richesse et de la pauvreté.

Pour réaliser l'étude, l'observation sur terrain, des entretiens auprès de jeunes et adolescents de grands établissements scolaires, du lycée ont été menés.

La collecte des diverses informations s'est faite par le biais des enquêtes auprès des élèves, des parents d'élèves et des éducateurs. Nous avons aussi relevé des données statistiques auprès de la Commune Andoharanofotsy.

RESULTATS

Les enquêtes effectuées dans les deux établissements scolaires ont permis de mettre en évidence les résultats suivants :

Tableau 1 : Motifs de fugue au LSPM

Motifs de fugue	Masculin	Féminin	Effectif	Classe
Problème d'affection parentale	1	4	5	2 nd e / 1 ^{ère}
Problème financier / sévérité	2	3	5	4 ^{ème} / 3 ^{ème}
Famille commissariat	3	1	4	6 ^{ème} / 5 ^{ème}
Mariage forcé (ou suggéré par les parents)	0	2	2	1 ^{ère} / Terminale
Divers comportements parentaux	0	4	4	2 nd e/1 ^{ère} / T/ale
Problèmes sentimentaux (amour)	0	6	6	5 ^{ème} / 4 ^{ème} /1 ^{ère}
Sentiment de manque de liberté	6	1	7	4 ^{ème} / 2 nd e
Total	12	21	33	

Source : LSPM, Mai 2019

Les enquêtes ont été effectuées auprès du Lycée Catholique Saint Pierre Malaza (LSPM) et auprès du Lycée Public d'Andoharanofotsy.

Au sein de l'école catholique LPSM, 33 cas de fugues ont été relevés et répartis comme suit selon les motifs :

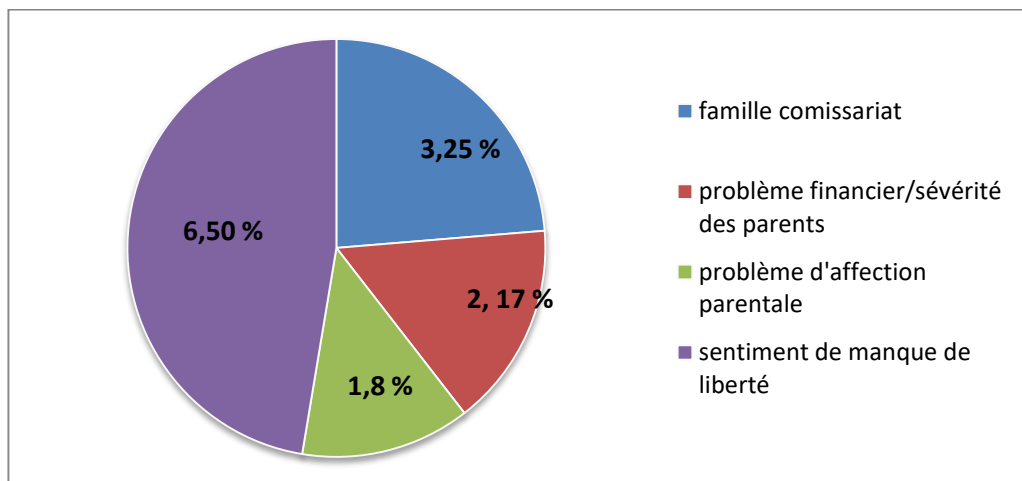
- 21,20 % viennent de sentiment de manque de liberté. Cependant il faut noter que ce sont les garçons qui éprouvent le plus ce sentiment d'oppression.
- 18,20 % pour des problèmes amoureux et concernent surtout des filles ;
- 15,10 % pour des problèmes affectifs, dont la majeure partie est des filles ;
- 15,10 % pour des problèmes financiers ;
- 12,10 % pour motif de famille commissariat ;

- 12,10 % pour d'autres comportements parentaux ;
- 6 % pour motif de mariage forcé (il s'agit toutes de filles).

Pour une répartition selon le niveau scolaire, les résultats nous montre que :

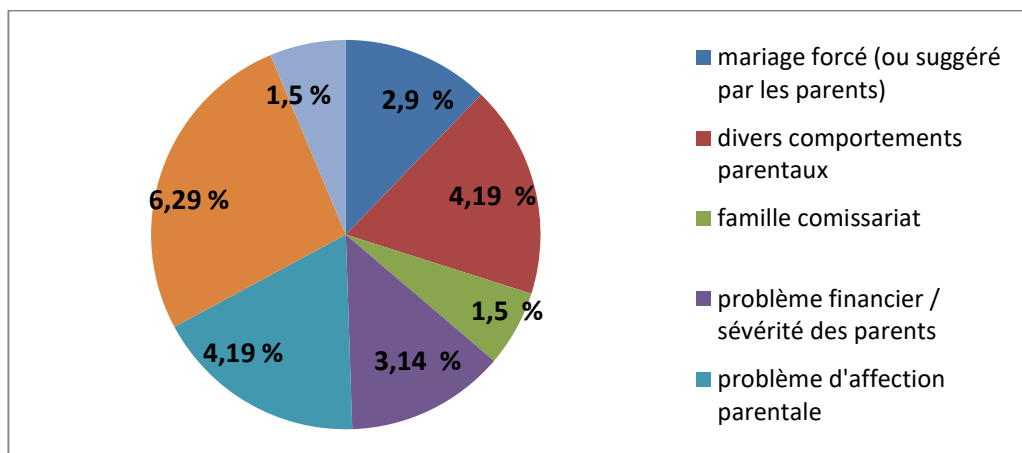
- 6,00 % viennent de la classe de 6ème
- 12,10 % de la classe de 5ème
- 36,30 % de la classe de 4ème
- 3,00 % de la classe de 3ème
- 18,20 % de la classe de 2nde
- 18,20 % de la classe de 1ère
- 6,00 % de la classe Terminale.

La classe de 4ème détient l'effectif le plus élevé de fugueurs (36,30 %) suivi par la classe de 2nde et de 1ère (avec chacun 18,20 % de cas).



Source : Lycée LSPM, Mai 2019

Graphique 1 : Motifs des fugues pour les garçons du Lycée LPSM



Source : Lycée LPSM, Mai 2019

Graphique 2 : Motifs des fugues pour les filles du Lycée LPSM

Tableau 2 : Motifs de fugue au Lycée Public d'Andoharanofotsy

Motifs de fugue	Masculin	Féminin	Nombre	Classe
Problème d'affection parentale	3	4	7	2nde / 1ère
Problème financier / sévérité	4	3	7	4ème / 3ème
Famille commissariat	2	0	2	6ème / 5ème
Mariage forcé (ou suggéré par les parents)	0	4	4	1ère / Tle
Divers comportement parental	1	2	3	2nde/1ère/ Tle
Problème sentimental (amour)	1	8	9	5ème/ 4ème/1ère
Sentiment de manque de liberté	10	4	14	4ème / 2nde
Total	21	25	46	

Source : Lycée publique d'Andoharanofotsy, Mai 2019

D'après les enquêtes effectuées auprès des élèves et des parents de l'école publique, sur les 46 élèves qui ont fugué, les motifs peuvent être classés comme suit :

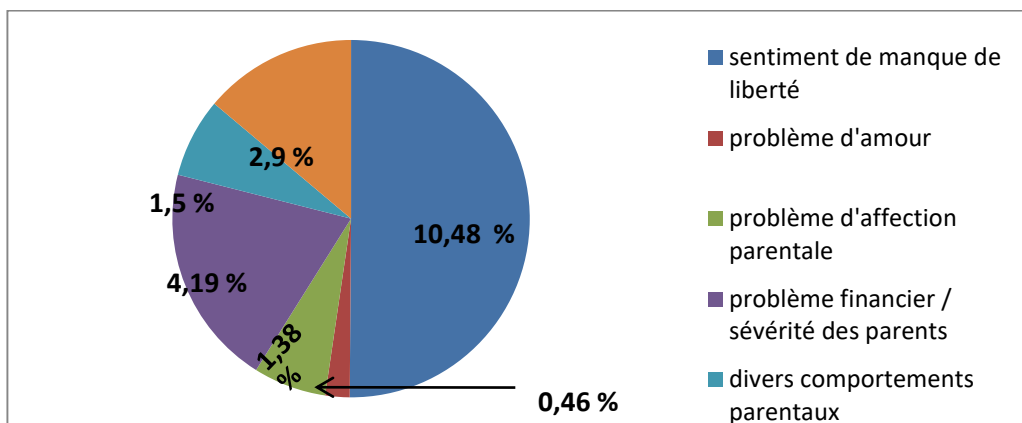
- 30,40 % pour un sentiment de manque de liberté, dont plus de la moitié sont des garçons ;
- 19,60 % pour des problèmes amoureux et dont la plupart sont des filles ;
- 15,20 % pour des problèmes affectifs, la majeure partie sont des filles ;
- 15,20 % pour des problèmes financiers ;

- 8,70 % pour motif de « famille commissariat » ;
- 6,50 % pour d'autres comportements parentaux ;
- 4,30 % pour motif un mariage forcé (ce sont toutes des filles).

Par contre, pour une répartition par classe, la constatation est la suivante :

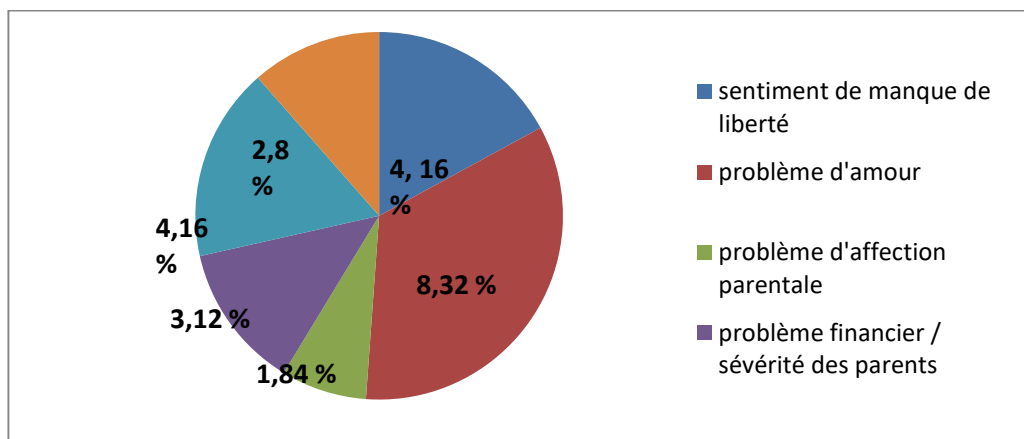
- 2,10 % de la classe de 6ème
- 10,80 % de la classe de 5ème
- 30,40 % de la classe de 4ème
- 8,70 % de la classe de 3ème
- 23,90 % de la classe de seconde
- 17,30 % de la classe de 1ère
- 6,50 % classe de Terminale

La classe avec le nombre de fugueurs le plus élevé est la classe de 4ème (30,40 %) suivie de la classe de seconde (avec un taux de 23,90 %).



Source : Lycée publique d'Andoharanofotsy

Graphique 3 : Motifs des fugues pour les garçons du Lycée public d'Andoharanofotsy



Source : Lycée publique d'Andoharanofotsy, Mai 2019

Graphique 4 : Motifs des fugues pour les filles du Lycée publique d'Andoharanofotsy

DISCUSSIONS

Nous entendons par fugue le fait qu'un enfant ou un/une jeune quitte volontairement son domicile ou sa famille d'accueil sans l'autorisation des parents ou des tuteurs. Elle fait partie des comportements essentiellement répandus parmi les jeunes et engendrent des difficultés. Les causes sont multiples mais nous nous contentons d'en énumérer quelques-unes. En premier lieu, « Les adolescents exercent en général leur autonomie en contestant ou en défiant les règles parentales, et parfois en transgressant » (Kanto, 2016). Les jeunes détestent les contraintes et veulent être indépendants. Par conséquent, ils ne supportent pas l'autorité et la coercition sous prétexte qu'elles entravent à l'affirmation de soi et à l'identité. Une pression insupportable pour le jeune et le pousse à quitter le foyer et/ou l'école car dans la plupart des cas, la fugue du domicile va de pair avec celle de l'école.

Après avoir fait une fugue, un jeune garçon a été reconduit à l'école par un agent de police qui l'a récupéré. Voici son aveu : « *J'habite à la maison avec mon Papa et ma grande sœur. Je ne manque de rien sauf de l'affection paternelle. Quand je suis triste, mon papa cherche à compenser mes soucis en me comblant d'argent, sauf qu'il ne sait pas que je n'en ai pas tant besoin. J'ai seulement besoin de mon Papa, de son affection et de sa tendresse. Ma grande sœur est toujours absente et quand elle est à la maison, elle ne s'occupe pas de moi. Au contraire, elle est toujours prête à me faire la morale ; elle n'a pas confiance en moi. J'ai l'impression qu'on ne me prête pas attention et je ne connais pas ce qu'est une affection maternelle. Alors qu'en l'absence d'une mère, j'ai espéré au moins l'obtenir auprès de ma sœur aînée. Mon Papa m'ignore complètement. J'ai comme l'impression que ces marchandises*

sont plus précieuses que moi. Je me sens seul, très seul et incompris. Par conséquent, mes performances scolaires sont en déclin car je ne peux plus me concentrer. Ma sœur aînée se fâche contre moi en remplissant ma tête de morale. Je n'en peux plus et j'ai décidé de quitter la maison pour avoir plus de tranquillité. J'ai volé l'argent du coffre de mon père et je me suis enfui. Voici déjà quatre jours que je suis parti. En fait, j'ai appelé mes amis et on s'est amusé. La police a fait des enquêtes auprès de mes amis et à l'école et par la suite on m'a retrouvé mais moi je ne veux plus retourner à la maison ».

Les jeunes manquent d'encadrement alors qu'il est évident que l'adolescence est une période délicate. Olga Noelivao affirme : « Souvent, l'enfant fugue, ce qui est pour lui le seul moyen d'attirer l'attention de ses parents, d'être écouté et de montrer qu'il existe. Il peut s'enfoncer aussi dans le silence, et se dire « à quoi bon ! » ses efforts lui semblent ne pas être perçus, ne servir à rien ; son entourage ne s'adresse jamais à lui, il se sent inutile »¹²⁹. Plusieurs interrogations demeurent : Comment les parents accomplissent-ils leurs devoirs d'éducateurs par rapport à leurs enfants ? De même, où en sont les responsabilités des aînés censés se substituer aux parents quand ces derniers font défaut ? Il est important de souligner qu'une simple écoute attentive change beaucoup cette situation. Après une semaine, un autre élève s'est enfui de sa maison. En effet, ce dernier a déjà éprouvé un malaise depuis longtemps mais ne sait que faire et comment s'en sortir. Quand il a entendu le cas cité ci-dessus, constatant qu'il est possible de quitter le foyer et il s'est enfui lui aussi. A se demander comment peut-on affronter ce problème et quelle mesure peut-on prendre afin d'accompagner psychologiquement les jeunes fugueurs ?

La maltraitance physique, psychologique et voire sexuelle peut être aussi une cause de cette fugue. Elle est « souvent perpétrée par l'un des parents, et plus souvent observée chez les filles. Se sentant enfermé dans un espace social réduit vécu comme irrespirable, l'adolescent prend le risque de fugue »¹³⁰. Les parents prennent conscience au moment de la fugue et ce, tardivement qu'il y a des problèmes chez l'enfant. La fugue a mis à nu la faillite de l'éducation. Malgré tout, les parents s'inquiètent de la vie de l'enfant fugueur reconnaissant l'adage « *lahitokana ny aina* ». La fugue peut changer complètement le vécu au sein de la famille que ce soit en positif ou en négatif dépendant de la manière dont la situation sera traitée. A ce propos, Olga Noelivao soutient : « La fin d'une maltraitance ne signifie d'ailleurs pas l'arrêt automatiquement des signes et des conséquences au niveau de l'enfant. Celui-ci continue à garder en mémoire les souffrances endurées. Il a souvent besoin

¹²⁹ Olga Noelivao Phan Van Hien, *La protection de l'enfant à Madagascar, accompagner la lutte contre la maltraitance*, Editions Karthala, 2017, P. 89

¹³⁰ Bernard Gaillard, *La fugue, un signifiant du lien familial en difficulté*, in *Enfance & Psy* 2014/1 (n°62), p.189.

de temps pour pouvoir en parler, pour accepter le fait que ce n'est pas de sa faute, qu'il peut vivre autrement, qu'il a le droit d'être aimé et respecté comme les autres enfants »¹³¹.

Par ailleurs, la fugue est aussi une des sources de l'abandon scolaire car, en général, les fugueurs ont honte de leurs camarades de classe et ne veulent plus y retourner. Certains changent d'école mais comme ils ont expérimenté une mauvaise habitude, la tentation de récidiver devient très forte. De ce fait, l'école devient une option secondaire et au moindre problème, ils sont prêts à décrocher. « L'importance et la fréquence des infractions sont des éléments évocateurs, se manifestant par la consommation régulière d'alcool, le recours fréquent à la violence, l'absentéisme scolaire sans autorisation (école buissonnière) et le vol qui sont beaucoup plus significatifs que des épisodes isolés de ces mêmes faits »¹³². La fugue de la famille et de l'école peut s'étendre à d'autres problèmes si elle n'est pas résolue à temps.

La fugue comme revendication d'un espace de liberté

L'adolescence est une période délicate pendant laquelle le jeune est en quête d'une certaine indépendance vis-à-vis de ses parents ou de ses tuteurs. Par conséquent, il cherche à exprimer son identité à travers « des actes qui renvoient à l'estime de soi, à l'aisance sociale, à la question du désir et des relations amoureuses, de l'orientation sexuelle »¹³³ (Bernard, 2014). La fugue en est une manifestation. L'enquête que nous avons effectuée montre que le sentiment de manque de liberté, c'est-à-dire la sensation d'étouffement dans la famille est la première cause de la fugue. Presque 30 % des cas sont liés à ce problème et il est plus accentué chez les garçons, (avec quasi 50 % des cas). Même le problème d'amour – plus fréquent chez les filles (29 % des cas étudiés) – peut être interprété dans ce sens. En effet, dans la plupart des cas, au lieu d'avouer qu'elle se sent étouffée au sein du foyer familial, la jeune fille préfère dire qu'elle s'en va de la maison pour aller chez son petit ami. En effet, les adolescents, à un certain âge de leur vie, veulent s'épanouir sentimentalement parce que : « à partir de 14 ans [environ], l'amour des parents n'est plus suffisant surtout avec leurs engagements incessants en dehors du foyer. Le bonheur ressenti auprès d'une autre personne les incite à avoir plus de liberté extérieure »¹³⁴. Par conséquent, la fugue est pour l'adolescent, caractérisée par une prise de risque pour une quête de nouvel espace de liberté, de nouveaux paysages, des nouvelles aventures.

¹³¹ Olga Noelivao, *ibid.*, p. 89.

¹³² Olga Noelivao, *ibid.*, p. 89.

¹³³ Bernard Gaillard, *La fugue, un signifiant du lien familial en difficulté*, in *Enfances & Psy*, n°62 (2014/1), p. 190.

¹³⁴ Kanto R., *La Fugue*, « *Running away* », in *Midi Madagasikara* (6 Décembre 2016).

La fugue est, dans la plupart des cas, une manifestation de la difficulté d'exister dans le milieu familial. Par ailleurs, « les relations familiales sont régulièrement au cœur des discours sur les causes du départ »¹³⁵. La famille est censée être ce lieu où l'adolescent se sent le plus à l'aise, aimé, choyé et épanoui mais confronté à des difficultés internes et interrelationnelles dans sa quête d'identité, il s'auto-expulse de la famille pour chercher ailleurs, une place qui, la plupart du temps est idéalisée et fantasmée et dans laquelle il pense être reconnu, valorisé, désiré, jalouxé¹³⁶. « La fugue est une prise de risque, une grave prise de risque. Elle est à la fois une fuite et une prise d'autonomie »¹³⁷, c'est un « partir pour élargir le champ des possibles »¹³⁸.

Dans une famille où règne un contrôle excessif - nous évoquons cette réalité par l'expression « famille commissariat » - il y a plusieurs risques de fugue. En effet, c'est une revendication d'autonomie mais surtout une alerte adressée aux parents pour leur signaler que quelque chose ne va pas et que des situations intrafamiliales deviennent opprimantes¹³⁹ (Jean François Pillou). La fugue préméditée ou préparée d'avance, par exemple, peut naître dans une ambiance familiale où il n'y a pas de dialogue, où ce sont les parents qui imposent et ont le dernier mot. L'enquête a montré qu'à peu près 20 % des cas de fugue sont dûs directement ou indirectement à des parents trop sévères (cf. Tableau 3). Évidemment, une telle ambiance provoque une révolte, un malaise qui peut porter à une volonté de s'autonomiser et de montrer qu'il est capable de prendre une décision difficile. Un adolescent confronté à des interdictions parentales qu'il ne supporte plus ou à des limites imposées qu'il n'accepte plus, tôt ou tard, aura ras le bol. Cette situation devient pour lui invivable et l'incite à fuguer. Il n'est donc pas étonnant que par rapport aux problèmes amoureux et par rapport aux troubles psychologiques personnels, c'est, en grande partie, les conflits familiaux (conflit d'autorité, incompréhension, ...) qui incitent les jeunes à fuguer. Presque 20 à 30 % des fugeurs quittent un milieu familial en crise et ce pourcentage peut s'élever jusqu'à 40 % dans certaines classes d'âges.

¹³⁵ Elise Lemercier, *L'art de la fugue*, in Presses de Sciences Po : Agora débats/jeunesse, n°77 (2017/3), p.96.

¹³⁶ Cf. Bernard Gaillard, *La fugue, un signifiant du lien familial en difficulté*, in *Enfances & Psy*, n°62 (2014/1), p. 191.

¹³⁷ Clarisse Gosselin, *Enjeux psychologiques de la fugue*, in *Vie Sociale et Traitement*, n°98 (2008/2), p. 90.

¹³⁸ Elise Lemercier, *L'art de la fugue*, in Presses de Sciences Po : Agora débats/jeunesse, n°77 (2017/3), p.97.

¹³⁹ Cf. Jean François Pillou, *Fugue Adolescent*, in <https://santemedecine.journaldesfemmes.fr/contents/952-fugue-adolescent>

La fugue liée à un problème d'amour

Les adolescents, surtout les filles qui quittent la maison pour des raisons d'amour ne sont pas rares. Pratiquement, un jeune homme ou une jeune fille s'enfuit de la maison pour rejoindre son amoureux (se), loin des contraintes familiales.

Ces phénomènes sont typiques des jeunes filles de la classe de 3^{ème} ou de la classe de seconde (en majorité de 14 à 17 ans). Dans ce cas, c'est « le bonheur ressenti auprès d'une autre personne [qui] les incite à avoir plus de liberté extérieure »¹⁴⁰. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la population a tendance à banaliser la fugue. Dernièrement, il y a plusieurs annonces de disparition des filles à la Radio et sur les réseaux sociaux. La réaction spontanée du public est d'affirmer qu'elles n'ont pas disparu mais ont rejoint leurs amoureux. Il est intéressant de constater que 28 % des cas de fugues chez les jeunes filles sont liés à des amourettes. Le pire c'est que les amants de ces jeunes filles sont presque des hommes plus âgés qu'elles. Certains sont même mariés et pères de famille. Bien évidemment, aucun parent n'accepte une telle relation ce qui incite les jeunes filles à s'enfuir de la maison. Un cas d'auto scarification a même été constaté chez une jeune fille de la classe de seconde après sa fugue car ses parents n'ont pas accepté sa relation avec un homme marié plus âgé qu'elle. Pour montrer son mécontentement, elle a fait ce geste grave devant ses parents.

Un autre cas est l'amour interdit. Les parents ont leurs raisons comme par exemple l'inégalité sociale, la différence d'ethnies, etc... Face à cette interdiction, les jeunes ne veulent rien entendre et préfèrent fuir de la maison pour rejoindre son ou sa petit(e) ami(e).

Toujours sur ce problème sentimental, les relations forcées aussi peuvent causer une fuite de la maison mais avec un faible pourcentage de l'ordre de moins de 5 % des cas observés. Dans certaines familles traditionalistes, il appartient aux parents d'imposer le mari pour leur fille. Cette dernière, ne souhaitant pas se plier à la volonté des parents préfère s'enfuir de la maison. Dans d'autres cas, ce sont les parents eux-mêmes qui encouragent leurs filles à se prostituer pour gagner un peu d'argent en vue de subvenir aux besoins de la famille. Face à la pauvreté, certains parents sont capables de choses horribles et inimaginables ; la fille n'a pas d'autre choix que de consentir ou fuir.

¹⁴⁰ Kanto R., *La Fugue*, « *Running away* », in Midi Madagasikara (6 Décembre 2016).

La fugue comme manifestation d'une tension intrafamiliale

La tension intrafamiliale signifie les problèmes internes à la famille. C'est l'exemple des liens que l'adolescent pourra tisser avec son entourage familial, c'est-à-dire les liens avec sa fratrie, les liens entre ses parents mais aussi les liens dans la structure éducative. Elle s'inscrit parfois aussi dans la relation avec les pairs. Cela est déterminant pour le jeune car comme affirme la psychologue Clarisse Gosselin : « l'adolescent s'appuie sur eux pour se construire »¹⁴¹. Ces conflits familiaux qui s'avèrent parfois difficiles et douloureux affectent directement ou indirectement l'adolescent surtout quand ils sont accompagnés par des difficultés à communiquer, à s'écouter, mais aussi des troubles psychiatriques ou des dépressions parentales¹⁴². Le problème financier dans le foyer qui touche environ 15 % des fugueurs est encore un autre facteur aggravant. Certains jeunes comparent leur vie avec celle des autres. N'ayant pas les moyens suffisants, ils sont tentés de voler. D'autres cherchent des relations extérieures pour se procurer de l'argent. Ces relations qui ne sont pas sincères la plupart du temps sont motivées par des profits. Les jeunes sont attirés par la facilité immédiate, la mentalité de vouloir « avoir tout et tout de suite ». Ils se permettent alors tous les moyens, y compris la fugue sans que les parents sachent ce qu'ils font. Le taux de ce cas de fugue paraît élevé même si par rapport à la situation de pauvreté à Madagascar, la raison principale de la fugue n'est pas en premier lieu les difficultés économiques et financières.

Les conflits entre le père et la mère et notamment la violence verbale et/ou physique entre eux peuvent provoquer chez l'adolescent un sentiment de haine envers l'un d'eux. En cas de séparation, l'adolescent fait naturellement des va et vient entre les deux parents. Et parfois, il part de la maison sans aviser personne surtout lorsqu'il habite chez celui (ou celle) qu'il apprécie le moins. D'autres adolescents éprouvent un sentiment d'abandon par les parents submergés par leurs propres problèmes. Ne se sentant pas au centre de l'attention, donc délaissés, ils cherchent ailleurs un monde plus accueillant, du moins c'est ce qu'ils s'imaginent.

Un autre cas concerne les parents toujours absents de la maison. Ne connaissant pas bien leurs enfants et submergés par les problèmes et la fatigue fréquente, ils s'emportent facilement et au lieu d'encourager leurs enfants, ils ne voient que les erreurs et les limites. Parfois, les enfants sont frappés, grondés et humiliés. Or, chaque fois qu'un enfant est puni, il souffre et se sent rabaissé. Ces sentiments négatifs entravent son développement et sa maturité. Dans un tel environnement, les

¹⁴¹ Clarisse Gosselin, *Enjeux psychologiques de la fugue. Prises de risques et conduites à risque*, in Vie Sociale et Traitement, n°98 (2008/2), p. 91.

¹⁴² Clarisse Gosselin, *Enjeux psychologiques de la fugue. Prises de risques et conduites à risque*, in Vie Sociale et Traitement, n°98 (2008/2), p. 91.

adolescents n'en peuvent plus et sont portés à aller ailleurs pour trouver une ambiance plus calme et plus sereine. Ce cas est fréquent surtout chez les garçons de la classe de 6^{ème}, de 5^{ème} et de 4^{ème}.

La fugue provoquée par un vécu pénible en famille

D'après des enquêtes auprès des parents et des éducateurs plus attentionnés, les fugueurs présentent des symptômes exprimant un mal-être dans leur cadre de vie familiale. Ce mal-être est lié aux comportements des membres de la famille et aux circonstances douloureuses que l'adolescent n'a pas réussi à accepter. Nous pouvons citer ici les exemples de certains événements comme les déménagements, la violence entre parents, la cohabitation avec un membre de la famille violent, alcoolique, harceleur, voire violeur ou toxicomane. En effet, le berceau familial devient irrespirable et destructeur. Les jeunes filles souvent victimes de ces violences prennent le risque de fuguer. A juste raison, Clarisse Gosselin affirme : « Certains adolescents, parfois des enfants, fuient des lieux, des familles, dans lesquels ils sont en danger, menacés, dans le cas de violence, de maltraitance, d'abus, mais aussi dans des situations conflictuelles »¹⁴³.

A ceci s'ajoutent les autres problèmes vécus en famille que l'adolescent ne réussit pas à accepter comme les problèmes économiques et financiers, les disputes entre parents, les mauvais exemples des adultes. Ce dernier est particulièrement grave car dans certaines familles, le père est toujours occupé au travail et pendant ce temps la mère entretient des liaisons avec d'autres hommes. Elle sort souvent de la maison – même la nuit – à la connaissance des enfants. Ou encore, c'est le père qui fréquente d'autres femmes ou d'autres jeunes filles. Dans ce dernier cas, le père est appelé « *papasôsy* ». S'il est entré dans cette situation, il dépense son argent avec les filles et laisse de côté sa famille et ses enfants qui normalement devraient être sa priorité. L'adolescent voit ce mauvais exemple et non seulement en souffre mais a tendance à l'imiter. Un sentiment de trahison peut l'envahir car il constate que ses parents ne sont pas de bons parents comme ils devraient l'être. La déception quant à un idéal peut le submerger et peut le pousser à quitter la maison.

Des troubles psychologiques profondes

Bien qu'en effectif réduit mais mérite quand même une considération, on peut rencontrer la fugue qui naît d'une difficulté de l'adolescent à supporter la question de la frustration et de la limite qu'il ne peut accepter et qu'il préfère contourner. La fugue dans ce sens est perçue comme une fuite de son monde interne, dans un

¹⁴³ Clarisse Gosselin, *Enjeux psychologiques de la fugue. Prises de risques et conduites à risque*, in Vie Sociale et Traitement, n°98 (2008/2), p. 91.

éviter d'affects dépressifs ainsi que de l'angoisse. Les fugueurs de ce type, le plus souvent, souffrent de dépression et d'idées noires et sont portés parfois à des tentatives de suicide. En réalité, la fugue de ce genre révèle des troubles psychiatriques qui méritent une prise en main sérieuse. Les adolescents atteints par ce trouble sont parfois des toxicomanes. Soit ils boivent, soit ils fument ou sont des consommateurs de drogue (cannabis, héroïne, cocaïne, ...). Si le jeune qui se trouve dans cette situation est encore confronté à l'autorité d'un adulte, il risque de s'enfuir et considère la situation comme une entrave à sa liberté.

La fugue liée à une crainte de punition et un sentiment de culpabilité

Dans une famille où punir et reprocher constituent le seul moyen pour éduquer, il ne peut naître une relation de confiance entre parents et enfants. Dans ce cas, l'enfant obéit par peur. Peu à peu, il grandira et se souviendra de ces scènes de violence et d'oppression. Il peut aussi naître une certaine réaction de colère et de rejet. Contrairement à la croyance générale selon le dicton « punir c'est éduquer », punir est une forme de violence qui induit la peur et le conditionnement et qui constitue un obstacle à la responsabilisation.

Les adolescents éduqués dans ce système ont toujours peur et ressentent continuellement un sentiment de culpabilité surtout en cas d'échec scolaire ou d'autres échecs dans la vie. C'est pour cela que des élèves fuguent par peur des sanctions suite à leurs mauvaises notes à l'école par exemple. Ils se sentent coupables et s'en veulent. Ils craignent, ainsi, de retourner à la maison. Nous avons inclus « la punition » dans les divers comportements parentaux et il est intéressant de constater qu'elle est la cause des 6 à 10 % des fugues. La fugue provoquée par la crainte d'être réprimandée est fréquente chez les enfants de moins de 13 ans. Comme l'a noté Kanto R., la fugue s'avère être la seule échappatoire pour « certains qui subissent quotidiennement des actes violents, et toujours en butte à des remarques déplaisantes venant de leurs parents après une mauvaise note, une faute commise à l'école, ou une dispute entre camarades de classe »¹⁴⁴.

La fugue comme expression d'un mal-être passager

La fugue n'est pas forcément liée à des problèmes graves de relation ou à des troubles personnels profonds, mais elle peut être seulement une action choisie par le fugueur pour exprimer son mal-être passager ou une difficulté ponctuelle. Ne se sentant pas bien dans sa peau, non pas d'une manière permanente mais seulement à un certain point de sa vie, l'adolescent se sépare volontairement d'une manière provisoire de son milieu parental. En tout cas, il est normal chez l'adolescent de ne pas tout pouvoir contrôler, de perdre quelquefois les repères et de vouloir avoir un

¹⁴⁴ Kanto R., *La Fugue*, « *Running away* », in Midi Madagasikara (6 Décembre 2016).

certain espace de liberté. C'est le cas de deux adolescents jumeaux d'une famille que nous pouvons définir comme « idéale » car il y règne le dialogue, la compréhension mutuelle et l'affection parentale. Malgré tout, un des jumeaux a fugué. Les parents étaient déconcertés, car ils n'y comprenaient rien. Le dialogue sincère qu'ils ont entretenu, par la suite, avec leur fils adolescent leur a permis de comprendre qu'il s'agit d'un mal-être passager.

Bref, la fugue, est sans aucun doute une situation complexe qui vient rarement d'une cause unique. Cependant, si elle est provoquée par plusieurs facteurs multiples et compliqués, elle a beaucoup à faire avec la vie familiale et relationnelle : « Les concernés ont, d'habitude, des actes à se reprocher et à reprocher à leurs parents ou à leurs tuteurs ; ainsi, pour échapper à la sanction qui va leur être infligée, la seule échappatoire est la fugue »¹⁴⁵. Elle est un symptôme d'une souffrance que le jeune cache en lui comme des problèmes à la maison, des problèmes familiaux, des problèmes d'amour ou tout simplement des troubles psychologiques personnels. Pour les plus âgés, elle est davantage une recherche d'un certain espace de liberté : ils veulent rejoindre leurs amis, leurs amants ou encore ils veulent se libérer de l'environnement familial qu'ils jugent asphyxiant et oppressif. Cependant, elle est ambiguë dans ce sens que « la fugue peut être un jeu de cache-cache dangereux. La pulsion de mort se manifeste dans cette disparition aux yeux de l'autre et aussi pour soi. Elle signifie à la fois cherche-moi et laisse-moi partir »¹⁴⁶. Mais la fugue peut avoir des racines profondes comme une tension intrafamiliale, un vécu pénible en famille voire des troubles psychologiques personnelles profondes. Bien évidemment, il y a des situations atténuantes et des situations aggravantes. La fugue est généralement accomplie suite à une ou plusieurs éléments déclencheurs, telle la dispute avec les camarades de classe, les interdictions parentales, l'échec scolaire, la peur d'une punition, etc...

Par conséquent, le moyen le plus efficace pour éviter la fugue des adolescents n'est autre que le dialogue : « Il faut absolument communiquer et discuter avec lui afin que l'adolescent puisse confier aux parents ce qu'il ressent réellement. En effet, avant de fuguer, un enfant ou un adolescent envoie des signes à travers son changement de comportement notamment la tendance à s'isoler »¹⁴⁷. Face à une attitude inhabituelle, il est urgent de réagir. Naturellement, résoudre les problèmes de relation intrafamiliale et résoudre les troubles psychiques d'un enfant qui en

¹⁴⁵ Kanto R., *La Fugue*, « *Running away* », in Midi Madagasikara (6 Décembre 2016).

¹⁴⁶ Irène Akoka Froidefond, La fugue, un voyage qui ne s'écrit pas, in Revue Erès, n°9 (2004/1), p.85.

¹⁴⁷ Cf. « Mon enfant fugue, comment réagir ? » in <https://www.lechefestunefemme.fr/associatif/mon-enfant-fugue-comment-reagir>. Consulté le 08 Juillet, 2022

souffrir signifie l'aider à être plus équilibré et l'aider à se sentir bien au sein du foyer familial et donc, éviter la fugue.

Mais comment réagir suite à une fugue d'un enfant ou d'un adolescent ? Le sujet est vaste et ne pourra pas être traité dans ce cadre. Notons seulement qu'il est primordial de le chercher en contactant les amis, les voisins et les personnes proches de l'adolescent. Il est aussi important de tenir compte des lieux qu'il aime fréquenter. Il convient, bien évidemment de signaler la disparition à la police. Par la suite, quand le fugueur est retrouvé, le dialogue est toujours constructif en vue de trouver des solutions. Le plus important est de ne pas se laisser emporter par la colère et le jugement mais de l'accueillir gentiment, de toujours l'aimer et d'essayer de le comprendre. Par ailleurs, l'enfant comme les parents doivent exprimer ce qu'ils ressentent. De telle compréhension partagée instaure un rapport de confiance et d'estime mutuel.

CONCLUSION

La fugue est un phénomène social complexe qui, rarement, vient d'une cause unique. Cependant, si elle est provoquée par des facteurs multiples et complexes, on peut remarquer qu'elle a beaucoup de rapport avec la vie familiale et relationnelle. Les concernés ont, d'habitude, des actes à se reprocher et à reprocher à leurs parents ou à leurs tuteurs ; ainsi, pour échapper à la sanction qui va leur être infligée, la seule échappatoire est la fugue. Elle constitue souvent un appel à l'aide, un symptôme d'une souffrance que le jeune cache en lui comme un cumul des problèmes familiaux, sociaux, scolaires, des problèmes d'amour ou tout simplement des troubles psychologiques personnels. Pour les plus âgés, elle est davantage une recherche d'un certain espace de liberté pour rejoindre les amis, les amants ou encore se libérer de l'environnement familial jugé asphyxiant et oppressif. La fugue est un jeu de cache-cache dangereux. La pulsion de mort croît et s'intensifie dans le contexte de fugue. La fugue peut avoir des racines profondes : tension intrafamiliale, un vécu pénible en famille voire des troubles psychologiques personnels profonds. Il y a des situations atténuantes et des situations aggravantes. La fugue a plusieurs éléments déclencheurs, tels la dispute avec les camarades de classe, les interdictions parentales, l'échec scolaire, la peur d'une punition, etc...

L'un des moyens le plus sûr pour éviter la fugue peut être le dialogue : il faut absolument communiquer et discuter afin que l'adolescent puisse confier aux parents ce qu'il ressent. En effet, avant de fuguer, un enfant ou un adolescent envoie des signes à travers son changement de comportement notamment la tendance à s'isoler. Face à une attitude inhabituelle, il est urgent de réagir. Il faut apprendre à décoder les signes comportementaux, pendant la phase d'alerte. Naturellement, résoudre les

problèmes de relation intrafamiliale et résoudre les troubles psychiques d'un enfant qui en souffre signifie l'aider à être plus équilibré et à se sentir bien dans la famille et donc éviter la fugue. Revaloriser « l'école des parents » peut constituer une mesure préventive, pour préparer les adultes à identifier les besoins pressants des jeunes. Le plus important est de ne pas se laisser emporter par la colère et le jugement mais de l'accueillir gentiment, l'aimer et le comprendre. Par ailleurs, l'enfant, les parents doivent exprimer ce qu'ils ressentent, de telles compréhensions mutuelles contribuent à instaurer un rapport de confiance et d'estime mutuel.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Anonyme. (2016). *Les fugues chez les adolescents : Signes avant-coureurs, -prévention et mesures à prendre. Guide à l'intention des parents.*, sur <http://reseauenfantsretour.org/wp-content/uploads/2016/11/RER-Teen-Runaway-FR.pdf>.
- 2) Askevis, M. (1996). Profil du fugueur. *Adolescence* (14), 175-177.
- 3) Associatif. (2019). *Mon enfant fugue, comment reagir?* Le chef est une femme : <https://www.lechefestunefemme.fr/associatif/mon-enfant-fugue-comment-reagir/>. Consulté le 08 Juillet 2022
- 4) Christoph, A. (2014). Où en sommes-nous avec l'estime de soi. *Sante Ment Que*, 185: 24-9.
- 5) Clarisse Gosselin, (2008). *Enjeux psychologiques de la fugue*, in *Vie Sociale et Traitement*, n°98, p. 90.
- 6) Froidefond, I. A. (2004). La fugue, un voyage qui ne s'écrit pas. *Revue Erès* , 1, 85.
- 7) Gaillard, B. (2014). La fugue, un signifiant du lien familial en difficulté. *Enfances & Psy* (62), 191.
- 8) Gosselin, C. (2008). Enjeux psychologiques de la fugue. *Vie Sociale et Traitement*, 2 (98), 92.
- 9) Goulois, D. (2021). *Les fugues chez l'adolescent.*, sur *Psychologie & sexologie*: <https://www.psychologue-sexologue-974iledelareunion.com/les-fugues-chez-ladolescent/>. Consulté le 08 Juillet 2022
- 10) Irène Akoka Froidefond (2004). La fugue, un voyage qui ne s'écrit pas, in *Revue Erès*, n°9, p.85.
- 11) Kanto, R. (2016). La fugue "Running away". *Midi Madagasikara* (9743), 3.
- 12) Lemerrier, E. (2017). L'art de la fugue. *Presses de Sciences Po: Agora débats/jeunesse* , 3 (77), 96.

- 13) Olga Noelivao Phan Van Hien. (2017). *La protection de l'enfant à Madagascar, accompagner la lutte contre la maltraitance*, Editions Karthala, p. 89.
- 14) Pillou, J.-F. (2016). *Fugue adolescent*. Le journal des Femmes Santé : <https://sante-medecine.journaldesfemmes.fr/contents/952-fugue-adolescent>. Consulté le 08 Juillet 2022

LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES NATURELLES A POTENTIEL TOURISTIQUE DU SAMBIRANO-AMBANJA, MADAGASCAR

par

JAORAVO Stéphanio⁽¹⁾

(1) Ecole Doctorale Sciences, Culture, Société et Développement, Université de Toamasina, Madagascar

RESUME

Connu sous l'appellation locale de « la vallée du Sambirano », le District d'Ambanja, un sous espace géographique du nord-nord-ouest de Madagascar, est réputé mondialement pour son capital cacao grâce à ses conditions pédologiques et climatiques très favorables. Il s'agit également d'une zone à vocation touristique de par ses nombreuses richesses en ressources naturelles quasiment inépuisables. Cependant, malgré le lancement du tourisme solidaire depuis 2008 et la mise en place du centre d'accueil touristique au sein de la Commune Urbaine d'Ambanja en 2011, il s'avère que ce secteur peine à se développer. De surcroît, les potentialités exploitées ne représentent qu'une partie de celles existantes. C'est la raison pour laquelle, le présent article vise principalement à inventorier les ressources naturelles disponibles à potentiel touristique de cette localité, afin d'élaborer ultérieurement des formes de tourisme convenables pour leur exploitation optimale. La méthodologie utilisée, a été basée sur l'inventaire des ressources, combinant la recherche bibliographique et l'approche participative incluant des travaux de terrain dans 32 villages. Face à ces objectifs, les résultats attendus sont, d'une part, l'exploitation des ressources naturelles dans le cadre du tourisme durable et d'autre part, l'augmentation de l'offre touristique de la région du Sambirano. Plébiscité par un grand nombre d'acteurs de développement économique et social, le tourisme participe réellement à la conservation des ressources floristiques et faunistiques. Il va, assurément, stimuler le développement local. Ainsi, la mise en valeur touristique des ressources doit tenir compte des principes du développement durable tout en respectant la valeur culturelle de la communauté locale, les *Sakalava Bemazava*. Toutefois, la réussite de toutes ces actions requiert une bonne gouvernance basée sur la participation effective du partenariat tripartite : les acteurs publics, privés et la population.

Mots-clés : Tourisme, Ressources naturelles, Valorisation, Ecotourisme, Gouvernance, Ambanja, Sambirano, Madagasikara

ABSTRACT

Known as the "Sambirano region", the district of Ambanja is a sub-area in the extreme northwest of Madagascar renowned worldwide for its cocoa capital thanks to its very favorable soil and climatic conditions. It is also an area with a tourist vocation due to its many riches in natural resources. However, we note that despite the launch of solidarity tourism since 2008 and the establishment of the tourist reception center within the urban municipality of Ambanja in 2011, the tourism sector is not yet well developed and tourism developed does not enhance only part of the existing resources. The purpose of this article is to analyze the natural resources with tourist potential of this locality, which will later allow the development of forms of tourism capable of optimally exploiting these resources. Considered by several development actors, tourism will allow the conservation and enhancement of biodiversity. It will stimulate local development. The sustainable tourism development of resources must take into account the principles of sustainable development while respecting the cultural value of the Sakalava Bemazava community. However, the success of all these actions requires good governance based on the effective participation of various public and private actors and populations.

Key words : Natural resources, Tourism, Enhancement, Ecotourism, Development, Ambanja, Sambirano, Madagasikara

INTRODUCTION

Le tourisme est devenu, à partir du XIX^{ème} siècle, l'un des secteurs économiques le plus dynamique au monde, en raison du progrès rapide des moyens de transports, la communication et la démocratie (Philippe, 2018). Certes, son développement est souvent embrouillé par de multiples évènements, que ce soit d'ordre politique, économique, naturel et sanitaire. L'apparition de la pandémie du Covid-19 avait lourdement impacté le tourisme, mais son impact sur le développement territorial est une réalité incontestable.

À Madagascar, pour l'année 2019, plus de 375 000 touristes ont été enregistrés et dépensé près de 900 million de dollars (Ministère du Tourisme). La Grande île bénéficie d'une importante richesse écologique qualifiée d'exceptionnelle avec une grande variété d'écosystème et de méga-biodiversité. Les 23 Régions de Madagascar regorgent de ressources naturelles spécifiques pouvant être valorisées.

Le District d'Ambanja reconnu mondialement pour ses cultures de cacaoyer, recèle aussi de nombreux atouts naturels terrestres, côtiers et marins pour devenir une destination touristique ou écotouristique exceptionnelle. Pourtant, le secteur tourisme tarde à s'épanouir, excepté d'inestimables potentialités, et ce, malgré les

efforts déployés par les acteurs touristiques. Ambanja, par rapport à ses districts voisins, est toujours perçu comme une destination anonyme, n'attirant peu, voire pas du tout, les touristes étrangers. Nombreuses ressources ne sont guère explorées, et la mise en valeur de celles déjà répertoriées reste particulièrement modeste. Des potentielles ressources subissent une dégradation excessive, et bon nombre de populations ressentent le recul de leurs conditions de vie socio-économiques. De nombreux ménages s'appauvrissent de plus en plus.

Dans ce contexte, la valorisation des ressources de la région Sambirano, à travers des activités touristiques est considérée comme une solution pour initier un processus de développement économique et sociale durable. De cette manière, la question essentielle qui se pose est : quelles sont les ressources naturelles du Sambirano-Ambanja et dans quelles mesures leur mise en valeur permettra de contribuer au développement du tourisme et améliorer les conditions de vie de sa population rurale ?

Le choix de la zone d'étude est dicté par sa richesse en ressources naturelles que ce soit terrestre ou marine, par sa position stratégique pour être le plus proche de Nosy-Be et carrefour dans la partie nord-ouest de Madagascar. Subséquemment, sur la base de ces arguments, le présent article vise à relever la valeur touristique des ressources naturelles d'Ambanja en mettant en exergue ses points forts et ses points faibles, tout en formulant des recommandations en vue du développement durable du tourisme du district.

MATERIEL ET METHODE

Localisation de la zone d'étude

Le District d'Ambanja, traversé par le fleuve Sambirano, à l'origine du nom de la région éponyme, est situé au nord-nord-ouest de l'île, localisé plus exactement entre 13°20' et 14°05' de latitude Sud, et 48°19' et 48°40' de longitude Est. Délimitée au nord par le District d'Ambilobe, à l'est par la Région SAVA, au sud par celle de Sofia, et à l'ouest bordée par le canal de Mozambique, la vallée de Sambirano se répartit en deux parties : le Haut-Sambirano en amont appelé Andoharano, tandis que les plaines en aval correspondent au Bas-Sambirano (Riziky, 1993). Il s'étend sur quelques 8 306 km² de superficie, et comporte à l'Est une chaîne montagneuse Nord-Sud de plus de 2 000 m avec le point culminant de l'île, le Tsaratanàna 2 876 m, dans son milieu le massif du Manongarivo 1 887 m, à l'Est le massif d'Ampasindava dans la presqu'île du même nom. Le dernier recensement officiel, en février 2018, a relevé 217.391 habitants (UNICOSA).



Source : Fonds FTM ; conception de l'auteur, 2022

Carte 1 : Localisation du District d'Ambanja

Méthodologie

Puisque le tourisme est une activité marginalisée dans ce district, la recherche académique sur ce thème fait défaut. Ont été utilisés comme matériels de recherche les brochures, les articles de presses, les rapports et études des ONGs et des sites web.

Pour mener à bien l'étude, une méthodologie bien définie a été suivie. « *La méthodologie désigne un ensemble de règles, étapes et procédures auxquelles on a recours dans une sciences pour choisir l'objet étudié* »¹⁴⁸. En réalité, la méthodologie

¹⁴⁸ Depelteau, 2010. *La démarche d'une recherche en sciences humaines, Méthodes en sciences humaines*, Edition De BOEK, 430p.

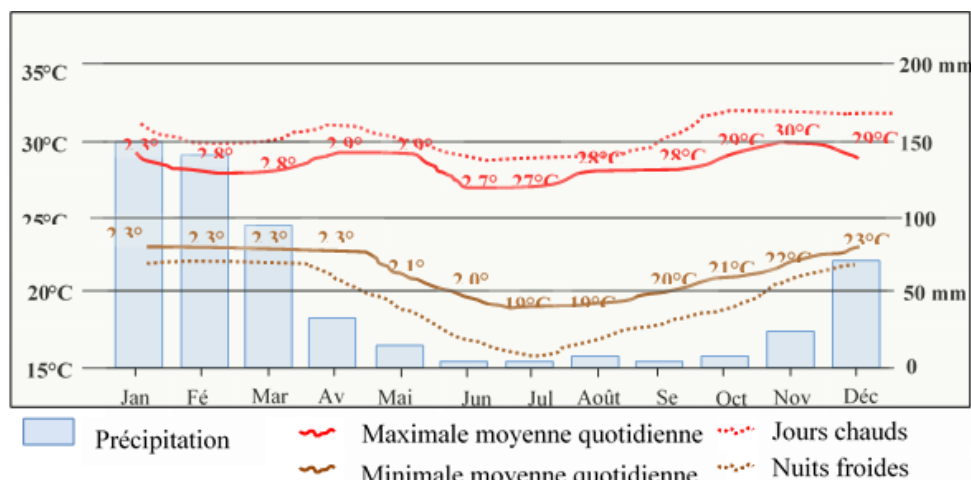
est très importante dans toute recherche scientifique. Pour le présent cas, a été adoptée la méthode d'inventaire, laquelle résulte d'un travail de terrain qui a duré six mois comprenant diverses actions coordonnées : documentation, visite de sites, observation directe participative, description, entretien auprès des acteurs locaux et enquête par ménage. Les constatations sur place ont permis de déterminer les forces et les faiblesses du territoire.

RESULTATS

Des conditions climatiques satisfaisantes

Le climat est une ressource naturelle qui sert de support à l'offre touristique. C'est l'un des éléments géographiques susceptibles d'expliquer la présence ou l'absence des touristes dans un lieu. Selon Lozato-Giotart (1993), « le climat est un facteur géographique de premier ordre justifiant, à lui seul, de nombreux flux et foyer touristique ». L'atout climatique est toujours apprécié par les touristes, c'est une sorte de bonus. Le climat à Madagascar est très varié selon la position géographique, le système orographique, l'influence marine et le régime du vent de chaque région. La zone d'étude a un climat tempéré d'altitude ou semi-tempéré. Mais, grâce à son relief et sa position géographique, la vallée du Sambirano constitue un ensemble complexe et très original. Le massif de Tsaratanàna plus haut de Madagascar (2 876 m), qui se trouve à l'Est d'Ambanja forme une barrière orographique et joue un rôle de condensateur, ce qui provoque la présence d'humidité permanente. C'est la raison pour laquelle, les géographes considèrent le climat du Sambirano un « îlot d'humidité » au milieu de la vaste zone occidentale de Madagascar qui est, en moyenne, plus sèche.

Ce type de climat s'apparente à celui du versant oriental de Madagascar, mais il présente quelques différences. Il se caractérise par deux saisons bien tranchées. Une saison chaude et humide de décembre à mars, avec une pluviométrie élevée et presque permanente de 1 300 mm (de décembre à avril) à 1 500 mm (janvier et février). Il s'ensuit une période hivernale fraîche et sèche qui s'étend du mois d'avril à novembre, marquée par des pluies fines assez fréquentes et des nuits relativement fraîches, grâce à la convergence des alizés sous l'effet des vents du massif de Tsaratanàna. La température moyenne annuelle fluctue entre 25° et 27°C. Au Sambirano, les massifs de Tsaratanàna et de Manongarivo détournent les vents vers le nord et le sud, et empêchent les vents alizés de s'y installer, par contre ils permettent au vent local, brise de mer et brise de terre, de s'installer. Ces conditions climatiques s'avèrent, sans aucun doute, satisfaisantes et favorables à la pratique des activités touristiques.



Source : <https://www.meteobue.com/fr/meteo/prevision/archive/Ambanja>

Figure 1 : Les valeurs moyennes des températures et précipitations

La mer et les plages, des atouts pour le tourisme balnéaire

Le tourisme balnéaire constitue la forme de tourisme la plus pratiquée dans le monde. Certains touristes se rendent sur la plage non pas pour le sexe, mais plutôt pour d'autres raisons, se hâler la peau sur la plage ou contempler le paysage.

La mer offre également d'autres activités touristiques comme la pêche sportive, le snorkeling, la plongée etc... Jean-Michel Dewailly et Emile Flament décrivent « *la mer est la plus attractive dans le plan d'eau. Elle permet bain, plongée, plaisance, pêche, croisières,...* »¹⁴⁹. La partie littorale de la zone d'étude dispose de la mer et des plages à perte de vue. Le canal de Mozambique, qui borde Ambanja, est une mer épicontinentale, très calme, claire, et généralement chaude toute l'année. Des conditions idéales pour le tourisme balnéaire, requises par les touristes provenant des régions froides tempérées. Une trentaine de plages merveilleuses est jusqu'à présent dénombrée, toutes faites de sable fin et donnant sur une mer peu profonde. Citons entre autres : les plages d'Anorontsangana ; Ampasindava ; Ankify ; Antsiridritry ; Antamboro ; Ambalahoko ; Andranomatoraka, etc... La plupart de ces plages est proche des marchés touristiques régionaux, Nosy-Be ou Nosy Magnitry dont, certaines sont, sans doute, déjà équipées d'établissements d'hébergement profitant du développement du tourisme de Nosy-Be. En outre, d'autres curiosités sont offertes par le littoral : les anses, les baies et une presqu'île, entourées d'une végétation luxuriante.

¹⁴⁹ Dewailly (J-M) et Flament (E). *Le Tourisme*, SEDES, p. 26

potentiels touristiques sont gérés par l'Office Régional du Tourisme de Nosy-Be (O.R.T.N.B) ou par des opérateurs touristiques privés. D'autres sont exploités de manière illicite.



Source : Google

Photo 1 : Nosy Iranja

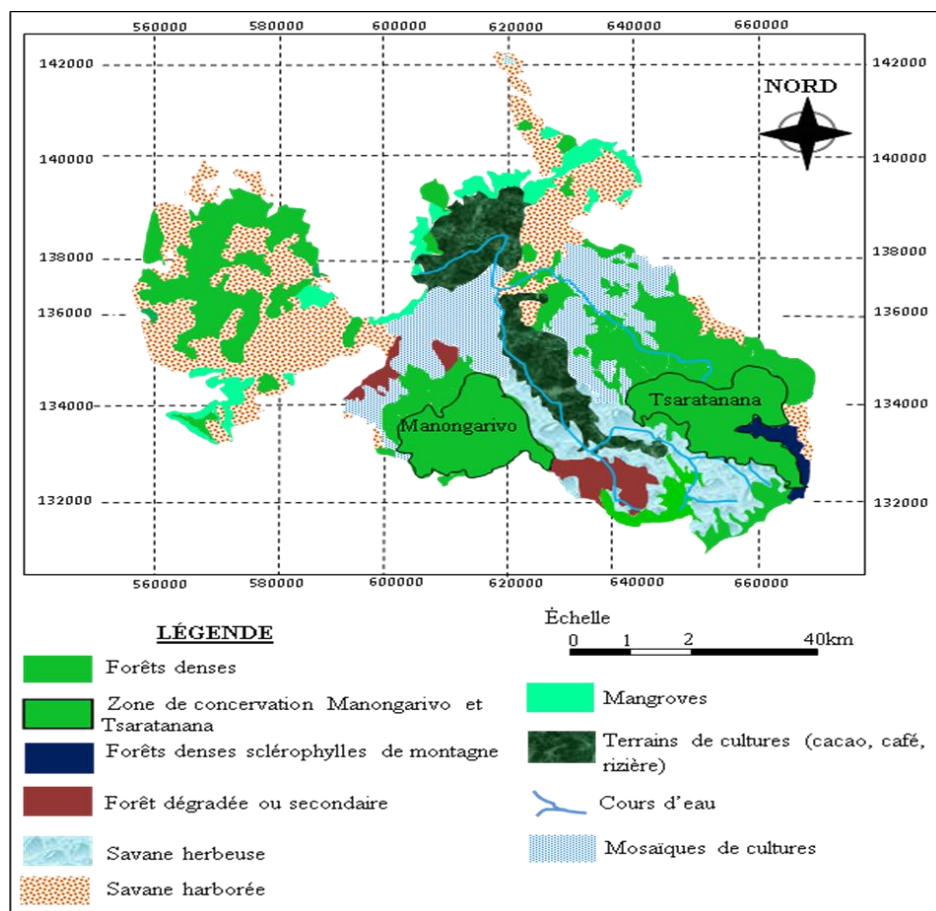


Source : Google

Photo 2 : La beauté de Nosy Kalakajoro

Nosy Iranja est l'une des références locales, composée de Nosy Iranja Be (200 ha) et de sa petite sœur Nosy Iranja kely (13 ha), les deux reliées par un mince banc de sable blanc d'environ 2 km, un lagon recouvert par des eaux translucides allant du turquoise au vert céladon à marée haute (Photo 1). Ces îlots constituent un véritable sanctuaire des espèces marines, excellent lieu de ponte des tortues marines *Eretmochelys imbricata*. Raison pour laquelle ce petit îlot de paradis a été surnommé « l'île aux tortues ». Nosy Faly ou îlot merveilleux, situé à 2,5 km de la grande terre sur la partie Nord-ouest d'Ambanja, est entouré de plages paradisiaques.

La complexe Île Radama, composée des Nosy Kalakajoro (Photo 2) et Nosy Berafia, sur la partie Sud-ouest du district, offre une beauté et une tranquillité favorable à la méditation. Ces deux îlots intègrent la Réserve Biosphère Marine du Sahamalaza. Ce complexe couvre une superficie de 12 756 ha de parc marin, dont les 10 232 ha appartiennent exclusivement au district d'Ambanja, soit près de 80% des parcelles marines du parc. D'après l'enquête des visiteurs aux frontières « secteur tourisme » effectuée en 2014, Nosy Iranja et Nosy Kalakajoro reçoivent respectivement 11% et 12% des visiteurs qui débarquent à Nosy Be. Cette zone abrite également Nosy Ambariotelo, renommée notamment par ses eaux quasiment surnaturelles, habitat de nombreuses espèces marines.



Source : BD 200 FTM, conception de l'auteur 2020

Carte 3 : Occupation du sol dans la région du Sambirano

Les ressources de la flore, un décor touristique

Les ressources végétales occupent à leur tour une place fondamentale du point de vue de l'attraction qu'elles exercent sur les touristes. Toutes les formations végétales peuvent être un objet touristique, soit elles sont utilisées comme décor, soit elles constituent le principal pôle d'attraction. Lozato-Giotart a confirmé que « *le phytôme est l'ensemble des attractions touristiques liées à la formation végétale* ».

Grâce aux importantes précipitations et à ses conditions climatiques, Ambanja dispose d'une végétation variée du monde intertropical : d'une part, les forêts primaires, composées d'une forêt ombrophile dense, humide et sempervirente, caractéristique du littoral Est malgache, très riches en flore et présentent un endémisme local élevé (Perrier de la Bathie, 1936), 40 à 50% des plantes recensées. Elles couvrent d'immenses étendues sur le bassin versant du fleuve Sambirano jusqu'à

une altitude de 800 m, les flancs du massif de Tsaratanàna et sur les reliefs tectoniques du Manongarivo jusqu'au moyen Sambirano, sur les haut-Ramena, par le massif de Galoko-Kalobenono, une partie de la côte nord-ouest, et la péninsule d'Ampasindava (Carte 3). Et d'autre part, les forêts secondaires, sous divers aspects de dégradation ou de reconstitution, qui peuplent la partie nord du district, où se rencontre la formation savanicole. Il s'agit d'une savane arbustive caractérisée par les espèces ligneuses.

Enfin, sur la frange littorale, la forêt de mangrove s'étend sur une largeur moyenne allant de 5 km à 7 km (Piso et Ben, 2003). Elle couvre au total près de 40 000 ha de la superficie de cette zone. Elle se localise surtout sur la dépression d'Antsahapano. Cette formation tient un rôle écologique majeur, car elle compose des zones nourricières pour les espèces aquatiques, en l'occurrence la faune marine. La forêt est une véritable source de vitamine pour les jeunes poissons où ils y trouvent un refuge contre les prédateurs. Cette végétation a pour but principal d'éviter l'érosion des côtes et de protéger les espèces de coraux. Elle constitue également un refuge pour les nombreux oiseaux comme *Ardea humboldti* (*Vorompasika*), *Anas bernieri* (*Mireha*) et *Haliaetus vociferoides* (*Ankoay*). Les bois de mangrove sont utilisés pour construire des maisons. L'écorce et les feuilles de ces plantes sont utilisées pour traiter certaines maladies.

Les ressources de la faune, une endémicité élevée

Ambanja s'illustre également par un taux d'endémisme faunistique particulièrement élevé, constituant, entre autres, de mammifères, d'oiseaux, de reptiles ainsi que d'espèces aquatiques. Randriambolanantenaina (2003) a recensé quelques 21 espèces de mammifères dont 9 primates et 3 carnivores se trouvant uniquement à Sambirano. Plusieurs espèces de lémuriens endémiques de Madagascar s'y abritent, malgré une forte menace qui pèse sur elles (*Lemur catta*, *Eulemur fureifer*, *Eulemur fulvus*, *Lepulemur ruficandatus* etc ...). Il est intéressant de noter la présence d'Aye-aye considéré comme une espèce sacrée qui est parmi les plus étranges lémuriens malgaches. D'après la croyance ou la tradition locale, si cet animal entre dans un village, cela signifie qu'un des habitants va mourir dans les heures qui vont suivre, à moins qu'on arrive à le capturer. L'âge ou le sexe de la victime est en fonction de ceux de l'animal en question.

Selon toujours Randriambolanantenaina (2003), plus de 69 espèces d'oiseaux du Sambirano sont endémiques. Les reptiles de la région du Sambirano sont très riches. 50 espèces reptiliennes ont été inventoriées. Les plus notoires sont *Uroplatus sp* (*taha*) ; *Chameleo sp* (*tarondro*) et *Brookesia sp* (*anjava*), ce dernier est le plus petit caméléon du monde. Il est connu dans très peu de localités de Madagascar. Il se trouve souvent dans la forêt humide et ombrée.

Des réserves naturelles propices à l'écotourisme

D'une manière générale, une aire protégée « est un territoire délimité, terrestre, marin, côtier, aquatique dont les composantes présentent une valeur particulière notamment biologique, naturelle, esthétique, morphologique, historique, archéologique, culturelle ou culturelle, et qui nécessite, dans l'intérêt général, une préservation multiforme » (République de Madagascar, 2008). Par conséquent, l'écotourisme à Madagascar est étroitement lié aux visites des réserves spéciales et des parcs nationaux. Ainsi, Ambanja possède plusieurs sites protégés. Madagascar National Parks (MNP) gère deux réserves forestières situées dans le District d'Ambanja, à savoir la Réserve Spéciale (RS) de Manongarivo créée en 1956 et la Réserve Intégrale (RI) de Tsaratanàna créée en 1966.

Concernant la Réserve Spéciale de Manongarivo, Simone avait affirmé dans sa Thèse que, l'intérêt écologique de cette Réserve repose sur sa position clé aux confins des domaines phytogéographiques du centre, du Sambirano et de l'Ouest. À ce titre, elle témoigne de l'histoire naturelle de la grande île. Le domaine biogéographique auquel elle appartient est celui du Sambirano¹⁵⁰, seul vestige de forêt pluviale située sur la côte Ouest de Madagascar¹⁵¹. Dans la RS de Manongarivo, on a recensé 74 genres et 167 espèces pour les 30 familles de plantes ; 11 espèces parmi ces 167 sont reconnues seulement à Manongarivo et *l'Elaphoglossum avaratraense Rakotonory* est actuellement endémique. Elle possède plusieurs cascades qui peuvent attirer les touristes. Parmi ces ressources thermales, l'on peut citer les piscines naturelles de Manongarivo, d'Antoika Miravavy, d'Andrano Magilatra et celle de Mahatarika. Il y a 8 ans, le MNP s'est intéressé plus à la Réserve Spéciale de Manongarivo qu'à la Réserve Naturelle Intégrée (RNI) de Tsaratanàna.

La RNI de Tsaratanàna constitue un joyau de la biodiversité de Madagascar grâce à ses richesses écologiques inestimables d'espèces endémiques. Elle est classifiée parmi les 9 joyaux de la biodiversité malgache. Tsaratanàna constitue aussi un véritable château d'eau car les quatre grands fleuves, Mahavavy, Sambirano, Maevarano et Ifasy y prennent leur source. Concernant la biodiversité, Tsaratanàna est

¹⁵⁰ Perrier de la Bathie (1921) distingue deux domaines regroupant cinq régions phytographiques : le domaine au vent, caractérisé par une flore à feuilles persistantes et comprenant la région orientale, la zone centrale et occidentale des Hautes Terres, le secteur de Nosy-Be et le Bas Sambirano ; le domaine sous le vent, marqué par une végétation à feuilles caduques, constitué par le versant et la côte ouest ainsi que par le sud (Donque G., 1975). Quant à Humbert H. (1965), il distingue la région orientale comprenant le domaine de l'Est, du Sambirano, du Centre, des pentes orientales, des hautes montagnes et la région occidentale avec le domaine de l'Ouest et le domaine du Sud. M. Humbert a établi cette classification en associant le climat, le sol et la végétation.

¹⁵¹ Simone, S. (2005). Gestion environnementale décentralisée de la réserve spéciale de Manongarivo (Nord-Ouest de Madagascar), Thèse de doctorat à la Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Neuchâtel, p 37.

un écrin pour sa nature, car l'endémicité est l'une des plus élevées de Madagascar. On y recense 20 espèces de mammifères et 95 espèces d'oiseaux. Outre, ces richesses biologiques et écologiques, le pic de Maromokotra (2 876 m), le toit de Madagascar offre un point de vue panoramique exceptionnel sur la plaine sucrière de Mahavavy, la plaine de cacaoyers du Sambirano qui sont des paysages insolites. Elle offre également une vue merveilleuse des îles de la côte ouest de la Région Diana : îles Mitsio, Nosy Faly et Nosy-Be.

À celles-ci, s'ajoutent quatre Nouvelles Aires Protégées (NAP), Ambohidravy, Ampasindava, Ambato et le jardin botanique des plantes médicinales de Benavony qui sont gérées par les communautés villageoises ou Vondron'Oloha Ifotony (VOI). Elles recèlent une immense richesse extrêmement variée abritant des espèces animales et végétales exceptionnelles. La NAP d'Ampasindava garde sa valeur écologique exceptionnelle avec la présence des espèces endémiques locales et de la région Sambirano comme le peuplement de *Dypsis ampasindavae* ou « *kindro* », eupleurus major ou Ridarida, une mamifère considérée disparue, *Haliaeetus vociferoides* ou « *Ankoay* », *Lepilemur mittermeieri* ou « *Fitsidika* ».

Les ressources potentielles du tourisme fluviale, lacustre et thermalisme

Le District d'Ambanja est un territoire de zones humides, de potentiels attraits touristiques et écologiques admirables par le biais de ses lacs, chutes d'eau et cascades. Diverses activités aquatiques sont ainsi possibles, entre autres la balade en pirogue à balancier, la baignade dans les bassins naturels du fleuve Sambirano, en remontant jusqu'à la rivière Ramena à Ambobaka.

Les précieux travaux effectués par Besairie, (H) en 1959, ont permis de répertorier à Ambanja des sources thermales impressionnantes. Ces eaux dotées de vertus curatives importantes demeurent hélas très faiblement exploitées. Parmi ces sources, celle d'Andranomandevy est localisée dans la commune rurale de Bemaneviky Haut Sambirano, à 25 km de la ville d'Ambanja.

La source thermale (Photo 3) renferme des valeurs thérapeutiques considérables du fait de sa caractéristique d'eau chaude bicarbonatée. (Besairie, 1959). Les enquêtes, ont révélé que les habitants locaux en boivent généralement pour des raisons de santé. À près de 50 m environnants, un autre lac sacré, site écologique particulièrement rare, sert de dortoir de centaines d'oiseaux qui y viennent au crépuscule en formant une couche d'alignement de cortège (Photo 4). C'est un spectacle d'une beauté unique du site et qui étonne souvent des visiteurs admiratifs.



Source : Auteur 2022

Photo 3 : Source thermale



Source : Auteur 2022

Photo 4 : Parc des oiseaux

D'une manière générale, le résultat de nos inventaires a permis de découvrir que la région du Sambirano dispose de multiples ressources, chacune ayant une vocation différente et complémentaire. La mise en valeur de ces ressources, combinée à la douceur du climat devrait normalement faire d'Ambanja un endroit idéal pour le tourisme de nature. Ainsi, la discussion porte sur les problèmes et perspectives de la valorisation des ressources naturelles à forte potentielle touristique de la région.

DISCUSSIONS

La discussion porte notamment sur les causes du retard de l'essor du secteur tourisme à Sambirano et les stratégies possibles pour cadrer la mise en valeur de ses ressources pour un tourisme durable.

La pauvreté et l'ignorance de la valeur touristique des ressources naturelles

Le premier problème qui explique le retard du développement du tourisme dans la région du Sambirano est lié à la pauvreté de la communauté locale et l'ignorance de la valeur touristique de ses ressources. D'une manière générale, les communautés rurales malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ces populations n'arrivent généralement pas à s'investir dans le projet local de développement touristique¹⁵². Dans le District d'Ambanja, la plupart des sites touristiques inventoriés se situe dans la commune rurale souvent isolée du centre-ville. Ces zones sont plus touchées par la pauvreté. Dans la zone d'étude, la pauvreté se présente sous plusieurs formes : la faim, l'analphabétisme, le manque d'éducation et surtout la faiblesse des revenus. Actuellement, le budget de nombreux ménages devient de plus en plus faible et insuffisant. La population a toujours déploré le manque de fonds financier alloué, une véritable entrave à l'élaboration de projet écotouristique rentable, or le bon

¹⁵² Andriamampiononarivelo M. H, *Le système d'exploitation des produits touristiques en faveur de la population autochtone dans la commune rurale d'Antoetra (Zafimaniry)*, Revue scientifique, p 5.

développement du tourisme dépend fortement des populations d'accueil. Cependant, la mise en valeur touristique des ressources locales requiert un minimum de moyens financiers. Il exige également, certaines conditions et réclame de se conformer aux normes internationales. Dans ce contexte, afin d'assurer la meilleure gestion communautaire des projets touristiques au Sambirano, il importe de penser au financement des communautés locales de base.

Actuellement, des institutions mutualistes, en l'occurrence l'OTIV, qui y sont déjà installées, mobilisent des agents de crédit avec l'éducation (ADCAE). Ces agents pourront assurer la formation en gestion de projet, surtout à des associations qui souhaitent intervenir dans le secteur touristique. Cela permettra également de faciliter les procédures administratives, surtout pour l'accès à l'emprunt financier. Au Ministère du Tourisme, il existe un département qui se charge de la promotion et de la valorisation des sites touristiques, qui devrait être doté de budget d'investissement suffisant pour la mise en valeur des ressources à potentielles touristiques de chaque localité à Madagascar. La subvention des communautés locales de base dans le projet du tourisme communautaire est indispensable. Elle peut pousser les acteurs locaux à se lancer dans ce secteur. L'appui financier constitue indéniablement un moteur pour l'essor du tourisme dans le milieu rural. Cette aide financière doit être accompagnée par une série de formations multidimensionnelles : technique de guidage, accueil, restauration, secourisme, hébergement, apprentissage de langues étrangères, etc...

Un développement touristique troublé par le « fady »

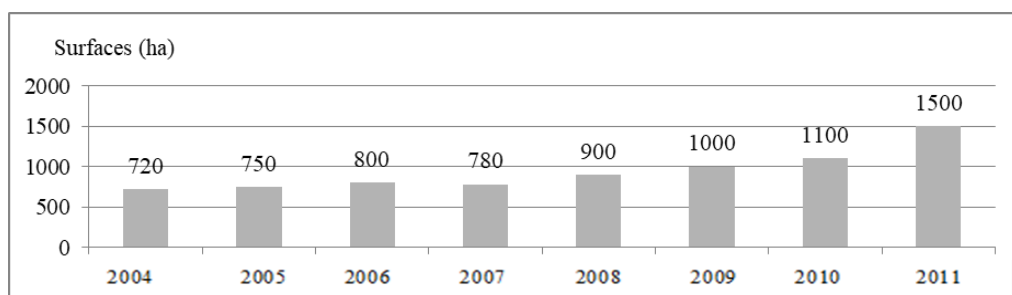
Le maintien des traditions, des coutumes, du « fady », forme un handicap compromettant le développement du tourisme local. Par ailleurs, beaucoup de sites forestiers, des îlots, des plages sont régis par des tabous, limitant leur exploitation. Le non respect ou la violation de ces « fady » entraîne des malédictions. À cet effet, pour optimiser l'essor du tourisme, l'action devra se focaliser sur la conscientisation des personnes ressources, telles que les autorités traditionnelles, les Raïamandreny et les autochtones Sakalava Bemazava, sur le lien fort entre la culture et le tourisme. Il faut leur expliquer que la dimension du tourisme moderne comme l'écotourisme, impose une vision durable des potentielles ressources de la communauté d'accueil. Cette forme de tourisme permettra également l'amélioration des conditions de vie des locaux, le renforcement de leur identité et leur authenticité, tout en sauvegardant leurs valeurs culturelles. Il importe de combiner le « fady » et le tourisme pour le bien-être de la population modeste. Dès lors, si nous voulons instaurer un tourisme dit durable dans un territoire comme la région du Sambirano, il serait nécessaire de faire le maximum possible pour que les retombées du secteur puissent contribuer à l'amélioration des conditions de vie locales. Dans le cas contraire, des sentiments

de rejet peuvent se manifester au sein de la population, du fait de l'insuffisance de l'impact économique et des nuisances que le tourisme peut apporter, lorsque les objectifs d'équité ne sont pas atteints.

La dégradation des ressources naturelles

Bien que cette zone offre des cadres naturels exploitables, elle est confrontée à de sérieux problèmes environnementaux liés à la déforestation. Cette situation constitue une menace majeure pour le développement économique de cette localité et surtout pour le tourisme qui s'appuiera sur son cadre naturel. Les causes de la déforestation sont dues principalement au défrichement à des fins agricoles, au charbonnage, aux feux de brousse, etc...

Quoique ne disposant pas de chiffres récents, les réalités sur terrain ont permis d'inventorier une situation de progression qui est maintenue à cause de l'augmentation de la population et l'extension accrue de la culture de vanille. En 2016, 1.100 ha sur 48.622 ha des superficies de la Réserve Naturelle Intégrale de Tsaratanàna sont consumés par le feu, et 1.150 ha sur 37.635 ha pour le cas de la Réserve Spéciale de Manongarivo (MNP Ambanja).



Source : Service des Eaux et Forêt Ambanja

Figure 2 : Évolution des surfaces défrichées en ha

Face à cette situation, une action de sensibilisation de la masse paysanne devra être menée conjointement par tous les acteurs concernés, privés ou publics. La population locale se doit d'être consciente de la valeur des ressources naturelles. Pour restaurer les surfaces déboisées, chaque commune rurale doit œuvrer activement aux efforts de reboisement, qui sera aussitôt confié aux VOI pour en assurer le contrôle et la surveillance.

Vue la capacité d'approvisionnement en eau provenant de tous les massifs, l'aménagement d'un système d'irrigation est envisageable, par la construction de barrage hydro agricole dans les bas-fonds. Cela va certainement dissuader progressivement les paysans à la pratique du système de culture sur brulis.

L'insécurité, une menace pour l'économie de Sambirano

Dans la Région Diana, Ambanja est l'un des districts le plus insécurisé, du fait de la forêt d'Analabe sur le Haut Ramena, qui constitue un haut-lieu de la culture du cannabis ou *rongony* à Madagascar. Pour y remédier, il est requis d'installer un poste fixe de la gendarmerie au fokontany d'Antseva, dans la Commune Rurale d'Ambodimanga Ramena. Un poste fixe doté d'équipement aérien, un hélicoptère, seul moyen d'explorer efficacement toute la zone. La forêt d'Analabe pourrait, ainsi, être transformée en parc naturel grâce à sa biodiversité somptueuse. Sa mise en place nécessitera, toutefois, l'accord des autorités compétentes.

Face à la mobilité, des dispositions méritent d'être prises. Les responsables territoriales doivent veiller au contrôle d'identité des passants et surtout des migrants dans la localité, dont certains pourraient être malintentionnés ou auraient des antécédents criminels. Dès lors, peuvent être considérées les mesures telles que la limitation physique, par le contrôle de pièce d'identité valide et des justifications de déplacement. Et ceux qui n'en disposent pas doivent aussitôt faire l'objet d'enquête, ou éventuellement de poursuite.

Désenclaver les villages à forts potentiels touristiques

Dans la promotion de ce secteur, l'accessibilité joue un rôle important et est un facteur déterminant dans la valorisation d'une ressource touristique. Pour le cas de Sambirano où l'enclavement interne est encore manifeste, la plupart des routes sont pratiquement inaccessibles durant la saison de pluie. Le bitumage et la réhabilitation de ces axes permettraient de booster la croissance, voire le développement effectif, du District d'Ambanja. Cela doit passer par l'aménagement des axes Nosy Faly, de la presqu'île d'Ampasindava et de l'axe Andoharano jusqu'à Marotolana, le poumon de l'économie dudit district.

Activer les actions de promotion et de marketing du territoire Sambirano

Le marketing du territoire est une technique très importante pour la relance du tourisme dans un espace, lorsque les produits proposés sont focalisés sur les ressources naturelles. L'objectif est de promouvoir les ressources du territoire. À cet effet, il est essentiel de créer des images qui peuvent susciter le désir des consommateurs (touristes) ou les orienter pour prendre une décision.

Dans le contexte de la mondialisation des moyens de communications, le succès d'une bonne promotion touristique est lié aux outils et aux réseaux de communication : les spots publicitaires à travers Internet et médias spécialisés (création de page Face Book), les supports publicitaires (dépliants, flyers, guides de poches), les supports de campagne d'affichage fixe dans les endroits stratégiques

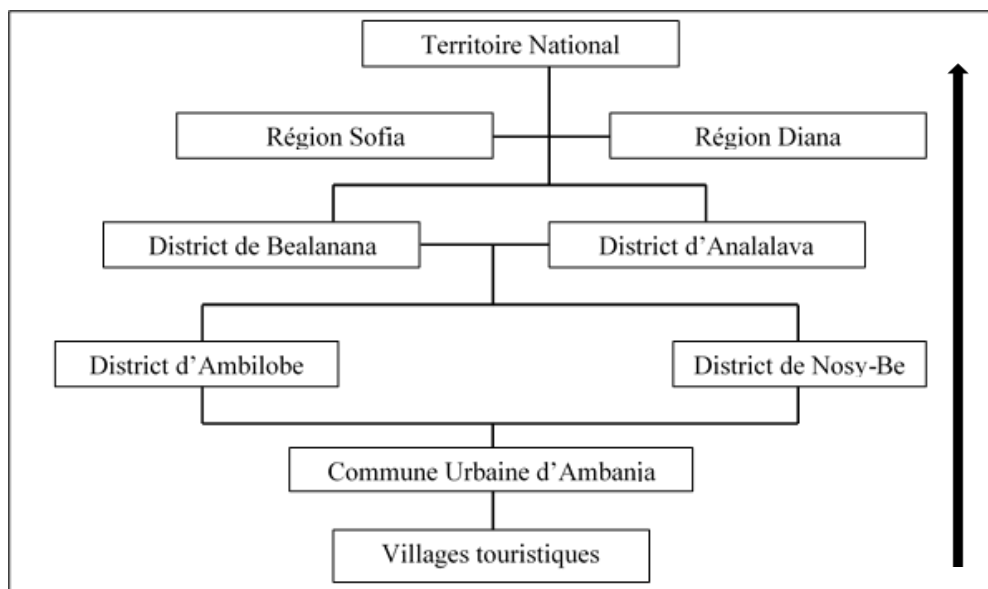
comme le port Ankify, Ambalavelogno et au centre-ville Tsaramandroso, ainsi que l'affichage mobile en utilisant des moyens de transports urbains terrestres et maritimes pour que ce soit visible pour le plus large public.

La nécessité d'organisation touristique à différentes échelles

La valorisation touristique des ressources d'un espace implique, d'une part, l'organisation des actions à différentes échelles : locales, communales, régionales et nationales, et d'autre part, un développement à partir des fondements locaux. L'objectif est de dynamiser l'espace en influant sur une échelle de plus en plus grande. Cela signifie une coopération qui part de la commune rurale concernée et environnante, des régions périphériques, jusqu'au territoire tout entier. Les clés de réussite de cette valorisation touristique sont donc axées sur les produits locaux et les initiatives locales. Ainsi, des organisations de types inter-communales et inter-régionales devront être mises en place dans la partie nord-ouest de Madagascar. Elles mettront en connexion, à des échelles différentes, plusieurs entités, qui s'adonnent à une activité similaire, en vue d'éviter le conflit de gestion des sites touristiques.

Dans le District d'Ambanja, certains sites touristiques potentiels se situent sur une zone périphérique inter-régionale, comme le cas de la Réserve Spéciale de Manongarivo et la Réserve Biosphère du Parc National de Sahamalaza, qui se trouvent entre les districts d'Analalava et d'Ambanja. Le cas de Nosy Iranja est géré par la préfecture de Nosy-Be. Kalakajoro et Berafia du complexe île Radama sont exploités illicitement par les tours opérateurs de Nosy-Be. Dans la Région Sofia, la ville d'Antsohihy capitale du peuple Tsimihety, est une porte d'entrée et un carrefour routier obligatoire pour le Nord-Ouest de Madagascar. Cette Région possède un intérêt touristique dans de nombreux domaines. Il existe un parc national enclavé dans le District de Bealanana (parc national de Bemaneviky) et le parc national de Marotandrano (District de Mandritsara) qui est d'un accès terrestre compliqué. À Antsohihy, il y a un office régional du tourisme depuis 2007, mais cette structure accueille zéro touriste par an. Les recensements effectués par l'office du tourisme dans la région indiquent un chiffre de fréquentation de 800 touristes par an. L'office du tourisme souffre de ne pas être connu par les touristes, faute de coopération et de communication au niveau des différents acteurs.

A cet effet, la coopération qui part de la Commune urbaine d'Ambanja, des communes concernées et environnantes, des districts périphériques, des chefs-lieux de régions jusqu'au territoire national, peut apporter plusieurs avantages non seulement pour le développement du tourisme, mais également pour le développement national. Le schéma ci-après montre cette dimension spatiale d'une politique de mise en valeur touristique des ressources naturelles de la région.



Source : Auteur, 2022

Figure 3 : Dimension spatiale de la valorisation touristique de Sambirano

La tentative de développement par la coopération, partant de la base inter zone rurale dans le Nord-Ouest de Madagascar, apportera des éléments intéressants sur de nombreux domaines et fera de cette partie de l'île une destination touristique exceptionnelle. Dans la présente recherche, l'objectif de coopération sera fondé sur le partage de responsabilité et de compétence inter zone rurale, en vue de l'atteinte d'un objectif commun : le développement du tourisme et la protection des ressources.

Cette coopération doit se baser sur l'échange, la confiance et le respect des engagements. Elle suppose un travail en synergie entre tous les partenaires, dans un climat de confiance, la mobilisation des ressources communes et un échange d'information dans tous les domaines économiques, sociaux et environnementaux. Dans l'industrie du tourisme, les acteurs ne peuvent réussir dans leurs activités ni travailler en synergie sans l'adoption d'une politique de communication, de partage et d'échange des compétences et des informations. Ainsi, la politique touristique inter-régionale est d'autant plus nécessaire que le District d'Ambanja et la Région Sofia partagent ensemble des ressources communes tant sur le plan naturel que culturel.

CONCLUSION

Aux termes de cette étude, il est évident que le District d'Ambanja est doté d'une biodiversité variée qui peut le transformer en une destination touristique dans l'extrême Nord-Ouest de Madagascar. Il est riche en potentialités touristiques, mais peu connu des étrangers et des nationaux. L'idée d'exploiter les ressources naturelles au profit du tourisme est née du fait qu'elles sont actuellement soumises à de multiples transformations liées à la migration non maîtrisée de la population en provenance de la Région Sofia et du Sud-Est de Madagascar.

Il est apparu essentiel qu'une grande partie du développement touristique de cette zone rurale soit réalisée par des acteurs locaux, des personnes qui connaissent bien le terrain. La mise en tourisme de l'espace retenu dans la présente étude devrait être « facile » à réaliser étant donné que Ambanja peut mettre en valeur ses ressources potentielles à travers la collaboration des acteurs et investisseurs locaux, pour un financement modéré.

En mettant en avant les atouts naturels, la promotion de l'écotourisme local proposé ici n'a pas d'influence néfaste sur l'aménagement du territoire ; elle a pour but la protection et la mise en valeur des paysages et des ressources naturelles existants pour satisfaire les besoins des visiteurs, d'une part, et d'autre part, contribuer à l'amélioration du niveau de vie des habitants aux confins des sites naturels inventoriés. L'aménagement du site écologique parc des oiseaux à Andranomandevy est indispensable, il suffit à court terme, de construire une maison servant de centre d'observation et d'interprétation des oiseaux.

La sensibilisation et l'éducation des autochtones *Sakalava Bemazava* sont des éléments fondamentaux, dans la mesure où les ressources touristiques sont liées étroitement aux aspects culturels comme « le *fady* ». Une formation spécifique sur les activités du tourisme s'avère indispensable pour les futurs acteurs de ce nouveau secteur. Elle pourrait s'appuyer sur les offices régionaux du tourisme voisins, par exemple, ceux de Nosy-Be et d'Antsiranana. Ils soutiendront également la promotion de la destination du Sambirano à travers le marketing touristique. Mais la réussite de la mise en tourisme d'un espace repose sur les principes du Partenariat Public Privé et Population ou « 4P ». La mise en œuvre de toutes ces propositions aidera assurément le tourisme à contribuer au développement local durable du Sambirano-Ambanja.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Andriamampiononarivelo, M. H. *Le système d'exploitation des produits touristiques en faveur de la population autochtone dans la commune rurale d'Antoetra (Zafimaniry)*. Revue scientifique, 11p.
- 2) Cazes, G. (1992). *Fondement pour une géographie du tourisme et des loisirs*. Collection Amphi géographique et BREAL, 106 p.
- 3) Charles, L. et Kalaora, B. (2007). *De la protection de la nature au développement durable : vers un nouveau cadre de savoir et d'action ?* Espaces et sociétés, 130: 121-133.
- 4) Depelteau, F. (2010). *La démarche d'une recherche en sciences humaines*. Méthodes en sciences humaines. Edition De BOECK, 430 p.
- 5) Dewailly, J. M. et Flament, E. (1993). *Géographie du tourisme et de loisir*. Paris V, 1993, 287 pages.
- 6) Hoener (2002). *Traité de tourismologie*. Presses Universitaires de Perpignan. coll. Etudes, 191 p.
- 7) Jaoravo, S. (2012). *Perspectives de la promotion du tourisme dans le Sambirano-Ambanja, Région Diana (Côte Nord-Ouest de Madagascar)*. Mémoire de D.E.A. Université de Toliara. 75 p.
- 8) Lozato-Giotart, J. P. (1990). *Géographie du tourisme. De l'espace regardé à l'espace consommé*. Paris. Masson, 253 p.
- 9) Philippe, D. (2018). *Géographie du tourisme et des loisirs. Dynamiques, acteurs et territoires*. Edition Armand Colin, 275 p.
- 10) Simone, S. (2005). *Gestion environnementale décentralisée de la réserve spéciale de Manongarivo (nord-ouest de Madagascar)*. Thèse de Doctorat en géographie. Université de Neuchâtel, 270 pages.

USAGES DU MOBILE MONEY DANS LA COMMUNE URBAINE D'ANTSIRABE

par

RAKOTOARIVONY Hery Zo Fabrice⁽¹⁾, RAMAMONJISOA Joselyne⁽²⁾

(1) Ecole Doctorale Sciences Humaines et Sociales, Université d'Antananarivo, Madagascar

(2) Professeur, Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

La présente étude a permis de réaliser à quel point le mobile money fait partie de la vie des habitants de la commune urbaine d'Antsirabe. Des entretiens ont été menés auprès d'un panel d'utilisateurs de mobile money se trouvant au niveau de la commune urbaine d'Antsirabe afin de mettre en évidence l'usage de ce service et sa répartition spatiale. La recherche met en avant les lieux d'installation des opérateurs en cash-point et la catégorisation des utilisateurs suivant leur solde. Le choix d'installation des cash-point n'est pas fortuit mais résulte de la proximité des grands axes de la route nationale numéro 7 (RN7).

Mots-clés : Mobile money, Kiosque, Route Nationale (RN), Cash-point, Compte, Antsirabe

ABSTRACT

The use of mobile money has increased into the urban area of Antsirabe. Interviews were conducted with a panel of mobile money users located at the urban municipality of Antsirabe, in order to highlight their spatial distribution. The study highlights the places of installation of cash-point operators and the categorization of users according to their sale. The choice of installation of the distributors is not fortuitous but results from the proximity of the main axes of the national road number 7 (RN7).

Key words : Mobile money, Kiosque, National road (RN), Cash-point, Account, Antsirabe

INTRODUCTION

Ces dernières années, l'utilisation du téléphone mobile fortement exploité pour des appels téléphoniques s'est élargie. En effet, grâce à un réseau de télécommunication, lui aussi en constante évolution, les paiements électroniques se

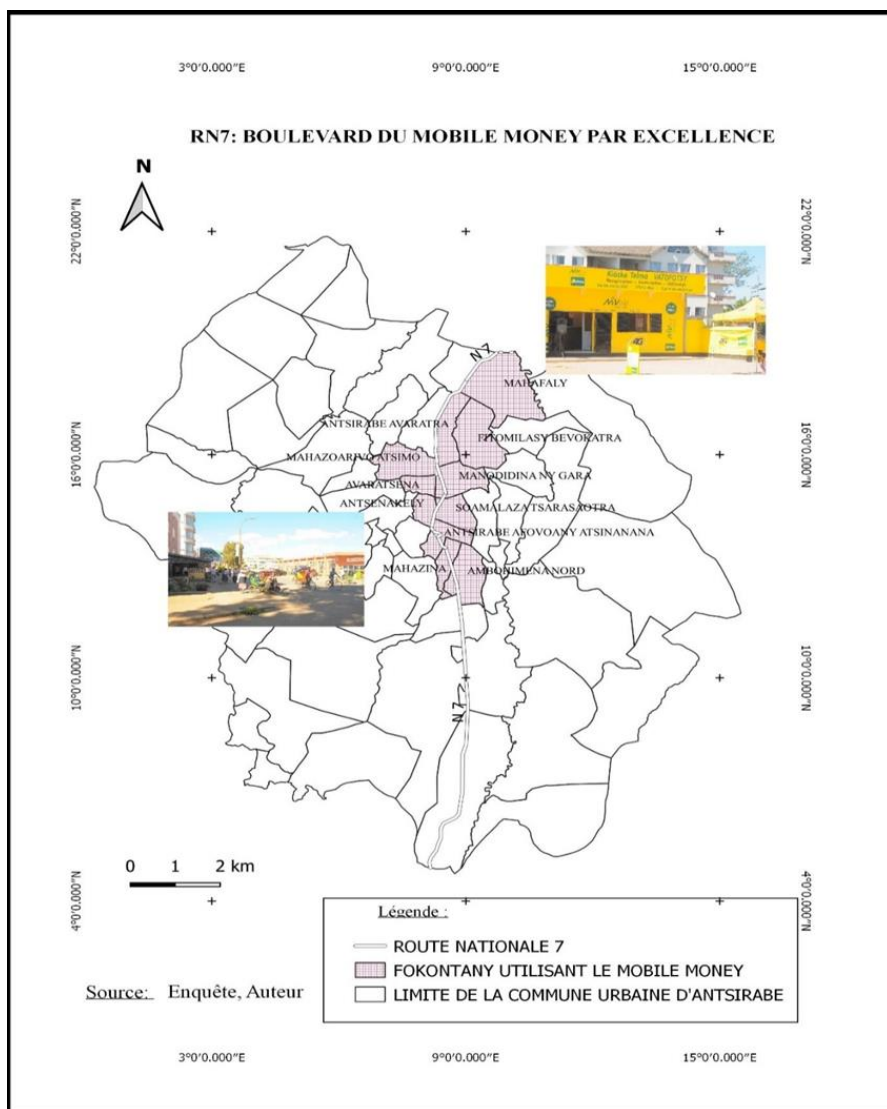
Ensuite, la construction scientifique repose sur la problématique suivante : Quelles sont les opportunités qu'offre le mobile money aux opérateurs de cash-point et aux usagers ? L'objectif est de montrer quels sont les usages de ce service au sein de la commune urbaine d'Antsirabe mais aussi quelle est sa répartition spatiale. Le contexte fait, en effet, apparaître des transformations dans le fonctionnement de l'organisation sociale tout en affectant la dimension spatiale.

La recherche documentaire a été privilégiée. Elle a facilité l'appréciation du cadre conceptuel et les informations sur le mobile money en Afrique de L'Est et surtout à Madagascar. L'approche méthodologique a été complétée par une étude quantitative qui s'est traduite par des travaux d'enquêtes menés sur la commune urbaine d'Antsirabe. Dans ce cadre, une souscription auprès d'un opérateur téléphonique a été réalisée dans le but d'ouvrir un compte mobile money. Cette étape a permis d'être, à la fois, à la place de l'expéditeur et du bénéficiaire de transferts d'argent. Tous les services offerts par l'opérateur ont été utilisés pour mieux apprécier le fonctionnement du service. Les enquêtes se sont alors déroulées en deux étapes. La première a pris en considération les questionnaires adressés aux utilisateurs anonymes et aux opérateurs de cash-point tandis que la deuxième a ciblé les utilisateurs qui utilisent déjà le service du mobile money. L'approche adoptée a été donc empirique.

RESULTATS

Le développement des opérateurs de cash-point

Au Nord, vers l'entrée de la ville d'Antsirabe ayant comme coordonnées géographiques 19°83' Sud, 47°04' Est, l'emplacement de plusieurs kiosques en mobile money fait de l'axe un lieu très stratégique. C'est un carrefour également, vu le croisement vers la commune rurale d'Ambano, et c'est surtout un lieu d'emplacement des vendeurs de produits locaux comme les fruits et légumes, les volailles,..., des communes rurales avoisinantes.



Carte 2 : Bordure de la RN7, Boulevard du Mobile Money par excellence

L'axe où se trouve l'arrêt bus de Vatofotsy du cote du croisement vers Ambano est devenu un boulevard de mobile money par excellence. En deuxième rang au départ de l'entrée vers le Nord se trouvent les Fokontany d'Antsirabe Avaratra et de Fitomilasy Bevokatra. En troisième rang, on peut noter les Fokontany de Mahazoarivo Atsimo à l'Est de la RN7 et de Manodidina ny Gara (cf. photo n°2 à l'Ouest de la RN7). Les Fokontany d'Avaratsena, lieu d'installation des marchés (cf photo n°3) et de Soamalaza Tsarasaotra se trouvent en 4ème rang. Au centre, c'est le Fokontany d'Antsirabe Afovoany Atsinanana qui est le passage par excellence de la RN7, et en dernier lieu, les fokontany vers la sortie de la ville d'Antsirabe abritent le dernier boulevard du mobile money à savoir les fokontany de Mahazina et

d'Ambohimena Nord. Ce dernier est la zone industrielle par excellence dans la région de Vakinankaratra d'où l'installation autour de la zone d'entrée et de sortie des industries.



Photo 1 : Bus stationnant au Terminus du Fokontany Mahafaly dit « Vatofotsy »

Les observations basées sur l'emplacement des kiosques, cash points le long de la Route Nationale 7 contribuent au choix de la zone d'étude puisque c'est là que se trouve l'arrêt des Taxi-brousse venant du Nord et du Sud spécialement à Ampihaviana. De plus, l'entrée vers le Nord est un axe stratégique avec l'arrêt bus de Vatofotsy et le croisement vers la commune rurale d'Ambano, de même au sortie de la route nationale se trouve la zone industrielle d'Ambohimena un lieu d'emplacement idéale pour les cash-points. Aussi, il y a lieu de mentionner surtout la dynamique du mobile money dans les quartiers d'affaires et de commerces. En effet, ce sont des lieux de concentration des utilisateurs de mobile money dans la commune urbaine d'Antsirabe.



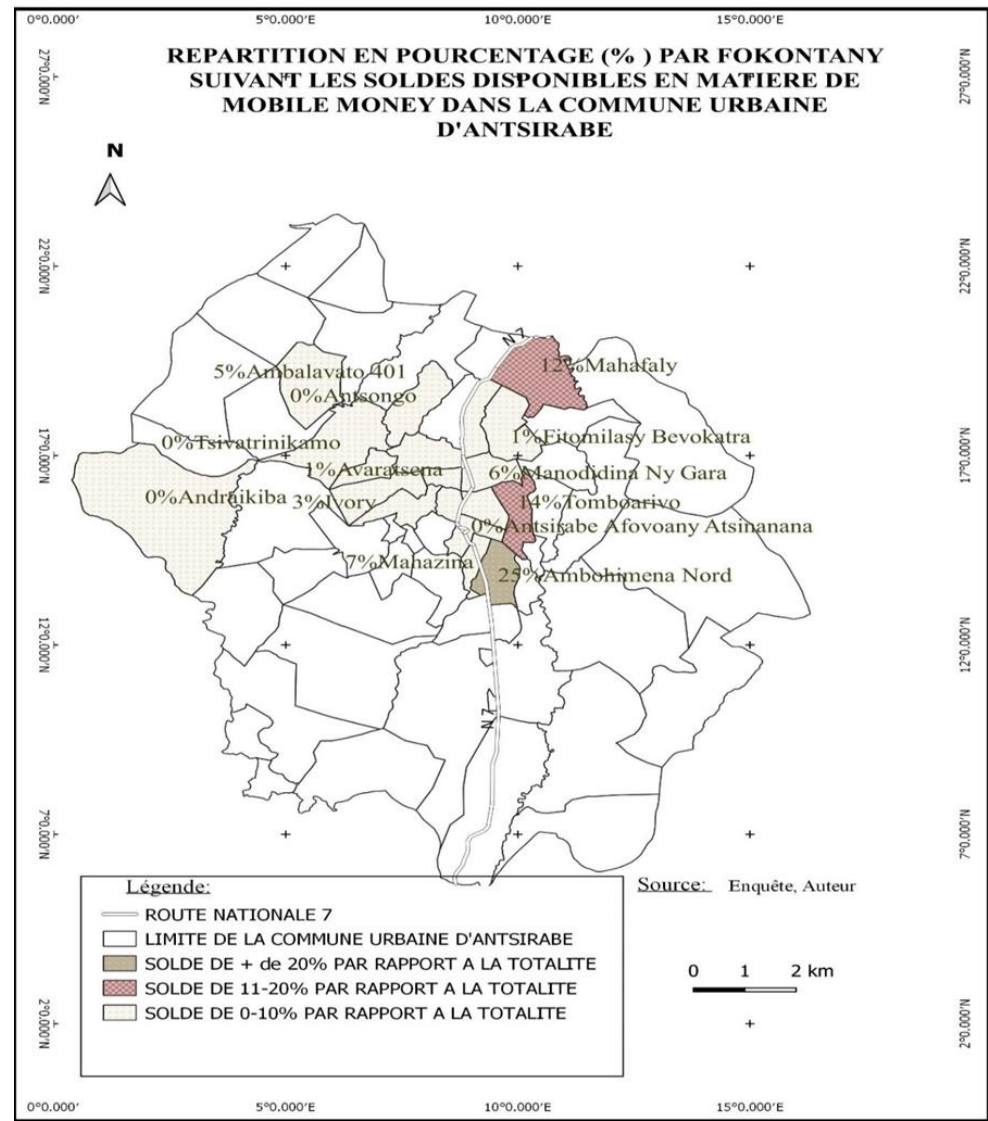
Photo 2 : Kiosque de mobile money dans le Fokontany de Manodidina ny Gara spécialement dans le quartier d'Ampihaviana



Photo 3 : L'entrée du Tsena Sabotsy : lieu stratégique d'implantation de mobile money

Dans le but d'atteindre leurs objectifs commerciaux des entreprises telles AIRTEL ou ORANGE mettent en œuvre des stratégies. La multiplication des opérateurs de mobile money en fait partie, et ce, afin de gagner le marché, d'étendre le service Mobile money, de rendre accessibles tous les services aux usagers grâce à ses attributs de continuité, car disponible les dimanches et jours fériés et de proximité, tous les 50 mètres à certains endroits. Des offres exceptionnelles sont même proposées dans le cas d'une première ouverture de compte.

Essor de l'utilisation du service mobile money



Carte 3 : Répartition en % par Fokontany suivant les soldes disponibles en matière de mobile money dans la commune urbaine d’Antsirabe

La répartition spatiale des soldes en matière de téléphonie mobile se présente en trois groupes à savoir entre 0-10% ; entre 11-20% et plus de 20.

Le Fokontany d’Ambohimena Nord où 25% des personnes enquêtées disposent de crédit en matière de mobile money arrive en première position. Ceci peut s’expliquer par son appartenance à la zone industrielle de la région du Vakinankaratra.

Les Fokontany de Tomboarivo et Mahafaly arrivent en seconde position avec 14% d’abonnées avec soldes, ce sont des lieux de fréquentations des utilisateurs de mobile money.

Les autres Fokontany classés dans la catégorie 0-10% concernent ceux de : Soamalaza Tsarasaotra (10%) ; Mahazina (7%) ; Manodidina ny Gara (6%) ; Ambalavato 401 (5%) ; Antsenakely - Andafiatsimo Star - Mahazoarivo Atsimo (4%) ; Ivory (3%) ; les Fokontany Avaratsena - Antsirabe Avaratra et de Fitomilasy Bevokatra (1%) ; Antsimotsena – Andraikiba 0%.

La majorité des utilisateurs classés dans la catégorie 0-10% se trouve sur le côté Ouest de la RN7. Cette localisation influe sur l’utilisation du mobile money.

Les résultats montrent que le taux des usagers ayant un solde positif en matière de mobile money) est de 92% tandis que le taux des usagers sans solde est de 8% (Figure 1).

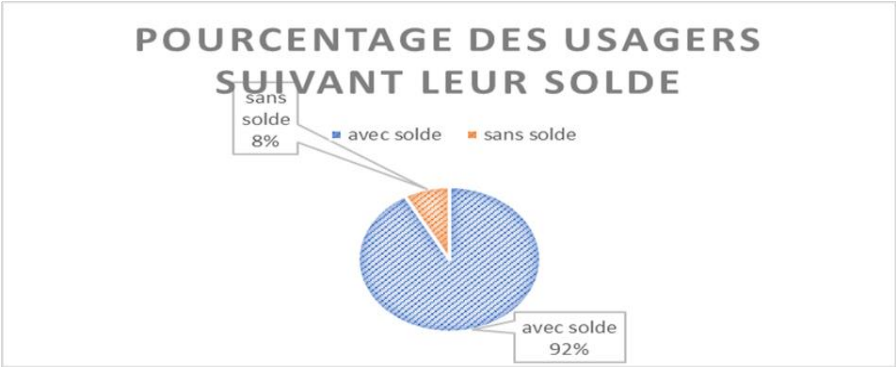


Figure 1 : Pourcentage d’usagers mobile money suivant leur solde

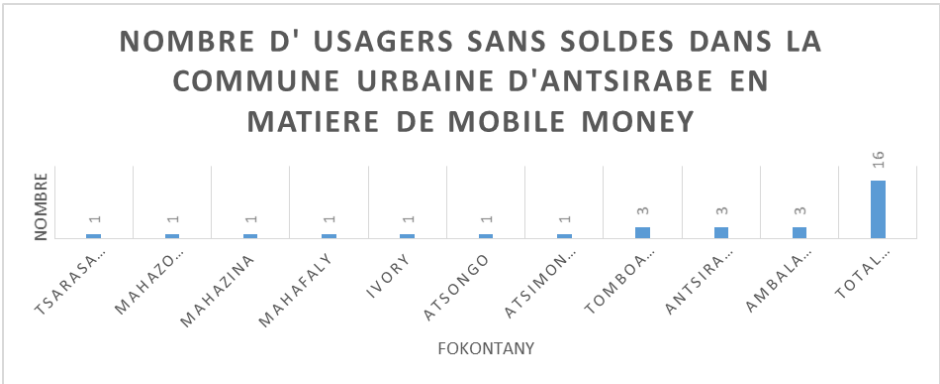
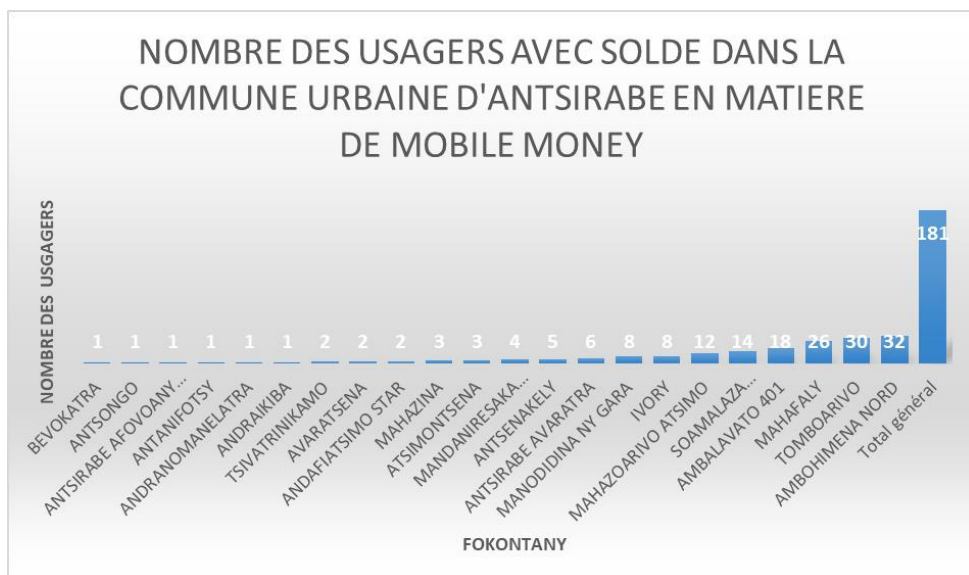


Figure 2 : Nombre d’usagers sans soldes dans la commune urbaine d’Antsirabe en matière de Mobile Money



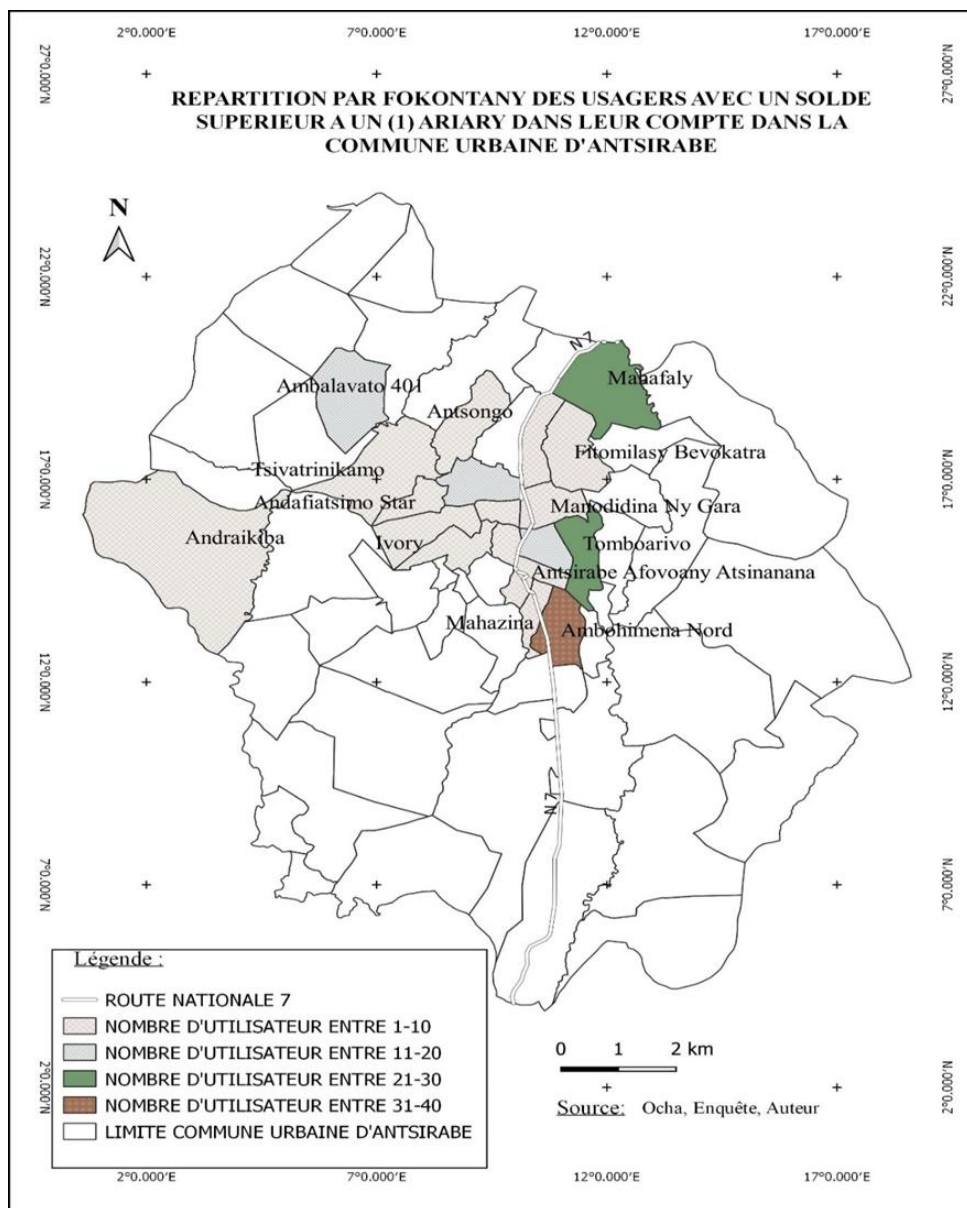
Source : Enquête, Auteur

Figure 3 : Nombre d’usagers avec solde dans la commune urbaine d’Antsirabe en matière de mobile money

Le nombre de transactions sont de neuf tels que : l’envoi d’argent 65%, la réception d’argent 91%, l’achat de crédit téléphonique 74%, le paiement de facture d’eau et d’électricité 32%, le paiement en magasin 29%, la réception de salaire 23%, le dépôt d’argent au niveau des cash-points 67%, le retrait d’argent au niveau des cash-points 94%, le transfert d’argent au niveau des cash-points 9%.

La disponibilité des soldes en mobile money permet aux utilisateurs de profiter pleinement les services offerts par cette plateforme à tout moment, les distances qui devraient être parcourues sont réduites, l’achat de crédit téléphonique se fait tout simplement par mobile money, des services pour le besoin quotidien sont payables en mobile money. La tendance est actuellement vers la dématérialisation de l’utilisation d’argent liquide.

Les usagers de mobile money gardent toujours un montant symbolique dans leur téléphone, soit un solde supérieur à un « 1 » Ariary pour ne pas être à découvert (solde inférieur à 0) et pour garder leur compte actif. D’après notre enquête, ces usagers ont réalisé au moins une opération sur une période donnée (généralement 30 jours ou 90 jours) même avec un solde très bas. On peut donc dire que ce sont des clients actifs. (Le point sur le secteur : Les services d’argent mobile, 2015)



Carte 4 : Répartition spatiale par Fokontany des usagers avec un Solde supérieur à un « 1 » dans leur compte mobile money dans la commune urbaine d’Antsirabe

DISCUSSION

Vu le pourcentage des enquêtés et selon la Figure 1, le pourcentage des utilisateurs suivant leur solde et d'après le GSMA, dans (AfricaCEOForum, 2021), le nombre de comptes de paiement mobile (ou compte Mobile banking) actifs en Afrique a augmenté de 18 % en 2020, soit plus 116 millions d'utilisateurs. La valeur des transactions a quant à elle progressé de 23 % pour atteindre 495 milliards de dollars, avec l'Afrique de l'Est en tête de gondole.

Par ailleurs, il convient de noter qu'en Afrique, selon (Le point sur le secteur : Les services d'argent mobile, 2021) « il faudrait toutefois souligner que le taux d'activité reste toujours faible. En effet, sur les 562 millions de comptes Mobile Money ouverts sur le continent en 2020, seuls 161 millions sont actifs sur une base de 30 jours, ce qui représente moins de 30%. L'utilisation peu fréquente de ces comptes peut signifier que les titulaires sont de simples destinataires de transferts de fonds et qu'ils ne profitent pas pleinement des autres avantages liés à la détention d'un compte. D'ailleurs même dans les pays à revenus élevés où le taux de pénétration bancaire est élevé, les individus peuvent encore être financièrement marginalisés. Il est possible d'avoir un compte de Mobile Money et de rester financièrement marginalisé. L'accès au compte n'est donc qu'un simple tremplin vers l'inclusion financière qui mérite d'être complété par la mise à disposition d'autres produits financiers numériques tels que l'épargne, le crédit et la micro-assurance qui permettraient d'améliorer le taux d'activité ». Les usagers ne profitent pas au maximum des services offerts par les plateformes de mobile money.

A première vue, selon la Carte 3, il semble que ces utilisateurs se trouvent toujours sur la bordure de la RN7. La présence de ces utilisateurs même avec « 0 » comme solde ne veut pas dire que leur compte n'est pas actif, mais il y a des cas où certains usagers attendent les moments de paie pour créditer leur téléphone.

Pour une vision de géographe, il serait mieux de libéraliser le secteur de la télécommunication pour les autres opérateurs en mobile money dans le but d'abaisser le coût des transferts d'argent à Madagascar, car durant notre enquête, la Photo 2 montre que ce cash-point a été déjà colorié à l'effigie d'un opérateur en téléphonie mobile, mais jusqu'à maintenant, l'opérateur en question n'a pas pu développer son activité. En ville, le coût des transferts d'argent est plus ou moins supportable mais en milieu rural, les paysans, les collecteurs, se plaignent des frais de transfert d'argent en sus prélevés par les cash-point.

CONCLUSION

Le développement des TICs a largement contribué à la connexion des zones difficilement accessible par le biais des réseaux téléphoniques en Afrique. Il a également permis l'éclosion d'activités qui passent par l'outil numérique : vendre, acheter, s'informer, apprendre, distraire, se connecter sur internet. Aujourd'hui, les plateformes de mobile money dérivées des TICs sont de plus en plus prisées. Elles ont bouleversé le schéma des circuits traditionnels de circulation d'argent liquide comme les banques, et les microfinances. Le mobile money est devenu incontournable car les comptes bancaires offerts par les opérateurs de télécommunication sont plus utilisés que les comptes bancaires classiques par les populations. Il y a donc une aubaine pour les opérateurs en cash point pour créer de nouveaux emplois d'une part, et d'autre part nous assistons à une véritable accoutumance de la population qui a largement concouru au succès du mobile money. A Madagascar, le coût des frais de transaction est relativement élevé et ce cout devrait être révisé surtout en milieu rural afin de réaliser la vision du Projet d'Inclusion Financière de Madagascar (PIFM) financé par la Banque Mondiale.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) BAKIS H. & EVENO E. (2000). « Les géographes et la société d'information. Des effets pervers d'un champ réputé », Géocarrefour, Revue de Géographie de Lyon, volume 75, n°1, pp. 7-9
- 2) BAKIS H. (1984). Géographie des télécommunications. Presses Universitaires de France, Collection « Que sais-je ? », mai, Paris, 128 pages.
- 3) BEAUJEU-GARNIER (1995). Géographie urbaine, 4ème édition mise à jour. Coll. U, Armand Colin, Paris, 449 pages.
- 4) DUBOIS-MAURY JOCELYNE, CLAUDE CHALINE (2004). Les risques urbains, Edition Armand Colin, Paris, 208 pages
- 5) JEAN-YVES CAPUL, OLIVIER GARNIER (2008). Dictionnaire d'Economie et de Sciences Sociales, HATIER, Paris, 561 pages
- 6) MUKATA SIMBA Guillaume (2015). Télécommunication et développement économique dans la ville de Lubumbashi : "Cas de Orange". Université de Lubumbashi
- 7) PIERRE LABORDE (2005). Les Espaces urbains dans le monde, Edition Armand Colin, Paris, 240 pages
- 8) RAKOTOARISOA Hanitriniala Sandra Michelle (2012). Contribution du géomètre topographe pour l'élaboration d'un plan d'urbanisme de détails : cas

d'Andrefantsena Sabotsy Antsirabe, Mémoire d'ingéniorat en Géomètre Topographe, 82 pages, Université d'Antananarivo

- 9) RAKOTOARISOLO Mirana Lalaina (2015). Institution de Microfinance et Mobile Banking : Liens et état de la situation à Madagascar, DESS en Economie, 100 pages, Université d'Antananarivo
- 10) RAMAROZAKA Volatiana (2013). Conception et Réalisation D'une Plateforme M-Commerce Pour Clients Smartphones, Écoles Supérieur Polytechniques, 59 pages, Licences Es Sciences Techniques en Télécommunications, Université d'Antananarivo
- 11) RANDRIANALIMANANA Salohy Mahenina (2013). Stratégies et structures déterminant la position concurrentielle, cas d'Airtel Money, 58 pages, Mémoire de maîtrise en Gestion, Université d'Antananarivo
- 12) R. QUIVY, L VAN CAMPENHOUDT (1988). Manuel de Recherche en Sciences Sociales, Edition Bordas, Paris, 271 pages
- 13) ZOMANDROSO Samialisina (2012). Le poids de la mobilité urbaine Traditionnelle au sein de la ville d'Antsirabe : l'enracinement des Transports en pousse-pousse (Région Vakinankaratra), Mémoire de Maitrise en Géographie, 94 pages, Université d'Antananarivo

WEBOGRAPHIE

- 1) AfricaCEOForum (2021) Les clés de la croissance du mobile money en Afrique : <https://www.theafricaceoforum.com/fr/ressources/les-cles-de-la-croissance-du-mobile-money-en-afrique/>
- 2) Dictionnaire Français (2019) Définition mobile money : <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/mobile-banking>
- 3) Digital technology diffusion : A matters of capabilities incentives or both ? European Economic Review Vol 128. Nicoletti, G., Von Rueden, C., Andrews, D. (2020) : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0014292120301446>
- 4) Eco Austral (2016) Les operateurs de telephonie mobile s'entendent au profit du Mobile money : <http://www.ecoaustral.com>
- 5) L'actualité (2021) mobile-money-le-miracle-africain-du-paiement-mobile : <https://lactualite.com/lactualite-affaires/mobile-money-le-miracle-africain-du-paiement-mobile/>
- 6) Le potentiel d'inclusion financière du mobile banking : Une étude exploratoire, Revue de Management et Avenir, 46 (6). Assadi, D., Cudi, A. (2011). : <https://www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2011-6-page-227.htm>

- 7) Le point sur le secteur : Les services d'argent mobile (2015) :
<https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/mobile-money>
- 8) Le point sur le secteur : Les services d'argent mobile (2021) :
<https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/mobile-money>
- 9) Les transferts monétaires mobiles (2021) Considérations de base pour les professionnels du secteur humanitaire :
<https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/mobile-money>
- 10) Spécialisation en géographie 2 (2007-2008) (2020) Villes et sociétés :
<http://hbgeo.upv.univ-montp3.fr/divers/geographie-des-villes/villes-et-societes>
- 11) State of the Industry Report on Mobile Money (2021) The Milestone 10th edition:
<https://www.gsma.com/sotir/>

LEADERSHIP MANAGERIAL : FACTEUR CLE DE LA REUSSITE DE L'ENTREPRISE

par

**RAJAONA Richard Aimé⁽¹⁾, RANDRIANALIJAONA Mahefasoa⁽²⁾,
RANDRIALAHAMADY Solonirina⁽¹⁾**

(1) Enseignant-chercheur, Université de Toamasina, Madagascar

(2) Centre d'Etudes et de Recherches Economiques, Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

Améliorer les indicateurs de performance à long terme constitue un objectif pour les entrepreneurs. Cette amélioration demande beaucoup d'efforts et parfois dépend du style managérial adopté par les décideurs. Les techniques d'animation d'une équipe ont une influence certaine sur le comportement des salariés, notamment dans l'exécution de leurs tâches relatives à la production. Cet article se propose d'apporter des éléments de réponse à la question, selon laquelle, de quelles manières le leadership managérial peut-il influencer le développement d'une entreprise ? L'objectif de cet article consiste à démontrer les effets et les impacts du leadership managérial sur la croissance de l'entreprise. Pour ce faire, trois hypothèses ont été formulées : (i) le leadership managérial est un élément important pour caractériser le dynamisme du personnel ; (ii) la motivation du personnel est un facteur déterminant dans l'amélioration de la productivité de l'entreprise et (iii) le leadership managérial, en favorisant la hausse de la productivité du personnel, est un instrument indispensable pour garantir la performance d'une entreprise. Dans le cadre de ce travail, des enquêtes à l'aide d'un questionnaire ont été effectuées auprès de 65 entreprises regroupant 91 individus (cadres supérieurs et personnels dirigeants). Les données recueillies ont été traitées et analysées avec le logiciel SPSS version 2.0. Les résultats ont montré que la notion de leadership et de management est encore mal appliquée dans 57% des entreprises malagasy. Cela est plus visible si on prend le cas des 30 décideurs enquêtés. Les avis sur les avantages procurés par la politique de motivation varient d'un responsable à un autre, mais surtout d'une catégorie à l'autre. Les réponses se résument principalement à trois points, à savoir : (i) l'atteinte de l'objectif précisée par environ 31%, (ii) la motivation et le dynamisme du personnel (28,57%) et (iii) l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise (25,27%). En effet, la rentabilité est l'objectif de la majorité des enquêtés. La totalité des décideurs enquêtés a confirmé qu'ils sont persuadés que l'application de la politique de leadership et du management contribue

fortement au développement de leur entreprise. Ainsi, la quasi-totalité du personnel (96,72%) a confirmé cette hypothèse. Cela peut aller jusqu'à un taux plus élevé. Peut-on quantifier l'impact du leadership managérial ? Telle est la question qui se pose.

Mots-clés : Leadership managérial, Performance, Secteur privé, Entreprise, Madagascar

ABSTRACT

Improving long-term performance indicators is an objective for entrepreneurs. This requires a great deal of effort, and sometimes depends on the managerial style adopted by decision-makers. Team leadership techniques have a definite influence on employee behavior, particularly in the performance of production-related tasks. This article sets out to provide some answers to the question: in what ways can managerial leadership influence the development of a company? The aim of this article is to demonstrate the effects and impacts of managerial leadership on company growth. To this end, three hypotheses have been formulated: (i) managerial leadership is an important element in characterizing the dynamism of staff; (ii) staff motivation is a determining factor in improving the company's productivity; and (iii) managerial leadership is a key factor in the company's growth productivity, and (iii) managerial leadership is an indispensable instrument for guaranteeing a company's performance. As part of this project, surveys were carried out using a questionnaire with 65 companies and 91 individuals (senior managers and executives). The data collected were processed and analyzed using SPSS version 2.0 software. The results showed that the notion of leadership and management is still poorly applied in 57% of Malagasy companies. This is most apparent in the case of the 30 of decision-makers surveyed. Opinions on the benefits of a motivation policy varied from one manager to another, but especially from one category to another. The answers can be summed up in three main points : (i) achieving the objective (specified by around 31%), (ii) motivating and energizing staff (28.57%) and (iii) improving the company's profitability (25.27%). Indeed, profitability is the objective of the majority of respondents. All the decision-makers surveyed confirmed that they are convinced that the application of leadership and management policies makes a major contribution to their company's development. Almost all staff (96.72%) confirmed this hypothesis. This figure may be even higher. The question is: can we quantify the impact of managerial leadership ?

Key words : Managerial leadership, Performance, Private sector, Business, Madagascar

INTRODUCTION

Le style managérial adopté constitue un facteur déterminant de la performance d'une entreprise. Influencés par la méthode à adopter, ainsi que les stratégies de gestion des ressources humaines, le leadership et le management du décideur différencient les entreprises à nos jours. Outre les indicateurs comptables, la manière de gérer les relations interpersonnelles est un élément favorisant la motivation des équipes. La question de motivation est actuellement un sujet crucial pour différencier une entreprise à une autre, vu l'environnement concurrentiel de nos jours. Un processus qui règle l'engagement d'un organisme vivant dans une action ou une expérience, la motivation est incontournable pour l'atteinte des objectifs relatifs à la performance des entreprises. Mais par quelle logique entrepreneuriale le leadership et le management contribuent-ils au développement d'une entreprise ? C'est sous cet angle que cet article se fixe comme objectif pour démontrer l'importance du leadership managérial sur la performance d'une entreprise. Sur ce, trois hypothèses ont été formulées : (i) le leadership managérial est un élément important pour caractériser le dynamisme du personnel ; (ii) la motivation du personnel est un facteur déterminant dans l'amélioration de la productivité de l'entreprise et (iii) le leadership managérial, en favorisant la hausse de la productivité du personnel, est un instrument indispensable pour garantir la performance d'une entreprise.

MATERIELS ET METHODE

Matériels de l'étude

Définition d'une entreprise

Pour Olivier Williamson, « une entreprise est une organisation administrée qui assure la production et/ou la distribution de biens et services. Mais cette définition cache une grande diversité de taille comme le statut juridique. Si toutes les entreprises forment des hiérarchies, leurs formes peuvent aussi être très variées. Au total, les entreprises sont donc nombreuses, diverses, et occupent une place essentielle» (Philippe FREMEAUX, 1994).

En outre, il est difficile d'avoir une définition précise, car en général, celle-ci varie en fonction du caractère qualitatif et quantitatif, ainsi que des conditions propres à chaque pays (Olivier TORRES, 2008). Les critères quantitatifs s'efforcent de cerner l'aspect représentatif de la taille, par son effectif, son chiffre d'affaires, sa valeur ajoutée, sa part de marché, ses investissements, ses bénéfices, son capital social, sa surface occupée et sa capacité de production. Les critères qualitatifs ou juridiques sont les compléments des premiers, pour une image fidèle aux PME, sur son statut, ses formalismes et ses méthodes de gestion, sa structure interne ou son organisation.

Catégories	Effectif	Chiffre d'affaire	Total du bilan
Grande entreprise	Environ 2000	≤1,5 Milliards	2 Milliards
Petite et moyenne entreprise	≤ 250 employés	≤50 Millions d'Euros	≤43 Millions d'Euros
Très petite	≤ 10 employés	≤ 2 Millions	≤2 Millions

Source : <http://ec.europa.eu/enterprisepolicy/smedefinition/smeuserguidefr.pdf>

Figure 1 : Les catégories d'entreprise

Cadre réglementaire et classification

En général, les entreprises sont caractérisées par leur taille et leur forme juridique. Avant le critère de classification d'une entreprise en petite, moyenne et grande, le nombre d'employés qui travaillent dans cette structure était pris en compte. Actuellement, en cohérence avec la vision du gouvernement qui a pour but d'inciter l'investissement, la classification est basée sur le volume du chiffre d'affaires réalisé.

Le critère de classification varie d'un pays à l'autre, suivant son économie et sa culture. Le critère retenu communément reste celui de l'effectif des employés dans l'unité de production.

Si en France l'effectif des employés dans une PME ne dépasse pas 500 salariés, aux Etats-Unis, il peut atteindre jusqu'à 1500 personnes. A Singapour, la petite entreprise emploie jusqu'à 99 personnes, et la moyenne entreprise jusqu'à 1998. Par contre, à Madagascar, on classe comme Micro et Petites Entreprises, si le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 25 000 dollars. Les moyennes Entreprises (ME) ont un chiffre d'affaires annuel compris entre 25 000 et 1 000 000 de dollars et les grandes Entreprises ont un chiffre d'affaires annuel qui dépasse les 1 000 000 dollars (Robert PATUREL, 2007).

Formes juridiques d'entreprises à Madagascar

En ce qui concerne les formes juridiques, l'annulation du capital minimum pour les entreprises individuelles montre aussi la volonté du gouvernement malagasy à inciter et faciliter la création d'entreprise.

Actuellement, les entrepreneurs individuels peuvent enregistrer leurs entreprises, sans se soucier d'avoir le capital minimum nécessaire. Ceci n'est pas le cas pour la Société à Responsabilité Limitée (SARL) et la Société Anonyme (SA). A Madagascar, le choix de la forme juridique d'une entreprise est indépendant de sa taille. Les créateurs d'entreprises peuvent choisir les formes juridiques qui leur semblent les plus

adéquates, sous certaines conditions. Chaque forme juridique présente des avantages et des inconvénients. Ainsi l'Entreprise Individuelle (EI) et la Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle (SARLU) sont réservées aux personnes qui veulent structurer leur capital seul. Alors que les Sociétés à Responsabilité Limitée et les Sociétés Anonymes sont réservées aux personnes qui veulent s'associer dans la constitution de capital de l'entreprise (Robert PAPIN, 2005).

Une SARL est composée de deux personnes minimum qui sont des associées, par contre, une personne suffit pour les entreprises individuelles et les SARLU.

Méthodologie

Outre la recherche bibliographique et les visites auprès des services concernés comme le ministère de l’industrie et du développement du secteur privé, la chambre de commerce de la région Analamanga, des enquêtes ont été menées auprès de quatre-vingt-onze (91) individus dans 65 entreprises réparties dans trois Régions (Analamanga, Itasy et Bongolava). Ces enquêtes ont été adressées au hasard aux 30 responsables et 61 autres agents. Afin de respecter la représentativité de l’échantillonnage, la taille de l’échantillon a été divisée par le nombre de Régions ciblées, ce qui a donné un effectif d’environ 30 enquêtés par Région.

En général, le critère d'inclusion reposait sur la condition d’être embauché dans l’entreprise depuis au moins trois ans. Ainsi, les données recueillies ont été traitées sous CSPPro et les résultats bruts de l’enquête ont été analysés avec le logiciel SPSS.

RESULTATS

Situation générale des enquêtés

Tableau 1 : Répartition selon le secteur d’activité

Secteur	Effectif	Proportion
PRIMAIRE	1	1,10%
SECONDAIRE	14	15,38%
TERTIAIRE	76	83,52%
Total	91	100%

Source : enquêtes, 2022

Ces chiffres montrent que la majorité des personnes enquêtées se trouve dans le secteur tertiaire (environ 83%). Par contre, une (1) personne sur 91 opère dans le secteur primaire et environ 15% dans le secteur secondaire.

Tableau 2 : Répartition selon la taille de l'entreprise

Taille	Effectif	Proportion
PETITE	2	2,20%
MOYENNE	51	56,04%
GRANDE	38	41,47%
Total	91	100%

Source : enquêtes, 2022

D'après ce tableau, 56% des personnes enquêtées viennent s'engager dans les moyennes entreprises ; environ 41% sont dans les grandes entreprises et 2,20% sont dans les petites entreprises.

Tableau 3 : Statut des entreprises

Statut	Effectif	Proportion
SA	76	83,51%
SARL	12	13,12%
SARLU	2	2,19%
AUTRES	1	1,18%
Total	91	100%

Source : enquêtes, 2022

La grande partie des entreprises faisant l'objet de l'étude ont un statut de SA (83%), environ 13% sont des SARL, et 2% ont un statut de SARLU.

Tableau 4 : Proportion des décideurs dans l'ensemble des enquêtés

Réponse	Effectif	Proportion
OUI	30	32,97%
NON	61	67,03
Total	91	100%

Source : enquêtes, 2022

30 décideurs ont été enquêtés, soit environ 33% de la taille de l'échantillon, contre 67% « non décideurs » qui sont plus précisément des agents.

Le leadership dans l'entreprise

Tableau 5 : Formation en leadership

		Formation en leadership				Total
		OUI		NON		
Décideur	OUI	13	43,33%	17	56,67%	30
	NON	45	73,77%	16	26,23%	61
Total		58		33		91

Source : enquêtes, 2022

Ont déjà réalisé au moins une formation en leadership, environ 43% des décideurs et 74% des agents non décideurs, contre 57% des décideurs et 26% des agents respectivement qui ont répondu n'avoir jamais eu de formation en leadership.

Tableau 6 : Formation en management

		Formation en management				Total
		OUI		NON		
Décideur	OUI	12	40,00%	18	60,00%	30
	NON	44	72,13%	17	27,87%	61
Total		56		35		91

Source : enquêtes, 2022

Quant à la formation en management, 40% des décideurs et 72% des agents ont déjà eu recours à un renforcement de capacité en matière de management, contre 60% des décideurs et 27% des agents qui n'ont jamais reçu de formation.

Application de la politique de motivation

Tableau 7 : Répartition des entreprises selon la pratique de la politique de motivation

		OUI	NON	Total
Secteur	Primaire	1	0	1
	Secondaire	14	0	14
	Tertiaire	76	0	76
Total		91	0	91

Source : enquêtes, 2022

Toutes les entreprises ciblées par cette étude ont adopté au moins une politique de motivation du personnel.

Tableau 8 : Avis sur les avantages procurés par l’application de la politique de motivation

Avantages	Atteinte de l’Objectif	Motivation et dynamique du personnel	Amélioration de la rentabilité	Autres	Total
Effectif	29	26	23	13	91
Proportion	31,87%	28,57%	25,27%	14,29%	100%

Source : enquêtes, 2022

Les personnes enquêtées ont précisé que les avantages procurés par l’application de la politique de motivation se résume par (i) l’atteinte de l’Objectif, (ii) la motivation et la dynamique du personnel et (iii) enfin l’amélioration de la rentabilité de l’entreprise.

Tableau 9 : Avis sur les avantages de l’application de la politique de motivation selon le statut

Avantages		Atteinte de l’Objectif		Motivation et dynamique du personnel		Amélioration de la rentabilité		Autres		Total
Statut	SA	25	32,89%	20	26,32%	21	27,63%	10	13,16%	76
	SARL	3	25,00%	6	50,00%	1	8,33%	2	16,67%	12
	SARLU	0	0,00%	0	0,00%	1	50,00%	1	50,00%	2
	Autres	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1
Total		29		26		23		13		91

Source : enquêtes, 2022

En général, les avis concernant les avantages procurés par l’application de la politique de motivation varient selon les entreprises, plus précisément selon leur statut juridique. Les agents des entreprises ayant un statut de SARLU précisent que l’amélioration de la rentabilité est primordiale. Ceux qui sont dans les SA ont répondu que l’atteinte de l’Objectif est le principal avantage procuré par l’application de cette politique de motivation, tandis que ceux qui sont dans les SARL ont opté pour la motivation et la dynamique du personnel.

Attente du personnel et impacts du leadership au développement de l’entreprise

Tableau 10 : Avis sur les impacts du leadership au développement de l’entreprise

Attente	Rentabilité	Autres	Total
Effectif	81	10	91
Proportion	89,01%	10,99%	100%

Source : enquêtes, 2022

89% des personnes enquêtées pensent que le leadership des décideurs a une influence sur la rentabilité de l’entreprise. C’est d’ailleurs l’attente de tout décideur.

Tableau 11 : Attente du personnel à l’entreprise

	Travail en équipe	Motivation et dynamisme	Autres	Total
Effectif	15	70	6	91
Proportion	16,48%	76,92%	6,59%	100%

Source : enquêtes, 2022

Environ 77% du personnel affirment que la motivation et le dynamisme constituent leurs attentes à l’entreprise, contre 16% qui attendent le travail en équipe.

Tableau 12 : Avis des décideurs sur l’application du leadership face au développement de l’entreprise

Réponse		OUI		NON		Total
Décideur	Oui	30	100,00%	0	0,00%	30
	Non	59	96,72%	2	3,28%	61
Total		89		2		91

Source : enquêtes, 2022

La totalité des décideurs a été convaincue que l’application du leadership constitue un facteur clé pour le développement de l’entreprise.

Tableau 13 : Avis des décideurs sur l’apport du leadership managérial au développement de l’entreprise

Taux		Inférieur à 20%		21 à 40%		41 à 60%		Plus de 60%		Total
Décideur	OUI	1	3,33%	1	3,33%	8	26,66%	20	66,66 %	30
	NON	0	0,00%	2	3,28%	33	54,10%	26	42,63%	61
Total		1		3		41		46		91

Source : enquêtes, 2022

La majorité des décideurs enquêtés (20 sur 30) affirme que le leadership managérial contribue à plus de 60% au développement de leurs entreprises.

Tableau 14 : Amélioration de la productivité vs leadership managérial

		OUI		NON		Total
Décideur	Oui	30	100,00%	0	0,00%	30
	Non	60	98,36%	1	1,64%	61
Total		90		1		91

Source : enquêtes, 2022

La totalité des décideurs dans les entreprises enquêtées était persuadée de l’amélioration de la productivité suite à l’application du leadership managérial.

DISCUSSION

Le leadership managérial, un élément important pour caractériser le dynamisme du personnel

La motivation des salariés constitue un levier de performance pour les entreprises du secteur privé. La problématique est telle que les professionnels n’ont pas connaissance des sources de motivation des salariés, ce qui pose un problème pour la mise en œuvre de la motivation de ces derniers. Les services des ressources humaines sont alors confrontés à l’insatisfaction des salariés causant des problèmes de démotivation, nuisibles à la performance de l’entreprise (Laura Mucha, 2010).

Comme les résultats le montrent, les entreprises ciblées par cette étude sont généralement de taille moyenne et œuvrent majoritairement dans le secteur tertiaire, avec un statut de société anonyme ou SA (cf Tableaux 1, 2 et 3). Cette situation reflète le contexte de l’environnement des entreprises à Madagascar. Les entreprises sont majoritairement dans le secteur tertiaire, alors que la grande partie de la population se

trouve dans le monde rural dominé par l'agriculture. Cette situation est liée à un contexte et des caractéristiques bien précises, comme l'environnement juridique, le capital à investir et l'effectif du personnel à embaucher.

A Madagascar, chaque créateur d'entreprise est libre de choisir la forme juridique de l'entreprise qui lui convient, c'est-à-dire que la taille de l'entreprise n'est pas une contrainte. On constate que la majorité des PME malgaches sont des entreprises individuelles. Elles représentent 40% pour les grandes entreprises, 91% des PME, et 99% des micros entreprises.

Nous avons constaté que la notion de leadership et de management est encore mal appliquée au sein de 57% des entreprises malagasy (Tableaux 5 et 6). Cela est plus visible si on prend le cas des décideurs enquêtés, ces derniers étant le pilier du développement de leur entreprise. Premier responsable de l'avenir de l'entreprise, le décideur a intérêt à adopter les stratégies et tactiques pour mieux gérer les ressources afin d'améliorer sa performance. De plus, l'environnement concurrentiel actuel exige plus de rigueur de la part du chef d'entreprise pour mieux s'intégrer au marché. Parfois, le personnel a suivi plus de formation en leadership et/ou management que les décideurs. Ceci est constaté pour plusieurs entreprises en Afrique, notamment concernant les attitudes et comportements parfois influencés par l'ignorance du chef d'entreprise d'une part, et l'inexistence d'une politique bien tracée permettant l'essor de l'entreprise d'autre part. Malgré cela, les décideurs enquêtés ont confirmé que, au sein de leur entreprise, ils appliquent la politique de motivation du personnel pour l'amélioration de la productivité, ainsi que pour l'expansion des activités.

La motivation du personnel, un facteur déterminant pour l'amélioration de la productivité de l'entreprise

Au sens large, la motivation est « la composante ou le processus qui règle l'engagement d'un organisme vivant dans une action ou une expérience. Elle en détermine le déclenchement dans une certaine direction avec l'intensité souhaitée et en assure la prolongation jusqu'à l'aboutissement ou l'interruption et se manifeste habituellement par le déploiement d'une énergie.»¹⁵³ La motivation au travail est donc perçue comme le goût et l'intérêt du salarié pour son travail, la mesure avec laquelle il s'y implique, la persévérance et la continuité de l'effort qu'il consent.

Dans cette étude, nous avons pu relever que l'avis concernant l'avantage procuré par la politique de motivation varie suivant le personnel, mais surtout suivant la catégorie de l'entreprise. Les réponses à cette question relèvent de (i) l'atteinte de l'Objectif (précisé par 31,87%), (ii) la motivation et le dynamisme du personnel

¹⁵³ <http://www.techno-science.net/?onglet=glossaire&definition=741>

(précisé par 28,57%) et (iii) l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise (précisé par 25,27%). Ces avis varient également selon le statut juridique. Ainsi, les entreprises à statut de SARLU précisent bien dans leur majorité que l'avantage est l'amélioration de la rentabilité. Tandis que, celles qui ont un statut de SA et de SARL ont précisé comme avantage, respectivement, l'atteinte de l'objectif et la motivation et le dynamisme du personnel. Pourtant, la rentabilité de l'entreprise est l'attente de la majorité des personnes enquêtées. Cette vision est considérée comme traditionnelle pour les chefs d'entreprises et parfois associée à l'amélioration de certains indicateurs de performance. Outre les indicateurs comptables, les entreprises doivent s'aligner aux défis de l'environnement présent, comme la vision axée sur l'innovation technologique pour faire face à la concurrence.

Ainsi, comme la production est le résultat de la valeur-travail du personnel de l'entreprise, la motivation de ce dernier constitue un socle pour l'augmentation de la productivité. Concernant le personnel de l'entreprise, l'attente porte sur la motivation et le dynamisme pour l'avenir de l'entreprise (représenté par 76,92% cf Tableau 11). Cela confirme que la notion de motivation est un paramètre que même les ouvriers ont besoin pour accomplir d'une manière plus efficace leurs tâches dans le processus de production. Dans les pays en développement comme Madagascar, cette condition parfois psychologique n'est pas encore tout à fait atteinte. Plusieurs employés sont parfois obligés de résilier leur contrat par faute de motivation personnelle ou de motivation de groupe. Certains ne quittent pas l'entreprise mais décident de baisser leur productivité.

Le leadership managérial favorisant la hausse de la productivité du personnel et un instrument indispensable pour garantir la performance d'une entreprise

Comme le précise le tableau 12, l'ensemble des décideurs enquêtés a confirmé qu'ils sont persuadés que l'application de la politique de leadership et du management contribue mieux au développement de leur entreprise. De même, la quasi-totalité de leurs agents a confirmé cette hypothèse à 96,72%. Cette contribution peut aller jusqu'à un taux très élevé. Ainsi, 20 décideurs sur les 30 enquêtés affirment que le leadership managérial contribue à plus de 60% au développement de leurs entreprises. Et que près de la moitié des « agents » (environ 33 sur 61 enquêtés) partage cet avis jusqu'à un taux de contribution de plus de 50% (cf tableau 13). Par ailleurs, la totalité des décideurs enquêtés est convaincue de l'amélioration de la productivité liée à l'application de la politique de leadership managérial au sein de leurs entreprises.

La performance désigne la réalisation des objectifs organisationnels, quelles que soient la nature et la variété de ces objectifs. La performance est multidimensionnelle, à l'image des buts organisationnels ; elle est subjective et dépend des référents choisis

(Patrick GILBERT et Marina CHARPENTIER, 2004). En effet, la performance d'une entreprise renvoie au comportement du manager et plus, généralement, aux méthodes de management, c'est pour cette raison que la performance est vue comme étant subjective. Alors, comment le style de management influence-t-il la performance et aide au développement de l'équipe ? En effet, la façon de manager génère un certain type d'équipe qui, elle-même, génère la performance. De ce fait, les difficultés de performance peuvent parfois être liées à un management inadapté, en décalage avec les besoins de l'équipe.

CONCLUSION

Cet article trouve son intérêt dans le sens où il traite un sujet touchant le secteur privé qui détient une place très importante dans le développement économique d'un pays. Figurant dans la liste des pays les plus pauvres du monde, Madagascar doit redynamiser ce secteur en introduisant les paramètres jugés efficace au développement des entreprises comme le leadership managérial. Ce dernier constitue un levier à la motivation et au dynamisme du groupe dans une entreprise et enfin, contribue à l'amélioration du niveau de la productivité. A Madagascar, certains décideurs d'entreprise n'appliquent pas encore ce système, bien que des pays émergents aient confirmé la place du style managérial des responsables dans le processus de production. Ainsi, cette étude nous a permis de conclure que l'adoption de la politique de motivation contribue avec un taux significatif à la performance de l'entreprise. Peut-on quantifier l'impact du leadership managérial ? Telle est la question qui se pose.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Laura MUCHA, (2010), « La motivation des salariés et la performance dans les entreprises. Gestion et management » ffdumas-00542732f
- 2) Olivier TORRES, (2008), « La recherche en PME au V.I.T.R.I.O.L », Revue Economies et Sociétés, Vol. 43, n°2, p.343-362.
- 3) Olivier Williamson, 2003. Théorie des couts de transaction. Michel Ghrertman. Revue française de gestion (N°142), pp 43-63.
- 4) Patrick GILBERT et Marina CHARPENTIER, 2004. Comment évaluer la performance RH ? Question universelle, réponses contingentes. IAE de Paris (GREGOR). Revue de gestion des ressources humaines. Num 53, pp29-42.
- 5) Philippe FREMEAUX, (1994), Alternatives Economiques n° 122
- 6) Robert PAPIN, (2005), « Stratégie pour la création d'entreprise », 11e édition, Dunod, p 80.

- 7) Robert PATUREL, (2007), « Grandeurs et servitudes de l'entrepreneuriat », Editorial du n° spécial de la Revue Internationale de Psychosociologie consacré aux Représentations entrepreneuriales, Direction R. PATUREL, C. SCHMITT et C. BOURION, Volume XIII, n° 31, Hiver 2007, pp 27-43

DEVALUATION DE LA MONNAIE DANS LE CADRE MACROECONOMIQUE : CAS DE MADAGASCAR

par

TSIMANGATAKA Andriamampiantra Tsimiovalaza⁽¹⁾,
RAZAFINDRAIBE Solo Nirina J.⁽²⁾

(1) Ecole doctorale sur les Ecosystèmes Naturels, Université de Mahajanga, Madagascar

(2) Centre d'Information et de Documentation Scientifique et Technique, MESUPRES, Madagascar

RESUME

Cette étude vise à déterminer l'impact de la dévaluation sur l'économie malgache. Ainsi, la littérature théorique a permis d'aborder le concept de la dévaluation suivant les différentes approches existantes. L'étude a permis également de montrer l'impact de la dévaluation sur les économies en voie de développement et en particulier sur l'économie malgache en proie à des contrôles du programme d'ajustement structurelle institué par Fond Monétaire Internationale FMI. Il a été constaté de façon globale que cette dévaluation a des effets dans les différents secteurs économiques du pays. Pour comprendre ces effets, la méthode VAR proposée par Sims (1980) a été utilisée pour identifier le choc impulsionnel des variables macroéconomiques. Le résultat obtenu nous montre que la dévaluation a un effet récessif à court terme mais devient neutre à long terme. Comme le résultat obtenu par le théorème de Marshall et Lerner nous montre que la monnaie malgache ne cesse de se dévaluer. En fin les analyse sur le teste de Granger nous montre que la croissance économique a effet des causes aux autres variable, tandis que la masse monétaire se présente d'une manière exogène. Par conséquent les réactions par les effets des chocs impulsionsnels de la croissance économique face aux autres variables varient à court terme et à moyen terme, et stable à long terme, tandis que la masse monétaire augmente le produit intérieur brute, et elle a des effets similaire aux autres variables à cours et à moyen terme mais elle reste persiste à long terme. Ainsi la variation du taux de change réel apporte des effets modestes au niveau de la masse monétaire. La dépréciation monétaire de Madagascar, apporte des effets très faibles dans le secteur économique malgache.

Mots-clés : Dévaluation, Macroéconomie, Modèle VAR, Croissance, Effets récessif

ABSTRACT

This study aims to determine the impact of the devaluation on the Malagasy economy. Thus, the theoretical literature has made it possible to approach the concept

of devaluation according to the different existing approaches. The study also made it possible to show the impact of the devaluation on developing economies and in particular on the Malagasy economy plagued by the controls of the structural adjustment program instituted by the International Monetary Fund IMF. Overall, it was noted that this devaluation has effects in the various economic sectors of the country. To understand these effects, the VAR method proposed by Sims (1980) was used to identify the impulse shock of macroeconomic variables. The result obtained shows us that devaluation has a recessionary effect in the short term but becomes neutral in the long term. As the result obtained by Marshall and Lerner's theorem shows us that the Malagasy currency continues to devalue. Finally, the analysis on the Granger test shows us that economic growth has effect from cause to other variable, while the money supply is exogenous. As a result, the responses of impulse shocks to economic growth to other variables vary in the short and medium term, and stable in the long run, while the money supply increases gross domestic product, and it has similar effects to other variables in the short and medium runs, but it remains persistent in the long run. Thus, the change in the real exchange rate brings modest effects to the money supply. The currency depreciation of Madagascar brings very weak effects in the Malagasy economic sector.

Key words : Devaluation, Macroeconomics, VAR model, Growth, Recessionary effects

INTRODUCTION

La question de la dévaluation connaît depuis quelques années un regain d'intérêt dans l'actualité économique. Cet intérêt s'explique par le fait que la dévaluation est considéré comme un instrument de politique économique puissant, qui peut servir à rétablir les déséquilibres fondamentaux de la balance des paiements ainsi qu'à promouvoir la compétitivité des économies à travers une croissance du secteur des exportations¹⁵⁴.

Théoriquement la balance des paiements stipule qu'une dévaluation monétaire améliorerait la compétitivité des produits domestiques et permettrait de restaurer l'équilibre de la balance commerciale. En effet, le changement conséquent des prix relatifs conduirait à la fois à une demande plus importante venant de l'extérieur et à une substitution des biens importés par des biens domestiques dans la consommation locale. Les résultats ne se limiteraient pas uniquement à la hausse de l'exportation et

¹⁵⁴ Rafiki Idriri: « *le cas de Mexique* ». Université de Montréal, département de Science Economiques, Faculté des arts et sciences La dévaluation dans les pays en voie de développement. Septembre 2001.page6

à la baisse de l'importation. Grâce au phénomène de multiplicateur, cette hausse de la demande de biens d'exportation et de biens de substitution s'étend sur la totalité de l'économie et aboutirait par la suite à une variation de la demande globale, qui à son tour stimulerait l'activité économique¹⁵⁵.

D'autre part, le Fonds Monétaire International (FMI), introduit la dévaluation monétaire ou l'adoption du régime de change flexible comme composante du programme de stabilisation à appliquer dans certains pays en voie de développement. Ainsi, à Madagascar, la politique de taux de change a également été soumise à ce genre de contrôle¹⁵⁶. Les gouvernements Malgaches ont successivement résisté à la pression de la dévaluation de la monnaie au fil des années.¹⁵⁷

MATERIELS ET METHODES

Matériels

Au niveau théorique, plusieurs arguments ont déjà été évoqués pour mettre en évidence le phénomène de la dévaluation.

Ainsi, pour les classiques, les effets favorables d'une dévaluation ne peuvent se réaliser qu'à court terme car l'entrée nette de devises résultant de la dévaluation doit nécessairement provoquer un accroissement de la masse monétaire; cet accroissement doit entraîner une élévation des prix domestiques et conduit par conséquent à la diminution des exportations et à l'augmentation des importations¹⁵⁸. L'effet d'amélioration de la balance extérieure imputable à la dévaluation aura tendance à se résorber. Si l'on fait abstraction de la liaison de type quantitativiste impliquée dans le processus ainsi décrit, l'essentiel du mécanisme repose sur l'affirmation selon laquelle la masse monétaire est une variable dépendante de l'entrée nette de devises. Toute dévaluation réussie entraînerait donc une détérioration induite des conditions monétaires qui, à leur tour, entraîneraient une réduction du solde de la balance extérieure et tendraient à annuler l'effet favorable initial.

¹⁵⁵ Tiarinisaina Olivier RAMIANDRISOA : « *La dévaluation a-t-elle un effet récessif ? Le cas de Madagascar* » Université de Rennes 1 - Institut Catholique de Madagascar. 2004. Page2.

¹⁵⁶ Sylviane Guillaumont Jeanneney : « *Dévaluer en Afrique ? In* », page4: Revue de l'OFCE. N°25, 1988. pp. 123-143.

¹⁵⁷ Rasolofo Adamson Andrianirina : « *effet de la dépréciation de la monnaie malgache et le taux de change après la mise en place de MID (Marché interbancaire de Devise) en continu* ». Un économiste assistant chercheur en octobre 2005 CREAM : Centre de Recherche d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar. Cahier de recherche en analyse économique N°06/2005, The African capacity fondation. page8.

¹⁵⁸ Jean Fericelli In : « *Les conditions monétaires et la réussite d'une dévaluation* » Revue économique. Volume 13, n°1, 1962. pp. 87-116.

Pour les keynésiens, la dévaluation induit trois effets positifs. En premier lieu, elle rend les exportations plus compétitives. En second lieu, elle augmente les marges de profit dans le secteur d'exportation par rapport à celles du secteur travaillant pour le marché interne, ce qui doit conduire à une réallocation des ressources¹⁵⁹. En troisième lieu, elle renchérit les importations, ce qui réduit le pouvoir d'achat des consommateurs et permet de dégager un excédent pour l'exportation. Ces effets positifs supposent toutefois que la somme des élasticités de l'offre pour les exportations et de la demande pour les importations est supérieure à l'unité (effet de substitution), suivant le théorème dit de « Marshall-Lerner »¹⁶⁰. En effet, on observe que la balance courante d'un pays se détériore immédiatement après la dévaluation. Elle ne commence à s'améliorer que dans l'intervalle de quelques mois à un an. Ce phénomène est connu sous le nom de « courbe en J ». Il s'agit de la politique d'ajustement qui n'est pas déflationniste. Son objectif est de parvenir à un équilibre extérieur de plein-emploi en modifiant le système de prix et l'allocation des ressources. Les masses monétaires sont d'une part l'ajustement de la demande nationale à l'offre nationale et d'autre part la réallocation des ressources¹⁶¹. Ces coûts ne sont que temporaires et doivent permettre de ramener l'économie vers un sentier de croissance à long terme.

Pour les monétaristes, il faut rejeter la dévaluation dans le cadre d'un système de changes fixes, et dans ce contexte, la dévaluation est supposée augmenter les débouchés à l'exportation et donc la demande globale, avec comme conséquence un effet de relance. Selon eux, la vision keynésienne est erronée et les changes fixes sont dépassés : le prix d'une devise relève du marché. Il préconise l'adoption des changes flottants, devenus la réalité du système monétaire international depuis 1973¹⁶².

Dévaluation en Afrique : la plupart des écrits sur la dévaluation porte sur le programme d'ajustement structurel (PAS) dans le cadre du FMI (Fond Monétaire International) et du BM (Banque Mondiale) c'est-à-dire la dévaluation est l'un des aspects de la conditionnent l'octroi des crédits de la part du FMI qui a été le plus discuté et parfois conduit à une rupture des négociations des Etats avec le Fonds¹⁶³.

¹⁵⁹ Mon Jean Fericelli In : «, les effets monétaires d'une dévaluation. » *Revue économique*. Volume 13, n°1, 1962. pp. 87-116.

¹⁶⁰ Stefan Gerlach-Brandeis : *"Intertemporal speculation, devaluation, and the 'J-curve'"*. University, Waltham, MA 02254, USA Received April 1987, revised version received December 1988

¹⁶¹ Jean-Marie Gankou : « *Les politiques d'ajustement orthodoxes. Un point de vue critique*In: *Tiers-Monde* ». 1987, tome 28 n°109. pp. 9-23.

¹⁶² Célia Himelfarb : « *Libéralisme et hyperinflation In Tiers-Monde* ». 1992, tome 33 n°129. La fin des hyperinflations en Amérique latine.

¹⁶³ Sylviane Guillaumont Jeanneney : « *Dévaluer en Afrique ?* » In page5: Revue de l'OFCE. N°25, 1988. pp. 123-143.

Alors qu'après l'analyse des résultats des politiques d'ajustement interne et, eu égard à la persistance des déséquilibres extérieurs, le FMI et la Banque mondiale ont conclu que l'ajustement réel avait atteint ses limites. En conséquence, ils estiment que seul un ajustement externe pourrait remettre une économie, comme celle du Bénin, et comme celle des autres pays africains de la zone franc, sur un sentier de croissance durable tout en restaurant la compétitivité externe. Ainsi, le 11 janvier 1994, le franc CFA fut dévalué de 50 % par rapport au franc français. Il s'agissait là d'un ajustement nominal sans précédent dans une zone monétaire qui bénéficiait d'une fixité du taux de change depuis octobre 1948¹⁶⁴. Justifiant ce fort taux de dévaluation, le FMI affirme qu'il a fallu « adopter un taux crédible qui permette d'écarter tout risque de nouvel ajustement à court ou moyen terme ». Du fait de la dynamique de dévaluation, ses impacts n'ont pu s'observer qu'à très court terme qui est essentiellement des effets-prix.

Méthodologie

Pour modéliser notre travail, nous allons justement nous inspirer le modèle VAR¹⁶⁵. Ce modèle, nous permettra d'analyser l'identification des chocs, pour vérifier comment le PIB réagit face à une variation des prix à court terme et à moyen terme, ainsi qu'à l'existence d'une relation de long terme entre le taux de change réel et de la production. C'est pour cette raison que nous adopterons dans le cadre de ce travail les cinq principales variables suivantes :

$$\text{Soit } Y_t = (LPIB_t, LM3_t, LC_t, LDAP_t, TCR_t)$$

le vecteur de dimensions (5×1) , composé des variables stationnaires. La modélisation de ce vecteur sous la forme d'un processus VAR non restreint peut être représentée pour chacune des variables comme suit :

$$\begin{pmatrix} LPIB_t \\ LM3_t \\ LC_t \\ LDAP_t \\ TCR_t \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} C_{10} \\ C_{20} \\ C_{30} \\ C_{40} \\ C_{50} \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} a_{11} & a_{12} & a_{13} & a_{14} & a_{15} \\ a_{21} & a_{22} & a_{23} & a_{24} & a_{25} \\ a_{31} & a_{32} & a_{33} & a_{34} & a_{35} \\ a_{41} & a_{42} & a_{43} & a_{44} & a_{45} \\ a_{51} & a_{52} & a_{53} & a_{54} & a_{55} \end{pmatrix} \begin{pmatrix} LPIB_{t-i} \\ LM3_{t-i} \\ LC_{t-i} \\ LDAP_{t-i} \\ LTCR_{t-i} \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} \varepsilon_t^1 \\ \varepsilon_t^2 \\ \varepsilon_t^3 \\ \varepsilon_t^4 \\ \varepsilon_t^5 \end{pmatrix} \quad (1)$$

¹⁶⁴ AKITOBY, Bernardin : « Étude de l'efficacité de la dévaluation du franc CFA au Bénin » page4. International Economics - International Finance - Foreign Exchange, Mai 1997.

¹⁶⁵ Cheikh Tidiane NDIAYE : « Analyse de l'efficacité relative des politiques monétaire et budgétaire au Sénégal ». 2009

Avec

$$Y_t = \begin{pmatrix} LPIB_t \\ LM3_t \\ LC_t \\ LADP_t \\ LTCR_T \end{pmatrix}, \Gamma_0 = \begin{pmatrix} C_{10} \\ C_{20} \\ C_{30} \\ C_{40} \\ C_{50} \end{pmatrix} \text{ est un vecteur de constante de dimension (1x5) ;}$$

$$\Gamma_1 = \begin{pmatrix} a_{11} & a_{12} & a_{13} & a_{14} & a_{15} \\ a_{21} & a_{22} & a_{23} & a_{24} & a_{25} \\ a_{31} & a_{32} & a_{33} & a_{34} & a_{35} \\ a_{41} & a_{42} & a_{43} & a_{44} & a_{45} \\ a_{51} & a_{52} & a_{53} & a_{54} & a_{55} \end{pmatrix} \text{ est une matrice de dimension (5x5) ; } i=1 \dots 4,$$

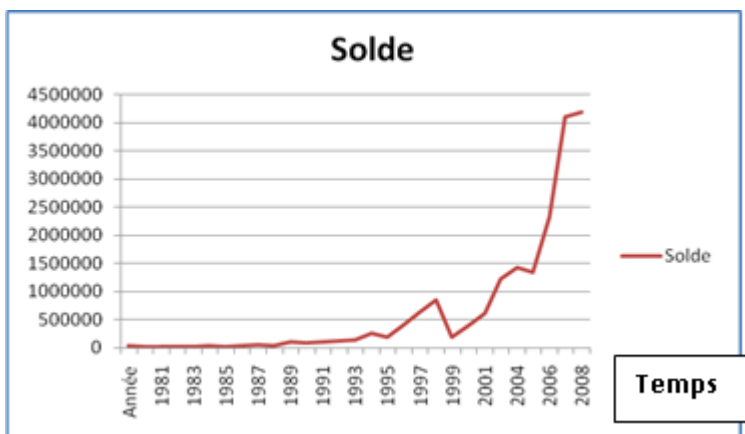
$E(E_t) = 0$, $E(\varepsilon_t, \varepsilon_t'') = \sum \varepsilon_t = (\varepsilon_t^1, \varepsilon_t^2, \varepsilon_t^3, \varepsilon_t^4, \varepsilon_t^5)$ le vecteur des chocs structurels ou des perturbations de dimensions (5x1), $\varepsilon_t \approx iidN(0, \sum)$ où $\sum$ est une matrice diagonale.

RESULTATS

Effet de la dévaluation à la balance commerciale Malgache selon la courbe en J de Marshall-Lerner

Pour le cas de Madagascar, l'effet de la dévaluation peut être apprécié sous différents angles, au niveau de la balance commerciale. Ainsi dans notre cas, le lien entre la dévaluation et le solde de la balance commerciale s'est traduite par la courbe en J déterminée par le fameux théorème des élasticités critiques de Marshall-Lerner.

Ce théorème de Marshall et Lerner explique la condition de l'élasticité suivante : si $|\varepsilon_X| + |\varepsilon_M| > 1$ (ε_X élasticité prix d'offre de l'exportation et ε_M élasticité prix de la demande de l'importation), la dévaluation a un effet positif au niveau du solde de la balance commerciale d'un pays. Alors pour obéir cette théorème, il fallait que la valeur du solde de la balance commerciale soit en valeur absolue, présenté par le résultat de la courbe ci-dessous.



Source : Auteur par les données statistique du FMI

Figure 1 : courbe en J de Marhsall-Lerner (en milliards FMG) représentant le lien entre la dévaluation et le solde de la balance commerciale

Fonction de réponse impulsionnelle

Les variables que nous avons retenues pour simuler les chocs sont : le produit intérieur brut, la masse monétaire, la dépense publique, la consommation et le taux de change.

Choc sur le produit intérieur brut PIB

La figure ci-dessous retrace la simulation de l'impact d'un choc sur le produit intérieur brut. Ce choc peut être imputable soit à une dynamique des impulsions provenant de l'intérieur ou soit à celle de l'extérieur. Analysons les répercussions de ce choc sur le produit intérieur brut, la masse monétaire, les dépenses, la consommation et le taux de change.

Une réponse de choc impulsionnel sur un intervalle de 10 périodes sur le produit intérieur, baisse au début de période [1-3], et il reste stable entre [5-10].

- Ce choc de produit intérieur brut se traduit par une augmentation de masse monétaire au début de période entre [1-3] et une baisse entre [3-5] et il reste stable entre [5-10]. Cette augmentation au début de période représente une augmentation de la quantité de masse monétaire à court terme après la dévaluation de la monnaie nationale et baisse immédiatement les valeurs de revenue nationale ou de produit intérieur brut.
- Ainsi le choc de produit intérieur brut se traduit par un effet similaire entre les trois variables dont la consommation, le taux de change réel et les dépenses publiques c'est-à-dire augmente entre [1-2], baisse entre [2-4] et il reste stable entre [4-10]. L'augmentation de la consommation au début de période ou à court terme

représente une augmentation du niveau générale de prix due à l'importation, augmente automatiquement le taux de change, ainsi que les dépenses publiques.

- A moyen terme, la baisse des graphes entre [2-4] montre que le solde de la balance courante s'améliore par l'effet favorable de l'activité économique. A long terme (entre [4-10]), l'impact de choc du produit intérieur brut sur les autres variables est neutre.

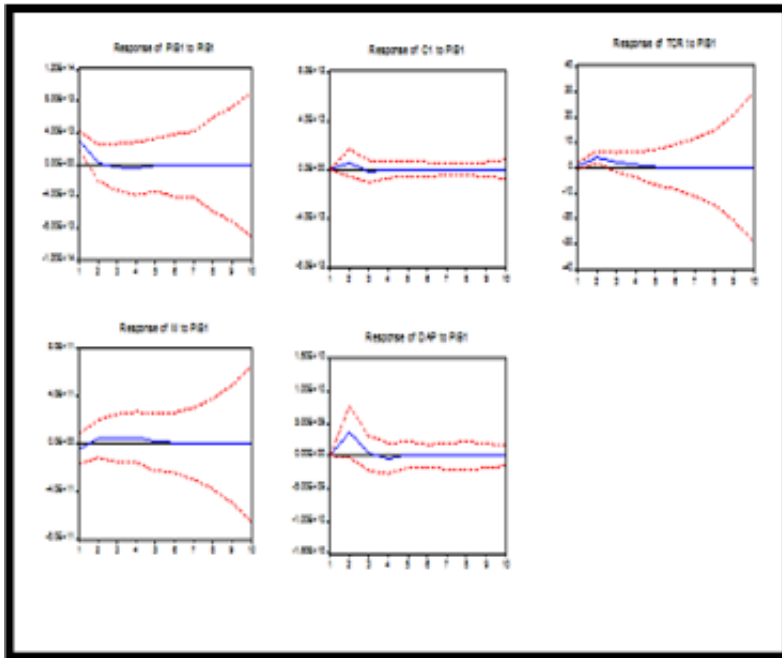


Figure 2 : Fonction de réponse impulsionnelle sur le produit intérieur brut

Choc sur la masse monétaire M3

La figure ci-dessous retrace la simulation de l'impact d'un choc sur la masse monétaire. Ce choc peut être imputable soit à une dynamique des impulsions provenant de l'intérieur ou soit à celle émanant de l'extérieur. Analysons les répercussions de ce choc sur le produit intérieur brut, la masse monétaire, les dépenses publiques, la consommation et le taux de change. Un choc impulsionnel baisse la masse monétaire au début de période [1-2] et puis il reste stable entre [3-10]. Cette baisse signifie que la quantité de masse monétaire en circulation est diminuée c'est-à-dire la monnaie nationale est appréciée ; et la stabilité montre que la monnaie n'a aucun effet sur l'activité économique à long terme.

- Le choc de la masse monétaire se traduit par l'augmentation de produit intérieur brut à court terme [1-3] et reste stable entre [3-10]. C'est-à-dire que le choc de masse monétaire à court terme a un impact positif sur le produit intérieur brut ; et la stabilité à long terme signifie que la dépréciation monétaire n'a aucun impact à long terme sur la croissance économique.
- Ainsi ce choc de la masse monétaire implique des effets similaires sur le 3 aux autres variables : dépenses publiques, consommation, et taux de change. C'est-à-dire sur ces trois variables l'impact de choc monétaire n'a pas d'effet les autres variables malgré l'existence de l'écart au niveau de l'intervalle de confiance. Enfin ce choc montre également qu'à long terme la dévaluation monétaire n'a aucun effet sur les activités économiques.

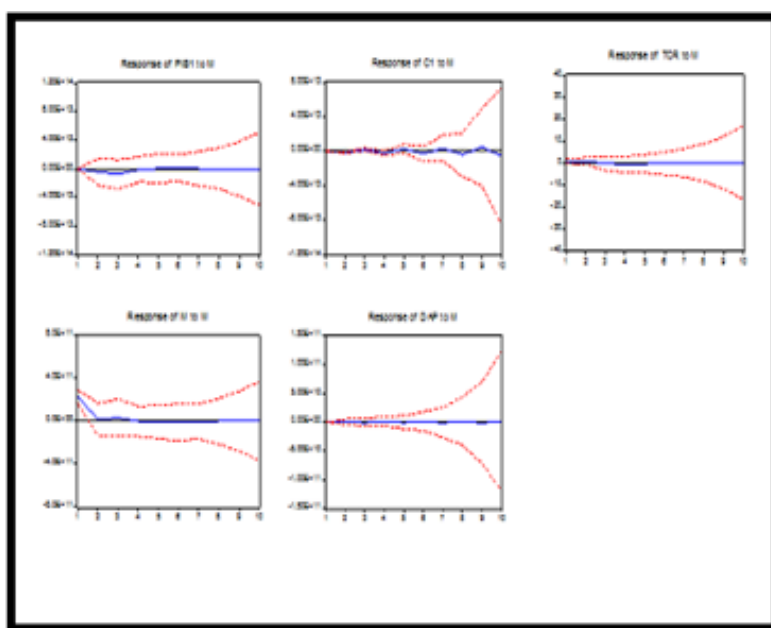


Figure 3 : Fonction de réponse de choc impulsionnelle sur la masse monétaire M3

DISCUSSIONS

Les résultats précédente, basée sur les fonctions de réponses impulsionnelles, peut être complétée par une analyse de la décomposition de la variance de l'erreur de prévision. L'objectif est de calculer la contribution de chacune des innovations à la variance de l'erreur en pourcentage. Quand une innovation explique une part importante de la variance de l'erreur de prévision, nous en déduisons que l'économie étudiée est très sensible aux chocs affectant cette série.

Ainsi pour discuter nos résultats ci-dessus, dans le court terme, les circuits commerciaux ont rarement la possibilité de s'ajuster rapidement à des modifications de prix relatifs, donc dans un premier temps, à la suite d'une dévaluation (réelle), l'effet prix domine et l'on obtient une détérioration de la balance de biens et services. Par la suite, c'est-à-dire en moyen terme une fois les contrats préexistants parvenus à échéance, une fois les anticipations de prix corrigées, les quantités demandées s'ajustent, induisant parfois des changements sensibles de comportement, et corrigeant l'effet négatif initial sur la balance des biens et services.

La compétitivité de nos produits d'exportation mesurée par le TCER (Taux de change effectif réel) sera réalisée ultérieurement, mais on peut d'ores et déjà avancer que parmi les principaux produits d'exportations, seuls quelques-uns d'entre des produits exportés réagissent, toute chose égale par ailleurs, avec le TCER en terme de gain de compétitivité. C'est plutôt la capacité de production et l'avantage comparatif qui dictent l'augmentation en volume des exportations au détriment de la compétitivité-prix.

D'autre part, la dévaluation va renchérir les prix de vente des articles importés ainsi que des articles produits localement (environ 30% des intrants importés utilisés par les entreprises locales ne peuvent être substitué localement), avec des intrants importés qui ne peuvent être substitués localement, engendrant une inflation par les coûts, car les entreprises manufacturières sont obligées de répercuter cette hausse sur les prix des produits finis. Elle va aussi atténuer l'effet-volume attendu de la détaxation sur les importations des biens d'équipement, des biens durables et semi-durables.

Au niveau des finances publiques, la dévaluation permet d'accroître les recettes de l'Etat. Elle augmente les recettes assises sur le commerce extérieur (DD ou Droit de Douane, TI ou Taxe à l'Importation, ...) par la simple augmentation de la valeur nominale des flux d'échange, et favorise l'accroissement du prix en FMG (franc Malgache) des produits de rentes exportés. Parallèlement, elle augmente les coûts des dépenses publiques vers l'extérieur (service de la dette), mais accroît la contrepartie de l'aide extérieure en monnaie nationale.

Au niveau des Investissements Directs Etrangers, la dévaluation va attirer des capitaux étrangers à court et à moyen terme. En effet, cette attraction résulte de la baisse du prix relatif des actifs réels internes (capital travail, coût de production) et de la diminution des charges relatives des investisseurs, accroissant la compétitivité-prix de Madagascar¹⁶⁶.

¹⁶⁶ RASOLOFO Adamson, assistant chercheur : « *Les effets de la dépréciation de la monnaie Malgache et le taux de change après la mise en place du marché interbancaire de devise en continu*(CREAM) » (page11-12) 2005.

Au niveau des consommateurs, la dévaluation aura pour conséquence directe la hausse des prix, à effet spéculatif par certains profiteurs au début, mais qui deviendra effective à moyen terme, quand les entreprises mettront sur le marché leurs produits avec des prix intégrant la hausse des coûts de production. Les consommateurs auront à subir la hausse des produits importés (importations incompressibles) qui ne peut être substitués localement, et verra leur pouvoir d'achat diminué. En effet, la manufacture locale se bat pour concurrencer les importations de produits finis au préjudice de la main d'œuvre. A cet effet, un test économétrique a été fait, en régressant le taux d'inflation par le taux de change nominal (TCEN) et la masse monétaire (M3), et nous montre qu'une dévaluation du taux de change de 10% a entraîné une augmentation de 1,7% du taux d'inflation avec un retard de 12 mois¹⁶⁷.

CONCLUSION

Ce travail a essayé d'évaluer l'impact de la dévaluation sur l'activité économique malgache à l'aide du modèle VAR. L'utilisation de ce modèle VAR permet de réaliser le choix de la variable économique. Elle permet également d'identifier et d'analyser le choc. Ainsi l'impact significatif des chocs du produit intérieur brut, de la masse monétaire, du taux de change, des dépenses publiques et de consommation, ont mis en évidence par l'analyse de la causalité entre les variables, celle des réponses impulsionnelles et celle de la décomposition des variances de l'erreur de prévision. Les résultats montrent ainsi que la variation d'une variable a un effet récessif sur les autres variables à court terme, mais ils deviennent neutres à long terme. D'autre part, la dévaluation, montre clairement que l'effet de la dévaluation détériore le solde de la balance courante à court terme, et qu'en moyen terme il y a un effet bénéfique par l'amélioration de la compétitivité de produit domestique qui incite les agents économiques dans les secteurs des exportations. A long terme, cet effet bénéfique serait résorbé par la propagation de l'inflation importée.

Enfin, il est important de procéder à un contrôle et à une amélioration de la politique de change de la Banque Centrale Malagasy (BCM) afin d'éviter l'effet récessif de la dévaluation, malgré l'existence de la politique d'ajustement structurelle adopté par les institutions financières internationales, c'est-à-dire le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM). De ce fait, la politique de change malgache a tout simplement besoin d'être réformée. Cependant, la dévaluation n'est pas toujours un mal en soi mais présente aussi des avantages en matière de relance de

¹⁶⁷ CREAM (Centre, d'Etudes et d'appui à l'Analyse Economique à Madagascar) : « *Le taux de change et la dépréciation du Franc Malgache* » (page 5. Cahier de Recherches en Analyse Economique ; N° 02/2004 ; RASOLOFO Adamson –Assistant-Chercheur, Avril 2004 ; The African Capacity Building Foundation.

l'économie par une bouffée d'oxygène qu'elle donne à l'exportation et à l'attrait de capitaux étrangers tout en suscitant la compétitivité de prix.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) AKITOBAY, Bernardin. Étude de l'efficacité de la dévaluation du franc CFA au Bénin, International Economics - International Finance - Foreign Exchange.
- 5) Barbone, L., et F. Rivera-Batiz. (1987). "Foreign capital and the contractionary impact of currency devaluation, with an application to Jamaica," Journal of Development Economics, 26(1-15).
- 7) Bruno, M. (1979). "Stabilization and stagflation in a semi-industrialized economy," dans International Economic Policy : Theory and Evidence, ed. F. J. A. Dornbusch R, pp. 270–289. Baltimore : John Hopkins UP.
- 6) Christophe A.Sims. (1980). "Interpreting the macroeconomic time series facts, the effects of monetary policy".Yale University, New Haven CT. USA.
- 4) Cooper, R. N. (1971). "Currency devaluation in developing countries," dans Government and Economic Development, ed. R. G. New Haven: Yale UP.
- 2) Diaz-Alejandro, C. F. (1963). "A note on the impact of devaluation and the redistributive effects," Journal of Political Economy, (71), 577–580.
- 8) Jean Fericelli. (1962). Les conditions monétaires et la réussite d'une dévaluation, Revue économique. Volume 13, n°1, pp. 87-116.
- 3) NDIAYE Cheikh Tidiane. (2009). « Analyse de l'efficacité relative des politiques monétaire et budgétaire au Sénégal ».
- 9) Paul Krugman and Lance Taylor. Contractionary effects of devaluation, Yale University, New Haven, CT 06520, U.S.A. M.I.T., Cambridge, MA 02139, U.S.A.
- 10) Rafiki Idriri. (2001). La dévaluation dans les pays en voie de développement : le cas de Mexique, Université de Montréal, département de Science Economiques, Faculté des arts et sciences.
- 11) RAMIANDRISOA Tiarinisaina Olivier. (2004). La dévaluation a-t-elle un effet récessif ? Le cas de Madagascar, Université de Rennes 1, Institut Catholique de Madagascar.
- 12) Régis Bourbonnais, Michel Terraza. (2004). « Manuel et exercices corrigés ». Analyse des séries temporelles. Application à l'économie et gestion. Dunod, Paris.
- 14) Sims, Christopher A., James H. Stock, and Mark W. Watson. (1990). "Inference in Linear. Time Series Models with Some Unit Roots." Econometrica, 58(1) : 113-144.

- 13) Solimano, A. (1986). "Contractionary devaluation in the southern cone: The case of Chile," *Journal of Development Economics*, (23), 135–151.
- 15) Sylviane Guillaumont Jeanneney. (1988). Dévaluer en Afrique ? In: *Revue de l'OFCE*. N°25, pp. 123-143.